13e Edition

LA RÉVOLUTION MONDIALE

I

ADOLF HITLER

DISCOURS

DU 28 AVRIL 1939
AU 4 MAI 1941

TEXTE OFFICIEL ET INTÉGRAL

ÉDITIONS ROBERT DENOËL

1659

9(430)
H66
94(430)/H66

"LA RÉVOLUTION MONDIALE"

I

ADOLF HITLER

DISCOURS

Du 28 Avril 1939
au 24 Février 1941

TEXTE OFFICIEL ET INTÉGRAL

400847N
BIBLIOTECA MUNICIPALA FONDUL SALII DE LECTURA DEJ
1994
42.628
400.847

ÉDITIONS DENOËL
19, Rue Amélie, Paris (7e)

BIBLIOTECA MUNICIPALA
— CLUJ —

Il a été tiré de cet ouvrage, cent exemplaires sur papier pur fil Lafuma, numérotés de 1 *à* 100, *qui constituent l'édition originale.*

9(430).1939/1940 Hitler, Adolf
32(430)-011.1939/1940 Hitler, Adolf

DISCOURS DU 28 AVRIL 1939
DEVANT LE REICHSTAG

L'accord de Munich, du 29 septembre 1938 suivi, le 30 septembre, par la déclaration de paix anglo-allemande, semble avoir écarté pour longtemps le danger de guerre européenne, provoqué par la crise des Sudètes.

Mais il n'en est rien. Dès son discours du 9 octobre, à Sarrebrück, le Führer met le monde en garde contre les menées dangereuses d'hommes d'Etat anglais. Il répète son avertissement les 6 et 8 novembre et le 30 janvier.

Le 24 octobre 1938, à Berchtesgaden, M. von Ribbentrop fait connaître, pour la première fois, à M. Lipski, ambassadeur de Pologne, les propositions allemandes : retour de Dantzig au Reich, création d'un autostrade et d'une ligne de chemin de fer, sous la garantie de l'exterritorialité, à travers le Corridor vers la Prusse Orientale. Ces propositions sont formulées à nouveau le 19 novembre, à Berlin; les négociations continuent entre le Führer, M. von Ribbentrop et le ministre polonais des affaires étrangères, M. Beck, à Berchtesgaden, les 5 et 6 janvier et le 26 du même mois, à Varsovie.

6 décembre 1938 : A Paris, signature de la déclaration franco-allemande concernant le règlement pacifique des questions intéressant la France et l'Allemagne.

Ces négociations pacifiques du Reich sont complétées par des accords culturels réciproques entre l'Allemagne d'une part, l'Italie, le Japon et l'Espagne d'autre part.

La crise tchécoslovaque — Mars 1939 : La politique double du gouvernement central de Prague sur le plan extérieur et ses tentatives pour reprendre aux Slovaques l'autonomie qui leur avait été accordée, ont pour conséquence la dissolution de la Tchécoslovaquie. Les violences recommencent contre les Allemands des enclaves minoritaires. Le 13 mars 1939, le Président du Conseil slovaque, le Dr. Tiso, se rend à Berlin; le 14, le Parlement slovaque proclame l'indépendance de la Slovaquie. Dans la soirée du 14, le Président du Conseil tchèque, le Dr. Hacha, se rend à Berlin, avec le ministre des Affaires étrangères, M. Chvalkovsky, et remet le sort du peuple tchèque entre les mains du Führer. Le lendemain, le 15, à la première heure, l'accord est signé et les troupes allemandes entrent en Bohême et en Moravie. Le 16, décret du Führer sur la constitution du protectorat de la Bohême et de la Moravie; le même jour, il accepte de protéger militairement la Slovaquie comme elle l'avait demandé.

Le 21 mars 1939, M. von Ribbentrop, remet de nouveau à l'ambassadeur de Pologne à Berlin, M. Lipski, un projet de régler, sur une large base, la question de Dantzig et du Corridor : garantie à la Pologne de ses droits économiques à Dantzig, devenue ville allemande, conclusion d'un pacte de non-agression pour une durée

de vingt-cinq ans et reconnaissance définitive des frontières polonaises aux conditions sus-mentionnées (ligne ferroviaire et autostrade exterritoriale). Le gouvernement polonais y répond, le 23, par une mobilisation partielle dans le Corridor et, le 26, décline ces propositions, encouragé par l'appui de l'Angleterre.

Le 31 mars, déclaration franco-anglaise de garantie à la Pologne, bientôt suivie par celles données à la Roumanie, la Grèce et la Turquie, après de vaines tentatives auprès des pays nordiques.

Le 1er avril, discours du Führer à l'occasion du lancement du cuirassé « Tirpitz », où il déclare officiellement la volonté de l'Allemagne de se défendre contre la politique d'encerclement des puissances occidentales.

Le 14 avril 1939, le Président Roosevelt envoie au Führer un télégramme, auquel Adolf Hitler répond par le grand discours suivant :

DEPUTES, MEMBRES DU REICHSTAG !

Le Président des Etats-Unis m'a adressé un télégramme, dont le contenu, vraiment particulier, vous est connu. Avant que moi-même, destinataire de ce document, j'eusse pu seulement en voir le texte, le reste du monde en avait déjà reçu connaissance par la T.S.F. et par la Presse. Nous recevions, en outre, par la voie d'innombrables commentaires des organes de la démocratie mondiale, l'amicale déclaration que ce télégramme constituait un document tactique, très habile, destiné à endosser aux Etats vraiment régis par le peuple la responsabilité des mesures de guerre prises par les ploutocraties. Je me suis, en conséquence, décidé à faire convoquer le Reichstag allemand pour vous donner, mes Députés, en votre qualité de représentants élus de la nation allemande, la possibilité de connaître, les tout premiers, ma réponse, de la confirmer ou de la rejeter.

Mais, en outre, j'ai considéré comme opportun de rester fidèle à la méthode suivie par M. le Président Roosevelt et, moi aussi, par les moyens en usage chez nous, de donner au reste du monde connaissance de ma réponse.

Je veux aussi profiter de cette occasion pour expliquer les sentiments qui m'animent en présence des puissants événements historiques du mois de mars de cette année. Mes sen-

timents les plus profonds, je ne puis mieux les exprimer que sous la forme d'une humble action de grâce envers la Providence qui m'a appelé et aidé, moi, jadis soldat inconnu de la guerre, à devenir le Führer de mon peuple si vivement aimé. C'est elle qui m'a fait trouver les voies qu'il fallait pour tirer notre peuple de la plus profonde misère et sans verser de sang opérer son redressement. C'est elle qui a permis que je remplisse la seule tâche de mon existence : relever de sa défaite mon peuple allemand et le libérer des chaines du plus honteux « Diktat » de tous les temps.

Tel fut l'unique but de mon activité. Depuis le jour où je me suis tourné vers la politique, je n'ai pas eu d'autre pensée que de lutter pour rendre à la Nation allemande sa liberté, ranimer les forces et l'énergie de notre Reich, surmonter à l'intérieur l'éparpillement des forces, mettre un terme à la séparation extérieure et assurer sa sécurité en maintenant son indépendance économique et politique.

J'ai seulement voulu rétablir ce que d'autres avaient jadis brisé par la violence, ce que la méchanceté satanique ou la déraison humaine avait détruit ou gâté. Aussi n'ai-je fait aucune démarche qui ait violé des droits étrangers; j'ai simplement rétabli le droit violé il y a 20 ans. Dans le cadre du Reich grand-allemand actuel, il n'y a pas un territoire qui ne lui ait appartenu depuis les temps les plus anciens, qui n'ait été lié à lui ou soumis à sa souveraineté. Longtemps avant que le continent américain eût été découvert par des Blancs, et surtout avant qu'il eut été colonisé, ce Reich existait déjà, et cela non seulement dans sa grandeur actuelle, car il comprenait, en outre, beaucoup de territoires et de provinces perdus depuis.

Lorsque, voici 21 ans, la guerre sanglante prit fin, des millions de cerveaux avaient conçu le fervent espoir qu'une paix raisonnable et équitable récompenserait et rendrait heureux les peuples tourmentés par l'effroyable fléau que fut le conflit mondial. J'ai dit « récompenser ». En effet, tous ces hommes, quelles que soient les constatations des historiens, n'étaient aucunement coupables de cet effroyable cataclysme. Et si, dans quelques pays, vivent encore des politiciens que, déjà alors, on pouvait nommer les responsables de cette boucherie, la plus cruelle de tous les temps, la grande masse des soldats

de tous les pays et de tous les peuples qui combattaient, est tout au plus digne de pitié mais n'est, en aucun cas, coupable. Moi-même, vous le savez, je n'avais jamais fait de politique avant la guerre et, comme tant de millions d'autres, j'avais seulement rempli mon devoir d'honnête citoyen et de soldat. Je pouvais donc, pendant et après la guerre, avec la meilleure conscience du monde, combattre pour la liberté et l'avenir de mon peuple. Je puis, par conséquent, parler au nom d'innombrables millions d'humains, qui sont aussi innocents que moi, lorsque je déclare que tous ceux qui n'ont fait que combattre pour leur peuple, remplissant en cela leur devoir le plus sacré, avaient droit à une paix dictée par la raison et l'équité, de sorte que l'humanité pût, par un travail commun, se mettre à réparer les dommages communs.

Or, ces millions d'humains ont été alors frustrés de cette paix ; ce ne sont pas, en effet, seulement les Allemands ou les autres peuples ayant combattu de notre côté qui ont été abattus par les traités de paix. Non ! Les traités ont eu un effet désastreux également pour les vainqueurs. Alors s'est révélé pour la première fois le malheur résultant du fait que la politique fut dirigée par des hommes qui n'avaient pas combattu pendant la guerre. Les soldats, en effet, n'avaient point de haine, mais bien ces vieux politiciens qui, soigneusement, avaient ménagé leur précieuse vie en la soustrayant aux horreurs de la guerre, et qui, maintenant, s'acharnaient sur l'humanité, affolés par l'esprit de vengeance. La haine, la méchanceté, la déraison furent les auteurs intellectuels du « Diktat » de Versailles. Des espaces vitaux et des États, également millénaires, furent arbitrairement brisés et dissous.

Des hommes que des liens immémoriaux rattachaient les uns aux autres furent violemment séparés, les nécessités vitales de l'économie furent méprisées, et les peuples eux-mêmes, classés en vainqueurs et en vaincus, furent transformés en maîtres et en esclaves, tous les droits étant réservés aux premiers et refusés aux seconds. Ce document de Versailles est, heureusement, consigné noir sur blanc pour

la postérité ! Car sans cela on ne le tiendrait plus tard que pour la création mythique d'une imagination déréglée et corrompue.

Près de 115 millions d'êtres humains se virent violentés dans leur droit de libre disposition, non par des soldats victorieux, mais par des politiciens insensés, qui les arrachèrent arbitrairement à leurs anciennes communautés et les groupèrent en communautés nouvelles sans se préoccuper de leur sang et de leur origine, sans tenir compte des lois de la raison et des nécessités économiques.

Les conséquences furent épouvantables.

Car, quoi que les hommes d'Etat aient pu alors détruire, il est une chose qu'ils furent impuissants à abolir, à savoir cette gigantesque masse humaine vivant dans le centre de l'Europe et qui, pressée sur un espace restreint, ne peut assurer son pain quotidien que grâce au labeur le plus intense et, par conséquent, au milieu de l'ordre le plus parfait. Mais qu'est-ce que les hommes d'Etat des soi-disant empires démocratiques connaissaient de ces problèmes ? Ce n'était qu'une troupe d'ignorants imbéciles lâchés sur l'humanité, qui, dans des espaces vitaux où près de 140 habitants doivent subsister sur un kilomètre carré, détruisirent purement et simplement un ordre établi par l'histoire depuis près de deux mille ans, et cet ordre, ils le transformèrent en désordre sans pouvoir ou même vouloir résoudre eux-mêmes les problèmes que pose la vie en commun de ces populations, dont ils avaient assumé alors la responsabilité en tant que dictateurs du nouvel ordre des choses.

Il est vrai que, quand il apparut plus tard que les conséquences de ce nouvel ordre de choses devaient être catastrophiques, les dictateurs démocratiques de la paix, de marque américaine ou européenne, firent preuve d'une telle lâcheté qu'aucun d'eux n'osa prendre la responsabilité de ce qui était arrivé. Ils se rejetèrent mutuellement la faute, chacun s'efforçant ainsi de se dérober au jugement de l'histoire. Mais les hommes que leur haine et leur folie avaient maltraités n'étaient pas, hélas ! en état de profiter du sauvetage de ceux qui les avaient ruinés.

Il est impossible d'énumérer les stations douloureuses que

notre peuple a parcourues. Dépouillé de toutes ses possessions coloniales, pillé en totalité de ses ressources pécuniaires et réduit à l'indigence, victime de l'extorsion des soi-disant réparations, notre peuple fut projeté dans la plus sombre des époques de son infortune nationale. Et, qu'on en prenne bien note, il ne s'agissait point alors de l'Allemagne nationale-socialiste, mais de l'Allemagne démocratique, de cette Allemagne qui avait été un instant assez faible pour se fier aux promesses des hommes d'Etat démocrates.

La misère qui en est résultée, misère qui s'installa à demeure, commença à jeter notre peuple dans le désespoir politique. Les hommes les plus honnêtes et les plus travailleurs de l'Europe Centrale croyaient que la destruction totale de l'ordre, qui semblait s'être tourné en malédiction, était la seule possibilité de délivrance. Des parasites juifs mettaient d'une part sans pitié la nation au pillage et excitaient d'autre part les masses plongées dans la misère. Tandis que pour cette race le malheur de notre peuple devenait le seul but et la seule fin, on réussit encore à lever, dans l'armée du chômage qui se constituait, les éléments qualifiés pour réaliser la révolution bolcheviste. L'ordre politique se désagrégeant, l'opinion publique égarée par une presse juive irresponsable, on assista à des ébranlements de plus en plus violents de la vie économique et, par suite, à un accroissement de la misère et à une réceptivité plus grande pour les idées bolchevistes de subversion. L'armée de la révolution mondiale juive, ainsi que l'on désignait la masse des chômeurs, finit par s'élever à presque 7 millions. L'Allemagne n'avait jamais connu autrefois pareille situation. Dans l'espace vital du grand peuple allemand et de l'ancien Etat des Habsbourg qui en faisait partie, la sécurité de la vie économique, malgré toutes les difficultés de la lutte pour l'existence qui résultaient du surpeuplement du territoire, loin d'avoir diminué au cours des temps, n'avait fait au contraire que grandir. L'application et l'amour du travail, un sens très marqué de l'épargne ainsi que l'amour d'un ordre consciencieux n'ont pu, certes, prodiguer d'extraordinaires richesses aux hommes vivant dans cet espace, mais ils les ont préservés en revanche de la plus amère détresse. Aussi quelle ne fut pas l'épouvante de ces hommes que Versailles avait désormais condamnés lorsqu'ils mesurèrent les conséquences de la paix de misère que les

dictateurs démocratiques leur avaient imposée. Nous savons aujourd'hui les raisons pour lesquelles la Grande Guerre devait aboutir à cette fin épouvantable. Il y avait tout d'abord la soif de butin. Ce qui ne se révèle que très rarement profitable déjà dans la vie humaine individuelle, on croyait pouvoir, sur une échelle des millions de fois plus grande, le faire apparaître à l'humanité comme constituant une expérience profitable. Qu'on mette de grands peuples en coupe réglée, qu'on leur extorque tout ce qu'on peut leur extorquer, on pourra se mettre ensuite à vivre soi-même une vie d'insouciant farniente. C'était là l'opinion de ces économistes dilettantes.

Mais il fallait aussi, pour atteindre cette fin, que

1° Les Etats eux-mêmes fussent morcelés. Il fallait ravir à l'Allemagne ses possessions coloniales, bien qu'elles fussent sans aucune valeur pour les démocraties mondiales ; il fallait envahir les territoires les plus riches en matières premières et — au besoin — les soumettre à sa propre influence, mais il fallait surtout :

2° Empêcher que les malheureuses victimes de ces mauvais traitements démocratiques infligés aux nations comme aux individus, ne puissent jamais se remettre, ni surtout se relever. C'est ainsi que fut conçu le plan diabolique d'accabler des générations sous la malédiction de ces « Diktats ». Pendant 60, 70 ou 100 ans, l'Allemagne allait devoir payer des sommes dont l'apport devait rester pratiquement un parfait mystère. On ne pouvait concevoir la réalisation de ces sommes gigantesques ni sous la forme d'or ou de devises, ni sous celle de prestations continuelles prélevées sur la production sans que les aveugles percepteurs des tribus ne se ruinent ainsi eux-mêmes. Et c'est bien la vérité : ces démocratiques dictateurs de la paix ont, avec leur folie de Versailles, ruiné de fond en comble l'économie mondiale. Leur stupide dissection de peuples et d'Etats anéantit les communautés économiques de production et d'échange qui s'étaient harmonieusement constituées au cours des siècles, forçant ainsi les nations de tendre à s'affranchir par l'autarcie et amenant, par voie de conséquence, la destruction des conditions générales de l'économie mondiale jusqu'alors existantes.

Il y a vingt ans, lorsque j'entrai comme septième membre du Parti ouvrier allemand d'alors, à Munich, dans la vie politique, j'aperçus partout autour de moi les symptômes de cet effondrement. Le pire était — comme je l'ai déjà souligné — le complet désespoir des masses, qui en résultait fatalement, la disparition chez les gens cultivés de toute confiance en la raison humaine et surtout en la justice, mais aussi l'explosion brutale de l'égoïsme chez toutes les créatures grevées de cet instinct !

Dans quelle mesure il m'a été possible, au cours de ces 20 années, de faire resurgir une nation de ce chaos, ainsi que d'établir un ordre nouveau, c'est là un fait qui appartient déjà à l'histoire allemande. Mais ce que je veux aujourd'hui vous exposer clairement dans mon introduction, c'est, avant tout, les buts de ma politique à l'extérieur et leur réalisation.

Ce qui restera à jamais une des plus honteuses violences du « Diktat » de Versailles, c'est le déchirement de la nation allemande ainsi que la désagrégation politique de l'espace vital dans lequel elle se trouve placée depuis des millénaires.

Mes Députés, hommes du Reichstag, je n'ai jamais laissé de doute sur le fait qu'il est en soi presque impossible de jamais réaliser en Europe une concordance des frontières politiques et ethniques capable de satisfaire tout le monde. La migration des peuples, qui a cessé peu à peu au cours des derniers siècles, d'une part, et la formation de grands corps politiques, d'autre part, ont créé dans ce domaine une situation qui, d'un côté ou de l'autre, sera presque toujours jugée insatisfaisante par l'intéressé. Mais c'était précisément la manière dont s'étaient consolidées les formations ethniques et politiques qui, au siècle dernier, faisait que beaucoup croyaient justifié leur espoir de voir finalement s'établir, entre le respect de la vie nationale respective des peuples européens et la reconnaissance des formations politiques stabilisées, un compromis qui, sans détruire l'ordre politique de l'Europe et, par là, les bases économiques y existant, permettrait cependant de sauvegarder le caractère des communautés ethniques. La Grande Guerre a dispersé ces espoirs. Le « Diktat » de Versailles n'a satisfait ni à l'un, ni à l'autre de ces principes.

On ne respecta pas le droit de libre disposition des peuples, on ne tint pas non plus compte des nécessités politiques, ni surtout économiques, de l'évolution de l'Europe. Cependant, je n'ai jamais laissé de doute sur le fait, déjà souligné, qu'une revision du traité de Versailles trouverait quelque part une limite. Et je l'ai toujours déclaré ouvertement en toute franchise; et cela, non pour des raisons de tactique, mais en vertu de ma conviction la plus profonde. En tant que Chef national du peuple allemand, je n'ai pas laissé de doute sur le fait que, partout où l'exigent les intérêts supérieurs de la vie commune de l'Europe, les intérêts nationaux particuliers devront aussi, — si cela est nécessaire — être relégués à l'arrière-plan. Et j'ai affirmé ceci — comme je l'ai déjà souligné — non par calcul tactique, car je n'ai pas laissé de doute sur le fait que je suis absolument sincère en proclamant cette conception. C'est pour cette raison que j'ai prononcé pour toute une série de territoires, qui pourraient être sujets à controverses, des décisions définitives, que je les ai fait connaître non seulement à l'extérieur, mais aussi à l'intérieur et en ai assuré le respect. Je n'ai pas, comme la France en 1870-71, qualifié d'intolérable à la longue la cession de l'Alsace-Lorraine; j'ai établi ici une distinction entre le Territoire de la Sarre et les deux anciens « Reichslânder ». Je n'ai pas modifié ma manière de voir et je ne la modifierai pas. Je n'ai pas permis une seule fois qu'on rompît avec cette attitude à l'intérieur de l'Allemagne, ni qu'on la remît en question dans notre presse, ni ailleurs. Le retour du territoire de la Sarre avait une fois pour toutes éliminé en Europe tous les problèmes territoriaux entre la France et l'Allemagne. J'ai, il est vrai, toujours regretté que les hommes d'Etat français aient considéré cette attitude comme quelque chose de tout naturel. C'est se méprendre sur la situation. Je n'ai pas, en effet, préconisé cette manière de voir par crainte de la France. Comme ancien soldat je n'en verrais pas le motif. Quant au territoire de la Sarre, je n'ai pourtant laissé subsister aucun doute que nous n'accepterions pas sa rétention. Non, cette attitude à l'égard de la France n'était que le fruit de la reconnaissance d'une nécessité, celle d'aboutir d'une façon ou d'autre, à la paix en Europe et de ne point semer les germes d'une insécurité, voire de tensions continues, en maintenant des exigences à n'en plus finir et la perspective de perpétuelles révisions des traités. Et si,

malgré tout, ces tensions ont surgi, ce n'est pas l'Allemagne qui en est responsable : les responsables, ce sont ces éléments internationaux qui les ont méthodiquement provoquées pour la satisfaction de leurs intérêts capitalistes.

Car j'ai fait à toute une série d'Etats européens des déclarations qui constituent des engagements. Aucun de ces Etats ne peut se plaindre que l'Allemagne lui ait jamais fait une allusion quelconque à une exigence de sa part allant à l'encontre de ces déclarations. Aucun des hommes d'Etat des Pays du Nord, par exemple, ne pourrait dire que soit le Gouvernement du Reich, soit l'opinion publique allemande lui ait jamais rien demandé d'incompatible avec la souveraineté ou l'intégrité des Etats nordiques.

J'ai été heureux que bon nombre de ces Etats européens aient saisi l'occasion de ces déclarations du Gouvernement allemand pour exprimer, en retour, et intensifier leur volonté de neutralité absolue. Tel a été le cas de la Hollande, de la Belgique, de la Suisse, du Danemark, etc. J'ai déjà mentionné la France. Je n'ai pas besoin de faire mention de l'Italie, à laquelle nous unit l'amitié la plus profonde et la plus étroite, non plus que de la Hongrie et de la Yougoslavie avec lesquelles nous avons, comme voisins, le bonheur d'entretenir des rapports d'amitié cordiale. Dès les tout premiers débuts de mon activité politique, je n'ai, en revanche, point voilé ma pensée à l'égard d'autres situations constituant une violation à la fois si vile et si manifeste du droit de libre disposition de notre peuple que nous ne pourrions ni les admettre ni nous en accommoder. Il n'y a ni une ligne ni un discours de moi où j'ai adopté à l'égard des Etats susmentionnés une autre attitude que celle indiquée. Et il n'y a non plus ni ligne ni discours de moi où dans les autres cas j'ai exprimé rien d'autre que ce que j'ai depuis confirmé par mes actes.

1° Autriche : La plus ancienne Marche de l'Est du peuple allemand était jadis le glacis de la nation allemande aux confins du Sud-Est du Reich. Les Allemands de cette région proviennent de colons de toutes les fractions de l'ethnie alle-

mande, il est vrai, avec prédominance des Bajuvares. Plus tard cette Marche devint l'apanage et la base de la puissance d'un Empire germanique qui se maintint pendant un demi-millénaire et Vienne fut ainsi la capitale du Reich d'alors. Au cours d'une désagrégation progressive, ce vieux Reich fut définitivement mis en pièces par le Corse Napoléon, pour continuer à vivre sous la forme de Confédération germanique et supporter en dernier lieu, sinon dans l'unité d'un seul Etat, du moins dans celle, ardemment désirée, d'une seule nation, la plus grande guerre de tous les temps. Je suis moi-même un enfant de cette Marche de l'Est. Non seulement les malfaiteurs de Versailles ont démoli l'Empire d'Allemagne, dissous l'Autriche, ils ont de plus interdit aux Allemands de se réclamer de cette communauté à laquelle ils avaient appartenu pendant plus de 1000 ans. J'ai toujours considéré comme la mission suprême, sacrée entre toutes, de mon existence de mettre un terme à cet état de choses et je n'ai jamais cessé de proclamer que telle était ma volonté. J'étais résolu à tout moment à réaliser ces pensées qui m'obsédaient jour et nuit. J'aurais manqué à la mission à laquelle la Providence m'a appelé si j'avais été traître au grand effort qui s'imposait de ramener ma patrie et mon peuple allemand de la Marche de l'Est dans l'Empire et, ainsi, dans le giron de la communauté nationale allemande.

Ce faisant, j'ai également effacé la page la plus honteuse du traité de Versailles. J'ai établi pour sept millions et demi d'Allemands le droit de libre disposition. J'ai fait cesser le viol démocratique dont ces sept millions et demi d'hommes étaient l'objet. J'ai levé l'interdit qui pesait sur eux de se prononcer sur leur sort et ce plébiscite, je l'ai mis en œuvre sous les regards de l'histoire. Il a eu un résultat auquel je n'étais pas le seul à m'attendre, puisqu'il était clairement pressenti par les démocratiques violateurs de nations, qui siégeaient à Versailles, car, sinon, pourquoi auraient-ils défendu le plébiscite sur le rattachement ?

2° Bohême et Moravie : Lorsqu'au cours des grandes migrations, pour des causes que nous ignorons, des tribus allemandes commencèrent à quitter le territoire actuel de la Bohême et de la Moravie, un peuple étranger, slave, se glissa dans cet habitat parmi les Allemands qui y étaient demeurés. Depuis lors, l'espace vital de ce peuple se trouva

entouré d'ethnie allemande formant autour de lui un fer à cheval. Au point de vue économique, ces pays ne sauraient à la longue mener une existence indépendante, sauf en vivant en liaison avec le peuple allemand et son économie. En outre, près de 4 millions d'Allemands vivaient dans cette aire de la Bohême-Moravie. D'une part, une politique destructive, une politique de dénationalisation, inaugurée surtout depuis le « Diktat » de Versailles sous la pression de la majorité tchèque, mais d'autre part aussi les conditions économiques et une misère grandissante déterminèrent une émigration d'éléments allemands, en sorte que le nombre des Allemands restés dans le pays se réduisit à 3,7 millions environ. A ses confins, ce territoire est habité par une population allemande homogène, mais il renferme, à l'intérieur, aussi de grandes îles linguistiques allemandes. De par son origine, le peuple tchèque nous est étranger. Mais par le fait d'une communauté millénaire, sa culture, pour l'essentiel, s'est formée et constituée sous l'influence allemande. Son économie est le résultat de son appartenance à la grande économie allemande. La capitale de ce pays fut, tout un temps, la résidence des empereurs allemands, elle possède la plus ancienne université allemande. Un grand nombre de cathédrales, d'hôtels de ville, de palais de familles nobles et bourgeoises sont les témoins de l'influence culturelle allemande. Le peuple tchèque lui-même, au cours des siècles, a tantôt resserré, tantôt desserré ses liens avec le peuple allemand. Tout rapprochement a abouti à la prospérité des deux peuples, allemand et tchèque, toute désunion à une catastrophe. Les qualités et les mérites du peuple allemand nous sont connus. Mais le peuple tchèque par la somme de ses adroites capacités, par son goût du travail, son application, par l'amour de sa terre patriale et de son individualité nationale, mérite lui aussi notre estime. En fait il y eut des époques où le respect des données nationales, de part et d'autre, s'entendait de lui-même. Les faiseurs démocrates de la paix de Versailles peuvent revendiquer le mérite d'avoir destiné ce peuple tchèque au rôle spécial d'un satellite utilisable contre l'Allemagne.

A cette fin, ils ont arbitrairement rattaché à un Etat somme toute non viable par sa substance ethnique tchèque, des éléments étrangers, et, donc, violenté d'autres nationalités, de manière à pouvoir constituer sous la forme d'un Etat une menace

latente, en Europe centrale, contre la nation allemande. Car cet Etat dont le peuple étatiquement prédominant était en minorité, ne pouvait subsister que par une oppression brutale des majorités ethniques. Mais cette oppression, à son tour, n'était concevable que si les démocraties européennes accordaient leur aide et protection.

Bien entendu, on ne pouvait compter sur cette aide, que si cet Etat était prêt à se charger du rôle qu'on lui avait attribué dès sa naissance, et à le remplir fidèlement. Or, ce rôle n'avait pas d'autre sens que d'empêcher la consolidation de l'Europe centrale, de constituer un pont d'agressivité bolchevique jeté vers l'Europe, et surtout d'être le mercenaire des démocraties européennes contre l'Allemagne. Tout le reste s'ensuivit alors automatiquement. Plus cet Etat voulut remplir la tâche imposée, plus grande devint la résistance des minorités nationales qui s'y opposaient. Mais plus cette résistance s'amplifiait, plus la répression devait s'exercer. Ce raidissement forcé des antagonismes internes entraînait à son tour une dépendance d'autant plus grande à l'égard des démocrates européens, fondateurs et bienfaiteurs de l'Etat. Car eux seuls étaient en mesure de maintenir durablement, au point de vue économique, l'existence artificielle et contre nature de cette création.

L'Allemagne n'avait essentiellement qu'un seul intérêt primaire, celui de libérer ces 4 millions, à peu près, d'Allemands de la situation intolérable qui leur était faite dans ce pays et de rendre possible leur retour à la patrie et, par suite, au Reich millénaire. Il est tout naturel que ce problème ait aussitôt déclenché toute la question des autres nationalités. Il était naturel également que si toutes les nationalités se retiraient, l'Etat restant devrait perdre toute possibilité d'existence, ce que voyaient fort bien ceux qui, à Versailles, avaient fondé le dit Etat; n'est-ce pas parce qu'ils le savaient qu'ils avaient résolu de violenter les autres minorités et de les presser, contre leur volonté, dans cet Etat, construction de dilettantes.

Or, je n'ai jamais laissé subsister aucun doute quant à mon point de vue et à ma façon de considérer cette question. Certes, tant que l'Allemagne elle-même était impuissante et sans défense, on a pu violenter ainsi presque 4 millions d'Al-

lemands sans résistance pratique de la part du Reich. Mais il fallait être un ingénu de la politique pour croire que la Nation allemande resterait, pour tous les temps, dans l'état où elle se trouvait en 1919. Il fallait attendre que l'on ne supporterait patiemment cette honteuse situation que tant que la direction de l'Etat allemand serait aux mains de traîtres à mentalité internationale soutenus par l'étranger. Mais dès le moment où, après la victoire du national-socialisme, ces traîtres ont dû élire leur domicile en ces lieux d'où ils avaient reçu leurs subsides, la solution du problème n'était plus qu'une question de temps. Or, il s'agissait là exclusivement d'un problème des nationalités intéressées et non d'une question de l'Ouest européen. Que l'Ouest de l'Europe se soit intéressé à l'Etat artificiel créé dans son intérêt, c'est une chose, au fond, compréhensible. Mais ce fut peut-être pour certains une regrettable erreur de jugement, de croire que les nationalités entourant cet Etat considéreraient cet intérêt comme devant déterminer leur propre attitude. Dans la mesure où cet intérêt ne visait que l'appui financier sur lequel devait se fonder cet Etat, il n'y aurait rien eu à redire du côté allemand si, en dernier ressort, cet intérêt financier n'avait été subordonné entièrement, lui aussi, aux buts de politique de puissance des démocraties. L'appui financier prêté à cet Etat était, lui aussi, subordonné à une seule idée directrice : celle de créer un Etat aux forces militaires aussi puissantes que possible, de manière à former un bastion s'avançant au sein du Reich et qui eût une valeur indiscutable, soit comme base de départ pour des entreprises militaires conjuguées avec une invasion du Reich à l'Ouest, ou seulement comme point d'appui pour des forces aériennes. Ce que l'on attendait de cet Etat, les paroles du ministre français de l'Air, Pierre Cot, le montrent surtout clairement. Il a tranquillement déclaré que, dans n'importe quel cas de conflit, la tâche que l'on réservait à cet Etat était d'être un terrain d'atterrissage et de départ pour des avions de bombardement qui, en quelques heures, pourraient détruire les centres industriels les plus importants de l'Allemagne. On comprendra donc que la direction politique de l'Allemagne ait pris de son côté la résolution d'anéantir ce terrain d'où devaient partir des avions de bombardement. Cette résolution, elle ne l'a pas prise par haine du peuple tchèque. C'est plutôt le contraire qui est vrai ! Au cours d'une cohabitation millénaire le peuple alle-

mand et le peuple tchèque ont, en effet, connu des périodes de la collaboration la plus étroite, périodes qui ont souvent duré des siècles et qui ont été séparées parfois par des périodes de tension d'ailleurs brèves. Or, il peut fort bien se faire, dans de telles époques de tension, que se trouve obnubilé le sens de l'équité des hommes qui luttent les uns contre les autres dans les premières tranchées des positions ethniques, et que, par suite, on en soit venu à des erreurs dans le jugement d'ensemble. C'est là un symptôme qui se retrouve dans toutes les guerres. Toutefois, dans les grandes époques d'une vie en commun animée de mutuelle compréhension, les deux peuples ont toujours été d'accord sur ce point que, tous deux, ils avaient le droit le plus sacré au respect mutuel des caractéristiques de leur race. Moi-même, dans ces années de lutte également, je n'ai pas eu d'autre attitude envers le peuple tchèque que celle d'un homme qui ne veut pas seulement veiller aux intérêts de son peuple, à lui, à ceux du Reich, mais respecte aussi le peuple tchèque. Ce qu'il y a de certain, c'est que si les démocrates qui ont présidé à la naissance de cet Etat avaient réussi à atteindre leur but ultime, ce n'est, certes, pas le Reich allemand qui aurait péri, bien que nos pertes eussent pu être également très graves ! Il est fort probable que le peuple tchèque, étant données les dimensions et la situation du pays, en aurait subi de bien plus effroyables encore, et je suis même persuadé que les conséquences auraient été catastrophiques pour lui. Je suis heureux qu'il ait été possible, quelque dépit qu'en aient ressenti les intéressés des démocraties, d'éviter cette catastrophe dans l'Europe centrale grâce à notre propre modération et grâce aussi à la sagesse du peuple tchèque.

Ce pour quoi les meilleurs et les plus sages d'entre les Tchèques ont lutté jadis pendant des dizaines d'années, l'Allemagne nationale-socialiste est décidée de prime abord à l'accorder à ce peuple, à savoir le droit de posséder sa propre originalité ethnique, le droit de la cultiver et le droit aussi d'y conformer sa vie entière.

L'Allemagne nationale-socialiste ne songe nullement à renier les principes de race, qui font notre fierté. Ces principes ne profiteront pas seulement au peuple allemand mais aussi au peuple tchèque. Ce que nous demandons, c'est qu'il

soit tenu compte des nécessités historiques et de la situation de contrainte économique où nous sommes tous placés.

Quand j'annonçai le 22 février 1938 la solution de ce problème au Reichstag, j'avais la conviction d'obéir à une nécessité centro-européenne. En effet, au mois de mars 1938, je croyais encore qu'il serait possible de résoudre la question minoritaire dans cet Etat au cours d'une lente évolution et d'assurer tôt ou tard par une collaboration contractuelle une plate-forme commune, susceptible de profiter aux intérêts de nous tous, non seulement au point de vue politique mais encore et surtout au point de vue économique. Ce n'est que lorsque M. Benès, qui se trouvait complètement aux mains de ses financiers de la démocratie internationale, donna à ce problème un caractère militaire et lança une vague d'oppression sur la population allemande, tout en s'efforçant, par la mobilisation qu'on sait, d'infliger à l'Allemagne une défaite internationale et de porter ainsi atteinte à son prestige, ce n'est qu'alors que je compris qu'il était impossible d'arriver par ce moyen à une solution. Car le mensonge de la mobilisation allemande qui fut répandu à ce moment-là était évidemment inspiré de l'étranger et avait été propagé chez les Tchèques pour faire échec au prestige du Reich.

Je n'ai pas besoin de répéter une fois de plus qu'au mois de mai de l'année passée l'Allemagne n'avait pas mobilisé un seul homme, mais que nous étions tous persuadés que le sort de M. Schuschnigg devait précisément montrer à tous les autres l'opportunité qu'il y avait à ouvrir les voies à une entente en accordant un traitement plus équitable aux minorités nationales. En ce qui me concerne, j'étais disposé, en tout cas, à tenter avec patience un développement pacifique de ce genre, y fallut-il même des années. Mais c'est justement cette solution pacifique qui portait ombrage aux excitateurs des démocraties. Ils nous détestent, nous autres Allemands et ils n'ont pas de plus vif désir que de nous exterminer. Mais que leur importent les Tchèques ? Ceux-ci ne sont pour eux qu'un instrument. Que peut bien leur faire le sort d'un brave petit peuple, et quel souci ont-ils de la vie de centaines de milliers de braves soldats qui seraient les victimes inévitables de leur politique ? Ces excitateurs « pacifiques » qui agissaient dans l'Ouest de l'Europe n'avaient point en vue une œuvre d'apaisement, mais plutôt une effu-

sion de sang, afin de pousser encore davantage les peuples les uns contre les autres et de faire verser plus de sang encore. C'est pourquoi l'on inventa la mobilisation allemande et alarma par cette duperie l'opinion publique à Prague. On voulait fournir par là des arguments à la mobilisation tchèque. En même temps on croyait surtout pouvoir exercer une pression militaire sur les élections qui étaient devenues inévitables dans la région des Sudètes.

A leur avis l'Allemagne se trouverait placée devant l'alternative suivante : ou bien elle accepterait la mobilisation tchèque et encaisserait ainsi une honteuse défaite, ou bien elle en viendrait aux prises avec la Tchéco-Slovaquie, ce qui entraînerait une guerre sanglante et peut-être aussi la possibilité de mobiliser les peuples de l'Europe occidentale aucunement intéressés à ces questions, et de les jeter également dans le délire sanguinaire qu'il fallait pour plonger ensuite l'humanité dans une nouvelle catastrophe où les uns auraient l'honneur de sacrifier leur vie et les autres, l'agrément de faire de bonnes affaires de guerre.

Vous savez, mes Députés, quelle fut la décision que je pris alors immédiatement :

1° Solution de cette question, dès l'année 1938, et au plus tard le 2 octobre;

2° Préparation de ladite solution par tous les moyens susceptibles de ne laisser aucun doute que toute tentative d'immixtion serait repoussée désormais par la force unie de la nation.

J'ai prescrit et ordonné alors d'aménager nos fortifications à l'Ouest. Le 25 septembre 1938, elles étaient déjà dans un état qui surpassait de 30 à 40 fois la force de résistance de l'ancienne ligne Siegfried pendant la guerre. Maintenant, elles sont terminées dans l'essentiel et sont complétées actuellement par les lignes protégeant Aix-la-Chapelle et Sarrebrück, dont j'avais ordonné ultérieurement la construction. Ces lignes sont, elles aussi, déjà dans un haut état de puissance défensive. L'état dans lequel se trouvent actuellement ces ouvrages de fortification, les plus puissants que l'on n'ait jamais connus dans aucun temps, permet à la Nation alle-

mande d'avoir l'apaisante conviction qu'aucune puissance au monde ne réussira jamais à briser ce front.

La première tentative de provocation par la mobilisation tchèque n'ayant pas abouti au résultat désiré, commença la deuxième phase dans laquelle se dévoila plus nettement encore la tendance qui s'affirmait dans cette question, laquelle ne regardait exclusivement que l'Europe Centrale.

Si l'on entend aujourd'hui par le monde : « Jamais plus de Munich ! » ceci ne fait que confirmer que la pacifique solution du problème a été considérée par ceux qui excitent à la guerre comme ce que l'on avait jamais vu de plus pernicieux. Ils regrettent que le sang n'ait pas coulé : pas le leur, naturellement, car ces excitateurs ne sont jamais là où l'on tire, mais seulement là où l'on gagne. Il s'agit ici plutôt du sang de nombreux soldats inconnus. Du reste, il n'aurait pas du tout été nécessaire que la conférence de Munich eût lieu; si elle a eu lieu, cette conférence, c'est uniquement parce que les Etats qui d'abord avaient excité à la résistance à tout prix, ont dû plus tard — alors que le problème devenait urgent à résoudre d'une manière ou de l'autre — chercher à s'assurer une retraite d'une façon plus ou moins convenable; sans Munich, en effet, c'est-à-dire si les Etats de l'Ouest européen ne s'étaient pas mêlés de la question, la solution du problème entier — à supposer que l'on en soit venu à une telle aggravation — aurait été probablement réalisée aisément, elle n'aurait été qu'un jeu.

⁂

La décision de Munich a abouti au résultat suivant :

1° Retour au Reich des parties essentielles des contrées de peuplement allemand en bordure de la Bohême et de la Moravie.

2° La solution des autres problèmes que soulevait cet Etat, restait ouverte, à savoir le retour ou la sécession des minorités hongroises et slovaques existant encore.

3° La question de la garantie restait également ouverte. En

ce qui concernait l'Allemagne et l'Italie, la garantie de cet Etat avait été liée dès le début au consentement de tous les intéressés avoisinant ce pays et, par suite, à la solution effective des questions encore pendantes touchant ces intéressés. Or, il s'agissait des questions suivantes :

a) Retour des parties magyares à la Hongrie;

b) Retour des parties polonaises à la Pologne;

c) Solution de la question slovaque;

d) Solution de la question ukrainienne.

Vous savez qu'à peine les pourparlers avaient-ils commencé entre la Hongrie et la Tchéco-Slovaquie, les négociateurs tchécoslovaques aussi bien que les négociateurs hongrois se sont adressés à l'Allemagne et à l'Italie qui se trouve à nos côtés, en les priant de procéder comme arbitres au nouveau tracé des frontières entre la Slovaquie, l'Ukraine carpathique et la Hongrie. Les intéressés eux-mêmes n'ont donc pas usé de la possibilité de faire appel aux quatre Puissances; il y ont expressément renoncé, c'est-à-dire qu'ils ont rejeté cette possibilité. Et c'était compréhensible. Tous ceux qui demeuraient dans cet espace vital voulaient maintenir la paix. L'Italie et l'Allemagne étaient prêtes à répondre à cet appel. Ni l'Angleterre ni la France n'ont élevé et ne pouvaient élever d'objection contre cet arrangement qui, formellement, s'écartait déjà de celui de Munich; il eût été, en effet, insensé que Paris ou Londres protestassent contre un acte de l'Allemagne ou de l'Italie réalisé exclusivement à la demande des intéressés.

La sentence arbitrale de l'Italie et de l'Allemagne, comme cela se produit toujours en de tels cas, n'a satisfait pleinement aucune des parties. Sa faiblesse était, dès le principe, qu'elle devait être acceptée volontairement par les deux parties. Aussi lorsqu'il fallut la réaliser, deux Etats, peu de temps après l'avoir admise, élevèrent de vives objections. La Hongrie réclama, pour des raisons d'ordre général et d'intérêts privés, l'Ukraine carpathique, la Pologne exigea également une frontière commune avec la Hongrie. Il était évident que, dans de telles circonstances, ce qui restait de l'Etat issu de l'ancienne création versaillaise était destiné aussi à périr. De fait, un seul Etat était, d'ailleurs, intéressé au main-

tien du *statu quo* : la Roumanie qui, par la bouche de son représentant le plus autorisé, m'exprimait personnellement combien il serait souhaitable de pouvoir obtenir une voie directe vers l'Allemagne à travers l'Ukraine et la Slovaquie. Si je mentionne ce fait, c'est simplement pour illustrer ce sentiment d'être menacé par l'Allemagne dont souffrirait, de l'avis des voyants américains, le Gouvernement roumain. Or, il était bien évident que ce ne pouvait être la tâche de l'Allemagne de s'opposer à la longue à un état de choses dont nous n'aurions jamais pu assumer la responsabilité, ni surtout de combattre pour le maintenir. De sorte que le moment vint où, au nom du Gouvernement du Reich, je me résolus à déclarer que nous ne pensions nullement à assumer plus longtemps l'odieux d'une opposition au désir d'une frontière commune manifesté par les Polonais et les Hongrois, par exemple dans la prétendue intention de nous assurer une voie d'accès militaire vers la Roumanie. Et comme le gouvernement tchèque revenait à ses vieilles méthodes et que la Slovaquie manifestait, elle aussi, le désir d'être indépendante, il ne pouvait plus être question de maintenir plus longtemps cet Etat tchéco-slovaque. La structure de la Tchéco-Slovaquie de Versailles avait fait son temps : elle se dissolvait, non parce que telle était la volonté de l'Allemagne, mais parce qu'autour du tapis vert diplomatique on ne saurait artificiellement construire et conserver à la longue des Etats incacables de vivre.

Aussi, l'Allemagne a-t-elle décliné la garantie de l'Etat tchécoslovaque sur la demande qui lui en était adressée par l'Angleterre et la France quelques jours avant la dissolution de la Tchéco-Slovaquie ; car aucune des conditions prévues à cette fin en son temps à Munich ne se trouvait remplie. Au contraire : et lorsqu'enfin le Gouvernement du Reich — toute cette formation étant en train de se désagréger et se trouvant pratiquement déjà en état de décomposition — se décida, lui aussi, à intervenir, ce ne fut que pour accomplir le plus élémentaire des devoirs. Car il convient encore de faire remarquer ceci : dès la visite d'entrée en fonctions du ministre tchèque des affaires étrangères, Chvalkovsky, à Munich, le Gouvernement du Reich n'a pas fait mystère de son opinion sur l'avenir de la Tchéco-Slovaquie. J'ai moi-même alors donné l'assurance à M. le Ministre Chvalkovsky qu'à la condition

qu'on traitât loyalement les importantes minorités allemandes demeurées en Tchéquie et que le calme fût rétabli dans l'Etat tout entier, nous assurerions une attitude loyale de la part de l'Allemagne, car nous ne voulions pas faire de difficultés à cet Etat. Mais je n'ai non plus point caché que si ce pays entreprenait des démarches, quelles qu'elles fussent, dans la ligne des tendances politiques de M. le Dr. Benès qui venait de résigner ses fonctions, l'Allemagne ne tolérerait pas une évolution en ce sens et qu'elle l'arrêterait net, dès ses débuts. J'attirais alors également l'attention sur le fait que le maintien sans rime ni raison en Europe Centrale d'un arsenal aussi gigantesque que celui que contenait la Tchéco-Slovaquie ne pourrait être considéré que comme un foyer d'incendie. A quel point ma mise en garde était fondée, le développement des choses l'a, depuis, prouvé. Une propagande ininterrompue et croissante de bouche à oreille, ainsi que le retour progressif des journaux tchèques à leurs procédés antérieurs ne pouvaient qu'amener les plus candides eux-mêmes à se rendre à l'évidence d'un rétablissement prochain de l'état de choses antérieur. Le danger d'une passe d'armes était d'autant plus grand qu'il fallait toujours compter avec la possibilité pour des fous quelconques de s'emparer de l'immense matériel de guerre accumulé. D'où le péril d'explosions d'une ampleur impossible à prévoir. A l'appui de ce que j'avance je ne puis m'empêcher, mes Députés, de vous donner une idée des chiffres quasi-astronomiques concernant ce dépôt international d'explosifs situé au Centre de l'Europe. Depuis l'occupation du pays on a saisi et mis en lieu sûr :

A. Forces aériennes.

1° Avions	1.582
2° Canons défense antiaérienne	501

B. Armée.

1° Canons (artillerie légère et artillerie lourde.	2.175
2° Lance-mines	785
3° Chars de combat	468
4° Mitrailleuses	43.876

5° Pistolets 114·000

6° Fusils 1.090.000

C. Munitions.

1° Munitions d'infanterie plus de 1.000·000.000

2° Munitions d'artillerie, obus à gaz, plus de 3·000·000

D. Autre matériel de guerre en tout genre :

Equipements de ponts,

Matériel d'écoute,

Matériel à projections,

Appareils de mesure,

Véhicules motorisés et

Véhicules spéciaux motorisés :

en quantités extraordinaires !

Je crois que c'est un bonheur, pour des millions et des millions d'êtres humains que grâce à la sagesse qu'ont montrée de l'autre côté des hommes responsables et dont l'effet s'est fait sentir en dernière minute, j'ai réussi à empêcher une telle explosion et trouvé une solution qui, à mon avis, met fin pour toujours au problème de l'existence d'un foyer dangereux au sein de l'Europe Centrale.

Prétendre que cette solution se trouve en opposition aux arrangements de Munich, c'est une affirmation qui ne peut se fonder ou s'appuyer sur rien. La solution de Munich ne pouvait, en aucun cas, passer pour une solution définitive; en effet, elle exprimait clairement l'existence de nouveaux problèmes attendant une solution qui devait être trouvée. On ne peut vraiment nous reprocher que les intéressés — et c'est là le point décisif — se soient adressés seulement à l'Italie et à l'Allemagne et non aux quatre Puissances. On ne saurait non plus nous reprocher que l'Etat, comme tel, fût enfin tombé en morceaux et que, par conséquent, il n'existât plus de Tchéco-Slovaquie. On comprendra, en re-

vanche, que l'Allemagne — le principe ethnographique ayant depuis longtemps cessé d'être en vigueur — ait pris, elle aussi en main ses intérêts, du reste millénaires, intérêts qui ne sont pas seulement de nature politique mais aussi économique.

L'avenir dira si la solution trouvée par l'Allemagne était juste ou non. Une chose certaine, en tout cas, c'est que cette solution ne dépend pas du contrôle anglais ou de la critique anglaise. En effet, les pays de Bohême et de Moravie, dernier reste territorial de l'ancienne Tchéco-Slovaquie, n'ont absolument rien à voir avec l'accord de Munich. Pas plus, par exemple, que des mesures de l'Angleterre dans le Nord de l'Irlande, qu'elles soient justes ou fausses, ne sont soumises au contrôle ou à la critique de l'Allemagne, ces anciens Electorats allemands ne sont justiciables de la critique anglaise.

Je ne comprends absolument pas comment on peut appliquer à ce cas l'accord conclu personnellement à Munich entre M. Chamberlain et moi, car ce cas de la Tchéco-Slovaquie avait précisément été réglé par le protocole des quatre Puissances, à Munich, dans la mesure où il pouvait être réglé alors. On avait seulement prévu, en sus, que si les intéressés n'arrivaient pas à s'entendre, ils pourraient s'adresser aux quatre Puissances. Et celles-ci voulaient, alors, se réunir trois mois après pour de nouvelles délibérations. Or, les intéressés ne se sont nullement adressés aux quatre Puissances, mais seulement à l'Allemagne et à l'Italie. Le fait que ni l'Angleterre ni la France n'ont élevé d'objection, mais ont elles-mêmes accepté sans mot dire l'arbitrage de l'Allemagne et de l'Italie, montre combien celles-ci étaient justifiées à le faire. Non, l'accord intervenu entre M. Chamberlain et moi n'a pas eu trait à ce problème, mais exclusivement aux questions concernant les modalités de vie entre l'Angleterre et l'Allemagne. Ceci ressort clairement de la constatation que de telles questions devaient être traitées à l'avenir dans le sens de l'accord de Munich et de l'accord naval anglo-allemand, c'est-à-dire amicalement, et par voie de consultations. Or, si cet accord s'était appliqué à toute activité politique future de l'Allemagne, l'Angleterre, elle aussi, ne devrait plus rien entreprendre, par exemple en Palestine ou ailleurs, sans avoir consulté l'Allemagne au préalable. Il est tout naturel que

nous n'attendons rien de tel, mais nous repoussons aussi, de notre côté, toute attente de ce genre. Si M. Chamberlain en déduit que cet accord de Munich est devenu caduc parce qu'il aurait été rompu par nous, je prends acte de cette manière de voir et en tire les conséquences.

Tout au cours de mon activité politique je n'ai cessé de plaider en faveur d'une amitié et d'une collaboration étroites entre l'Allemagne et l'Angleterre. J'ai rencontré dans mon mouvement quantité d'hommes du même avis. Peut-être était-ce en partie parce que je pensais ainsi, qu'ils vinrent se joindre à moi. Si je souhaite voir se réaliser cette amitié et cette collaboration germano-anglaises, ce n'est pas seulement parce que ce souhait répond à mes propres sentiments, lesquels s'inspirent de l'origine de nos deux peuples, mais c'est encore parce que je comprends l'importance que présente pour l'humanité entière l'existence de l'Empire mondial britannique. Je n'ai jamais laissé douter que je vois dans l'existence de cet empire un élément d'une valeur inappréciable de toute la civilisation humaine et de l'économie mondiale. Quelle que soit la manière dont la Grande-Bretagne a acquis ses territoires coloniaux (et je sais que tout ceci s'est fait par la force et très souvent par la brutalité), il est évident pour moi qu'aucun autre empire ne s'est constitué jusqu'à présent par d'autres moyens et que, finalement, l'histoire universelle fait moins état de la méthode que du succès ; et quand je parle de succès, je ne veux pas dire le succès de la méthode, mais l'utilité générale qui découle d'une telle méthode. Or personne ne saurait contester que le peuple anglo-saxon a accompli une œuvre immense de colonisation dans le monde. J'ai pour cette œuvre une admiration sincère. Si l'on envisage les choses d'un point de vue humain plus élevé, la pensée qu'on pût détruire le fruit de ce travail n'apparaîtrait et ne m'apparaît que comme une démence digne d'un Erostrate. Toutefois, si je respecte sincèrement une aussi haute réalisation, cela ne signifie nullement que je renonce à assurer la vie de mon propre peuple. Je tiens pour impossible d'établir une amitié durable entre le peuple allemand et le peuple anglo-saxon si l'on ne reconnait pas, également, de l'autre côté, qu'il existe non seulement des intérêts britanniques mais aussi

des intérêts allemands, et que si pour les citoyens de la Grande-Bretagne le maintien de l'Empire britannique représente le sens et le but de la vie, il en est de même, pour les Allemands, de la liberté et du maintien du Reich. On ne saurait s'imaginer d'amitié réelle et durable entre les deux nations que si elle est basée sur leur respect réciproque. Le peuple anglais commande à un vaste empire mondial. Il a constitué cet empire en un temps où le peuple allemand avait perdu de sa vigueur. Auparavant, l'Allemagne était un grand empire mondial. Elle domina jadis l'Occident. De sanglants combats, des querelles religieuses, un éparpillement de l'organisation politique amenèrent un affaiblissement et une diminution de cet empire, qui s'abîma finalement dans un profond sommeil. Toutefois, au moment même où cet ancien Reich semblait toucher à sa fin, les germes de sa renaissance commençaient déjà à lever. Le Brandebourg et la Prusse furent le point de départ d'une nouvelle Allemagne qui devint le Deuxième Reich, et de celui-ci est sorti, enfin, le Reich populaire allemand. Que tous les Anglais comprennent donc bien que nous n'avons en rien le sentiment de nous trouver inférieurs au peuple britannique. Notre passé historique est bien trop prodigieux pour cela !

L'Angleterre a donné beaucoup de grands hommes au monde, et l'Allemagne pas moins. Le dur combat que notre peuple a soutenu pour son existence au cours de trois siècles a exigé de nous, pour la seule défense du Reich, des sacrifices de sang qui dépassent de beaucoup ceux que d'autres peuples ont eu à faire pour leur existence. Si l'Allemagne, éternellement attaquée, n'a pas réussi malgré cela à conserver ses possessions et a dû sacrifier de nombreuses provinces, cela tient uniquement à l'évolution malheureuse de son organisation étatique et à l'impuissance qui en est résultée. Mais ce sont là des temps révolus. Nous n'avons donc pas, en tant qu'Allemands, le sentiment d'être en quoi que ce soit inférieurs au peuple britannique. L'estime que nous avons pour nous-mêmes ne le cède en rien à celle qu'un Anglais peut avoir pour l'Angleterre. L'histoire de notre peuple offre, depuis près de 2000 ans, assez de raisons et elle est assez riche en grandes actions pour nous remplir d'une sincère fierté.

Si, toutefois, l'Angleterre n'arrive pas à comprendre notre

point de vue, mais croit peut-être pouvoir considérer l'Allemagne comme un Etat vassal, dans ce cas nous avons, je l'avoue, offert en vain à l'Angleterre notre amour et notre amitié. Nous ne nous mettrons pas pour cela à désespérer, à perdre courage, mais, soutenus par la conscience de notre propre force et de celle de nos amis, nous trouverons les voies qui assureront notre indépendance et ne feront pas tort à notre dignité.

J'ai entendu la déclaration du premier ministre britannique, dans laquelle il dit qu'il ne croit pouvoir accorder aucune confiance aux assurances données par l'Allemagne. Dans ces circonstances, je trouve qu'il est logique de ne pas lui imposer, à lui et au peuple anglais, une situation qui ne peut s'imaginer que dans un sentiment de confiance. Lorsque l'Allemagne est devenue nationale-socialiste et a commencé son redressement, j'ai moi-même proposé, en poursuivant ma politique constante d'amitié envers l'Angleterre, de limiter volontairement l'armement naval de l'Allemagne. Cette limitation supposait, toutefois, la volonté et la conviction qu'entre l'Angleterre et l'Allemagne plus jamais une guerre ne serait possible. Aujourd'hui encore j'ai cette volonté et cette conviction.

Il me faut cependant constater que la politique de l'Angleterre, officiellement et inofficiellement, ne laisse subsister aucun doute sur le fait qu'à Londres on ne partage plus cette conviction, mais qu'au contraire on y est d'avis que, quel que soit le conflit dans lequel un jour l'Allemagne serait engagée, la Grande-Bretagne devrait toujours prendre position contre l'Allemagne. On considère donc là-bas la guerre contre l'Allemagne comme une chose allant de soi. Je le regrette profondément, car la seule exigence que je posais et poserai toujours à l'Angleterre est celle de nous rendre nos colonies. Cependant, j'ai nettement déclaré que ce ne serait jamais une raison de conflit armé. J'ai toujours cru que l'Angleterre, pour laquelle ces colonies n'ont aucune valeur, comprendrait un jour la situation de l'Allemagne et estimerait l'amitié allemande plus haut que des objets n'offrant à l'Angleterre aucun profit réel, alors qu'ils sont pour l'Allemagne une nécessité vitale.

Or, abstraction faite de ce point, je n'ai jamais formulé une revendication qui d'une façon quelconque touche les inté-

rêts britanniques ou qui aurait pu constituer un danger pour l'empire ou un dommage quelconque pour l'Angleterre.

Je suis toujours resté dans le cadre des revendications qui se trouvaient étroitement liées à l'espace vital allemand et par là même à la propriété éternelle de la nation allemande. Or, si l'Angleterre, aujourd'hui, dans la presse comme dans ses publications officielles, émet l'opinion que l'on doit dans tous les cas s'opposer à l'Allemagne, et confirme cette opinion par la politique d'encerclement que nous connaissons, la base du traité naval se trouve par là détruite. Je me suis donc décidé d'en faire aujourd'hui même communication au Gouvernement britannique. Il s'agit ici pour nous non pas d'une question matérielle — car je continue à espérer que nous pourrons éviter une course aux armements avec l'Angleterre — mais d'un acte de respect envers nous-mêmes. Si le Gouvernement britannique a le désir d'entrer encore une fois en négociation avec l'Allemagne au sujet de ce problème, personne ne serait plus heureux que moi de pouvoir peut-être arriver tout de même à une entente claire et nette.

D'ailleurs je connais mon peuple, et je compte sur lui. Nous ne voulons rien qui ne nous ait appartenu autrefois, aucun Etat ne sera jamais lésé par nous dans sa propriété; or celui qui croit pouvoir attaquer l'Allemagne se trouvera en face d'une force et d'une résistance, en comparaison desquelles celles de l'année 1914 étaient insignifiantes. A ce propos, je voudrais aussi parler de cette affaire qui a été choisie comme point de départ d'une nouvelle campagne contre le Reich par ces mêmes milieux qui jadis ont déterminé la mobilisation de la Tchéco-Slovaquie.

*
**

J'ai déjà assuré, mes Députés, au début de mon discours, que jamais, ni dans le cas de l'Autriche ni dans celui de la Tchéco-Slovaquie je n'ai eu d'autre attitude au cours de ma vie politique que celle qui était compatible avec les événements qui, depuis se sont accomplis. Egalement en ce qui concerne le problème des Allemands de Memel, je n'ai cessé de souligner que cette question, si elle n'était pas résolue par la Lithuanie elle-même d'une façon généreuse et noble, de-

vrait, un jour, déterminer une intervention de l'Allemagne. Vous savez que le Territoire de Memel avait été détaché arbitrairement, lui aussi, du Reich allemand par le « Diktat » de Versailles et qu'enfin, en 1923, c'est-à-dire en pleine paix, ce territoire avait été occupé par la Lithuanie, et, ainsi, avait été plus ou moins mis sous séquestre. Depuis lors, le sort des Allemands y avait été un véritable martyre.

A la suite du rattachement de la Bohême et de la Moravie rentrées dans le cadre du Reich allemand, j'ai pu également conclure un accord avec le Gouvernement lithuanien permettant aussi le retour de ce territoire à l'Allemagne, également sans acte de violence et sans effusion de sang. Là également, je n'ai pas demandé un seul kilomètre carré de plus que ce que nous avions auparavant et que l'on nous avait dérobé. Par conséquent, il s'agit seulement du territoire que les dictateurs insensés de la paix de Versailles nous avaient arraché, et qui est rentré dans le Reich allemand. Mais cette solution — j'en suis persuadé — ne pourra être qu'avantageuse aux relations entre l'Allemagne et la Lithuanie. Car l'Allemagne n'a désormais — et notre conduite l'a certainement prouvé — d'autre intérêt que de vivre en paix et amicalement avec cet Etat aussi, que de développer et de cultiver nos relations économiques avec lui. Ici, je voudrais faire une déclaration de principe.

L'importance d'accords économiques avec l'Allemagne ne réside pas seulement dans le fait que l'Allemagne est une exportatrice capable de satisfaire à presque toutes les exigences industrielles, mais aussi dans cet autre fait qu'elle est la plus grande consommatrice et acheteuse de nombreux produits, ce qui permet à d'autres pays de participer à leur tour au commerce mondial. Or, nous avons intérêt non seulement à conserver ces marchés économiques, mais surtout à les développer. En effet, c'est sur cela qu'est fondée, pour une part considérable, l'existence de notre peuple.

Une autre conception qui constitue une partie intégrante de la grandeur de prétendus hommes d'Etat démocrates, c'est de vouloir considérer comme un remarquable succès politique le fait de priver un peuple au moyen, par exemple, d'un boycottage de ces débouchés dans l'intention — du moins, je le suppose — de le réduire à la famine. Je n'ai pas besoin de

vous assurer qu'à mon avis ces peuples ne se résigneraient pas à mourir de faim, mais qu'en la circonstance ils aimeraient encore mieux lutter. En ce qui concerne l'Allemagne, celle-ci est, dans tous les cas, décidée à ne pas se laisser dépouiller de certains marchés d'une importance vitale par des interventions terroristes de l'extérieur ou des menaces. Ce qui n'est pas seulement conforme à nos intérêts, mais aussi à ceux de nos partenaires commerciaux. Il en va ici comme dans toute transaction où la dépendance est non pas unilatérale, mais réciproque. Que de fois nous avons le plaisir de lire dans des études économiques faites par des dilettantes de ces presses démocratiques, qu'il suffit à l'Allemagne de nouer des relations économiques étroites avec un pays, pour mettre ce pays sous sa dépendance : une absurdité bien juive et qui fait dresser les cheveux.

Car, si le Reich livre aujourd'hui des machines à un Etat agricole et reçoit, en échange, des produits alimentaires, le Reich se trouve, en tant que consommateur de produits alimentaires, au moins autant, sinon plus dépendant de cet Etat agricole que cet Etat, auquel nous donnons en paiement des produits industriels, ne l'est de nous. L'Allemagne considère les Etats baltes comme des partenaires commerciaux des plus importants. Pour cette raison, nous sommes intéressés à ce qu'ils aient leur vie nationale indépendante bien ordonnée. C'est là, à nos yeux, la condition de ce développement économique intérieur qui, à son tour, crée lui-même les conditions d'un commerce d'échange. C'est pourquoi je suis heureux que nous ayons pu régler aussi avec la Lithuanie le litige qui divisait nos deux pays. Car ainsi a disparu le seul obstacle qui s'opposait à une politique d'amitié, laquelle ne doit pas s'épuiser en compliments politiques, mais doit s'affirmer dans le travail économique pratique et qui — j'en suis convaincu — s'y affirmera. Le monde démocratique a d'ailleurs, ici aussi, extrêmement regretté qu'il n'y ait pas eu effusion de sang, donc que 175.000 Allemands aient pu rentrer au sein d'une patrie qui leur était plus chère que tout, sans qu'il fût nécessaire d'en faire tuer quelques centaines de milliers d'autres ! C'est là ce qui cause une si profonde douleur aux apôtres internationaux de l'humanité. Aussi ne fallait-il pas s'étonner qu'ils se missent, aussitôt après, en quête de nouvelles possibilités de troubler encore une fois pour de bon

l'atmosphère européenne. C'est alors qu'ils eurent de nouveau recours, comme dans le cas de la Tchéco-Slovaquie, à l'affirmation de prétendues mesures militaires allemandes, c'est-à-dire, d'une soi-disant mobilisation allemande. L'objet de cette mobilisation devait être la Pologne.

Il y a peu à dire des rapports germano-polonais. Ici encore le traité de Versailles, naturellement avec intention, a causé au peuple allemand la plus grave des blessures. Il s'agissait par une fixation particulière des limites du corridor donnant à la Pologne accès à la mer, d'empêcher, avant tout, et à tout jamais, une entente entre la Pologne et l'Allemagne. Ce problème est peut-être pour nous — ainsi que je l'ai déjà souligné — le plus douloureux de tous. Néanmoins, je n'ai cessé d'estimer qu'il faut tenir compte du fait que l'Etat polonais a absolument besoin d'un libre accès à la mer et qu'en principe, aussi dans ce cas, les peuples que la Providence a appelés ou, si vous voulez, condamnés à vivre juxtaposés, feraient mieux de ne pas se rendre artificiellement et inutilement la vie encore plus amère. Aussi feu le maréchal Pilsudski, qui était du même avis, se trouva-t-il prêt à examiner le problème de la désintoxication des rapports germano-polonais et, finalement, à conclure l'accord aux termes duquel l'Allemagne et la Pologne résolurent de renoncer définitivement à la guerre en tant que moyen de règlement de leurs relations réciproques. Cet arrangement comportait, il est vrai, une seule exception concédée pratiquement à la Pologne. Il fut établi que cet accord n'affectait pas les pactes d'assistance jusqu'alors conclus par la Pologne : il s'agissait du pacte d'assistance avec la France. Mais il allait de soi que cette réserve ne pouvait qu'exclusivement viser le pacte d'assistance qui existait, et non pas tous les nouveaux pactes que l'on pouvait conclure. C'est un fait que l'accord germano-polonais contribua à une détente extraordinaire de la situation européenne. Il n'y en avait pas moins entre l'Allemagne et la Pologne une question pendante qui, tôt ou tard, devait tout naturellement trouver sa solution, à savoir celle de la ville allemande de Dantzig. Dantzig est une ville allemande et elle veut appartenir à l'Allemagne. D'autre part, Dantzig a passé avec la Pologne des conventions qui lui ont été, il est vrai,

imposées par les dictateurs de Versailles. La Société des Nations, auparavant la plus grande perturbatrice étant maintenant, il faut le reconnaître, représentée par un Haut Commissaire d'un tact remarquable, il faudra bien qu'au plus tard à une époque marquée par l'extinction progressive de cette institution désastreuse qu'est la Société des Nations, le problème de Dantzig soit discuté d'une façon ou de l'autre. Or, j'ai vu dans le règlement pacifique de cette question une contribution nouvelle à une définitive détente européenne. Car ce ne sont pas certainement les excitations des « va-t-en guerre » ayant perdu la raison qui nous vaudront cette détente que seule la suppression des points véritablement dangereux pourra nous procurer. Après divers échanges de vue sur le problème de Dantzig, il y a quelques mois déjà, j'ai fait soumettre au gouvernement polonais une offre concrète. Je vais, mes Députés, vous exposer cette offre et ce sera à vous de juger si elle n'implique pas le summum d'esprit de conciliation qu'on puisse imaginer comme contribution à la cause de la paix européenne. Ainsi que je l'ai déjà souligné, j'ai toujours reconnu que la Pologne avait besoin d'un accès à la mer et j'ai toujours tenu compte de ce besoin. Vous savez que je suis non pas un homme d'État démocratique, mais un national-socialiste qui compte avec les réalités.

Mais j'estimais également indispensable de bien faire comprendre au gouvernement de Varsovie que, de même qu'il désire avoir accès à la mer, de même l'Allemagne doit pouvoir disposer d'un accès à sa province de l'Est. Ce sont là, avouons-le, de difficiles problèmes. La responsabilité n'en incombe pas à l'Allemagne, mais à ces apprentis-sorciers de Versailles qui dans leur malignité ou dans leur manque de réflexion ont disposé çà et là en Europe une centaine de barils de poudre dont chacun, pour comble de bonheur, se trouvait pourvu de mêches que l'on ne pouvait guère éteindre. Or, l'on ne saurait résoudre ces problèmes d'après quelque vieille formule : il faut, à mon avis, s'engager ici dans des voies nouvelles. Car, l'accès de la Pologne à la mer par le corridor et, inversement, un passage allemand à travers ce corridor sont dépourvus de toute valeur militaire. L'importance de ces voies relève exclusivement du domaine psychologique et du domaine économique. Attribuer à une artère de ce genre une valeur militaire quelconque témoignerait d'une naïveté stratégique de rare en-

vergure. J'ai donc fait soumettre au gouvernement polonais la proposition suivante :

1° Dantzig rentre comme Etat libre dans le cadre du Reich.

2° L'Allemagne obtient, à travers le corridor, une route et une ligne de chemin de fer dont elle puisse disposer librement et qui ait le même caractère exterritorial pour l'Allemagne que le corridor pour la Pologne.

En échange, l'Allemagne est prête :

1° à reconnaître tous les droits économiques de la Pologne à Dantzig,

2° à assurer à la Pologne à Dantzig un port libre, de dimensions à déterminer par la Pologne et d'accès complètement libre.

3° à reconnaître et à accepter par là même comme étant définitivement fixées les frontières entre l'Allemagne et la Pologne,

4° à conclure avec la Pologne un pacte de non-agression de 25 ans, donc un pacte, qui dépasserait de beaucoup les limites de ma propre existence, et

5° à faire participer la Pologne et la Hongrie à la garantie de l'indépendance de l'Etat slovaque, c'est-à-dire, à renoncer à toute prédominance allemande sur ce territoire.

Le gouvernement polonais a décliné mon offre et s'est

1° déclaré uniquement prêt, à traiter la question du remplacement du haut commissaire de la Société des Nations et

2° à envisager des facilités pour le transit à travers le corridor.

J'ai regretté sincèrement cette attitude, pour moi incompréhensible, du gouvernement polonais, cependant, cela seul n'est pas décisif, mais le pire est, qu'à présent comme dans le cas de la Tchéco-Slovaquie, il y a un an, la Pologne, elle aussi, croit devoir, sous la pression d'une campagne universelle et mensongère d'excitation, mobiliser des troupes, bien

que l'Allemagne n'ait, de son côté, ni mobilisé un seul homme, ni songé à entreprendre une action quelconque contre la Pologne. Comme je l'ai dit, cela est en soi très regrettable, et la postérité pourra un jour décider, s'il fut vraiment si juste de décliner cette proposition unique. C'était — comme je l'ai dit — un essai de ma part, de résoudre par un compromis réellement unique, cette question qui tient à cœur à toute la nation allemande, et de la résoudre en faveur des deux pays. Suivant ma conviction, la Pologne n'était pas du tout dans cette solution partie donnante, mais seulement prenante, car, que Dantzig ne deviendra jamais polonais, cela ne saurait faire aucun doute. L'intention d'agression dès lors attribuée à l'Allemagne par la seule imagination de la presse internationale a eu comme conséquence la soi-disant offre de garantie que vous connaissez bien et un engagement du gouvernement polonais à une assistance mutuelle qui, dans certaines conditions, contraindrait donc la Pologne, dans le cas d'un conflit de l'Allemagne avec n'importe quelle autre puissance, conflit grâce auquel l'Angleterre serait à son tour appelée en scène, à prendre pour sa part militairement position contre l'Allemagne. Cet engagement est en contradiction avec l'accord que j'ai conclu autrefois avec le maréchal Pilsudski. Car cet accord prenait acte exclusivement des engagements déjà pris, donc existant à cette date, à savoir des engagements de la Pologne envers la France qui nous étaient connus. Un élargissement ultérieur de ces engagements est en contradiction avec la déclaration du pacte de non-agression germano-polonais. Je n'aurais, dans ces conditions, conclu alors ce pacte. Car, que signifient des pactes de non-agression si l'un des partenaires se réserve pratiquement une foule de cas exceptionnels !

Il y a une alternative, ou la sécurité collective, c'est-à-dire l'insécurité collective, avec l'éternel danger de guerre, ou des accords clairement définis, mais qui excluent aussi, par principe, tout recours aux armes entre les contractants.

Pour cette raison, je considère l'accord conclu à l'époque entre moi et le maréchal Pilsudski comme unilatéralement violé par la Pologne et donc comme ayant cessé d'exister.

J'en ai fait communication au Gouvernement Polonais. Or, ici également, je dois répéter que cela ne signifie aucunement

un changement de mon attitude de principe par rapport aux problèmes indiqués.

Si le Gouvernement polonais a le désir d'arriver à un nouveau règlement contractuel de ses relations avec l'Allemagne, je répondrai volontiers à ce désir, à la condition toutefois qu'un tel règlement repose alors sur une obligation absolument claire et engageant les deux parties dans la même mesure. L'Allemagne est, en tout cas, très disposée à assumer de tels engagements et, ensuite, à les remplir.

Si, pour ces motifs, une nouvelle agitation s'est emparée de l'Europe ces dernières semaines, la seule responsable en est la propagande, bien connue de nous, et qui est au service des excitateurs internationaux à la guerre, propagande poursuivie par nombre d'organes dans les Etats démocratiques, et qui tente, par une aggravation continue de la nervosité régnante, par la fabrication de bruits persistants, de rendre l'Europe mûre pour une catastrophe, une catastrophe dont on espère le résultat qu'on n'a pas encore réussi à obtenir par une autre voie : la destruction bolchevique de la culture européenne ! La haine de ces excitateurs est d'autant plus compréhensible qu'entre temps un des points les plus dangereux de la crise européenne a été effacé grâce à l'héroïsme d'un homme, de son peuple et grâce aussi — j'ose le dire — aux volontaires italiens et allemands. L'Allemagne a, ces dernières semaines, vécu et fêté, par une participation chaleureuse de ses habitants, la victoire de l'Espagne nationale. Lorsque je me suis décidé naguère à répondre à l'appel du général Franco et à sa prière de lui prêter aussi le secours de l'Allemagne nationale-socialiste pour contrebalancer l'appui international apporté aux bolchevistes incendiaires, les mêmes provocateurs internationaux dénaturèrent et flétrirent de la manière la plus infâme cette démarche de l'Allemagne. On déclarait alors que l'Allemagne avait l'intention de s'installer en Espagne, que nous songions à prendre des colonies espagnoles, on eut même la vilenie d'inventer le mensonge d'un débarquement de 20.000 hommes au Maroc, bref, rien ne fut négligé pour mettre en doute l'idéalisme de notre appui et de celui de l'Italie et en tirer les éléments d'une nouvelle campagne d'excitation à la guerre. Dans quelques semaines, le héros victorieux de l'Espagne nationale va donc faire son entrée solennelle dans la capitale de son pays. Le peuple espagnol

l'acclamera, voyant en lui celui qui l'a délivré d'une indicible épouvante, l'a sauvé des bandes d'incendiaires qui, d'après les estimations, ont rien qu'en exécutions et en assassinats plus de 775.000 hommes sur la conscience. On a littéralement égorgé la population de villes et de villages entiers sous le patronage tacite et clément des apôtres humanitaires et démocratiques d'Europe occidentale et d'Amérique. A son entrée triomphale prendront part également les volontaires de notre légion allemande, coude à coude avec les braves soldats espagnols et avec les camarades italiens. Nous espérons que, bientôt après, nous pourrons les accueillir sur notre sol d'Allemagne. Le peuple allemand saura alors avec quelle bravoure ses fils ont lutté aussi là-bas pour la liberté d'un noble peuple et ainsi, finalement, pour le salut de la civilisation européenne. Car la victoire de la plèbe bolcheviste en Espagne eût pu aisément recouvrir de sa vague l'Europe tout entière. De là la haine de ceux qui regrettent que l'Europe ne se soit pas abîmée dans l'incendie. C'est une raison de plus pour eux de ne pas laisser échapper une possibilité de semer la méfiance entre les peuples et de créer ailleurs cette atmosphère de guerre qui répond à leurs vœux.

Toutes les allégations mensongères que ces excitateurs bellicistes internationaux ont accumulées au cours de ces dernières semaines, et surtout ce qu'ils nous ont servi dans de multiples journaux, tout cela est en partie aussi puéril que méchant. Cela n'a eu pour premier succès — dans la mesure où cela ne sert pas les desseins de politique intérieure des gouvernements démocratiques — que de répandre une nerveuse hystérie grâce à laquelle on croit déjà, dans les pays des possibilités illimitées, au débarquement de Martiens. Le but véritable serait, paraît-il, de préparer l'opinion publique à reconnaître la nécessité de la politique anglaise d'encerclement et, par suite, à l'appuyer également jusque dans ces ultimes conséquences.

Le peuple allemand peut, en revanche, se rendre à son travail dans le plus grand calme. Ses frontières sont défendues par la meilleure armée qu'ait connue l'histoire allemande, son espace aérien est protégé par la plus puissante flotte aérienne, nos côtes ont été rendues inabordables à toute puissance ennemie. Dans l'Ouest, le plus grand ouvrage défensif de tous les temps a été créé. Mais ce qu'il y a de plus

décisif, c'est la solidarité du corps national lui-même, la confiance collective de tous les Allemands en la défense nationale commune et — j'ai bien le droit de le dire — la confiance de tous dans la direction suprême.

⁂

Mais la confiance du gouvernement et du peuple allemand en nos amis n'est pas moindre. Et elle va ici en premier lieu à l'Etat qui nous est le plus intimement lié à tous les points de vue par notre communauté de destins. Cette année aussi, l'Italie fasciste a montré la plus haute compréhension pour les intérêts allemands légitimes. Personne ne doit s'étonner si, de notre côté, nous avons les mêmes sentiments pour les nécessités de l'Italie. Le lien qui unit les deux peuples ne peut être rompu. Tout effort visant à ébranler cette réalité nous paraît ridicule. Rien, en tout cas, n'illustre ni ne commente mieux cette vérité que l'article paru, il y a quelques jours seulement, dans un grand journal démocratique, déclarant qu'il ne faut plus croire possible de dissocier l'Italie de l'Allemagne par des manœuvres quelconques pour les anéantir séparément.

C'est ainsi que le gouvernement du Reich a manifesté à son tour la plus grande compréhension pour la légitimité de l'action de son ami italien en Albanie et l'a, par suite, saluée avec satisfaction. Oui, le fascisme n'a pas seulement le droit, mais le devoir de veiller, dans l'espace vital accordé sans aucun doute à l'Italie par la nature et par l'histoire, au maintien d'un ordre qui paraît seul en mesure de permettre toute véritable floraison de la culture humaine et d'en assurer l'existence. Mais on doit être, en fin de compte, tout aussi convaincu, dans le reste du monde, des œuvres de civilisation du fascisme que de celles du national-socialisme. Dans les deux cas des faits indiscutables réfutent les racontars inconsistants et les allégations sans fondement de l'autre partie. Le resserrement des relations de l'Allemagne avec l'Italie et le Japon est le but constant du gouvernement allemand.

Nous voyons dans l'existence et le maintien de la liberté et de l'indépendance de ces trois puissances mondiales le facteur principal de la conservation d'une culture véritable, d'une

civilisation pratique ainsi que de l'institution d'un ordre de choses plus juste à l'avenir.

Comme je l'ai déjà mentionné au début, le monde a eu connaissance, le 15 avril 1939, du contenu d'un télégramme que j'ai aussi reconnaissons-le, vu moi-même plus tard. Il est difficile de classer ce document ou de le ranger dans une catégorie connue. Aussi vais-je devant vous, mes Députés du Reichstag allemand, et ainsi devant le peuple allemand tout entier, tenter une analyse du contenu de ce remarquable document; après quoi je donnerai immédiatement, en votre nom et au nom du peuple allemand, les réponses nécessaires.

1° Monsieur Roosevelt estime que moi aussi je me rends compte que dans le monde entier, des centaines de millions d'êtres humains vivent dans la crainte constante d'une nouvelle guerre, et même, qui plus est, de toute une série de guerres. Cela intéresserait vivement également le peuple des Etats-Unis, dont il est le porte-parole, et devrait aussi intéresser tous les autres peuples de tout l'hémisphère occidental.

A cela, on pourrait tout d'abord répondre que cette crainte des guerres a, sans aucun doute, toujours rempli l'humanité et avec raison. C'est ainsi qu'on a fait, par exemple, depuis la conclusion de la paix de Versailles, rien que de 1919 à 1938, 14 guerres auxquelles, d'ailleurs, l'Allemagne n'a participé en aucun cas, mais auxquelles, par contre, ont participé des Etats de « l'hémisphère occidental », au nom desquels M. Roosevelt prend également la parole. A cela s'ajoutent encore, dans la même période, 26 interventions par la force et sanctions sanglantes appliquées par les armes. L'Allemagne n'y a eu également aucune part. Les Etats-Unis, à eux seuls, ont procédé 6 fois depuis 1918 à des interventions militaires. La Russie soviétique a fait, depuis 1918, 10 guerres et actions militaires avec effusion de sang. L'Allemagne n'y a pris non plus aucune part. Elle n'a pas été non plus la cause d'aucune de ces opérations. Ce serait donc, à mes yeux, une erreur de croire que la peur de la guerre, éprouvée par les peuples européens ou extra-européens, puisse être attribuée, dans cet instant même, à des guerres réelles. La raison de cette peur réside

exclusivement dans une campagne d'excitations effrénées, aussi mensongères qu'infâmes, menée par la presse, dans la propagation des pires pamphlets dirigés contre des chefs d'Etats étrangers, dans la panique artificiellement provoquée qui va finalement si loin que l'on croit même possible des interventions venant des planètes et qu'il en résulte de déplorables scènes de panique. Je crois que, dès que les gouvernements responsables s'imposeront à eux-mêmes et à leurs organes de presse, en ce qui concerne les relations des peuples entre eux et, en particulier, les affaires intérieures des autres peuples, la réserve et l'amour de la vérité nécessaires, l'angoisse de guerre disparaîtra aussitôt et le calme que nous souhaitons si vivement tous, pourra régner.

2° Monsieur Roosevelt exprime, dans son télégramme, l'opinion que toute grande guerre, même si elle devait rester limitée à d'autres continents, aura, pendant sa durée et même pendant la vie entière de plusieurs générations à venir de très lourdes répercussions.

Réponse :

Ce sont là des choses que nul ne sait mieux que le peuple allemand; car les charges que le traité de paix de Versailles lui a imposées, n'auraient pu être prestées même en une centaine d'années, bien que précisément des théoriciens de droit public, des historiens et des professeurs d'histoire américains aient prouvé que l'Allemagne n'était pas plus coupable du déclenchement de la Grande Guerre que n'importe quel autre peuple. Mais je ne crois pas que toute la lutte doive avoir pour tous les Etats environnants, c'est-à-dire pour toute la terre, des suites catastrophiques, si l'on n'entraine pas méthodiquement et artificiellement au moyen d'un système confus d'obligations résultant de pactes, toute la terre dans de tels conflits. Car, comme le monde n'a cessé jusqu'ici, dans les siècles antérieurs et — comme je l'ai montré au début de mes réponses — également dans les dernières décades, de subir des guerres, l'humanité — si la conception de M. Roosevelt était exacte — aurait dès maintenant à supporter pour des millions d'années les répercussions accumulées de toutes ces guerres.

3° M. Roosevelt déclare qu'il s'est déjà adressé à moi dans une occasion antérieure en vue du règlement par voie pacifique

de problèmes politiques, économiques et sociaux en nourrissant l'espoir qu'il n'y aurait pas de recours aux armes.

Réponse :

J'ai moi-même jusqu'ici toujours été de cet avis et, comme l'histoire le prouve, réglé, sans le secours de la force armée, c'est-à-dire sans le recours aux armes, les problèmes politiques, économiques et sociaux de caractère urgent.

Malheureusement, ce règlement pacifique s'est trouvé compliqué par les polémiques et les excitations des hommes politiques, des hommes d'État et des gens de la presse qui ne sont, les uns et les autres, ni atteints, ni même touchés par les problèmes en question.

4° M. Roosevelt estime que le « cours des événements » a ramené la menace des armes et que si cette menace se maintient, il semble inévitable qu'une grande partie du monde soit entraînée dans la ruine commune.

Réponse :

Pour ce qui en est de l'Allemagne, pareille menace m'est inconnue à l'égard d'autres nations : je relève par contre, tous les jours dans les journaux démocratiques des histoires parfaitement controuvées de menaces de ce genre. J'y lis quotidiennement des nouvelles concernant des mobilisations allemandes, des débarquements de troupes, des récits d'extorsions, tout cela contre et à l'égard d'Etats avec lesquels non seulement nous vivons dans la paix la plus profonde, mais encore avec lesquels très souvent nous sommes liés d'étroite amitié.

5°Monsieur Roosevelt estime de plus qu'au cas d'une nouvelle guerre, nations victorieuses, nations vaincues et nations neutres auront à souffrir.

Réponse :

C'est une conviction que je n'ai cessé d'exprimer comme homme politique 20 années durant à une époque où malheureusement les hommes d'État responsables de la politique américaine ne pouvaient pas arriver à pareille compréhension des

choses quant à leur participation à la guerre mondiale et à la façon dont elle s'est terminée.

6° Monsieur Roosevelt croit, de plus, qu'il est au pouvoir des chefs des grandes nations de libérer leurs peuples du désastre imminent

Réponse :

Si cela est vrai c'est une légèreté impardonnable, pour ne pas dire plus, de la part de chefs disposant d'une telle puissance de ne point parvenir, ni arriver à refréner leur presse belliciste pour mettre ainsi l'humanité à l'abri de la catastrophe d'une passe d'arme qui la menace. Et alors je ne comprends pas que ces chefs responsables, au lieu de cultiver les relations diplomatiques des peuples entre eux, puissent les compliquer sans motif, voire les troubler par des rappels d'ambassadeurs, etc.

7° Monsieur Roosevelt déclare, en outre, que trois nations indépendantes en Europe et une en Afrique ont vu mourir leur indépendance.

Réponse :

Je ne sais pas quelles sont les trois nations d'Europe auxquelles on pense. S'il s'agit des provinces de nouveau rattachées au Reich, je me vois contraint d'attirer l'attention de M. Roosevelt sur l'erreur historique qu'il commet à cet égard. Ce n'est pas maintenant que ces nations ont perdu leur indépendance, ce fut en 1918, lorsqu'au mépris des promesses les plus solennelles on les arracha aux communautés dont elles faisaient partie et cela pour les estampiller en nations — ce qu'elles ne voulaient pas être et qu'elles n'étaient d'ailleurs pas — en leur imposant une indépendance qui n'en était pas une, mais qui ne pouvait être tout au plus qu'une dépendance à l'égard d'une puissance étrangère qu'elles haïssaient.

Moi aussi, en ce qui concerne cette nation d'Afrique qui aurait perdu sa liberté, il ne saurait s'agir sans doute que d'une erreur, car ce n'est point une seule nation qui a perdu sa liberté en Afrique, mais presque tous les anciens habitants de ce continent ont été soumis avec une brutalité sanglante à la souveraineté d'autres peuples et ont perdu ainsi leur liberté.

Marocains, Berbères, Arabes, Nègres, etc., ont tous été les victimes d'une force étrangère, dont le glaive ne portait pas au reste la marque « Made in Germany » mais celle « Made by Democracies ».

8° Monsieur Roosevelt parle ensuite de rumeurs, qu'il croit il est vrai, non fondées, et d'après lesquelles d'autres actes d'agression seraient envisagés contre d'autres nations indépendantes.

Réponse :

Je considère toute insinuation de cette espèce que rien ne justifie, comme une entreprise coupable contre la tranquillité et, par là, contre la paix de l'univers. J'y vois, de plus, une intimidation ou, pour le moins, un énervement de petites nations. Toutefois, au cas où M. Roosevelt aurait réellement en vue des cas déterminés, je prendrais la liberté de demander qu'il indique quels sont les Etats menacés d'une attaque et quels sont leurs agresseurs éventuels. Il sera alors possible par de brèves déclarations de faire table rase de ces monstrueuses imputations imprécises.

9° M. Roosevelt déclare, en outre, que manifestement le moment approche pour le monde où cette situation devra finir par une catastrophe, à moins qu'on ne trouve un moyen rationnel de guider les événements. Il déclare ensuite que j'ai affirmé à de nombreuses reprises que ni moi, ni le peuple allemand ne désirions la guerre et que, si cela est vrai, il ne doit pas y avoir de guerre.

Réponse :

Qu'il me soit permis une fois de plus de constater :

Que premièrement, je n'ai pas fait de guerre, que, deuxièmement, il y a des années que je manifeste mon horreur de la guerre et, il est vrai également, mon horreur des excitations bellicistes, et, troisièmement, que je ne sais pas bien pour quelles fins je partirais en guerre. Je serais reconnaissant à M. Roosevelt de bien vouloir me donner des éclaircissements sur ce point.

10° M. Roosevelt estime que rien ne pourra persuader les

peuples de la terre qu'il existe pour un gouvernement quel qu'il soit, aucun droit ou aucun besoin d'infliger les suites d'une guerre à son peuple ou aux autres nations, à moins de défense non équivoque du territoire.

Réponse :

Je crois que c'est là l'opinion de tous les gens raisonnables. Il me semble seulement que dans presque chaque guerre les deux parties prétendent se trouver en état de légitime défense non équivoque et qu'il n'y a pas de par le monde d'institution, y compris la personne de M. Roosevelt, à même de tirer ce problème absolument au clair. C'est ainsi qu'il n'est absolument pas douteux, par exemple, que la raison qui a poussé l'Amérique à entrer dans la mêlée mondiale n'était nullement l'état de légitime défense. Une commission d'enquête qui, instituée par M. Roosevelt lui-même, a étudié les causes de la participation de l'Amérique aux hostilités, a abouti à la constatation que cette participation avait eu lieu, au fond, pour des motifs exclusivement capitalistes. On n'a cependant tiré aucune conséquence pratique de cette constatation. Nous nous bornerons donc à espérer que les Etats-Unis seront, du moins à l'avenir, eux-mêmes enfin le représentant de ce noble principe et qu'ils ne partiront en guerre contre un peuple quelconque que lorsqu'ils se trouveront dans un cas très net de légitime défense.

11° M. Roosevelt poursuit en disant qu'en faisant cette déclaration il ne parle ni par égoïsme, ni par faiblesse, ni par peur, mais qu'il fait seulement entendre la voix des forts et de l'amitié pour l'humanité.

Réponse :

Si cette voix des forts et de l'amitié pour le genre humain, qui nous vient d'Amérique, s'était fait entendre à temps et surtout si cette voix avait eu alors quelque valeur pratique, on aurait pu, pour le moins, empêcher ce traité qui a été le point de départ du plus grand cataclysme de l'humanité de tous les temps, à savoir le « Diktat » de Versailles.

12° M. Roosevelt déclare ensuite qu'il est toujours convaincu que tous les problèmes internationaux peuvent être résolus autour d'une table de conférence diplomatique.

Réponse :

Théoriquement on pourrait vraiment croire que cela pourrait être possible, car en nombre de cas la raison démontrerait sans plus le bien fondé de certaines exigences et, de l'autre, la nécessité de concessions.

Par exemple :

Conformément à la raison et à la logique absolues et selon tous les principes de la suprême justice humaine de tous les peuples, voire même selon les lois de la volonté divine, tous les peuples devraient participer d'une façon égale aux biens de ce monde. On ne devrait pas constater que tel peuple réclame tant d'espace vital parce qu'il lui est difficile d'exister en ne comptant même pas 15 habitants par kilomètre carré, tandis que d'autres peuples sont contraints de nourrir 140, 150 ou même 200 êtres humains sur la même superficie. Et ces peuples heureux ne devraient en aucun cas réduire encore l'espace vital de peuples déjà nécessiteux par eux-mêmes, par exemple en leur ravissant leurs colonies par dessus le marché. Aussi serais-je enchanté qu'on pût trouver une solution réelle à tous ces problèmes autour d'une table de conférence. Mon scepticisme vient toutefois du fait que c'est l'Amérique elle-même qui a le plus fait preuve de méfiance à l'égard de l'efficacité des conférences. Car la plus grande conférence de tous les temps a été certainement la Société des Nations. Cet aréopage de tous les peuples du monde, surgi du néant de par la volonté d'un président des Etats-Unis, devait résoudre les problèmes de l'humanité autour du tapis vert. Or, le premier Etat qui s'« éclipsa », ce furent les Etats-Unis ! Et cela, parce que le Président Wilson lui-même était déjà bourré de scrupules sur la possibilité d'être à même de résoudre à pareille table diplomatique les problèmes internationaux réellement décisifs.

Avec tout le respect dû à vos bonnes intentions, M. Roosevelt, je dois cependant constater la réalité, le fait qu'au cours de près de 20 ans d'activité, la plus grande conférence du monde, à savoir la Société des Nations, n'est pas arrivée à résoudre un seul problème international vraiment capital. Pendant de nombreuses années l'Allemagne s'est trouvée

exclue par le traité de Versailles de cette conférence des conférences, en dépit de la promesse de Wilson. Cependant, malgré les plus amères expériences, un gouvernement allemand crut ne pas devoir suivre le précédent des Etats-Unis, mais devoir prendre place ultérieurement à la table diplomatique de Genève. C'est moi qui, beaucoup plus tard, ai pris l'initiative, après une inutile participation de longues années, d'imiter l'Amérique et de quitter également la plus grande conférence qu'eût jamais vue l'humanité. Depuis, je me suis attaché à résoudre les problèmes concernant mon peuple, problèmes qui n'avaient malheureusement pas été plus résolus que tous les autres à la table de conférence de la Société des Nations, et je les ai résolus chaque fois sans guerre ! Et, abstraction faite de la Société des Nations, de nombreux autres problèmes ont été, ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer, soumis, au cours des dernières années, à des conférences universelles, sans qu'on ait abouti à une solution quelconque. De façon générale, si votre opinion, M. Roosevelt, que chaque problème peut être résolu autour du tapis vert diplomatique, est exacte, il faut bien convenir que les peuples, celui des Etats-Unis inclus, au cours des 7 à 8000 ans, dont on soit à même de se remémorer les grandes lignes, ont été dirigés ou par des aveugles ou par des criminels. Car, tous les dirigeants, y compris les hommes d'Etat américains, et, pour préciser, les plus grands de ceux-ci, ont surtout formé l'histoire pour une part essentielle, non pas à une table de conférence mais en mettant en action la force de leurs peuples. La liberté de l'Amérique du Nord n'a été pas plus obtenue autour du tapis vert diplomatique que n'y a été décidé le conflit des nordistes et des sudistes au cours de la crise de la Sécession. Je ne parlerai pas des innombrables luttes qu'a comportées la soumission progressive du continent de l'Amérique du Nord. Et je ne mentionne tout cela, M. Roosevelt, que pour établir que votre manière de voir est certainement digne de tous les respects mais qu'elle ne se trouve confirmée par l'histoire ni de votre pays ni du surplus de l'humanité.

13° M. Roosevelt constate ensuite qu'un plaidoyer en faveur d'une discussion pacifique ne reçoit pas la réponse qu'il mérite lorsque l'une des parties déclare qu'à moins de recevoir d'avance l'assurance que la décision lui sera favorable, elle ne déposera pas les armes.

Réponse :

Croyez-vous, M. Roosevelt, que lorsque les destinées suprêmes des peuples sont en jeu, un gouvernement ou les dirigeants d'un peuple déposeront ou, peut-être même, rendront les armes, avant une conférence, tout simplement dans l'espoir aveugle que la sagesse des autres participants ou, si vous voulez, leur compréhension les amènera à prendre la décision qu'il faut ? M. Roosevelt, il n'y a eu qu'un peuple et un gouvernement qui aient appliqué cette recette qu'on leur recommandait à savoir l'Allemagne. Confiante dans les assurances solennelles du président américain Wilson et dans la confirmation que leur avaient donnée les Alliés, la nation allemande a jadis déposé les armes et s'est rendue désarmée à la table de conférence. Il est vrai qu'au moment où la nation allemande eût déposé les armes, on ne l'invita même plus à la conférence, mais, contrairement à toutes les assurances antérieures, on commit à son égard une violation de la parole donnée, telle que l'histoire n'en avait jamais connue. Un jour, au lieu de débrouiller à la table de conférence la confusion la plus profonde de tous les temps, on provoqua une confusion plus cruelle encore en imposant le « Diktat » le plus impitoyable que le monde ait jamais vu. Les délégués du peuple allemand qui, confiant dans les assurances solennelles d'un Président américain, étaient venus sans armes, ne furent même pas reçus, lors de la remise du traité, comme les représentants d'une nation qui avait, on le reconnaîtra, tenu tête pendant quatre ans à un monde entier, avec un héroïsme sans limites, pour la défense de sa liberté et de son indépendance, mais ils furent traités d'une manière plus infamante que cela ne se pratiquait jadis peut-être à l'égard des chefs de Sioux. Les délégués allemands furent insultés par la populace, poursuivis à coups de pierre, traînés comme des prisonniers, non point devant la table de conférence du monde mais devant le tribunal des vainqueurs où ils furent contraints, le pistolet sur la poitrine, d'accepter l'asservissement et le pillage les plus honteux de tous les temps.

Monsieur Roosevelt, je me permets de vous assurer que c'est ma volonté inébranlable de faire en sorte que, non seulement aujourd'hui mais à tout jamais, aucun Allemand ne pénètre sans défense dans une salle de conférence, mais que la force unie de la nation allemande se tienne pour tous les

temps derrière chaque négociateur allemand, et, que Dieu le veuille, elle s'y tiendra.

14° M. Roosevelt croit qu'il faut entrer dans une salle de conférence comme dans un tribunal, et que les deux parties doivent y entrer de bonne foi, dans la conviction que justice sera effectivement rendue à chacune d'elles.

Réponse :

Les représentants de l'Allemagne n'iront jamais plus à une conférence qui serait pour eux un tribunal, car qui serait juge ? Dans une conférence il n'y a ni accusé ni accusateur mais seulement deux parties. Et si la raison ne vient pas leur indiquer l'issue qui mène à un accord, ce n'est, pourtant pas au verdict de pouvoirs étrangers désintéressés qu'ils s'en remettront sans réserve.

D'ailleurs ce sont précisément les Etats-Unis qui ont refusé d'adhérer à la Ligue des Nations et d'y être la victime d'une cour de justice capable de décider à la majorité des voix contre les intérêts de tel ou tel Etat. Je saurais toutefois gré à M. Roosevelt s'il voulait bien expliquer au monde quelle devra être la nature de cette nouvelle cour de justice universelle. Quels en seront les juges, d'après quelle procédure seront-ils choisis et sur quelle responsabilité se fondera leur action ? Et, par dessus tout, devant qui pourront-ils être tenus pour responsables ?

15° M. Roosevelt croit que la cause de la paix universelle ferait un grand pas en avant si les nations du monde donnaient une déclaration franche en ce qui concerne la politique présente et future des gouvernements.

Réponse :

C'est ce que j'ai constamment fait jusqu'ici, Monsieur Roosevelt, dans d'innombrables discours publics. Encore aujourd'hui, dans le cadre de la séance du Reichstag, j'ai donné une nouvelle déclaration de ce genre, autant que c'était possible, en deux heures. Je me vois cependant obligé de refuser de faire une semblable déclaration à tout autre qu'au peuple, de l'existence et de la vie duquel je suis responsable et qui, inversement, a seul le droit de me demander des comptes.

Mais je donne aux buts de la politique allemande une publicité telle que le monde entier peut aisément les entendre. Seulement ces éclaircissements demeurent dénués d'intérêt pour le reste du monde aussi longtemps qu'il reste possible à une certaine presse de falsifier toute déclaration, de la suspecter, de la mettre en doute, ou de la noyer sous de nouvelles réponses mensongères.

16° M. Roosevelt croit que les Etats-Unis, étant une des nations de l'hémisphère occidental, ne sont pas impliqués directement dans les différends qui auraient surgi en Europe et que je devrais, pour cette raison déjà, être prêt à lui donner, en sa qualité de chef d'une maison si lointaine de l'Europe, une pareille déclaration concernant la politique allemande.

Réponse :

M. Roosevelt croit donc sérieusement que la cause de la paix universelle ferait vraiment un pas en avant si une déclaration franche pouvait être faite aux nations du monde sur la politique actuelle du gouvernement.

Or, comment M. Roosevelt peut-il prétendre, en sa qualité de chef des Etats-Unis d'Amérique, que précisément le chef de l'Etat allemand lui fasse une déclaration, sans que les autres gouvernements soient aussi invités à en faire une semblable concernant leur politique. A vrai dire, je crois qu'il n'est guère possible de faire une déclaration de la sorte au chef d'un Etat étranger quel qu'il soit ; mais comme le réclamait jadis le Président Wilson à propos de la suppression de la diplomatie secrète, c'est à la face du monde entier qu'il convient le mieux de faire ces déclarations. Et jusqu'à présent je m'y suis non seulement montré disposé, mais je ne l'ai fait que trop souvent ainsi que je l'ai déjà dit. Hélas ! ce sont précisément les plus importantes déclarations sur les buts et les intentions de la politique allemande que la presse de tant de pays soi-disant démocratiques a dissimulées aux peuples ou leur a travesties. Mais si M. Roosevelt se croit qualifié pour adresser une pareille invitation précisément à l'Allemagne ou à l'Italie entre tant d'autres nations, et cela pour la raison que l'Amérique est si loin de l'Europe, nous aurions nous aussi, puisque la distance est la même de l'Eu-

rope à l'Amérique, un droit identique à demander de notre côté à M. Roosevelt quels sont les buts que poursuit la politique étrangère de l'Amérique et quelles sont les intentions dont cette politique s'inspire, disons par exemple vis-à-vis des Etats de l'Amérique Centrale et de l'Amérique du Sud. M. Roosevelt ne manquerait pas d'invoquer en pareil cas la doctrine de Monroë, et cela, j'en conviens, à bon droit, et il rejetterait une semblable exigence comme une ingérence dans les affaires intérieures du continent américain. Eh bien, nous autres Allemands, nous professons la même doctrine quant à l'Europe, et, en tout cas en ce qui concerne la sphère et les intérêts du Reich grand-allemand.

Du reste, il va de soi que je ne me permettrai jamais d'adresser pareille demande à M. Roosevelt car je présume qu'il considérerait vraisemblablement et non sans raison une semblable prétention comme un manque de tact.

17° M. Roosevelt déclare ensuite que les informations qui lui seraient faites sur les buts politiques de l'Allemagne seraient communiquées par lui aux autres peuples qui se sentent menacés et qui nourrissent maintenant des appréhensions sur les tendances de notre politique.

Réponse :

Par quel procédé M. Roosevelt a-t-il constaté quelles sont les nations qui se sentent menacées par la politique allemande, et lesquelles, point ?

Ou bien M. Roosevelt se trouve-t-il en état, malgré l'immense travail qui doit certainement peser sur ses épaules aussi, de connaître de lui-même tous ces mouvements psychiques et intellectuels qui agitent intérieurement les autres peuples et leurs gouvernements ?

18° M. Roosevelt désire enfin que je sois prêt à lui donner l'assurance que les forces militaires allemandes n'attaqueront pas le territoire ou les possessions des nations indépendantes énumérées ci-après et surtout n'y pénétreront pas. Et il nomme comme Etats entrant en question : la Finlande, la Lettonie, la Lithuanie, l'Esthonie, la Norvège, la Suède, le Danemark, les Pays-Bas, la Belgique, la Grande-Bretagne, l'Irlande, la France, le Portugal, l'Espagne, la Suisse, le

Liechtenstein, le Luxembourg, la Pologne, la Hongrie, la Roumanie, la Yougoslavie, la Russie, la Bulgarie, la Turquie, l'Irak, l'Arabie, la Syrie, la Palestine, l'Egypte et l'Iran.

Réponse :

Je me suis tout d'abord donné la peine de me renseigner auprès des Etats énumérés afin de savoir : I. s'ils se sentent menacés et II. si surtout cette question que nous adresse M. Roosevelt avait été posée à leur suggestion ou tout au moins avec leur consentement.

La réponse a été « non » sur toute la ligne, parfois même un « non » brusque. D'ailleurs, il ne m'a pas été possible de communiquer cette demande à tous les Etats et nations mentionnés parce qu'ils ne disposent pas actuellement de leur liberté — c'est le cas de la Syrie, par exemple —, mais sont occupés militairement par les Etats démocratiques et privés ainsi de tous leurs droits.

III. Mais, en outre, tous les Etats limitrophes de l'Allemagne ont reçu du Reich des assurances beaucoup plus précises et, surtout, des propositions beaucoup plus précises que M. Roosevelt ne m'en demande dans son étrange télégramme.

IV. Mais si ces déclarations générales et directes que j'ai déjà tant de fois faites étaient peut-être considérées comme douteuses quant à leur valeur, une nouvelle déclaration du même genre n'aurait assurément non plus aucune valeur, même si c'était M. Roosevelt qui devait la recevoir. Car, ce qui est décisif, en fin de compte, ce n'est pourtant pas le poids que M. Roosevelt accorde à ces déclarations, c'est la valeur que les Etats en question leur attribuent.

V. Mais je dois encore attirer l'attention de M. Roosevelt sur quelques erreurs historiques. Il cite entre autres, par exemple, l'Irlande et me prie de déclarer que l'Allemagne n'attaquera pas l'Irlande. Or, je viens de lire un discours du président du Conseil irlandais, de Valera, dans lequel celui-ci, chose curieuse, en contradiction avec l'opinion de M. Roosevelt, n'accuse pas l'Allemagne d'opprimer l'Irlande, mais reproche à l'Angleterre que l'Irlande ait à souffrir de l'agression constante de ce dernier Etat. Malgré toute la connaissance que M. Roosevelt peut avoir des misères et des soucis

d'autres Etats, il faut toutefois admettre que le président irlandais doit encore être mieux au courant des dangers qui menacent son pays que le président des Etats-Unis. Il n'a pas pu non plus échapper à M. Roosevelt que, selon toute évidence, la Palestine n'est pas actuellement occupée par des troupes allemandes, mais par les Anglais, et qu'elle voit sa liberté réduite par le plus brutal abus de la force, qu'elle est privée de son indépendance et qu'elle doit supporter les plus cruels traitements en faveur d'intrus juifs. Les Arabes vivant dans ce pays ne sauraient, assurément, s'être plaints, auprès de M. Roosevelt, d'une agression allemande, mais ils ne cessent d'en appeler à l'opinion internationale en protestant contre les méthodes barbares avec lesquelles l'Angleterre s'efforce là-bas de courber sous le joug un peuple qui aime sa liberté et qui ne défend que sa liberté. Ce serait peut-être aussi là un problème que l'on devrait résoudre suivant la conception de M. Roosevelt, à la table de conférence, donc devant un juste juge, et non par la force brutale, par les moyens militaires, par les exécutions en masse, par l'incendie des villages, la destruction des maisons à la dynamite, etc. Car il y a là un fait indubitable, c'est que l'Angleterre, dans ce cas, n'agit pas en vue de sa défense contre une attaque arabe menaçant l'Angleterre, mais, sans avoir été appelée par personne, envahit un territoire étranger qui n'appartient pas à l'Angleterre, afin d'y instaurer sa domination. On pourrait encore constater toute une série d'erreurs analogues de M. Roosevelt, sans parler de la difficulté que l'Allemagne aurait à entreprendre des opérations militaires dans des Etats et des pays qui sont éloignés de nous, les uns de 2.000, les autres de 5.000 kilomètres et plus. Mais je veux faire ici, en terminant, les déclarations suivantes :

Le Gouvernement allemand est prêt, cependant, à donner à chacun des Etats individuellement nommés, s'il devait en éprouver le désir et s'il adressait lui-même à l'Allemagne une proposition tendant à obtenir une assurance de l'ordre de celle souhaitée par M. Roosevelt, ladite assurance sous condition d'absolue réciprocité. Pour toute une série des Etats énumérés par M. Roosevelt, ceci pourrait d'ailleurs être déjà considéré d'avance comme superflu, parce que nous sommes déjà soit alliés avec eux, soit pour le moins, liés d'une amitié très étroite. Quant à la durée de ces accords, l'Allemagne est

toute disposée à conclure avec chaque Etat en particulier les arrangements qu'il désirera.

Mais je ne voudrais pas laisser passer l'occasion sans donner avant tout au président des Etats-Unis une assurance concernant les territoires qui — je le présume — feront le premier objet de ses soucis, notamment les Etats-Unis eux-mêmes et les autres Etats du continent américain. Et je déclare ici solennellement que toutes les allégations répandues d'une façon quelconque au sujet d'une attaque ou d'une intervention projetée par l'Allemagne contre ou dans un territoire américain ne sont que lourde imposture ou grossiers mensonges. Sans compter que toutes ces allégations ne peuvent d'ailleurs, du point de vue militaire, que sortir de l'imagination d'un fou.

19° Or M. Roosevelt déclare, dans cet ordre d'idées, qu'il considère que le facteur le plus important est, avant tout, la discussion de la méthode la plus efficace et la plus rapide par laquelle les peuples du monde pourraient être délivrés du fardeau écrasant des armements.

Réponse :

M. Roosevelt ne sait peut-être pas que ce problème, dans la mesure où il concerne l'Allemagne, a déjà été une fois complètement résolu. Le Reich allemand s'est déjà — et les Commissions interalliées l'ont expressément confirmé — complètement désarmé de 1919 à 1923 et, à savoir, dans les proportions suivantes :

On détruisit dans le domaine de l'armée de terre :

1° 59.000 canons et tubes

2° 130.000 mitrailleuses

3° 31.000 lance-mine et tubes

4° 6.007.000 fusils et carabines

5° 243.000 canons de mitrailleuse

6° 28.000 affûts

7° 4.390 affûts de mitrailleuse

8° 38.750.000 projectiles

9° 16.550.000 grenades à main et à fusil

10° 60.400.000 fusées à balles

11° 491.000.000 munitions pour armes portatives

12° 335.000 t. de douilles de projectiles

13° 23.515 t. de douilles de gargousses et de cartouches

14° 37.600 t. de poudre

15° 79.000 jauges à munitions

16° 212.000 appareils téléphoniques

17° 1.072 lance-flammes, etc., etc.

On détruisit en outre : traîneaux, ateliers mobiles, voitures de pièces de D.C.A., avant-trains, casques d'acier, masques contre les gaz, machines de l'ancienne industrie de guerre, canons de fusil.

On détruisit encore :

dans l'arme de l'Air :

1° 15.714 avions de chasse ou de bombardement

2° 27.757 moteurs d'avion.

Et sur mer, on a détruit :

26 navires de combat

4 cuirassés garde-côte

4 croiseurs cuirassés

19 petits croiseurs

21 navires-école et navires spéciaux

83 torpilleurs

315 sous-marins.

A tout cela s'ajoute encore la destruction des objets suivants :

véhicules en tous genres,

moyens de combat par les gaz et, en partie aussi,

moyens de défense contre les gaz,

charges propulsives et explosifs,

projecteurs,

hausses et matériel de pointage,

télémètres et instruments de repérage au son,

instruments optiques en tout genre,

harnachements, etc.,

tous les hangars pour avions, dirigeables, etc.

D'après les assurances solennelles données en leur temps à l'Allemagne, assurances qui se trouvèrent même consignées dans le traité de Versailles, cela ne devait constituer qu'une prestation préalable, pour permettre au surplus de l'univers de pouvoir sans danger désarmer à son tour. Ici encore, comme dans tous les autres cas, on a odieusement abusé de la foi de l'Allemagne en la parole donnée. On sait que toutes les tentatives depuis faites à la « table de conférence » au cours de négociations s'étendant sur de longues années en vue de provoquer également le désarmement des autres Etats — ce qui n'eût été réellement que de la prudence et de la justice la plus élémentaire en même temps que l'acquittement d'obligations assumées — échouèrent complètement. Moi-même, Monsieur Roosevelt, j'ai présenté à la discussion toute une série de propositions pratiques, m'efforçant d'arriver ainsi à engager un débat sur le problème, pour rendre possible, du moins, une limitation générale des armements à l'étiage le plus bas. Je proposai pour toutes les armées un effectif maximum de 200.000 hommes, plus, la suppression

de toutes les armes propres à l'attaque, celle de tous les avions de bombardement, de la guerre chimique, etc., etc.

Il ne fut malheureusement pas possible de faire triompher ces propositions vis-à-vis du reste de l'univers et cela, bien que l'Allemagne fût, elle-même, complètement désarmée. Je mis ensuite en discussion la proposition d'une armée de 300.000 hommes... avec le même résultat négatif. J'ai alors présenté toute une série de projets détaillés de désarmement, toujours dans l'enceinte du Reichstag et, par là même, devant l'opinion publique de tout l'univers. Il ne vint à l'idée de personne d'entrer même en discussion sur ces propositions. Par contre, l'univers commença à accroître ses armements, cependant déjà énormes. Et ce n'est qu'en 1934, lorsque la dernière de mes offres très complètes, celle qui concernait une armée de 300.000 hommes, se trouva définitivement déclinée, que j'ai donné l'ordre d'un réarmement allemand qui devait, j'en conviens, être un réarmement à fond. Je ne voudrais, toutefois, pas être un obstacle à la discussion des questions de désarmement auxquelles, Monsieur Roosevelt, vous manifestez l'intention de prendre part vous-même. Seulement, veuillez, je vous prie, vous adresser tout d'abord non pas à moi et à l'Allemagne, mais aux autres. J'ai, en effet, derrière moi toute une somme d'expériences pratiques, aussi suis-je enclin au scepticisme aussi longtemps que la réalité ne m'aura pas converti.

20° M. Roosevelt donne ensuite l'assurance qu'il serait disposé à prendre part à l'ouverture pratique de nouvelles voies au commerce international, afin que toutes les nations de la terre soient mises à même d'acheter et de vendre à égalité de droits sur le marché mondial et de posséder l'assurance d'obtenir les matières premières nécessaires et les produits d'une vie économique paisible.

Réponse :

Je crois, M. Roosevelt, qu'il ne s'agit pas de se livrer à des débats théoriques sur ces problèmes, mais qu'il s'agit, avant tout et surtout, de supprimer, par des actes, les véritables entraves à l'économie internationale. Et les plus dangereuses de ces entraves se trouvent à l'intérieur des divers États eux-mêmes. En tout cas, l'expérience nous enseigne jus-

qu'à présent que les plus grandes conférences économiques mondiales ont échoué tout simplement du fait que les divers Etats étaient incapables de maintenir en ordre leur économie intérieure, ou bien encore parce que leurs manipulations monétaires jetaient l'incertitude sur le marché international des capitaux et soumettaient l'estimation respective des monnaies nationales à des fluctuations perpétuelles. De même, les relations économiques entre les nations se trouvent grevées d'un poids insupportable lorsqu'il y a des pays où il est possible de déclencher pour des motifs idéologiques un boycottage forcené contre d'autres peuples et leurs marchandises et de les éliminer ainsi pratiquement du marché. Je crois, Monsieur Roosevelt, que vous auriez bien mérité si vous commenciez précisément à écarter, aux Etats-Unis, grâce à votre grande influence, ces obstacles qui s'opposent à une véritable liberté des échanges économiques. Car je suis convaincu que si les chefs de peuples ne réussissaient même pas à remettre la production en ordre à l'intérieur de leurs propres Etats, ni à mettre fin aux campagnes de boycottage qui s'appuient sur des raisons idéologiques et dont peuvent avoir tant à souffrir les rapports commerciaux entre les peuples, il y aurait encore beaucoup moins de chances de réaliser, par des accords internationaux, quelque chose de véritablement fécond pour l'amélioration des relations économiques. Ce n'est pas de cette façon que se trouvera assurée, et cela pour tous, l'égalité du droit d'acheter et de vendre sur le marché mondial. Du reste le peuple allemand a émis à cet égard des revendications très concrètes, et je me réjouirais si vous, Monsieur Roosevelt, qui êtes un des successeurs du Président Wilson, vouliez en cette qualité intervenir pour qu'il soit fait enfin honneur à la parole sur la foi de laquelle l'Allemagne déposa jadis les armes et se remit aux mains de ses prétendus vainqueurs. Je pense ici, tout d'abord, moins aux innombrables milliards extorqués à l'Allemagne, au titre des réparations, qu'à la restitution des territoires ravis à l'Allemagne. Car le peuple allemand a perdu en Europe et hors d'Europe environ 3 millions de kilomètres carrés. Et pourtant, l'empire colonial allemand dans son entier n'avait pas été conquis par la guerre, à la différence des colonies de quelques autres nations, mais il avait été exclusivement acquis par voie de contrat ou d'achat. Le Président Wilson a envoyé solennellement sa parole à notre égard, en nous promettant que les revendications colo-

niales de l'Allemagne seraient soumises, exactement comme toute autre, au même examen équitable. Mais au lieu de cela, les possessions coloniales allemandes furent attribuées aux nations qui détenaient déjà les plus grands empires coloniaux de tous les temps, et notre peuple a été abandonné à de lourds soucis dont les effets ne peuvent manquer d'influer particulièrement sur le présent et sur l'avenir.

Le Président Franklin Roosevelt accomplirait une noble action s'il accomplissait la parole donnée par le Président Woodrow Wilson. Ce serait apporter avant tout une contribution pratique à la consolidation morale du monde et, par là, au relèvement de son économie.

M. Roosevelt déclare ensuite, en terminant, que les chefs de tous les grands gouvernements sont, à cette heure, responsables du sort de l'humanité, qu'ils ne peuvent pas être sourds à la prière de leurs peuples qui demandent à être protégés contre le chaos, possible à prévoir, de la guerre, et que, de ce chef, je porterais aussi une responsabilité.

Monsieur Roosevelt ! Je comprends très bien que la grande étendue de votre empire et l'immense richesse de votre pays vous permettent de vous sentir responsable de l'histoire du monde entier et du sort de tous les peuples. Moi, Monsieur Roosevelt, je suis placé dans un cadre beaucoup plus modeste et beaucoup plus réduit. Vous avez 130 millions d'habitants sur 9 millions et demi de kilomètres carrés. Vous avez un pays dont le sous-sol contient en abondance toutes les richesses, dont le sol est assez fertile pour nourrir plus de 500 millions d'hommes et les approvisionner de tout le nécessaire.

Moi, j'ai autrefois assumé la direction d'un Etat qui, par suite de sa confiance aux assurances du reste du monde ainsi que par suite de la mauvaise gestion de gouvernements démocratiques, se trouvait à la veille d'une ruine totale. Dans cet Etat vivent, non pas 15 habitants par km² comme en Amérique, mais environ 140 habitants. La fertilité de notre pays n'est pas comparable à la fertilité du vôtre. Les richesses innombrables du sous-sol, que la nature met à votre disposition en quantités illimitées, nous manquent. Les milliards de l'épargne allemande accumulés au cours de longues années

de paix sous forme d'or et de devises nous ont été soutirés et ravis. Nos colonies, nous les avons perdues. En 1933, j'avais, dans mon pays, 7 millions de chômeurs, plusieurs millions de travailleurs à temps réduit, des millions de paysans de plus en plus appauvris, une industrie anéantie, un commerce ruiné, bref : un chaos général.

Je n'ai donc, depuis cette époque, Monsieur Roosevelt, pu remplir qu'une seule tâche. Je ne puis me sentir responsable du sort d'un monde, car ce monde ne s'est point soucié du sort lamentable de mon propre peuple. Je ne me suis senti appelé par la Providence que pour servir mon propre peuple et le délivrer de son épouvantable misère. Pendant les 6 années et demie qui viennent de s'écouler, je n'ai donc vécu jour et nuit que pour la seule tâche d'éveiller les propres forces de mon peuple, qui se trouvait abandonné de tout le reste du monde, d'accroître ces forces et de les mettre en œuvre pour le salut de notre communauté. J'ai surmonté le chaos qui régnait en Allemagne, j'ai rétabli l'ordre, j'ai énormément accru la production dans tous les domaines de notre économie nationale, j'ai fait créer, au prix d'efforts extrêmes, des matières capables de remplacer les nombreuses substances naturelles qui nous manquent, frayé les voies à des inventions nouvelles, développé le trafic, instauré la construction de routes puissantes; j'ai fait creuser des canaux, établir de gigantesques usines et me suis efforcé en même temps de favoriser la culture et l'éducation de notre peuple. J'ai réussi à réintégrer jusqu'au dernier dans des travaux de production utile les 7 millions de chômeurs qui nous tenaient tant à cœur, à tous; à retenir, malgré toutes les difficultés, le paysan sur sa glèbe et à lui conserver la glèbe elle-même, à faire refleurir le commerce allemand, et à apporter un immense encouragement au trafic. Pour faire face aux menaces du reste du monde, je n'ai pas seulement uni politiquement le peuple allemand, mais je l'ai aussi armé, et j'ai encore tenté d'effacer, page par page, ce traité qui constitue, dans ses 448 articles, l'acte de violence le plus odieux qui ait jamais été commis contre des peuples et des hommes. J'ai rendu au Reich les provinces qui nous ont été arrachées en 1919, j'ai ramené dans leur patrie des millions d'Allemands indiciblement malheureux que l'on nous avait ravis, j'ai rétabli l'unité historique de l'espace vital allemand et je me suis efforcé,

Monsieur Roosevelt, d'accomplir tout cela sans verser de sang et sans imposer, pour cela, à mon peuple et à d'autres les souffrances de la guerre. Tout cela, je l'ai fait, Monsieur Roosevelt, par mes propres forces, comme un ouvrier et un soldat de mon peuple, encore inconnu il y a 21 ans, et je puis donc prétendre, devant l'histoire, compter parmi ceux qui ont accompli la plus grande réalisation qui puisse être équitablement exigée d'un individu. Vous, Monsieur Roosevelt, vous avez, comparativement, la tâche infiniment plus facile. En 1933, lorsque je suis devenu Chancelier du Reich, vous êtes devenu Président des Etats-Unis. Vous avez été ainsi placé, dès le premier instant, à la tête d'un des plus grands et des plus riches pays du monde. Vous avez la chance de n'avoir à nourrir qu'à peine 15 hommes par km². Vous disposez des plus grandes richesses de sous-sol qui existent au monde. Vous pouvez, grâce à l'immensité de votre espace et à la fertilité de vos champs, assurer à chaque Américain dix fois plus de biens que cela n'est possible en Allemagne. En tout cas, la nature vous l'a permis. Bien que le nombre des habitants de votre pays ne dépasse que d'un tiers à peine celui des habitants de la Grande-Allemagne, vous disposez de 15 fois plus d'espace vital. Vous pouvez, par suite, trouver le temps et le loisir, grâce à l'ampleur de toutes vos conditions de vie, de vous occuper de problèmes universels. C'est pour cette raison aussi, sans doute, que le monde vous semble si petit que vous êtes tenté de croire que vous pouvez intervenir et agir partout utilement. Dans ce sens, vos préoccupations et vos initiatives peuvent englober un beaucoup plus grand et beaucoup plus vaste espace que les miennes; car mon monde, à moi, Monsieur Roosevelt, est celui dans lequel la Providence m'a placé et pour lequel j'ai donc l'obligation de travailler. Il est malheureusement, au point de vue de l'espace, beaucoup plus étroit. Il n'englobe que mon peuple. Mais, je crois que c'est dans cette sphère que je puis encore le mieux servir la cause qui nous tient tous à cœur : celle de la justice, de la prospérité, du progrès et de la paix de la communauté humaine tout entière.

LETTRE-REPONSE DU FUHRER A M. DALADIER

Le discours-réponse à Roosevelt est suivi d'une certaine détente, marquée par la conclusion de pactes de non-agression entre l'Allemagne et plusieurs de ses voisins. Mais, au cours des mois suivants, la situation s'aggrave par suite de l'évolution des relations de l'Allemagne avec la Pologne où se marquait, de plus en plus, la politique de guerre des gouvernements français et anglais. Cette politique d'encerclement subit son premier échec le 21 août, par la conclusion du pacte de non-agression germano-soviétique.

25 août 1939 : signature du traité d'assistance anglo-polonais : le même jour, le Führer renouvelle son offre d'un rapprochement anglo-allemand, dans une déclaration remise à l'ambassadeur britannique. Il fait parvenir en même temps un message personnel au Président du Conseil français pour clarifier les relations franco-allemandes. Le lendemain, le Président Daladier adresse à Hitler une lettre personnelle à laquelle celui-ci répond le 27 août de la façon suivante :

Monsieur le Président du Conseil,

Je comprends les graves considérations que vous exprimez. Je n'ai jamais oublié, moi non plus, la haute obligation qui incombe à ceux qui président au destin des peuples. Ancien combattant, je connais aussi les horreurs de la guerre. Et c'est parce que je les connais que je me suis loyalement efforcé, pour ma part, de supprimer toutes les matières de conflit entre nos deux peuples. J'ai assuré très ouvertement au peuple français que le retour du territoire de la Sarre en serait la condition. Dès que ce retour a été effectué, j'ai immédiatement et solennellement confirmé que je renonçais à toute autre exigence, de quelque nature qu'elle soit, pouvant toucher la France. Le peuple allemand a approuvé mon attitude. Comme vous avez pu vous en convaincre lors de votre dernier séjour ici, il n'éprouvait et n'éprouve aucun ressentiment, et encore bien moins de haine, contre un ancien et brave adversaire, conscient qu'il est de son propre comportement pendant la guerre. Tout au contraire, l'apaisement à notre frontière occidentale a créé une sympathie croissante, du moins de la part du peuple allemand. Sympathie qui, en de nombreuses occasions, s'est manifestée d'une façon réellement démonstrative. La construction des grandes fortifications à l'ouest, qui a dévoré et dévore encore de nombreux milliards,

représente également pour l'Allemagne le témoignage qu'elle accepte et fixe définitivement la frontière du Reich. Le peuple allemand renonce ainsi à deux provinces qui jadis ont appartenu à l'ancien Empire allemand, qui, plus tard, furent reconquises au prix de beaucoup de sang versé et qui, finalement, furent défendues par de plus grands sacrifices encore. Cette renonciation, Votre Excellence me le concédera, n'est pas une attitude de tactique, un simple geste, Il est le fruit d'une décision qui a trouvé dans toutes nos mesures sa logique confirmation. Vous ne pourrez pas m'indiquer un seul cas, M. le Président du Conseil, où il ait été porté atteinte, ne fût-ce que par une seule ligne ou par un seul discours, à cette fixation définitive de la frontière allemande à l'ouest. Je croyais avoir, par cette renonciation et par cette attitude, fait disparaître tout sujet de conflit concevable entre nos deux peuples qui pût conduire à une répétition de la tragédie de 1914—1918. Mais cette limitation volontaire des exigences vitales de l'Allemagne à l'ouest ne peut pas être considérée comme une acceptation du « dictat » de Versailles valable aussi pour tous les autres domaines. Or, j'ai réellement essayé d'année en année d'obtenir par la voie des négociations la révision tout au moins des conditions de ce « dictat » les plus impossibles et les plus insupportables. Cela fut impossible. Qu'il devait y avoir une révision, beaucoup d'hommes perspicaces de toutes les nations s'en rendaient clairement compte. Quoi que l'on puisse objecter à ma méthode, quoi que l'on croie devoir lui reprocher, il n'est pourtant pas permis d'ignorer ou de contester qu'il m'a été possible de trouver, dans de nombreux cas, sans nouvelle effusion de sang, des solutions satisfaisantes pour l'Allemagne et, qui plus est, de dégager, grâce au procédé employé, les hommes d'Etat d'autres peuples de l'obligation souvent intenable de prendre devant leurs propres peuples la responsabilité de cette révision. Car, quoi qu'il en soit, Votre Excellence devra m'accorder une chose : il fallait que la révision se fasse. Le dictat de Versailles était intolérable. Pas un Français digne de ce nom, vous non plus, M. Daladier, n'aurait agi autrement que moi dans une situation analogue. J'ai donc tenté aussi, dans ce sens, d'effacer de ce monde la mesure la plus déraisonnable du dictat de Versailles. J'ai fait au Gouvernement polonais une offre dont le peuple allemand lui-même s'est effrayé. Personne d'autre que moi ne pouvait oser affronter l'opinion publique avec une offre pareille. Aussi ne pou-

vait-elle être faite qu'une seule fois. Je suis maintenant profondément convaincu que si en particulier l'Angleterre, avait alors, au lieu de déchaîner dans la presse une violente campagne contre l'Allemagne et de lancer le bruit d'une mobilisation allemande, conseillé à la Pologne d'être raisonnable, l'Europe pourrait jouir aujourd'hui et pendant 25 ans de la paix la plus profonde. Mais en agissant comme on l'a fait, on a tout d'abord agité l'opinion publique polonaise en répandant la contre-vérité d'une agression allemande, on a rendu plus difficiles à prendre au Gouvernement polonais les décisions claires et nettes qui s'imposaient et, surtout, par la promesse de garantie qui suivit, on a fait perdre de vue les limites des réalités possibles. Le Gouvernement polonais rejeta les propositions. L'opinion publique polonaise, dans la conviction certaine que l'Angleterre et la France combattraient désormais pour la Pologne, commença à élever des revendications que l'on pourrait caractériser peut-être de folies ridicules si elles n'étaient infiniment dangereuses. Alors débuta un terrorisme sans bornes, oppression physique et économique des Allemands des territoires enlevés au Reich, Allemands dont le chiffre atteignait encore plus d'un million et demi. Je ne veux point parler ici des abominations survenues. Mais Dantzig aussi eut de plus en plus conscience, par suite des empiétements continuels commis par les autorités polonaises, qu'elle était apparemment livrée sans défense à l'arbitraire d'un pouvoir étranger au caractère national de la ville et à sa population.

Puis-je maintenant me permettre de vous demander, M. Daladier, comment vous agiriez en tant que Français si, par quelque issue malheureuse d'une lutte courageuse, une de vos provinces se trouvait séparée par un corridor occupé par une Puissance étrangère, si une grande ville — disons Marseille — était empêchée de s'affirmer française et si les Français vivant dans ce territoire étaient poursuivis, frappés, maltraités, assassinés bestialement ? Vous êtes Français, M. Daladier, et je sais pour cette raison comment vous agiriez. Si vous étiez dans le malheur où nous sommes, comprendriez-vous, M. Daladier, que, sans aucun motif, l'Allemagne voulût s'employer pour que le corridor à travers la France demeure, que les territoires ravis ne dussent jamais revenir à

votre pays, que le retour de Marseille à la France fût interdit ? Je ne puis, en tout cas, me représenter, M. Daladier, que l'Allemagne combattrait contre vous pour cette raison. J'ai renoncé, nous avons tous renoncé, en effet, à l'Alsace-Lorraine afin d'éviter que, de nouveau, le sang soit répandu. Nous serions encore bien moins disposés à le verser pour perpétuer une injustice qui serait intolérable pour vous et qui, pour nous, ne présenterait aucun intérêt. Tout ce que vous écrivez dans votre lettre, M. Daladier, je le ressens exactement comme vous. Anciens combattants, peut-être pouvons-nous le mieux nous entendre dans maint domaine, mais je vous prie de bien comprendre ceci : il est impossible pour une nation qui a le sentiment de l'honneur, de renoncer à presque deux millions d'hommes et de les voir maltraiter à ses propres frontières. J'ai donc posé clairement cette exigence : Dantzig et le Corridor doivent retourner à l'Allemagne. Il faut mettre un terme à une situation à notre frontière orientale, situation qui rappelle celle de la Macédoine. Je ne vois aucun moyen de pouvoir décider à une solution pacifique la Pologne qui se sent inattaquable sous la protection de ses garanties. Je désespérerais cependant de l'avenir honorable de mon peuple si, dans de telles circonstances, nous n'étions pas décidés à résoudre la question d'une manière ou de l'autre. Si le sort obligeait ainsi de nouveau nos deux peuples à combattre l'un contre l'autre, il existerait pourtant une différence dans les motifs. Moi, M. Daladier, je lutte avec mon peuple afin de réparer une injustice, les autres pour la perpétuer. Ceci est d'autant plus tragique que nombre des hommes les plus éminents de votre propre nation ont également reconnu ce qu'il y avait d'insensé dans la solution donnée jadis à cette question, et l'impossibilité qu'il y avait à la maintenir à la longue. Je vois parfaitement les graves conséquences qu'entraîne un tel conflit, mais je crois que c'est la Pologne qui en supporterait les plus graves, car, quelle que soit l'issue d'une guerre au sujet de cette question, l'Etat polonais, tel qu'il est maintenant, serait perdu de toute façon.

Il est très douloureux, non seulement pour vous, M. Daladier, mais aussi pour moi, de songer que nos deux peuples doivent, de ce fait, entrer dans une nouvelle guerre d'extermination. Mais, comme je l'ai déjà dit, je ne vois aucune pos-

sibilité, de notre côté, de pouvoir influencer la Pologne dans un sens raisonnable afin de remédier à une situation intolérable pour le peuple allemand et le Reich.

ADOLF HITLER.

DISCOURS DU 1er SEPTEMBRE 1939 DEVANT LE REICHSTAG

Le 30 août, à minuit, l'ambassadeur britannique remettait un mémorandum au ministre des Affaires étrangères du Reich, M. von Ribbentrop. A cette occasion, le ministre allemand communiquait au diplomate anglais, quoique la Pologne eût déjà déclaré la mobilisation générale, les ultimes propositions de l'Allemagne, susceptibles d'amener une solution pacifique du problème de Dantzig et du Corridor. Ces propositions n'ayant pas trouvé d'écho, elles furent rendues publiques le 31 août à 21 heures par la radio.

Sur ces entrefaites, les provocations polonaises qui s'étaient multipliées depuis le 15, aboutirent, dans le Corridor, à une véritable terreur qui se déchaînait contre la minorité allemande. (Plus de 58.000 morts et disparus suivant la publication officielle du Ministère des Affaires étrangères du Reich). Finalement, les troupes régulières polonaises attaquèrent plusieurs fois et ouvertement le territoire du Reich, qui passa à la contre-attaque.

Le matin du 1er septembre, le Führer, devant le Reichstag, appelle le peuple allemand à se défendre contre la terreur polonaise.

Députés, hommes du Reichstag allemand !

Depuis des mois, nous souffrons tous du tourment résultant d'un problème qui nous a été imposé jadis par le « dictat » de Versailles et qui était devenu intolérable par les excès dans lesquels il avait dégénéré. Dantzig était et est encore une ville allemande. Le Corridor était et est encore allemand. Tous ces territoires doivent leur mise en valeur culturelle exclusivement au peuple allemand, sans lequel la plus profonde barbarie régnerait dans ces régions de l'Est. Dantzig a été séparé de nous. Le Corridor a été annexé par la Pologne. Les minorités allemandes qui vivent là-bas sont maltraitées de la façon la plus cruelle. Plus d'un million d'hommes de sang allemand ont dû, déjà dans les années 1919-1920, quitter leur pays natal. Comme toujours je me suis efforcé, à cet égard aussi, d'amener par la voie de propositions pacifiques de revision, une modification à cet intolérable état de choses. C'est un mensonge qu'on profère en certains endroits du monde, lorsqu'on affirme que nous ne cherchons à réaliser toutes nos revisions que par la force. Pendant quinze ans, avant l'accession du national-natiolisme au pouvoir, on avait eu l'occasion de réaliser les revisions par la voie de l'entente la plus pacifique. On ne l'a pas fait. Dans chaque cas particulier, j'ai formulé par la suite, de ma propre initiative, non pas une fois, mais en des occasions réitérées, des propositions tendant à reviser ces situations intolérables.

Toutes ces propositions, comme vous le savez, ont été rejetées. Inutile de les énumérer par le détail : les propositions tendant à la limitation des armements, voire même — si nécessité en était — à la suppression des armements, les propositions tendant à apporter des restrictions à la conduite de la guerre, enfin les propositions visant à éliminer les méthodes de la conduite moderne de la guerre, qui sont, à mes yeux, difficilement compatibles avec le droit des gens. Vous connaissez les propositions que j'ai faites relativement à la nécessité de rétablir la souveraineté allemande sur les territoires allemands du Reich, les efforts infinis que j'ai tentés pour arriver à une entente pacifique concernant le problème de l'Autriche et, plus tard, concernant le problème des Sudètes, de la Bohême et de la Moravie. Tout cela a été vain. Mais il y a une chose impossible : c'est d'exiger qu'une situation intolérable soit aplanie par la voie d'une revision pacifique et de refuser ensuite, en tout état de cause, toute revision pacifique. Il est également impossible d'affirmer que celui qui, dans une telle situation, se décide ensuite à entreprendre, de sa propre initiative, ces revisions, viole une loi. Le « dictat » de Versailles, pour nous Allemands, n'est pas une loi. Il n'est pas admissible d'extorquer à quelqu'un une signature en lui mettant le pistolet sur la gorge et en menaçant d'affamer des millions d'hommes et, ensuite, de proclamer que le document revêtu de cette signature extorquée constitue une loi solennelle.

J'ai donc, également dans le cas de Dantzig et du Corridor, cherché à résoudre les problèmes au moyen de propositions pacifiques, par la voie de la discussion. Or, ces problèmes devaient être résolus : cela était absolument clair. Que la date de cette solution soit peut-être sans intérêt pour les États occidentaux, cela se conçoit. Mais pour nous cette date n'est pas indifférente. Surtout, elle n'était et ne pouvait être indifférente pour les victimes qui souffraient. Au cours de pourparlers avec des hommes d'État polonais, j'ai discuté les idées que vous m'avez entendu développer dans mon dernier discours du Reichstag. Personne ne peut prétendre que ce soit là un procédé inconvenant ou une pression inconvenante.

J'ai fait ensuite formuler les propositions allemandes et, il me faut encore le répéter, il n'y a rien de plus loyal, de plus modeste que les propositions que j'ai présentées. Je désire

maintenant dire ceci à la face du monde; moi seul étais en mesure de faire de telles propositions. Je sais parfaitement, en effet, que je me suis mis alors en opposition avec ce que pensaient des millions d'Allemands.

Ces propositions ont été repoussées. Et non seulement cela. On y a répondu par des mobilisations, par un renforcement du terrorisme, par une pression accrue sur l'élément allemand dans ces contrées, par une lutte économique, politique, et, dans ces dernières semaines enfin, également militaire et portant sur la technique des communications, de manière à couper lentement, mais entièrement de ses bases la Ville Libre de Dantzig. C'est elle qui n'était pas disposée à résoudre la question du Corridor d'une façon en quelque sorte équitable et tenant compte des justes intérêts des deux parties. La Pologne enfin n'a jamais songé à remplir ses obligations envers les minorités. Il me faut constater ici que l'Allemagne, elle, a rempli ces engagements. Les minorités qui vivent dans le Reich allemand ne sont pas persécutées. Qu'un Français se lève et dise que, par exemple, dans le territoire de la Sarre, les Français qui y vivent sont opprimés, tourmentés et dépouillés de leurs droits. Personne ne pourra prétendre pareille chose.

Quatre mois durant j'ai assisté avec calme à ce développement, mais non sans faire entendre de façon réitérée mes avertissements. Ces avertissements, je les ai encore accentués ces derniers temps. J'ai fait savoir à l'ambassadeur de Pologne, il y a maintenant déjà plus de trois semaines, que si la Pologne continuait à envoyer des notes d'ultimatum à Dantzig, si elle continuait à prendre des mesures d'oppression contre l'élément allemand, ou si elle essayait, au moyen de mesures de politique douanière, d'anéantir économiquement Dantzig, alors l'Allemagne ne pourrait rester plus longtemps inactive. Je n'ai laissé aucun doute qu'à cet égard l'Allemagne d'aujourd'hui ne doit pas être confondue avec l'Allemagne telle qu'elle était avant nous.

On a essayé d'excuser les mesures prises contre l'élément allemand en déclarant qu'il s'était rendu coupable de provocations. Je ne sais en quoi ont bien pu consister les « provocations » des enfants ou des femmes que l'on a maltraités et emprisonnés, ou les « provocations » de ceux que l'on a torturés de la façon de la plus bestiale, la plus sadique, et que,

finalement, on a tués. Mais ce que je sais, c'est qu'une grande Puissance qui a de l'honneur ne peut à la longue contempler avec calme une telle situation.

J'ai tenté cependant un dernier effort. Bien que je fusse intimement convaincu que le Gouvernement polonais — peut-être parce qu'il se trouve sous la dépendance d'une sauvage soldatesque maintenant déchaînée — ne songe pas sérieusement à une véritable entente, j'ai accepté une proposition de médiation du Gouvernement britannique. Il avait proposé de ne pas mener lui-même les pourparlers, mais assurait qu'il établirait une relation directe entre la Pologne et l'Allemagne, afin que les pourparlers pussent encore reprendre.

Je dois constater ici que j'ai accepté cette proposition. J'ai élaboré pour ces pourparlers les bases que vous connaissez. Puis, pendant deux journées entières, je suis resté là, avec mon Gouvernement, à attendre que le Gouvernement polonais veuille bien enfin, oui ou non, nous envoyer un délégué muni de pleins pouvoirs. Jusqu'à hier soir, il ne nous avait pas envoyé ce délégué, mais il a fait connaître par son Ambassadeur qu'il examinait pour le moment la question de savoir si et dans quelle mesure il était en état d'envisager les propositions anglaises; il communiquerait alors sa décision à l'Angleterre.

Messieurs les Députés, si l'on pouvait exiger chose pareille du Reich allemand et du Chef de l'Etat et si le Reich allemand et son Chef d'Etat supportaient un tel procédé, alors la nation allemande aurait mérité de disparaître de la scène politique. Mon amour de la paix, mon infinie patience, ne doivent pas être pris pour de la faiblesse, voire de la lâcheté. J'ai donc fait savoir hier soir au Gouvernement britannique que dans ces circonstances, je ne puis trouver, du côté du Gouvernement Polonais, aucune inclination à engager réellement une conversation sérieuse avec nous.

Ainsi, ces propositions de médiation ont échoué; en effet, en réponse à cette proposition de médiation étaient survenues entre-temps : premièrement la mobilisation générale de la Pologne, et, deuxièmement de nouvelles et graves atrocités. Ces faits se sont reproduits cette nuit. Alors que récemment 21 incidents de frontière avaient été enregistrés au cours d'une

seule nuit, il y en a eu 14 la nuit dernière, dont trois très graves.

Je me suis donc décidé à parler avec la Pologne le même langage qu'elle emploie depuis des mois avec nous.

Si des hommes d'Etat de l'Ouest déclarent que cela touche à leurs intérêts, je ne puis que regretter une telle déclaration ; mais elle ne saurait me faire hésiter une seconde dans l'accomplissement de mon devoir. J'ai donné l'assurance solennelle et je répète ici que nous ne demandons rien et ne demanderons jamais rien à ces Etats occidentaux. J'ai donné l'assurance que la frontière entre la France et l'Allemagne est définitive. Je n'ai cessé d'offrir à l'Angleterre une amitié et, s'il le fallait, la plus étroite coopération. Mais l'amour ne peut pas être offert par une seule des parties ; il doit trouver sa réciproque de l'autre côté. L'Allemagne n'a aucun intérêt à l'ouest. Notre ligne fortifiée de l'ouest constitue pour tous les temps la frontière du Reich. Nous n'avons pas non plus de visées pour l'avenir, et cette attitude du Reich ne changera plus.

Une partie des autres Etats européens comprennent notre conduite. Mes remerciements vont ici avant tout à l'Italie qui nous a soutenus pendant toute cette période. Mais vous comprendrez aussi que nous ne voulons faire appel à aucune aide étrangère pour mener à bien ce combat. Nous accomplirons cette tâche nous-mêmes.

Les Etats neutres nous ont donné l'assurance de leur neutralité, tout comme nous leur avions déjà garanti leur neutralité propre. Nous considérons cette assurance comme sacrée, et aussi longtemps qu'aucun autre ne violera leur neutralité, nous la respecterons aussi scrupuleusement. Car, que pourrions-nous leur demander ou exiger d'eux ?

*
**

Je suis heureux de pouvoir vous communiquer d'ici un événement remarquable. Vous savez que la Russie et l'Allemagne sont gouvernées par deux doctrines différentes. Il y avait seulement une question qui devait être tirée au clair : l'Allemagne n'a pas l'intention d'exporter sa doctrine et dès l'instant que

la Russie n'a pas l'intention d'exporter la sienne en Allemagne, je ne vois plus aucune raison pour nous de nous opposer encore l'une à l'autre en quoi que ce soit. Nous savons toutes deux à quoi nous en tenir à ce sujet : toute lutte entre nos deux peuples ne serait utile qu'à d'autres. C'est pourquoi nous avons résolu de conclure un pacte qui exclut pour toujours entre nous tout recours à la force, qui nous oblige à nous consulter sur certaines questions européennes, qui rend possible une collaboration économique, et assure avant tout que les forces de ces deux grands Etats ne s'usent pas dans une opposition réciproque.

Toute tentative de la part des Puissances de l'Ouest pour changer quoi que ce soit, à cet égard, est vouée à l'échec ! Je tiens à en donner l'assurance ici : cette décision politique marque un changement énorme pour l'avenir, et elle est définitive !

Je crois que tout le peuple allemand approuvera cette attitude politique ! La Russie et l'Allemagne ont lutté l'une contre l'autre pendant la Grande Guerre et, en fin de compte, elles en ont été toutes deux les victimes. Cela ne doit pas se reproduire et cela ne se reproduira pas ! Le Pacte de non-agression et de consultation qui est entré en vigueur le jour même de sa signature a reçu hier la ratification suprême à Moscou et aussi à Berlin.

⁂

Ce Pacte a été applaudi à Moscou tout comme vous l'applaudissez ici. Le discours prononcé par le Commissaire russe aux Affaires Etrangères, Molotov, je puis y souscrire mot par mot.

Voici nos buts : Je suis décidé à résoudre,

1° la question de Dantzig,

2° la question du Corridor,

3° à faire en sorte qu'il intervienne dans les rapports de l'Allemagne et de la Pologne un changement qui garantisse une vie commune pacifique !

A ce sujet, je suis résolu à combattre, ou bien jusqu'à ce que le Gouvernement polonais actuel soit enclin à réaliser ce changement, ou bien jusqu'à ce qu'un autre Gouvernement polonais y soit disposé !

Je veux éloigner des frontières allemandes l'élément d'insécurité, l'atmosphère d'une situation analogue à une éternelle guerre civile. Je veux faire en sorte que règne à notre frontière de l'Est la même paix qu'à nos autres frontières.

Je veux, à ce sujet, procéder aux actions nécessaires, de telle sorte qu'elles ne contredisent pas les propositions portées à la connaissance du reste du monde.

C'est-à-dire, je ne veux pas mener la lutte contre des femmes et des enfants ! J'ai donné à mon aviation l'ordre de borner ses attaques aux objectifs militaires. Mais si l'adversaire croit pouvoir tirer de cette promesse un blanc-seing pour lutter librement de son côté avec des méthodes inverses, il recevra alors une réponse qui le pétrifiera.

Cette nuit, pour la première fois, la Pologne a fait tirer sur notre territoire national par des soldats de son armée régulière. Depuis 5 h. 45, on répond maintenant à leur feu ! Et dès à présent on rendra bombe pour bombe ! Celui qui aura recours aux gaz de combat sera combattu par les gaz. Celui qui se soustrait de lui-même aux règles d'une guerre menée avec humanité ne doit pas s'attendre à ce que nous ne fassions pas appel aux mêmes moyens.

Je mènerai cette lutte, contre qui que ce soit, jusqu'à ce que la sécurité du Reich et ses droits soient garantis !

J'ai travaillé pendant plus de six ans à reconstituer l'Armée allemande. Au cours de cette période, nous avons dépensé plus de 90 milliards pour la reconstitution de notre force armée. Elle est aujourd'hui la mieux équipée du monde et dépasse de beaucoup toute comparaison avec celle de 1914 ! Ma confiance en elle est inébranlable !

Si j'ai maintenant lancé un appel à cette force armée, si j'exige des sacrifices du peuple allemand, et, s'il est nécessaire, tous les sacrifices indispensables, j'en ai le droit, car je suis prêt aujourd'hui, aussi bien que je l'étais autrefois, à faire moi-même tous les sacrifices personnels. Je n'exige d'aucun homme allemand autre chose que ce que j'ai été prêt à faire moi-même pendant quatre ans. Il ne doit y avoir pour les Allemands aucune privation que je n'accepte moi-même immédiatement ! Toute ma vie appartient dès maintenant plus que jamais à mon peuple ! Je ne veux plus être autre chose que le premier soldat du Reich allemand.

J'ai ainsi repris la tenue qui m'était la plus chère et la plus sacrée. Je ne la quitterai qu'après la victoire ou bien — je ne verrai pas cette fin !

S'il devait m'arriver quelque chose au cours de cette lutte, mon premier successeur serait alors mon camarade Goering. S'il devait arriver quelque chose au camarade Goering, son successeur serait le camarade Hess. Vous leur devriez, comme Führer, la même fidélité, la même obéissance aveugle qu'à moi. Pour le cas où quelque chose arriverait également à notre camarade Hess, le Reichstag sera réuni et c'est lui qui aurait alors à élire le plus digne, c'est-à-dire, le plus brave de ses membres.

National-socialiste, et soldat allemand, j'entre dans cette lutte avec un cœur énergique. Ma vie entière n'a été qu'un seul et unique combat pour mon peuple, pour son redressement, pour l'Allemagne et toute cette lutte s'est poursuivie sous une seule devise qui est : la foi dans ce peuple.

Il y a un mot que je n'ai jamais connu, c'est celui de capitulation. Mais si quelqu'un pense que nous allons peut-être vers des temps difficiles, je le prierai de songer que jadis un roi de Prusse, avec un Etat ridiculement petit, a fait face à une des plus grandes coalitions, et que, dans trois luttes, il a tout de même fini par vaincre, parce qu'il avait ce cœur énergique et rempli de foi dont nous avons actuellement besoin nous aussi.

Mais je déclare affirmer au monde ceci : il n'y aura jamais plus dans l'histoire allemande de Novembre 1918 !

De même que je suis prêt à donner à tout moment ma vie pour mon peuple et pour l'Allemagne, je demande à tous les autres qu'ils fassent de même !

Mais celui qui croit pouvoir s'opposer directement ou indirectement à cette exigence nationale tombera. Les traîtres n'ont rien à voir avec nous. En cela nous proclamons seulement notre vieux principe qu'il est parfaitement sans importance que nous vivions, mais qu'il est nécessaire que notre peuple, que l'Allemagne, vivent.

J'attends de vous, en votre qualité de représentants du Reich, que vous remplissiez maintenant votre devoir à tous les postes que vous occupez. Vous devez être les porte-drapeaux de la résistance, coûte que coûte. Que personne ne vienne m'annoncer que dans sa région, dans son arrondissement, dans son groupe ou dans sa cellule l'état d'esprit pourrait être mauvais. C'est vous qui êtes responsables de cet état d'esprit. Moi, je suis responsable de l'état d'esprit du peuple allemand, vous, vous êtes responsables de l'état d'esprit dans vos régions, dans vos arrondissements. Nul n'a le droit de rejeter cette responsabilité. Le sacrifice qui est exigé de nous n'est pas plus grand que le sacrifice que de nombreuses générations ont consenti. Tous ces hommes qui, avant nous, ont dû, pour l'Allemagne, entrer dans la voie la plus amère et la plus dure, n'ont rien fait d'autre que ce que nous devons faire; leur sacrifice n'était ni plus simple, ni moins douloureux, ni donc moins pénible que ne le sera le sacrifice exigé de nous.

J'attends également de la femme allemande qu'avec une discipline de fer elle se range de façon exemplaire dans cette grande communauté de combat.

La jeunesse allemande, de son côté, accomplira également d'un cœur rayonnant tout ce que la nation, tout ce que l'Etat national-socialiste attendent et exigent d'elle.

Si nous formons cette communauté, étroitement unis, décidés à tout, résolus à ne jamais capituler, alors notre volonté maîtrisera toute détresse.

Je termine par cette déclaration que j'ai faite jadis lorsque j'ai commencé la lutte pour la conquête du pouvoir dans le

Reich. J'ai dit alors : Si notre volonté est assez forte pour qu'aucune détresse ne puisse la contraindre, alors notre volonté et notre acier allemands briseront et vaincront aussi la détresse.

Allemagne — Sieg Heil !

DISCOURS DU 19 SEPTEMBRE 1939
AU ARTUSHOF DE DANTZIG

La campagne de Pologne dura dix-huit jours. Le 15 septembre, Varsovie était encerclée. Le 17, le gouvernement polonais s'enfuyait en Roumanie : les troupes allemandes avaient déjà atteint la ligne Lemberg-Bialistok et l'armée soviétique commençait à franchir la frontière polonaise. La campagne de Pologne était en réalité finie. Le 19 septembre, le Führer s'adresse de Dantzig libérée au peuple allemand.

Mon Gauleiter !

Mes chers concitoyens et concitoyennes de Dantzig !

Il n'y a pas que vous que cet instant remplisse de la plus profonde émotion, il y a avec vous tout le peuple allemand. Moi-même, j'ai conscience de la grandeur de cette heure.

Je foule pour la première fois un sol dont les colons allemands ont pris possession cinq cents ans avant que les premiers Blancs s'établissent dans l'Etat actuel de New-York. Depuis cinq cents ans déjà ce sol était allemand, il est resté allemand et — tous peuvent en être convaincus — restera allemand.

Le sort qui a frappé cette ville et ce beau pays a été le sort de toute l'Allemagne. La guerre mondiale, qui a bien été la lutte la plus insensée de tous les temps, a sacrifié aussi ce pays et cette ville, cette guerre mondiale où tou le monde a perdu et personne n'a gagné, cette guerre mondiale qui, une fois terminée, a bien laissé à tous la conviction qu'un pareil sort ne devait plus se répéter, et qui, hélas ! semble avoir été oubliée aujourd'hui précisément par ceux qui avaient déjà été alors les premiers excitateurs en même temps que les premiers profiteurs de ce massacre de peuples. Lorsque cette lutte sanglante, dans laquelle l'Allemagne était entrée sans aucun but

de guerre, fut parvenue à sa fin, l'humanité aurait dû être gratifiée d'une paix qui aurait conduit à une nouvelle résurrection du droit et par là même à la suppression de toute misère. Par la suite, à Versailles, cette paix ne fut pas soumise au peuple allemand sous la forme de libres négociations, mais imposée comme un dictat brutal.

Les pères de cette paix y voyaient la fin du peuple allemand. Peut-être que beaucoup de gens crurent voir dans cette paix la fin de la misère. Mais elle ne fut que le commencement de nouveaux troubles.

Il y a un point sur lequel les hommes qui avaient alors provoqué et terminé la guerre se sont trompés. Avec cette paix-là ils n'ont pas résolu un seul problème, mais en ont créé au contraire une foule de nouveaux, et ce n'était qu'une question de temps que de savoir quand la nation allemande piétinée se relèverait afin d'apporter elle-même une solution aux nouveaux problèmes soulevés.

Car on a complètement méconnu alors le problème le plus essentiel, à savoir le fait que des peuples existent que cela convienne ou non à tel ou tel Britannique fauteur de guerre. Il y a maintenant 82 millions d'Allemands réunis ici dans cet espace vital, et ces 82 millions veulent vivre, et ils vivront, même si cela ne convenait toujours pas à ces bellicistes.

Par la paix de Versailles la pire injustice qui soit a été infligée à l'Allemagne. Si aujourd'hui un homme d'Etat d'un autre peuple croit pouvoir déclarer qu'on n'a plus confiance en la parole des hommes d'Etat allemands et du peuple allemand, c'est au contraire nous autres Allemands, qui seuls avons le droit de dire que nous avons perdu toute confiance dans les assurances de ceux qui ont alors honteusement violé les promesses les plus solennelles.

Mais maintenant je ne veux point parler de l'injustice de Versailles. Ce qu'il y a de pire dans la vie des peuples, ce n'est peut-être pas même l'injustice, mais l'absurdité, la déraison, la bêtise, avec lesquelles on a alors octroyé au monde une paix qui faisait tout simplement fi de toutes les réalités historiques économiques, ethniques et politiques. On a arrêté alors des règlements qui nous font finalement douter que les hommes qui s'en sont rendus coupables aient réellement eu toute

leur raison. Dénués de toute connaissance sur l'évolution historique de ces espaces vitaux, mais dénués aussi de toute intelligence économique, ces hommes ont alors promené leur rage sur l'Europe, déchiré des Etats, découpé des régions, et livré des peuples à l'arbitraire, détruit des civilisations.

Ce pays-ci fut alors aussi victime de cette folie et l'Etat polonais en tant que tel était un produit de ce non-sens. Ce que l'Allemagne a dû sacrifier à cet Etat polonais, le monde ne le sait peut-être pas suffisamment. Mais il y a une chose que je voudrais dire ici : tous ces territoires qui ont été alors incorporés à la Pologne, doivent leur développement exclusivement à l'énergie allemande, au travail allemand, à l'effort créateur des Allemands. Lorsqu'on arracha au Reich plus qu'une province pour la donner en partage à ce nouvel Etat polonais, on fit valoir alors comme motif des nécessités ethniques. Or, les plébiscites ont plus tard montré partout que personne n'avait brûlé du désir d'entrer dans cet Etat polonais. Cet Etat polonais qui devait sa naissance au sang d'innombrables régiments allemands, s'est ensuite étendu aux dépens de territoires de colonisation allemande très ancienne et avant tout aux dépens de toute raison et de toute possibilité économique.

Il y a une chose qui a été clairement démontrée au cours des vingt dernières années : le Polonais, qui n'avait pas fondé cette culture, n'était pas non plus capable même de la maintenir. Il a été prouvé de nouveau que seul celui qui a des dons de création culturelle peut aussi maintenir à la longue une véritable réalisation culturelle. Cinquante années de plus de domination polonaise auraient suffi pour rendre à la barbarie ces territoires que l'Allemand avait péniblement arrachés à cette même barbarie grâce à son application. Partout apparaissaient déjà les traces de ce recul et de cette décadence.

La Pologne elle-même renfermait des nationalités multiples; on avait réalisé en la créant ce que l'on reprochait à l'ancien Etat autrichien. Avec cela, la Pologne ne constitua jamais une démocratie. Une classe supérieure restreinte, hectique y opprimait non seulement des nationalités étrangères, mais même son prétendu « propre peuple ». C'était un Etat de contrainte, gouverné par la matraque, la police et enfin l'élé-

ment militaire. Le sort des Allemands dans cet Etat était affreux. Dans de telles circonstances, il faut distinguer le cas où un peuple culturellement inférieur a le malheur d'être gouverné par un peuple de valeur culturelle supérieure et celui où un peuple d'un niveau culturel élevé est soumis au sort tragique de l'oppression par un peuple inférieur. Car tous les complexes d'infériorité vont agir dans ce peuple inférieur et réagir contre le peuple le meilleur, porte-flambeau de la culture. Ce dernier peuple sera maltraité de façon cruelle, barbare, et les Allemands ont été des victimes de ce sort depuis près de 20 ans.

Je n'ai pas besoin de peindre par le détail le sort fait aux Allemands. Il était douloureux et tragique. Et cependant, j'ai essayé, ici comme partout, de trouver un règlement qui aurait peut-être pu conduire à un compromis équitable.

Je me suis efforcé de tracer pour le Reich à l'Ouest et au Sud des frontières définitives et d'arracher ainsi l'un après l'autre les territoires à l'incertitude qui pesait sur eux, afin d'y assurer la paix de l'avenir. J'ai fait mon possible pour arriver au même résultat ici à l'Est.

Il y avait alors en Pologne un homme de vues indiscutablement réalistes et aussi d'énergie réalisatrice. J'avais réussi à conclure avec feu le Maréchal Pilsudski un accord qui devait ouvrir la voie à une entente paisible des deux nations, un accord qui s'efforçait, en ignorant complètement le Traité de Versailles, d'assurer tout au moins la base d'une vie en commun raisonnable et supportable.

Aussi longtemps que vécut le Maréchal, il sembla que cet essai pourrait peut-être contribuer à une détente de la situation. Mais une lutte redoublée contre les Allemands commença aussitôt après sa mort. Cette lutte, qui se manifestait sous mille formes différentes, assombrit et aigrit toujours davantage les relations entre les deux peuples. A la longue, il n'était que très difficilement possible de voir sans réagir de quelle manière la minorité allemande était persécutée d'une façon aussi barbare dans un pays voisin qui, en soi, constituait pour l'Allemagne la plus lourde des injustices. Le monde, qui verse aussitôt des larmes lorsqu'un juif polonais immigré il y a quelques dizaines d'années est expulsé du territoire du

Reich — ce monde est demeuré totalement muet et inactif devant la souffrance de ces millions d'êtres qui, par suite du Traité de Versailles, ont dû quitter leur ancienne patrie — et cela parce qu'il s'agissait d'Allemands ! Il était particulièrement accablant ou plutôt révoltant pour nous tous de voir souffrir tout cela de la part d'un Etat qui nous était bien inférieur. Car en fin de compte, l'Allemagne était une Grande Puissance, même si quelques insensés croyaient pouvoir éteindre le droit à la vie d'une grande nation par un traité absurde ou un dictat. Est-ce qu'une grande puissance comme l'Allemagne pouvait assister au spectacle d'un peuple et d'un Etat bien inférieur à elle maltraitant les Allemands. Deux faits surtout étaient absolument intolérables :

D'abord, le fait qu'une ville dont personne ne pouvait discuter le caractère allemand non seulement fût empêchée de chercher à rejoindre le Reich, mais qu'on tentât systématiquement de la poloniser peu à peu par mille détours ;

Secondement, qu'une province du Reich allemand fût séparée et ne possédât aucun accès direct à ce Reich, les relations avec cette province étant soumises à toutes les chicanes ou au bon vouloir de l'Etat Polonais.

Aucune puissance au monde n'aurait supporté cette situation aussi longtemps que l'Allemagne ! Je ne sais pas ce que l'Angleterre aurait dit d'une telle solution de paix si elle lui avait été imposée, ni comment on aurait pris la chose en France et surtout en Amérique.

J'ai donc essayé de dégager les voies d'une solution acceptable aussi de ce problème. J'ai soumis ces tentatives aux dirigeants polonais de l'époque sous la forme de propositions verbales. Mes chers compatriotes, vous connaissez ces propositions : elles étaient plus que modérées. J'ai essayé de trouver un compromis entre notre désir de rétablir une liaison entre la Prusse Orientale et le Reich et le désir des Polonais de garder leur accès à la mer. Je tentai avant tout de trouver une synthèse entre, d'une part, le caractère allemand de la ville de Dantzig et sa volonté de rentrer dans le Reich allemand, et, d'autre part, les revendications économiques de la Pologne.

Je crois pouvoir dire que j'étais alors excessivement modeste.

Il y a eu des moments où je me suis demandé moi-même, en méditant minutieusement cette question, si je pouvais vraiment assumer à l'égard de mon peuple la responsabilité de soumettre de telles propositions au Gouvernement polonais. Je le fis seulement parce que j'aurais voulu épargner au peuple allemand et aussi au peuple polonais le malheur d'un conflit armé.

Cette offre, je l'ai renouvelée au printemps dernier sous la forme la plus concrète :

Dantzig devait revenir au Reich. Une route exterritoriale devait être construite vers la Prusse Orientale — à nos frais bien entendu.

Par contre, la Pologne aurait bénéficié des droits les plus larges dans le port de Dantzig et d'un accès exterritorial.

En échange de cela j'étais même disposé à garantir l'état des frontières à peine supportable en soi et enfin à faire participer la Pologne à la sécurité de la Slovaquie.

Je ne sais pas dans quel état d'esprit se trouvait le Gouvernement polonais lorsqu'il a repoussé ces propositions. Mais ce que je sais, par contre, c'est que d'innombrables millions d'Allemands ont enfin soupiré de soulagement, car ils pensaient que j'étais allé trop loin dans cette voie.

La Pologne répondit par l'ordre de la première mobilisation. Alors commença une période de terrorisme effréné. La demande que j'avais exprimé à l'ancien ministre des Affaires Etrangères de Pologne de venir me voir à Berlin pour discuter encore une fois cette question, fut rejetée. Au lieu de venir à Berlin, il alla à Londres.

Vinrent ensuite ces semaines et ces mois de menaces perpétuelles qui allaient s'exaspérant, menaces qui, pour un petit Etat, seraient à peine supportables et qui pour une Grande Puissance étaient à la longue impossibles à supporter. Nous avons pu lire dans les revues polonaises qu'il ne s'agissait pas du tout du problème de Dantzig, mais du problème de la Prusse Orientale et que la Pologne incorporerait sous peu la Prusse Orientale. Le ton de telles déclarations devint de plus en plus exigeant. D'autres journaux polonais déclarèrent que le problème ne serait pas résolu avec la Prusse Orientale

et que la Poméranie devrait, de toute façon, revenir à la Pologne. Finalement on se demanda si la frontière de l'Oder pourrait suffire et si, au fond, la frontière naturelle de la Pologne n'était pas plutôt l'Elbe que l'Oder. On se torturait seulement l'esprit pour savoir si ce serait devant Berlin ou derrière que l'on anéantirait notre armée. Un Maréchal polonais qui vient d'abandonner lamentablement son armée, déclarait alors qu'il taillerait en pièces l'Allemagne et les armées allemandes.

Parallèlement, se poursuivait le martyre des Allemands habitant la Pologne. Par dizaines de milliers ils étaient emmenés, maltraités et tués de la façon la plus cruelle. Des brutes sadiques déchaînaient sur eux leurs instincts pervers et le pieux monde démocratique assistait à tout cela sans sourciller. Je me suis souvent demandé qui pouvait avoir ainsi aveuglé la Pologne. Croyait-on vraiment que la nation allemande souffrirait à la longue tout cela d'un Etat si ridicule ? Evidemment on l'a cru, parce que certains ont dit aux Polonais que cela était possible : c'étaient ceux qui non seulement depuis les dernières décades, mais depuis les derniers siècles, ont toujours été les principaux fauteurs de guerre et le sont encore aujourd'hui.

Ce sont ces gens qui ont déclaré qu'il ne fallait pas voir en l'Allemagne une puissance digne de ce nom ; ce sont eux qui ont fait croire aux Polonais qu'ils seraient facilement en état de lui résister ; ils sont allés encore plus loin et on donné aux Polonais l'assurance que si leur propre résistance ne suffisait pas, ils pouvaient être sûrs de la résistance des autres, c'est-à-dire de l'appui de ceux-ci. C'est de ce côté qu'est venue cette fameuse garantie qui laissait à un petit État mégalomane le choix de commencer une guerre ou de ne pas la faire.

Il est vrai que pour ces gens la Pologne n'était non plus qu'un instrument pour atteindre leurs buts. On déclare en effet aujourd'hui tranquillement qu'il ne s'agit nullement de l'existence de la Pologne, mais de la destruction du régime allemand. J'ai toujours mis en garde contre ces gens. Vous vous souviendrez, mes chers Allemands, de mes discours de Saarbrückee et de Wilhelmshaven. Dans ces deux discours j'ai attiré l'attention sur les dangers que comportait le fait que dans un pays des hommes peuvent surgir et prêcher — sans

qu'on les en empêche — la guerre comme une nécessité, des hommes comme les Churchill, les Eden, les Duff Cooper, etc... J'ai fait remarquer comme cela était dangereux surtout dans un pays dont on ne sait jamais si ces hommes n'arriveront pas sous peu au pouvoir.

On m'a déclaré alors que ce ne serait jamais le cas. Pour autant que je sache ils sont, actuellement, le gouvernement ! Ce que j'avais prévu alors s'est donc exactement réalisé.

A cette époque, j'ai mis la nation allemande en garde contre ces gens-là, mais en même temps je n'ai laissé aucun doute sur le fait qu'en aucune circonstance l'Allemagne ne capitulerait plus devant les menaces, ni même les violences de ces gens. A l'époque, on a attaqué ma réponse de la façon la plus véhémente. En effet, dans ces démocraties, une certaine pratique s'est peu à peu établie : une démocratie peut exciter à la guerre. On peut y attaquer, y calomnier, y injurier et y salir des régimes et des chefs d'Etat étrangers; car, dans ces démocraties règnent la liberté de la parole et la liberté de la presse. Dans les Etats autoritaires, au contraire, il n'est pas permis de se défendre, car là règne la discipline. Ce n'est donc que dans les Etats sans discipline qu'il serait permis d'exciter à la guerre, tandis que, dans les Etats disciplinés, il ne serait pas permis de riposter congrûment.

Dans la pratique, cela aboutirait à cette conclusion que, dans les Etats indisciplinés, les peuples sont excités à la guerre, tandis que, dans les Etats se disant disciplinés, les peuples n'ont aucune notion de ce qui se passe réellement autour d'eux. Je me suis donc décidé, dès cette époque, à porter peu à peu à la connaissance du peuple allemand les intrigues de cette clique criminelle, et, de cette façon, le peuple allemand a été lentement mis dans cette position de défense que je considérais comme nécessaire pour lui éviter d'être pris, un jour, à l'improviste.

Au début de septembre, la situation était devenue intenable. Vous connaissez l'évolution qui s'est poursuivie au cours de ces journées d'août. Je crois qu'en ce mois d'août 1939, en l'absence de la garantie britannique et sans les excitations de ces apôtres de la guerre, il eût encore été possible d'aboutir à une entente. A un certain moment, l'Angleterre

elle-même a essayé d'amorcer une explication directe entre la Pologne et nous. J'étais tout prêt à accepter. Naturellement, ce sont les Polonais qui ont fait défaut. Je suis venu à Berlin, j'ai attendu, avec mon Gouvernement, pendant deux jours. Entre temps, j'avais élaboré une nouvelle proposition : elle vous est connue. Je l'ai fait communiquer dans la soirée du premier jour, à l'Ambassadeur britannique. Cette proposition lui a été lue, phrase par phrase, dans son texte exact et, même, des éclaircissements complémentaires lui ont été donnés par mon ministre des Affaires étrangères. La journée suivante commença et n'apporta de nouveau, sauf la mobilisation générale en Pologne, que des actes de terrorisme réitérés, enfin des attaques contre le territoire du Reich !

Or, dans la vie des peuples, la patience ne doit point toujours être confondue avec la faiblesse. J'avais supporté pendant des années avec une patience sans bornes ces provocations continuelles. Ce que j'ai souffert souvent, moi-même, pendant cette longue période, seules quelques rares personnes peuvent l'apprécier ; il ne se passait guère de mois, guère de semaine, où une députation quelconque de ces territoires ne vint me trouver pour me dépeindre la situation intolérable de l'élément germanique en Pologne et pour me conjurer, par des supplications incessantes, d'intervenir enfin.

J'ai constamment prié ces députations de s'efforcer de patienter. Cela a continué pendant des années. Mais, dans les derniers temps, j'ai déjà donné l'avertissement que cette situation devait, une bonne fois, prendre fin. Et après des mois et des mois d'attente et des propositions toujours nouvelles, je me suis enfin décidé — ainsi que je l'ai déjà déclaré au Reichstag — de parler aux Polonais dans la langue qu'ils croyaient devoir ou pouvoir parler avec nous, dans la seule langue qu'ils comprennent.

Même à ce moment-là, la paix pouvait encore une fois être sauvée. L'Italie amie, en la personne du Duce, est intervenue et a présenté une proposition de médiation. La France était d'accord et j'ai également donné mon assentiment. Mais l'Angleterre a décliné cette proposition aussi et a cru, au lieu de s'y rallier, pouvoir adresser au Reich un ultimatum limité à deux heures avec une exigence inadmissible.

Les Anglais ne se trompaient que sur un point : ils avaient

eu jadis en Allemagne, en novembre 1918, un gouvernement à leur discrétion puisqu'ils l'entretenaient; or, ils confondaient le régime actuel avec ce régime qui vivait à leurs crochets et la nation allemande d'aujourd'hui avec le peuple allemand d'alors trompé et aveuglé. On n'adresse plus d'ultimatum à l'Allemagne de nos jours. Qu'on en prenne bonne note à Londres !

Nous avons dû, au cours des six dernières années, subir bien des choses de la part d'États tels que la Pologne, mais je n'ai cependant pas envoyé d'ultimatum. Si la Pologne s'est décidée pour la guerre, elle l'a fait parce que d'autres l'y ont poussée, ces autres qui croient peut-être être à même, à l'occasion de cette guerre, de réaliser leur plus grande opération de politique mondiale et de finance. Or, non seulement cette opération ne sera pas leur plus grand « business », mais elle sera leur plus grande désillusion.

La Pologne s'est décidée pour la lutte, cette lutte elle l'a ! Elle s'est prononcée d'un cœur léger en faveur de cette lutte, parce que certains hommes d'État d'Occident lui avaient donné l'assurance qu'ils étaient parfaitement documentés sur l'insuffisance de l'armée allemande, sur l'absence de valeur de son équipement, sur le mauvais moral de nos troupes, sur la mentalité défaitiste de l'intérieur, sur la profonde divergence de vues existant entre le peuple allemand et ses dirigeants. On a fait croire à la Pologne que ce serait un jeu pour elle non seulement de résister mais encore de refouler nos armées. Et c'est aussi là-dessus que, conseillée par des officiers d'état-major occidentaux, la Pologne a établi son plan de campagne.

Depuis, 18 jours se sont écoulés et l'on n'aura probablement dans l'histoire jamais pu invoquer à meilleur droit le vers : « Le Seigneur leur a infligé une défaite n'épargnant ni chevaux, ni chars, ni gens ! »

Pendant que je vous parle, nos troupes occupent l'immense ligne s'étendant de Brest à Lemberg et vers le nord, et, en ce moment même, d'interminables colonnes de l'armée polonaise anéantie dans la région de Kutno sont en marche depuis hier après-midi, prisonnières de l'armée allemande.

On comptait 20.000 hommes hier matin, 50.000 hier soir,

70.000 ce matin et j'ignore l'importance de leur nombre en ce moment. Mais ce que je sais, c'est que tout ce qui subsiste de cette armée polonaise à l'Ouest de la ligne dont je vous ai parlé, capitulera d'ici peu de jours et déposera les armes ou sera taillé en pièces.

En ce moment nos cœurs reconnaissants se tournent vers nos soldats. L'armée allemande a donné à ces hommes d'Etat de génie qui connaissent si bien la situation en Allemagne, l'enseignement direct nécessaire.

Le maréchal Rydz-Smigly s'est trompé de direction et au lieu d'arriver à Berlin, il s'est trouvé finalement à Cernowitz avec tout son Gouvernement et tous ces mauvais guides qui ont poussé le peuple polonais à cet acte de folie.

Les soldats allemands ont fait hautement leur devoir sur terre, sur mer et dans l'air. De nouveau, notre infanterie allemande a montré son incomparable maitrise. Sa bravoure, son courage et ses capacités, on a souvent essayé de les égaler, mais on n'y est encore jamais parvenu. Les nouvelles armes de nos troupes motorisées ont fourni les plus hautes preuves de leur excellence. Les soldats de notre marine remplissent leur devoir d'une façon admirable, et au-dessus d'eux veillent les forces aériennes allemandes qui protègent l'espace allemand. Ceux qui rêvaient d'écraser l'Allemagne et de transformer en cendres et décombres les villes allemandes, ne soufflent plus mot parce qu'ils savent fort bien que pour chaque bombe jetée sur une ville allemande, il en pleuvrait cinq ou dix chez eux. Et qu'ils n'aillent pas prétendre maintenant que c'est par humanité qu'ils veulent accepter une telle façon de faire la guerre. Non, ce n'est pas par humanité, mais par souci des représailles.

Rendons ici plein justice au soldat polonais. En de nombreux endroits, le Polonais a bravement combattu. La troupe et les chefs militaires subalternes ont fait des efforts désespérés, les officiers supérieurs étaient trop peu intelligents, le commandement suprême était mauvais, au-dessous de toute critique. L'organisation était polonaise !

En ce moment 300.000 soldats polonais sont prisonniers de l'Allemagne ; presque 2.000 officiers, de nombreux généraux partagent le même sort.

Mais il me faut aussi mentionner qu'à côté de cette bravoure, que nous reconnaissons, de nombreux corps de troupes polonais, on relève les actes les plus affreux qui aient peut-être été commis au cours des derniers siècles. Ce sont là des choses que, comme soldat ayant combattu pendant la guerre mondiale seulement sur le front de l'Ouest, je n'ai jamais eu l'occasion de connaître. Des milliers d'Allemands habitant la Pologne ont été massacrés, des femmes, des jeunes filles et des enfants bestialement égorgés, d'innombrables soldats et officiers allemands, tombés blessés aux mains de ces adversaires, ont été massacrés, on leur a crevé les yeux, on les a mutilés bestialement. Et le pire, c'est que le Gouvernement polonais avouait ouvertement par ses propres postes émetteurs que l'on avait assassiné des aviateurs obligés d'atterrir en parachute. Il y a eu vraiment des moments où l'on devait se dire : faut-il encore se modérer en présence de tels faits ? Je n'ai pas eu connaissance qu'aucun de nos hommes d'Etat démocratiques ait trouvé qu'il valût la peine de protester contre de tels actes de barbarie. J'ai donné l'ordre à mes forces aériennes de mener humainement cette guerre, c'est-à-dire seulement contre des troupes combattantes. Le Gouvernement polonais et le commandement suprême de l'armée polonaise, en revanche, ont donné l'ordre à la population civile de faire une guerre de francs-tireurs. Il a été très difficile de se maîtriser. Mais je désire préciser ici que l'on ne doit pas s'imaginer dans les Etats démocratiques qu'il doit toujours en être ainsi. Si l'on veut une autre attitude, on l'aura. Là aussi, ma patience pourra avoir une fin.

Malgré cette manière sournoise de faire la guerre, manière à laquelle on ne saurait rien comparer dans ces dernières dizaines d'années, nos armées ont dominé cet adversaire avec la rapidité de l'éclair. Mais voici qu'un journal anglais écrivait il y a quelques jours que j'avais relevé de ses fonctions un colonel-général parce que j'avais escompté une guerre rapide comme l'éclair et que j'étais amèrement déçu de la lenteur de nos opérations. Cet article semble provenir aussi de ce stratège qui a donné aux Polonais les conseils stratégiques pour la disposition de leurs armées.

Ainsi nous avons battu les Polonais en dix-huit jours à peine et nous avons amené de cette façon une situation qui

BIBLIOTECA MUNICIPALA
— CLUJ —

permettra peut-être de parler dans le calme et de faire entendre la voix de la raison aux représentants de ce peuple.

Entre temps, la Russie s'est vue obligée d'entrer également en Pologne pour protéger les intérêts des parties de la population formées de Blancs-Russes et d'Ukrainiens. Nous voyons qu'en Angleterre et en France cet accord entre l'Allemagne et la Russie est considéré comme un crime épouvantable ; un Anglais a même écrit que c'était une perfidie, et les Anglais doivent s'y connaître. Je crois que la perfidie consiste pour l'Angleterre en ceci que la tentative de l'Angleterre démocratique de marcher d'accord avec la Russie bolchévique a échoué tandis qu'au contraire la tentative de l'Allemagne nationale-socialiste de s'entendre avec la Russie bolchévique a maintenant réussi. Je voudrais ici donner tout de suite un éclaircissement : la Russie reste ce qu'elle est ; l'Allemagne restera ce qu'elle est. Mais il y a un point sur lequel les deux régimes savent à quoi s'en tenir : ni le régime russe, ni le régime allemand ne veulent sacrifier un seul homme pour les intérêts des démocraties occidentales.

La leçon de quatre années de guerre suffit pour les deux Etats, pour les deux peuples. Ils savent très exactement depuis lors qu'alternativement, tantôt l'un, tantôt l'autre pourrait avoir l'honneur de sauter sur la brèche pour défendre les idéaux des démocraties occidentales. Aussi les deux Etats et les deux peuples déclinent-ils une telle mission. Désormais, nous sommes décidés à sauvegarder nous-mêmes nos intérêts et nous avons trouvé que le meilleur moyen pour nous de les sauvegarder, c'es que nous — qui sommes les deux peuples et Etats les plus grands de tous — nous nous entendions entre nous.

Et c'est d'autant plus facile que l'allégation britannique de visées illimitées de la politique allemande n'est qu'un mensonge. Je me réjouis de pouvoir maintenant apporter aux hommes d'Etat britanniques la réfutation pratique de ce mensonge. Ces hommes d'Etat britanniques qui prétendaient continuellement que l'Allemagne avait l'intention, je crois, de dominer l'Europe jusqu'à l'Oural, seront maintenant heureux d'apprendre enfin que les intentions politiques allemandes sont limitées. Je crois d'ailleurs que cela leur enlèvera de nouveau un motif de guerre, ils déclarent en effet qu'ils de-

572400-847

vaient précisément combattre contre le régime actuel parce que ce régime poursuivait des buts de guerre illimités. Eh bien ! Messieurs du grand empire mondial britannique, les buts de l'Allemagne sont infiniment limités ! Nous nous sommes expliqués là-dessus avec la Russie, et ce sont bien là en fin de compte les voisins les premiers intéressés. Aussi l'Angleterre ne peut-elle vraiment que se réjouir de ce qu'un rapprochement se soit réalisé entre l'Allemagne et la Russie soviétique, car ce rapprochement implique en même temps l'évanouissement de ce cauchemar qui ôtait le sommeil aux hommes d'Etat anglais à cause des « tendances de conquête du monde » du régime allemand actuel. Ils se calmeront donc s'ils apprennent maintenant qu'il n'est pas vrai que l'Allemagne veuille ou ait voulu conquérir l'Ukraine. Nous avons des intérêts très limités. D'ailleurs, nous sommes décidés à soutenir ces intérêts contre tout danger et contre n'importe qui. Et les derniers 18 jours ont prouvé suffisamment qu'à ce sujet nous ne permettons pas qu'on se moque de nous.

Quelle sera maintenant la configuration politique définitive de ce grand territoire ? Cela dépend en premier lieu des deux pays qui y ont les intérêts vitaux les plus importants. L'Allemagne émet ici des revendications limitées mais irrévocables, et elle réalisera ces revendications d'une manière ou de l'autre. L'Allemagne et la Russie créeront ici, à la place d'un foyer d'incendie, une situation qui ne pourra être qualifiée plus tard que de détente. Lorsque l'Ouest déclare que cela ne devait se produire à aucun prix et, surtout, lorsque l'Angleterre proclame à ce sujet que l'on serait décidé, si cela est nécessaire, à prendre parti contre nous dans une guerre de 3 ou peut-être de 5 à 8 ans, qu'on me permette de leur répondre ceci.

Primo : Au prix de renonciations pénibles, l'Allemagne a accepté des frontières définitives à l'ouest et au sud de son territoire. Par de tels renoncements, l'Allemagne a essayé d'obtenir partout une telle pacification définitive ; nous avons cru pouvoir y arriver, et je crois aussi que nous y serions effectivement parvenus si certains fauteurs de guerre n'avaient pas un intérêt absolu à troubler la paix européenne.

Je n'ai aucun but de guerre ni contre l'Angleterre ni contre la France. La nation allemande n'en a pas davantage. Depuis

que je suis monté au pouvoir, je me suis efforcé de rétablir petit à petit des rapports de confiance étroits précisément avec nos anciens adversaires de la Grande Guerre. Je me suis employé à faire disparaître toutes les tensions qui ont existé autrefois entre l'Italie et l'Allemagne, et j'ai la satisfaction de pouvoir constater que ce résultat a été parfaitement atteint, et que nous avons établi entre les deux pays des relations toujours plus étroites et plus cordiales, basées aussi sur les rapports de sympathie personnelle entre le Duce et moi.

Mais je suis allé plus loin. Je me suis efforcé de faire la même chose avec la France. Aussitôt après le règlement de la question de la Sarre, j'ai solennellement renoncé pour tous les temps à toute revision de frontière à l'Ouest, et non seulement en théorie mais aussi en pratique. J'ai mis tout l'appareil de la propagande allemande au service de ma manière de voir à ce sujet ; j'en ai expurgé tout ce qui aurait pu éveiller des doutes ou des craintes à Paris.

Vous savez quelles offres j'ai faites à l'Angleterre. Je me proposais uniquement le noble objectif de nouer une amitié sincère avec le peuple britannique. Lorsqu'on repousse tout cela maintenant et lorsque l'Angleterre se croit aujourd'hui dans l'obligation de faire la guerre à l'Allemagne, je répondrai encore ceci :

La Pologne ne sera jamais plus reconstituée sous la forme que lui avait donnée le Traité de Versailles.

Finalement la garantie n'en est pas donnée seulement par l'Allemagne mais aussi par la Russie.

Si l'Angleterre veut, malgré tout, entreprendre la lutte pour laquelle elle nous montre déjà un changement apparent du but de la guerre, c'est-à-dire en fait une divulgation de ses fins véritables, je prendrai également position à ce sujet.

On dit en Angleterre que la guerre contre la Pologne n'aurait naturellement qu'une portée de second plan, le point singulier étant la guerre contre le régime actuel de l'Allemagne, et j'ai l'honneur d'être ici spécialement désigné comme le représentant de ce régime. Si l'on voit là le but propre-

42.628
BIBLIOTECA MUNICIPALĂ FONDUL SALII DE LECTURĂ

ment dit de la guerre, je ferai à ces Messieurs de Londres la réponse suivante :

C'est pour moi le plus grand honneur que d'être estimé de la sorte. J'ai appris systématiquement au peuple allemand que tout régime qui sera loué par nos ennemis est pernicieux pour l'Allemagne, et nous n'en voudrons pas. Si donc un régime allemand trouvait l'approbation de MM. Churchill, Duff Cooper, Eden et consorts, c'est que ce régime serait payé et entretenu par eux, c'est-à-dire intolérable pour l'Allemagne. Mais cela, naturellement, ne saurait s'appliquer à nous. La meilleure recommandation pour nous est d'être désapprouvé par ces Messieurs. Je puis leur assurer de plus que s'ils me gratifiaient de leurs éloges, ce serait pour moi un motif d'affliction et de l'affliction la plus profonde. Car je suis fier de leurs attaques.

Toutefois, s'ils croient pàr là détourner le peuple allemand de ma personne, c'est ou bien qu'ils considèrent ce peuple comme aussi dénué de caractère qu'eux-mêmes ou qu'ils le tiennent pour aussi sot qu'eux.

Ils se trompent sous ce double rapport. Ce n'est pas en vain que le national-socialisme a, au cours des vingt dernières années, éduqué les hommes d'Allemagne. Tous mes hommes n'ont passé leur vie qu'à subir des assauts de leurs adversaires. Cela n'a fait qu'accroître l'affection de nos partisans pour eux et cela a créé cette indissoluble communion qui nous anime.

Et de même que le Parti national-socialiste a accepté la lutte pendant des années jusqu'à une fin victorieuse, de même aujourd'hui le Reich national-socialiste et le peuple allemand acceptent le combat qu'on leur impose.

Ces Messieurs peuvent en être convaincus : leur propagande ridicule ne désagrégera plus le peuple allemand. Ces bousilleurs de la publicité devraient venir tout d'abord chez nous faire un bon temps d'apprentissage.

S'il y a des peuples qui se décomposent, le peuple allemand qui lutte pour son droit, qui ne veut pas de guerre, mais qui a été attaqué, n'en sera pas. Les peuples qui subiront un pareil sort seront ceux qui comprendront peu à peu ce que

leurs suborneurs ont voulu d'eux, les peuples qui se seront progressivement rendu compte qu'il n'y avait pas motif de guerre, le seul motif ne résidant que dans les perspectives de profits et la satisfaction des intérêts politiques d'une toute petite clique.

Et si la propagande anglaise déclare que cette guerre durera trois ans, je ne puis que présenter mes condoléances au poilu français. Il ne sait certainement pas pour quoi il combat : car il ne sait surtout qu'une chose, qu'il a l'honneur de devoir se battre pendant au moins trois ans. Il dépend d'ailleurs aussi un peu de nous que cette guerre dure réellement aussi longtemps. Mais même si elle devait s'étendre sur trois ans, le mot de capitulation ne retentira pas la troisième année pas plus que la quatrième, pas plus que la cinquième et pas davantage encore au cours de la sixième, voire de la septième.

Que ces Messieurs en prennent acte : la génération qui dirige aujourd'hui l'Allemagne n'est pas celle de Bethmann-Hollweg. Ils ont aujourd'hui devant eux une Allemagne frédéricienne.

Ce combat ne provoquera pas de déchirements dans le peuple allemand, il l'unira de plus en plus. S'il y a des dislocations, elles se produiront dans les Etats aussi dépourvus d'homogénéité que le sont nos démocraties ploutocratiques mondiales, dans ces prétendus empires universels qui ne reposent que sur la domination et l'oppression des peuples.

Nous luttons pour notre existence nationale. Et aucun fantoche borné de propagande ne nous fera accroire qu'il s'agisse uniquement de notre régime. Ce qui reviendrait à dire qu'il y aurait des gens venant vous exposer ceci : « Dans tel pays il y a un gouvernement qui ne nous convient pas et contre lequel nous voulons faire trois ans de guerre « fraîche et joyeuse ». Naturellement, nous ne participerons pas nous-mêmes à cette guerre, mais nous irons partout de par le monde à la recherche de gens pour la faire. Nous livrerons alors canons et munitions, les autres fournissant les grenadiers, les soldats, le matériel humain. » Quelle absence de scrupules ! Que dirait-on si l'on déclarait jamais de notre côté : « Le régime existant à l'heure actuelle, disons, en France ou en Angleterre, ne nous convient pas, aussi partons

en guerre contre lui ! » Quel horrible cynisme ! Voilà, en vérité, un but à fouailler des millions d'hommes dans les bras de la mort ! Mais il ne saurait y avoir de doute sur un point : nous relevons le gant et nous combattrons comme combattra l'adversaire. Et l'Angleterre a déjà commencé la lutte contre les femmes et les enfants avec le mensonge et avec l'hypocrisie. Elle possède une arme qu'elle croit inattaquable, c'est-à-dire sa marine. Mais elle se dit : puisque nous ne pouvons pas être attaqués nous-mêmes avec cette arme, nous avons le droit avec elle de faire la guerre non seulement aux femmes et aux enfants de nos ennemis mais, si cela est nécessaire, également à ceux des neutres. Qu'on ne s'y trompe pas : ici aussi le moment pourrait très vite venir où nous emploierions une arme qui nous rendrait, nous, inattaquables. Espérons qu'on ne se mette pas alors, tout à coup, à se souvenir de l'humanité et de l'« impossibilité » morale de faire la guerre contre les femmes et les enfants. Nous autres Allemands, nous ne le désirons pas et ce n'est pas notre manière.

C'est ainsi que dans cette campagne j'ai donné l'ordre de ménager les villes autant que faire se peut. Il va sans dire que lorsqu'une colonne traverse une grand'place et que les aviateurs attaquent, il peut malheureusement arriver que des civils soient atteints. Mais nous nous en sommes tenus systématiquement à ce principe, et dans les localités où il ne s'est pas trouvé d'éléments insensés, fous ou criminels pour résister, pas un seul carreau n'a été brisé. Dans une ville comme Cracovie pas une seule bombe n'est tombée, à l'exception de la gare et de l'aérodrome, objectifs militaires. Mais il est clair que si, inversement, on commence à Varsovie à organiser la guerre des civils dans les rues et dans les maisons, cette guerre s'étendra à toute la ville. Nous nous en sommes déjà tenus à cette règle. Nous désirons nous y tenir aussi à l'avenir.

De même il ne dépend que de l'Angleterre de pratiquer le blocus sous des formes correspondant au droit des gens ou sous des formes contraires à ce droit. Nous nous réglerons entièrement d'après cette attitude.

Mais il est un point sur lequel il ne peut subsister de doute : le but de l'Angleterre n'est pas de lutter contre un

régime, mais bien contre le peuple allemand, et même contre les femmes et les enfants allemands. La réaction s'opérera chez nous à l'avenant, mais on aboutira toujours à cette constatation indiscutable : l'Allemagne ne capitule pas.

Nous savons très bien ce que serait le sort de cette Allemagne : Monsieur King Hall nous en a fait part d'ordre de ses grands patrons : un deuxième Versailles, mais encore bien pire.

Entre temps, nous avons reçu de plus amples illustrations nous montrant tout ce qu'on veut nous imposer, comment l'Allemagne doit être déchiquetée, comment les pays de l'Allemagne du Sud doivent lui être arrachés, ce que la Pologne doit encore recevoir, tous les nouveaux Etats que l'on pense créer, à quels princes on en donnera les couronnes, etc. Le peuple allemand prend acte de ces projets et il se battra en conséquence.

Mais je voudrais à cet endroit exprimer aussi mon remerciement au peuple allemand. Il a donné réellement au cours des dernières semaines non seulement un signe étonnant de sa solidarité intérieure, mais aussi d'innombrables preuves de son courage. Ici aussi le national-socialisme a prononcé une transformation. Plus d'un dira peut-être : le peuple allemand n'est pas aussi enthousiaste qu'en 1914. Oh ! il l'est beaucoup plus, seulement cet enthousiasme est aujourd'hui un enthousiasme qui brûle intérieurement et qui rend l'homme énergique. Ce n'est pas un patriotisme ronflant et superficiel, mais une décision fanatique. C'est l'enthousiasme d'hommes qui savent ce qu'est la guerre, qui ont vécu une guerre, qui ne s'y jettent pas à l'étourdie, mais qui, si on la leur impose, la feront comme l'ancien front allemand l'a faite autrefois.

De même que j'ai vu, au cours de mes visites au front, les nombreux régiments et divisions, les jeunes et les vieux animés d'un même esprit, de même je vois devant moi tout le peuple allemand. Nous n'avons pas besoin aujourd'hui de patriotisme exubérant. Nous savons tous combien la guerre est terrible. Mais nous sommes aussi décidés à mener cette guerre jusqu'à une fin victorieuse, quoi qu'il arrive. Pas un d'entre nous n'a plus de valeur que les hommes et les femmes qui ont vécu avant nous. Tous les sacrifices qui ont été

faits alors n'étaient pas moins lourds que ceux que nous devons faire aujourd'hui. Tout sacrifice qui nous est imposé n'est pas plus lourd que les mêmes sacrifices qu'on a dû supporter autrefois. Nous sommes décidés à soutenir et à mener jusqu'au bout cette lutte d'une manière ou de l'autre. Nous n'avons, ce faisant, qu'un seul souhait : que le Dieu tout-puissant qui a maintenant béni nos armes éclaire peut-être suffisamment l'esprit des autres peuples pour qu'il leur soit donné de voir combien cette guerre, cette lutte de peuples, est en soi inutile, et qu'il les amène peut-être à méditer sur les bénédictions d'une paix à laquelle ils renoncent seulement parce qu'une poignée de diaboliques excitateurs et d'intéressés à la guerre veulent jeter les peuples les uns contre les autres. C'est pour la première fois aujourd'hui que je suis dans cette ville de Dantzig. Elle a eu pendant de longs siècles les mêmes destinées que le peuple allemand. Elle a avec ses fils lutté pour lui pendant la Grande Guerre et éprouvé après la guerre les souffrances les plus amères. Maintenant, au bout de vingt ans, elle rentre dans la grande communauté allemande. Depuis, le Reich a bien changé. D'un Etat de classes et de castes qu'il était alors, il est maintenant devenu l'Etat populaire allemand.

Un Etat qui était autrefois fortement déterminé et gouverné par les intérêts de groupes particuliers est devenu maintenant un Reich qui appartient uniquement au peuple allemand. Les idées qui dominent ce Reich ont été prêchées dans cette ville depuis de longues, longues années. Oui, elles ont aidé à créer cet esprit qui a permis à cette ville de conserver si fidèlement son caractère allemand et de la remplir de cette foi qui lui a fait attendre l'heure de la délivrance et de la libération.

Or, cette heure a sonné ! Imaginez-vous ma joie intime d'avoir été choisi par le destin pour réaliser ce que tous les meilleurs Allemands ont ardemment désiré ! Imaginez-vous aussi l'émotion intérieure qui m'étreint de pouvoir enfin vous parler ainsi qu'à tout le peuple dans cette vénérable salle, dans cette ville, dans ce pays...

Je m'étais bien promis jadis de ne pas entrer à Dantzig avant que cette ville fût réintégrée au Reich. Je voulais venir ici en libérateur. Et aujourd'hui ce bonheur m'a été accordé. Je vois et je reçois en lui la récompense extrêmement géné-

reuse de tant d'heures, de jours, de semaines et de mois remplis de soucis. Mais voyez aussi en moi, chers Dantzikois et Dantzikoises, le messager du Reich et de tout le peuple allemand au nom de qui je vous reçois dans notre communauté impérissable, dont vous ne serez plus jamais exclus.

Quoi que le sort puisse réserver à chaque Allemand dans les mois ou même les années à venir, le fardeau nous sera léger, dans la conscience de la communauté indissoluble qui englobe et réunit tout notre grand peuple. Nous vous recevons dans cette communauté avec la ferme décision de ne plus vous en laisser arracher et cette résolution est à la fois un commandement pour tout le Mouvement national-socialiste et pour tout le peuple allemand.

Danzig était allemand, Dantzig est resté allemand, et Dantzig demeurera allemand dès à présent aussi longtemps qu'il y aura un peuple allemand et un Reich allemand.

Des générations viendront et des générations passeront. Toutes, elles évoqueront les vingt ans de séparation de cette ville comme une époque de deuil dans notre histoire. Mais elles ne se rappelleront pas seulement la honte de 1918; elles se souviendront aussi avec fierté de l'époque du relèvement et de la restauration du Reich, de ce Reich qui embrasse maintenant toutes les fractions de l'ethnie allemande, qui les a cimentées en un seul bloc et pour lequel nous sommes décidés à combattre jusqu'au dernier souffle.

Vive cette Allemagne de la communauté nationale de tous les éléments de l'ethnie allemande. Vive notre grand Reich germanique !

ALLEMANDS ET ALLEMANDES,

MES COMPATRIOTES !

Il y a 20 ans, je me suis adressé dans cette salle pour la première fois au grand public. Ce qui m'amena ici fut la décision la plus irréductible et la plus fanatique de ma vie.

Si, aujourd'hui, après 20 ans, je vois devant moi tant d'anciens militants et militantes du Parti, tant de mes compagnons de la première heure, si, à présent, je me trouve de nouveau parmi vous, cela est, en soi, déjà remarquable. En effet, je ne sais pas combien d'hommes d'Etat dans les pays démocratiques sont, comme moi, à même de se représenter devant leurs partisans après tant d'années. A cette époque, lorsque je pénétrai dans cette salle ce ne fut pas avec la mentalité d'un pacifiste. J'étais alors encore soldat, soldat de corps et d'âme. Ce qui m'amena ici c'était la volonté de protester, dictée par mes sentiments de soldat, à une époque qu'il est permis aujourd'hui d'appeler celle des pires humiliations de notre peuple.

Un désastre unique dans l'histoire du monde s'était abattu sur notre peuple, une débâcle sans précédent parce que les prétendus vaincus étaient victimes d'une illusion trompeuse, d'une énorme duperie. Il est vrai qu'alors nous ne fûmes pas les seuls dupés.

Les vainqueurs trompèrent aussi leurs peuples. Dans tous ces Etats soi-disant victorieux, les peuples n'ont pas obtenu ce qu'ils s'attendaient à recevoir. On affirmait qu'une ère nouvelle de justice et d'équité allait commencer. Mais, dans ces nations elles-mêmes, la justice sociale qu'on leur avait promise ne s'est pas réalisée. Toutefois, ce fut le peuple allemand qui, de tous, a été le plus trompé.

Le peuple allemand a déposé les armes, se fiant à des promesses résumées dans 14 points. La suite en fut Spa, puis Versailles.

A vrai dire, il en résulta un nouvel ordre de choses dans le monde, à savoir l'ordre classant les peuples en vainqueurs et vaincus, les premiers ayant tous les droits, les seconds n'en ayant aucun; cependant les premiers, eux aussi, furent dupés; on trompa les Italiens, on trompa les Indiens en leur promettant de leur accorder la liberté s'ils luttaient pour l'Angleterre. On trompa aussi les Arabes, à qui on promit de former un grand Etat arabe. Il est vrai que, par la même occasion, on dupa les Juifs, car on leur fit don du territoire même qu'on avait promis aux Arabes.

Sous l'impression de notre effondrement total dans tous les domaines, beaucoup crurent que la dernière heure de la nation allemande avait sonné. J'étais d'un autre avis. Ce qui pour beaucoup semblait être la fin, n'était à mes yeux qu'un commencement. Car, qu'avait-on donc brisé en réalité ? On avait brisé des formes qui s'étaient avérées intenables, des formes qui, à la longue, n'auraient pu être maintenues. C'est la société bourgeoise, le monde capitaliste qui s'étaient écroulés. Cette époque avait fait son temps et un tel effondrement se produira partout sous une forme quelconque. Nulle part on ne pourra l'éviter.

Alors, un seul fait fut décisif pour nous : En ces tristes années, où tant d'institutions d'ordre extérieur et de pure forme furent brisées, l'homme, l'Allemand, ne le fut pas ! Il venait de faire un effort que, jusqu'à cette date, aucun autre peuple du monde n'avait jamais pu accomplir. Dans une lutte de quatre ans, ce peuple avait tenu tête à 26 Etats, et ce n'est que par le mensonge et l'astuce qu'il fut vaincu. Si, en ces temps-là, il ne s'était pas trouvé d'Allemands prêts à saper leur propre régime,

l'Angleterre et la France n'auraient jamais remporté la victoire. Si, en ces temps-là, un certain Adolf Hitler, au lieu d'être simple fantassin, avait été chancelier du Reich, croit-on que les idoles capitalistes de la démocratie internationale eussent triomphé ?

Et si, il y a 20 ans, je me présentai dans cette salle en annonciateur d'une conception politique nouvelle, je le fis à titre de représentant du peuple allemand, d'un peuple survivant aux pires épreuves et comprenant plusieurs millions d'hommes dont la volonté n'avait pas fléchi. J'avais alors pleinement conscience d'un fait certain : il fallait substituer à l'Etat composé de classes sociales, l'Etat populaire de tous les Allemands. L'idée du « Reich » devait passer des mains des hobereaux, bourgeois et capitalistes dans celles du peuple allemand pour qu'il l'administre de bonne foi ; le peuple lui-même devait devenir le gardien de cette idée du Reich.

C'est ici, dans cette salle, il y a 20 ans, que fut proclamé cet Etat populaire.

13 années de lutte furent nécessaires pour redresser cet Etat. Ce qu'il a fallu de labeur pendant ces 13 années, ce que nous avons eu de soucis et de peines, ce que nous avons réalisé de progrès, parfois aussi subi de revers, vous, mes vieux camarades, le savez mieux que n'importe qui. 1933 marqua le début de l'époque pendant laquelle on dut réaliser tout ce que nous avions proclamé et exigé dans d'innombrables manifestations. Pour être juste, il faut bien reconnaître qu'un véritable prodige s'est produit alors en Allemagne. Que de réformes n'avons-nous pas accomplies dans tous les domaines ! Nous avons élevé un édifice de proportions gigantesques.

Quand je me représente tous ces prétendus hommes d'Etat internationaux des démocraties qui, à présent, en Europe, font de grandes phrases, et que je considère l'œuvre à laquelle ils ont consacré leur vie, je ne puis m'empêcher de dire que, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, j'ai toujours eu le malheur de devoir lutter contre des zéros, rien que des zéros. Ces personnages sont les maîtres de la majeure partie du monde entier et malgré cela ils ne sont même pas en mesure de bannir le chômage de leurs propres pays. Et ces personnes parlent de la nécessité de faire une Europe nou-

velle. Cela me rappelle les paroles chères à nos anciens démocrates d'avant 1933, qui faisaient des sermons sur la nécessité de créer une nouvelle Allemagne. La nouvelle Allemagne a été créée, il est vrai, mais sans eux. Et le monde se refera, lui aussi, mais également sans eux.

Ma lutte, engagée pour libérer notre peuple, fut une lutte contre Versailles. Mais il ne s'agissait pas seulement de lutter contre les arguties du Traité de Versailles, mais encore contre une mentalité qui a trouvé son expression dans ce traité.

Elle est fondée sur la conception que le Bon Dieu a désigné deux ou trois peuples pour régner en maîtres sur toute la terre et que, quand un autre peuple ne se soumet pas à cette domination, les deux ou trois peuples élus ont le droit de prétendre que cet autre peuple veut dominer le monde. Tel est le sens des paroles que prononce M. Chamberlain au moment où l'Inde entière proteste contre lui, au moment où les Arabes invitent à la résistance; c'est ce moment que choisit ce monsieur pour déclarer que l'Angleterre lutte contre la tentative allemande d'asservir le monde par la force.

De telles phrases ont peut-être pu impressionner l'Allemagne avant 1918; elles n'impressionnent pas l'Allemagne nationale-socialiste. Le Bon Dieu n'a certainement pas créé le monde seulement pour les Anglais.

Le Bon Dieu n'a certainement pas voulu que quelques petits peuples, qui n'arrivent même pas à pourvoir leurs nationaux du nécessaire, assujettissent les trois quarts du monde et condamnent les autres peuples à souffrir de la faim. Cela n'a été possible que par la faiblesse de ces autres nations. Mais cette faiblesse n'existe plus et, à présent, ces nations font valoir leur droit à la vie.

J'ai défini nos revendications, et je l'ai fait dans une mesure vraiment modeste. Notre but était :

1° La sécurité de notre espace vital, et, par espace vital de l'Allemagne, j'entends tous les territoires auxquels nous avons, nous et non les Anglais, apporté la culture, la civilisation et l'essor économique. C'est qu'en effet il y en a quelques-uns. Pour le moins dans l'Europe centrale : l'influence fertili-

sante de l'Empire britannique ne s'y est jamais fait sentir, ni dans le passé, ni dans les temps présents. Cette Europe centrale a été construite par l'Allemagne, et, dans cet espace vital allemand, c'est nous qui voulons vivre, et nous n'entendons pas qu'on nous y impose des restrictions. Nous ne nous y laissons pas non plus menacer, et nous n'y tolérons pas de combinaison politique dirigée contre nous.

2° Je réclame nos colonies, notre propriété, que ces ploutocrates mondiaux nous ont enlevées sans aucun profit pour leurs peuples.

C'étaient des buts fondés sur des revendications très modestes. De prime abord, j'ai tout fait pour délimiter clairement ces revendications qui ne menaçaient en rien ces peuples. Malgré cela, nos vieilles connaissances de la Grande Guerre ont de nouveau poussé à la guerre. Alors firent leur apparition M. Churchill, M. Duff Cooper, Mister Eden et M. Chamberlain lui-même et enfin, planant sur tous, l'éternel esprit du Juif, l'esprit de Hoare-Belisha. Déjà, pendant la guerre mondiale, M. Churchill, connu comme fauteur de désordres, fut de ceux qui avouèrent ouvertement avoir précipité le monde dans la guerre. J'étais alors un tout petit soldat inconnu, sans aucune influence politique. J'ai fait seulement mon devoir, mon modeste devoir, comme tout autre Allemand. Nous sommes donc partis de mondes tout différents, lui, le fauteur de guerres, le capitaliste, et moi, le simple soldat allemand. Après la fin des hostilités, ces gens ont fait leurs affaires dans l'industrie de l'armement et ils ont empochés des profits énormes. Moi, j'ai lutté pour mon peuple allemand. Et vous qui assistâtes à mon combat, vous savez mieux que tout autre comment j'ai lutté.

Et depuis des années, ces gens recommencent à pousser à la guerre et, cette fois non plus, ils ne dissimulent pas que leur but est encore de mener une grande guerre. Ils ont encore une fois l'espoir que d'autres peuples seront prêts à lutter pour eux. Et cet espoir est en partie fondé, car partout les Juifs sont leurs alliés. D'autre part, il est vrai, leur espoir a déjà été déçu. Cette fois, un combattant allemand leur a fait face et lui aussi s'est préparé aussi puissamment que seul puisse le faire un homme pénétré de son devoir envers son peuple. J'ai mis le monde en garde contre ces gens dès que cela

a été nécessaire. Et il est une chose dont je n'ai jamais permis de douter : c'est que j'étais décidé à rendre la liberté à l'Allemagne et que telle était ma volonté inébranlable.

Si, pour cette raison, ils me haïssent, j'en suis fier. Vous savez, mes vieux camarades, combien de fois, dans cette salle, je vous ai dit : Lorsque les Juifs, cette vermine qui jadis pullulait en Allemagne, m'injuriaient — je vous l'ai dit si souvent, ici même —, alors, c'était le plus grand honneur qu'on pût me faire. S'ils m'avaient loué, j'eusse eu l'impression d'être le pire des coquins. Et aujourd'hui, il en est exactement de même.

Quand Churchill dit qu'il me hait, je réponds : « M. Churchill, je vous remercie de ce compliment. »

Quand M. Chamberlain déclare qu'il se défie de moi : « Je vous remercie aussi, M. Chamberlain, de ne pas croire que je puisse jamais trahir mon peuple. »

Quand M. Duff Cooper ou Mister Eden assurent qu'à leurs yeux je suis un monstre détestable, je suis heureux que, du moins, ils ne me comptent pas parmi leurs amis.

Car, je n'ai qu'une seule ambition : gagner et garder l'affection de mes compatriotes.

La haine de mes ennemis ne m'émeut pas du tout. Elle ne m'a pas ému pendant les 13 années de ma lutte pour le pouvoir en Allemagne, et, à plus forte raison, ne m'émeut-elle pas à présent. Et de même que, pendant ces 13 années, j'ai combattu dans le pays même pour délivrer mon peuple de ses oppresseurs et exploiteurs, de même je combats aujourd'hui à l'extérieur, quand il le faut. Ils ne nous connaissent pas. La meilleure preuve qu'ils ne nous connaissent pas, c'est, je pense, que les Anglais espèrent faire revivre un nouveau 1918. C'est à cet état des esprits qu'il faut attribuer les stupides pamphlets qu'ils ont, à défaut d'autres munitions, lancés sur l'Allemagne.

On s'imaginait probablement pouvoir renouveler dans l'Allemagne de nos jours la manœuvre de 1917 ou 1918. Ces messieurs ont une singulière idée de la nouvelle Allemagne. Par rapport à l'année 1914, la situation s'est essentiellement

modifiée dans bien des domaines. D'abord, elle a changé au point de vue de notre politique extérieure : l'Allemagne d'aujourd'hui et l'Italie sont unies par des liens d'amitié. Ce n'est pas seulement l'amitié des deux régimes, et, il m'est permis de le dire, l'amitié des deux chefs, c'est encore la conviction que l'avenir des deux pays et les deux pays eux-mêmes sont dans un état de dépendance réciproque. La situation a changé aussi à l'égard de la Russie. L'espoir de provoquer, comme en 1914, une grande guerre entre la Russie et l'Allemagne a été piteusement déçu. Je comprends parfaitement qu'à Londres on soit à présent indigné de la vilenie que moi, justement moi, j'ai commise en empêchant ce coup. Mais je crois que, dans ce cas, les régimes russe et allemand ont vraiment agi de façon bienfaisante pour leurs deux peuples, car tous deux sont assurément trop bons pour se saigner à blanc uniquement afin que les boursiers londoniens et toute la juiverie se frottent les mains de satisfaction. De cette manière, un autre grand Etat a abandonné le front anti-allemand, et vous savez, camarades, que je ne fais rien à demi. Quand je marche dans une voie, je la suis jusqu'au bout. L'espoir que cette situation pourrait changer demain ou après-demain, est tout à fait vain.

Le Japon, lui aussi, qui, en 1914, s'était déclaré contre l'Allemagne, n'est pas non plus cette fois aux côtés de nos adversaires, et nous sommes unis à lui par des liens de vive sympathie.

Voilà trois Etats puissants qui autrefois étaient nos ennemis et qui, aujourd'hui, font preuve à notre égard de la neutralité la plus bienveillante. C'est là en tout cas un changement essentiel au point de vue de la politique extérieure.

Quant au point de vue militaire, la situation s'est également modifiée : j'ai réarmé l'Allemagne, et, comme dans ma vie j'agit toujours d'une manière conséquente, évitant les demi-mesures, j'ai réalisé ce réarmement en restant fidèle à cette ligne de conduite. Pour des raisons que vous comprendrez, je n'en ai pas parlé pendant de longues années. Je ne voulais pas causer d'émotion inutile aux autres.

Pendant des années j'ai gardé le silence, mais, vous le savez tous, j'ai travaillé. Nous nous sommes formé une armée qui,

aujourd'hui, est encore meilleure que celle de 1914. A cette époque, son armement était insuffisant et son ravitaillement laissait lamentablement à désirer. Cette fois, nous n'avons reculé devant aucun sacrifice pour donner à nos soldats l'armement le plus moderne du monde entier. Ceci n'est pas une phrase, la campagne de Pologne en est une première preuve. Je crois qu'elle s'est faite un peu plus vite que les stratèges de Londres et de Paris ne l'avaient attendu. Et l'avenir nous fournira d'autres preuves encore.

Mais outre le côté matériel de la situation, l'esprit de cette armée doit nous donner tout apaisement. L'esprit des soldats est toujours celui du commandant en chef, et, grâce à Dieu, on ne peut guère confondre le commandement en chef d'aujourd'hui avec celui de 1914.

Dans le domaine économique aussi, nous sommes tout autrement préparés. Au cours de nombreuses années, j'ai posé les fondements de notre autarcie, au grand dépit de nos adversaires. A vrai dire, ils auraient dû s'estimer heureux et se dire « Dieu merci, les Allemands organisent leur existence dans les limites de leur propre sphère de vie ». Mais non, cela les a contrariés, car ils savaient parfaitement que cette autarcie leur enlevait la possibilité d'assaillir l'Allemagne à l'occasion et de l'étrangler par un blocus. Il faut bien convenir que le blocus actuel présente pas mal de lacunes. Nous nous sommes donc protégés contre ce blocus bien plus efficacement qu'en 1914.

A cette époque, notre réaction contre le blocus fut pour ainsi dire nulle, et il en fut de même des mesures que nous prîmes alors pour essayer de créer une économie fermée. Aujourd'hui notre défense, bien autrement active dès le premier jour, a été organisée d'une manière excellente pour donner des bases certaines à notre autarcie économique. Ni au point de vue militaire, ni au point de vue économique, on ne pourra vaincre l'Allemagne !

Toutefois, le facteur décisif est la direction de l'Etat. Quand je parle de direction, je ne songe pas seulement à moi, mais à tous ceux qui, au cours des 20 dernières années, depuis que je vous ai parlé ici pour la première fois, sont devenus les chefs de l'Allemagne...

Je vous ai dit souvent : Je ne suis rien d'autre qu'un aimant

qui, sans cesse, passe et repasse sur la nation allemande et en extrait l'acier, et j'ai déclaré souvent que le jour viendrait où tous ceux qui en Allemagne méritent d'être appelés « hommes » se trouveraient dans mon camp. Ceux qui alors ne s'y trouveront pas, de toute manière ne vaudront pas grand'chose. *C'est ce que j'ai appelé la formation de la minorité historique.* Et c'est ainsi que les choses se sont passées. Au cours de 13 années, le Parti national-socialiste a groupé un grand nombre d'énergies personnelles, depuis celles des modestes chefs de bloc ou de cellule, des chefs de groupes locaux, d'arrondissements, de provinces, jusqu'à celles des gouverneurs et des chefs de section du Reich. Dans tous les domaines, une sélection s'est produite. De formidables énergies ont été mobilisées et agissent aujourd'hui dans les postes les plus influents.

Si, d'un seul coup d'œil, vous ne pouvez peut-être vous représenter ce que cela signifie, imaginez-vous un événement national quelconque célébré en 1903, 1905, 1908, 1910 ou 1912, et comparez cette cérémonie avec une manifestation analogue de nos jours. Disons, l'inauguration d'un monument en l'honneur d'un héros national, par exemple de Bismarck, ou bien un lancement de navire. La première impression est une mer de tuyaux de poêle, des gibus, rien que des gibus, et pas de peuple du tout. Et aujourd'hui, rien que du peuple et aucun gibus ; voilà la différence !

Si, aujourd'hui, je m'adresse à vous, mes chers et vieux camarades, vous direz : voilà bien notre vieux Führer révolutionnaire ! Je vous demande pardon — c'est votre chef d'Etat ! N'oubliez pas comment les choses se passent ailleurs quand le chef d'Etat parle, comment elles se sont passées chez nous, il y a 20 ou 15 ans.

Regardez aujourd'hui ce qui se présente à vos yeux ! Aujourd'hui nous avons vraiment le peuple allemand. Et à sa tête se trouvent partout des chefs sortis de ses rangs, quelle que soit leur origine. C'est vraiment une légion d'hommes énergiques et décidés qui, aujourd'hui, conduit la nation allemande. C'est déjà quelque chose quand une nation est organisée à fond de manière que chaque poste soit occupé par un homme sorti du peuple et qui, par conséquent, ne doit sa position ni à son nom, ni à sa naissance, mais seulement à son énergie.

Et en dernier lieu : nous avons aussi un autre peuple ! Ce peuple est maintenant reconstitué, il s'est retrouvé. Il a de nouveau confiance en soi-même, plus que jamais. Il sait que rien n'est impossible dans ce monde. Il connaît notre histoire. Il sait que, de nos jours, nous sommes aussi fermes dans nos décisions que le furent les grands héros de notre passé. Le peuple allemand a passé par une école comme n'en possède aucun peuple de l'Europe occidentale, abstraction faite peut-être de l'Italie, une école de civisme et d'éducation politique. L'organisation de ce peuple ne présente aucune lacune.

Et maintenant, un Anglais, coiffé d'un chapeau haut de forme, essaie de faire de la propagande chez nous — de la propagande dans notre peuple !... D'autres, bien plus dangereux, l'ont déjà tenté avant lui et leur campagne contre nous a échoué. Toutes les phrases que M. Chamberlain prodigue, il pourrait peut-être les servir à son peuple. Chez nous, elles sont tout à fait inefficaces. Nous connaissons ces messieurs, nous connaissons surtout leurs conseillers. Nous les connaissons parfaitement parce que, il y a huit ans, certains d'entre eux étaient encore chez nous. Nous le devinons à leur accent.

Ils parlent un allemand aussi singulier que, probablement, leur anglais. Ces gens-là, nous avons appris à les connaître jadis, parmi nous, quand ils étaient encore au pouvoir en Allemagne. Aujourd'hui, ils n'ont plus ici aucune puissance, si ce n'est celle de leur voix, et cette voix sonne faux en Allemagne. Le peuple allemand éprouve de l'aversion pour ce jargon, il ne veut pas l'entendre. Et quand il voit ceux qui le parlent, il en a déjà assez. Ce que ces gens-là disent est, somme toute, indifférent ; aucun membre de la communauté allemande ne croit plus un seul mot de ce qu'ils racontent. Tout Allemand sait qu'ils mentent noir sur blanc et qu'ils impriment comme ils mentent.

Non, le peuple allemand d'aujourd'hui est changé du tout au tout. Il ne confie plus sa direction à des Bethmann-Hollwegs. Et en outre, il n'y a plus de bandes de spartakistes dans ses rangs. Tout cela a changé. Un nouveau peuple est né, et ce peuple mènera jusqu'au bout la lutte à laquelle on l'a contraint. Et je suis décidé à mener cette lutte jusqu'au bout. Peut-être l'un ou l'autre dira-t-il : « N'aurait-on pas pu attendre encore quelques années ? » Non ! Il vaut mieux lutter mainte-

nant puisque la lutte était inévitable. Ce sont ces messieurs qui nous y ont contraints. En outre, à la longue, il est intolérable qu'un peuple, tous les 20 ans, puisse dire à un autre qui ne compte pas moins de 80 millions d'hommes : « Nous ne voulons pas que tu fasses ceci ou cela; si tel est notre bon plaisir, nous couperons tes importations, nous te bloquerons, et alors tu ne recevras plus rien, tu devras mourir de faim ! » Nous n'avons pas envie de supporter cela et nous mettrons fin à la terreur organisée par une infâme clique de ploutocrates internationaux.

En Allemagne, nous avons abattu ces hyènes de la finance internationale, et, à présent, nous ne permettrons pas que des étrangers nous prescrivent notre manière d'agir. La nation allemande a le même droit de vivre que n'importe quelle autre. Nous sommes donc résolus de combattre jusqu'à ce que cette terreur soit brisée, et, de même que nous avons supprimé la terreur de cette clique dans l'intérieur du pays, nous la supprimerons aussi à l'extérieur. Je n'éprouve aucun respect pour ces individus, et voici pourquoi : D'abord, quant à ceux qui autrefois étaient chez nous, vous comprendrez que je n'ai pas lieu d'avoir pour eux des sentiments respectueux. Eux, qui, jadis, étaient au pouvoir en Allemagne, ont dû, après 13 ans, me céder la place, à moi, à un inconnu. Pourquoi aurais-je donc du respect pour eux ? Et, quant aux étrangers, c'est la même chose. Soldat, quatre ans durant, je me suis trouvé en face d'eux : on ne voudrait tout de même pas me faire croire qu'ils valent mieux que nous ! Ils avaient alors une supériorité numérique énorme. Cette supériorité, aujourd'hui, ils ne l'ont plus. Non plus en ce qui concerne l'armement.

Au surplus, si je vous affirme que j'ai profité à présent du temps dont nous disposons, vous me croirez sans peine, mes vieux camarades, car, quels que soient les reproches qu'on puisse me faire, il en est un qu'on ne m'adressera jamais : celui de m'être abandonné à la paresse pendant ma lutte et peut-être aussi celui d'avoir croisé les bras pendant une demi-année et de n'avoir rien fait. Pendant les cinq derniers mois, j'ai travaillé autant que puisse le faire un homme. Et ce fut d'ailleurs assez facile, car il suffisait de mettre en marche les rouages du mécanisme que nous avions construit à cette fin.

Maintenant il marche, et à fond. Aujourd'hui, militairement, le peuple allemand se trouve dans un état meilleur qu'il ne le fut jamais dans toute son histoire. En outre, nous pouvons avoir pleine confiance en ses dirigeants. La direction des opérations militaires, elle aussi, est à la hauteur de la situation et de sa mission. Les autres, dans l'autre camp, ont encore à prouver ce dont nous avons déjà fourni la preuve.

D'ailleurs, je crois qu'il y a un Bon Dieu. Ce Bon Dieu a créé les peuples. En principe, il leur a donné à tous le même droit. Il y a 20, 22 ou 23 ans, nous autres, Allemands, nous nous sommes très mal comportés aux yeux de l'histoire. Nous avons eu une révolution et cela nous a valu d'être vaincus. Ensuite, notre peuple se redressa au prix d'efforts surhumains. Et pendant tout ce temps, la Providence a béni notre travail. Plus nous nous montrions courageux, plus la Providence nous a protégés. Pendant les six dernières années, la Providence ne nous a pas non plus abandonnés, car, croyez-moi, les uns appellent cela « avoir du bonheur », les autres appellent cela autrement, mais, quoi qu'il en soit, sans l'aide de la Providence on ne peut accomplir de grandes choses. Il y a quelques mois seulement, j'ai eu conscience, en mon for intérieur, des voies de la Providence qui accompagne les hommes et leur confie des missions. Et c'est à ces missions que nous nous consacrons.

Ce que nous voulons, ce n'est pas opprimer les autres peuples, c'est notre liberté, notre sécurité, notre espace vital. C'est la sécurité de la vie de notre peuple lui-même que nous voulons. Voilà pour quoi nous luttons.

Jusqu'à présent la Providence a béni notre combat, elle l'a béni mille fois. Peut-elle l'avoir fait, l'aurait-elle fait si elle avait l'intention de nous abandonner tout à coup, de laisser ce combat se terminer à notre désavantage ? Je crois à une justice suprême et immanente. Sa faveur échoit à celui qui se montre digne d'elle.

Telles étaient ma croyance et ma foi quand, il y a 20 ans, je me suis présenté ici pour la première fois.

A cette époque, je croyais que mon peuple ne pouvait être destiné à périr. Il ne périra que s'il ne se trouve

pas d'hommes capables de le sauver, mais si quelqu'un, le cœur plein de foi, suit l'appel de ce peuple, travaille pour lui, lui sacrifie tout, alors il n'est pas possible que la Providence laisse ce peuple périr. Depuis lors, ce que la Providence a fait pour nous tient du prodige. Je ne puis que vous prier tous, vous, les vieux militants de notre Parti national-socialiste : croyez à la Providence, croyez-y de toutes vos forces :

IL NE PEUT EN ETRE AUTREMENT.

NOUS DEVONS VAINCRE,

DONC, NOUS VAINCRONS !

Si l'ennemi qui nous entoure nous menace de plus en plus, s'acharne de plus en plus sur nous : ce ne sera pas pire que ce que nous avons déjà dû supporter. Bien souvent déjà nos ancêtres, eux aussi, ont dû subir le pire. Avec d'autant plus de raison, coûte que coûte, nous ferons nôtre la profession de foi d'un Allemand éminent :

« Et quand même le monde serait plein de démons, nous arriverons à nos fins. »

DISCOURS DU 19 JUILLET 1940
DEVANT LE REICHSTAG

Trois mois dramatiques : le Reich prévient les plans d'offensive des puissances alliées : en Norvège, du 9 avril au 10 juin, en Hollande, en Belgique et en France, du 10 mai au 17 juin. Tous ces pays sont contraints de déposer les armes. Après ces victoires, Adolf Hitler lance un dernier appel à la raison, voulant épargner aux peuples la continuation d'une guerre qui s'avère insensée. Ce nouveau message de paix ne trouvera pas, non plus, d'écho en Angleterre.

BIBLIOTECA MUNICIPALĂ DEJ
FONDUL SĂLII DE LECTURĂ

DEPUTES !

HOMMES DU REICHSTAG ALLEMAND !

Au plein milieu de cette lutte titanesque, livrée pour la liberté et pour l'avenir de la nation allemande, je vous ai fait convoquer à cette séance. Les motifs de cette initiative résident dans la nécessité de permettre à notre propre peuple de se bien pénétrer de l'importance historique, véritablement unique, des événements que nous avons vécus, mais en même temps de remercier les valeureux soldats allemands. Ils s'inspirent en outre de notre intention *d'adresser un nouvel et dernier appel à la raison universelle.*

Celui qui compare les facteurs d'où est sorti ce règlement de comptes historiques avec l'ampleur, la grandeur et la portée des événements militaires, doit reconnaitre qu'il n'y a aucune proportion entre les épisodes et les sacrifices de cette lutte et les raisons qui l'ont provoquée, à moins que ces raisons n'aient elles-mêmes été que les prétextes pour réaliser des intentions cachées.

Le programme du mouvement national-socialiste, en tant qu'il se rapportait à la forme future des relations du Reich avec le reste du monde, était une tentative d'amener la révision du traité de Versailles en tout état de cause, mais autant que possible par la voie pacifique.

Cette révision était une nécessité naturelle. L'intolérabilité des clauses du traité de Versailles ne résidait pas seulement dans l'humiliante condition infligée au peuple allemand et correspondant d'ailleurs à l'avilissement qui résultait du désarmement assuré de ce peuple, mais surtout dans sa suite, la destruction matérielle du présent et dans l'anéantissement, projeté, de l'avenir d'un des plus grands peuples civilisés du monde, dans l'accumulation complètement absurde d'énormes quantités de pays sous la domination de quelques Etats, dans la spoliation du vaincu, désormais privé des fondements irremplaçables de son existence et de ses biens vitaux les plus indispensables. Le fait qu'au cours même de la rédaction de ce dictat, des hommes clairvoyants ont, même dans les rangs de la partie adverse, mis en garde contre l'application définitive des clauses de cette œuvre de folie, est une preuve de la conviction qui régnait même dans ces milieux, qu'il était impossible de maintenir ce dictat dans les temps à venir.

Evidemment, on a réduit leurs objections et leurs protestations au silence en assurant que la Société des Nations, nouvellement formée, garantissait, dans ses statuts, la possibilité de réviser ces dispositions et même était compétente pour le faire. L'espoir d'une révision n'a donc jamais été considéré comme quelque chose d'illicite, mais comme quelque chose de naturel. Malheureusement, conformément à la volonté des hommes responsables du dictat de Versailles, l'institution de Genève ne s'est point considérée comme un organisme chargé de préparer des révisions raisonnables; dès le début, au contraire, elle s'est uniquement considérée comme le garant de l'exécution et du maintien impitoyable des clauses de Versailles.

Tous les efforts tentés par l'Allemagne démocratique pour arriver, par la voie de la révision, à donner au peuple allemand l'égalité des droits, sont restés sans succès.

RESOLUTION DE SE LIBERER DES CHAINES DE VERSAILLES

Or, il est dans l'intérêt d'un vainqueur de présenter les stipulations qui lui sont utiles comme sacrées pour tous et il

est dans la nature de l'instinct de conservation du vaincu de recouvrer les droits universels de l'homme. Pour lui, le dictat d'un vainqueur arrogant avait d'autant moins force de loi que cet adversaire n'était pas un loyal vainqueur. Un rare malheur a voulu que, dans les années 1914 à 1918, le Reich allemand ait été très mal dirigé. C'est à cette circonstance, c'est à la foi, à la confiance du peuple allemand, — auquel les yeux n'avaient pas encore été ouverts, — dans la parole d'hommes d'Etat démocratiques qu'il fallut attribuer notre déclin.

Aussi, pour tout honnête Allemand, la revendication anglo-française tendant à imposer le dictat de Versailles comme une sorte d'instauration d'un droit international, voire supérieur, n'était-elle qu'une insolente prétention et la supposition que justement des hommes d'Etat anglais ou français étaient les gardiens du droit ou même de la civilisation humaine, une impudente sottise.

Impudence suffisamment illustrée par les résultats on ne peut plus médiocres obtenus dans ces domaines. En effet, aucune partie du monde n'a été gouvernée avec un tel minimum d'intelligence, de morale et de civilisation que cette partie qui fut livrée, à l'époque, aux fureurs de certains hommes d'Etat démocratiques.

Dans son programme, le mouvement national-socialiste a proclamé outre l'affranchissement, dans le domaine intérieur, du joug judéo-capitaliste exercé par une mince couche plouto-démocratique d'exploiteurs, la résolution dans le domaine extérieur de libérer le Reich des chaines du dictat de Versailles.

Les exigences allemandes visant à cette révision étaient nécessaires et naturelles pour l'existence et l'honneur de tout grand peuple. Un jour, la postérité dira qu'elles étaient infiniment modérées.

Cependant, il fallut, en pratique, imposer ces exigences contre la volonté des dirigeants anglais et français. Nous avons donc tous considéré précisément comme un succès de la direction politique du troisième Reich le fait que, durant des années, ces révisions aient pu se faire sans guerre. Non pas, comme le prétendaient les démagogues britanniques et

français, parce que nous n'aurions pas été en état de faire la guerre. Mais lorsqu'enfin il sembla, grâce à un certain réveil de la raison, que le reste des problèmes pourrait être résolu pacifiquement par une collaboration internationale, l'accord conclu en ce sens le 29 septembre 1938 à Munich par les quatre grands Etats qui y étaient essentiellement intéressés, non seulement ne fut pas accueilli avec faveur par l'opinion publique à Londres et à Paris, mais il y fut condamné comme un abominable signe de faiblesse.

Les fauteurs de guerre du judéo-capitalisme couverts de sang virent dans la possibilité du succès d'une telle révision pacifique l'évanouissement des occasions tangibles de réaliser leurs plans insensés.

La conjuration de misérables créatures politiciennes vénales et de magnats de la finance avides d'argent se forma, c'était, une fois de plus, cette coalition de gens pour lesquels la guerre est un bon prétexte pour faire prospérer leurs affaires. Le poison international juif, virus des peuples, commença à faire son œuvre de désagrégation de la saine raison, les folliculaires s'entendirent à représenter les hommes honnêtes qui voulaient la paix en « mauviettes » et en traitres au pays et à dénoncer les partis d'opposition comme constituant la cinquième colonne, pour supprimer ainsi toute résistance intérieure à leur criminelle politique de guerre. Juifs et francs-maçons, fabricants d'armes et profiteurs de guerre, mercantis internationaux et agioteurs de Bourse trouvèrent des séides, véritables « desperados » et Erostrates, qui proposèrent la guerre comme quelque chose de souhaitable et d'ardemment désirable.

L'ATTITUDE DE LA POLOGNE

Ce sont ces criminels qui ont encouragé l'Etat polonais à prendre une attitude qui ne répondait aucunement à la revendication allemande et encore moins aux conséquences qui en devaient résulter.

Car c'est précisément envers la Pologne que le Reich, depuis l'arrivée du national-socialisme au pouvoir, s'est imposé, véritablement, de faire œuvre d'abnégation. L'une des mesures les plus viles et les plus stupides du « dictat » de Versailles,

à savoir l'arrachement au Reich d'une vieille province allemande, réclamait en quelque sorte d'elle-même une révision ! Et qu'ai-je exigé ?

Je dois ici parler de moi, parce qu'aucun autre homme d'Etat n'aurait pu oser proposer, comme je l'ai fait, une solution au peuple allemand. Cette solution ne demandait que le retour de Dantzig au Reich — soit la réintégration d'une ville purement allemande depuis toujours — ainsi que la création d'une communication du Reich avec la province qui lui avait été arrachée et cela même sous la condition de plébiscites qui devaient, eux-mêmes, être contrôlés par un forum international. Si M. Churchill et les autres « va-t-en-guerre » avaient senti en eux ne fût-ce qu'une fraction de cette responsabilité que j'ai éprouvée envers l'Europe, ils ne se seraient jamais lancés dans leur jeu infâme.

Car ce sont seulement ces Messieurs et les autres intéressés à la guerre en Europe et hors d'Europe qui sont cause que la Pologne, qui repoussa des propositions ne portant nullement atteinte à son honneur et son intégrité, eut recours au terrorisme et aux armes.

Ici encore nous avons fait preuve d'empire sur nous-mêmes à un degré sans exemple. C'est ce qui nous a fait chercher quand même pendant des mois le chemin d'une entente pacifique, malgré les meurtres commis sans discontinuer sur des hommes de notre sang allemand, enfin même malgré le massacre de dizaines de milliers de nos frères de race.

COMMENT FURENT TROUVES LES DOCUMENTS

Quelle était en effet la situation ?

Une des créations les plus nébuleuses du dictat de Versailles, un croquemitaine politique et militaire bouffi de prétention, insulte des mois durant un Etat et menace de le battre en brèche, de livrer bataille devant Berlin, de tailler en menues pièces les armées allemandes, de reculer sa frontière jusqu'à l'Oder, voire jusqu'à l'Elbe. Et cet Etat, l'Allemagne, assiste impassible, et des mois durant, à ces agissements quoiqu'il n'eût eu qu'un coup de coude à donner pour dégonfler cette outre boursouflée de sottise et d'orgueil.

Le 2 septembre encore, on aurait pu éviter ce combat. Mussolini fit alors la proposition de mettre fin aussitôt à toutes les hostilités et d'entamer des négociations pacifiques. Quoique l'Allemagne vit avancer triomphalement ses troupes, j'acceptai. *Seulement, ce que cherchaient les bellicistes anglo-français, c'était la guerre et non la paix.* Et ce qu'il leur fallait, c'était une guerre de longue durée, une guerre qui, d'après le mot de M. Chamberlain, durât au moins trois ans, car entre temps ils avaient converti leurs capitaux en actions d'industrie de guerre, ils avaient acheté la machinerie et il fallait maintenant un certain temps pour faire prospérer leur négoce et amortir leurs capitaux investis. Et puis : quelle valeur représentent, pour ces cosmopolitards, des Polonais, des Tchèques ou d'autres peuples ?

Le 19 juin 1940, à la gare de la Charité, un soldat allemand, en furetant dans un des wagons qui y stationnaient, découvrit un document étrange. Il remit aussitôt ce document — puisqu'il portait une mention spéciale — à l'autorité de son ressort. De là ce document fut transmis à d'autres services qui se rendirent compte qu'ils étaient sur une trace conduisant à des découvertes importantes. La gare fut soumise de nouveau à des investigations minutieuses.

C'est ainsi que tomba aux mains du commandement supérieur de notre armée une série de documents d'importance historique vraiment unique. Ce qu'on avait trouvé, c'étaient les pièces secrètes du conseil de guerre suprême des alliés, ainsi que les procès-verbaux de toutes les séances de cette illustre assemblée. Et, pour le coup, il ne sera pas possible à Mister Churchill de contester simplement ou de subtiliser à coups de mensonges l'authenticité des documents comme il a essayé de faire il y a quelque temps pour les documents de Varsovie.

Car ces documents portent tous en marge des notes de la propre main de MM. Gamelin, Daladier, Weygand, etc., qui peuvent donc en confirmer l'authenticité à toute heure, ou peut-être aussi la nier. Et ces documents apportent des éclaircissements sur les agissements de messieurs les intéressés à la guerre et agents d'extension de la guerre. Ils montreront avant tout comment pour ces politiciens et militaires au cœur de pierre tous les petits peuples n'étaient qu'un moyen de parvenir à leurs fins, comment ils ont essayé d'employer la

Finlande pour leurs intérêts, comment ils s'étaient décidés à porter la guerre en *Norvège* et en *Suède,* comment ils avaient l'intention de mettre en feu les Balkans afin d'en recevoir l'assistance de centaines de divisions, comment ils firent des préparatifs pour le bombardement de *Batum* et de *Bakou,* mettant à profit une interprétation aussi intéressée que dépourvue de scrupules d'une neutralité turque qui ne leur était pas hostile, comment ils attirèrent toujours davantage dans leurs filets les *Pays-Bas* et la *Belgique* et finalement les empêtrèrent dans des accords d'états-majors, constituant des engagements formels et tant d'autres choses.

Mais ces documents donnent aussi une image de toute la méthode d'amateurisme avec laquelle ces provocateurs de guerre politicailleurs tentèrent de maîtriser l'incendie, qu'ils avaient eux-mêmes allumé, de leur démocratisme militaire, qui partage la responsabilité du sort atroce qu'ils préparèrent à des centaines de milliers et des millions de soldats de leurs propres pays, de leur barbare manque de conscience, avec lequel ils poussèrent sciemment et froidement leurs peuples à une évacuation en masse dont les répercussions militaires devaient avoir des suites surtout nuisibles pour eux-mêmes, mais d'une atrocité douloureuse pour le commun des hommes.

Or, ces mêmes criminels sont en même temps responsables d'avoir poussé la Pologne à coups de fouet dans la guerre.

Dix-huit jours plus tard cette campagne était pratiquement terminée.

L'APPEL A LA PAIX DU 6 OCTOBRE

Le 6 octobre 1939 je parlai de cet endroit au peuple allemand, la deuxième fois depuis le début de cette guerre. Je pouvais lui annoncer le brillant écrasement militaire de l'Etat polonais. En même temps j'adressai alors un appel au bon sens des hommes responsables des Etats ennemis et aux peuples eux-mêmes. Je les ai prévenus d'une continuation de la guerre dont les suites ne pouvaient être que désastreuses. Je mis particulièrement les Français en garde contre une lutte devant nécessairement se propager au delà de la frontière, et qui, quelle qu'en pût être l'issue, devait avoir des conséquen-

ces terribles. J'ai alors adressé ce même appel au reste du monde, toutefois — ainsi que je le déclarai — avec la crainte non seulement de ne pas être entendu mais au contraire de provoquer à ce moment plus que jamais la fureur des fauteurs de guerre intéressés. C'est ce qui s'est exactement produit. Les éléments responsables d'Angleterre et de France ont vu dans cet appel de ma part une attaque dangereuse contre leur « affaire de guerre ».

Ils se mirent immédiatement en devoir de déclarer que toute idée d'une entente n'avait aucune chance de succès et serait même considérée comme un crime, qu'on devait continuer la guerre au nom de la culture, de l'humanité, de la fortune, du progrès, de la civilisation, et — aide que pourra — même au nom de la sainte religion et qu'on devait mobiliser pour cela des nègres et des hommes de la brousse, et qu'à coup sûr la victoire viendrait alors d'elle-même, qu'à vrai dire il suffisait de la prendre. Ils pensaient que moi-même je devais bien le savoir, et l'aurais su effectivement depuis longtemps, et que pour cette raison seulement je lancerais au monde un appel à la paix. Car si j'avais été en mesure de croire à la victoire, je n'aurais pas — à leur dire — proposé à l'Angleterre et à la France une entente inconditionnelle ! Ces excitateurs avaient réussi à me faire passer pour un vrai lâche devant le reste du monde.

Mon offre de paix me valut des injures, des insultes personnelles, Monsieur Chamberlain me conspua formellement devant l'opinion publique mondiale et refusa, suivant les instructions des excitateurs et provocateurs Churchill, Duff Cooper, Eden, Hore Belisha, etc., même de parler de la paix, encore moins de faire quelque chose pour elle.

Cette clique d'intérêts de grand capitalisme a ainsi réclamé à grands cris la continuation de la guerre. Ce nouveau chapitre vient de débuter.

J'ai déjà assuré une fois, et vous le savez tous, mes compatriotes, que — lorsque pendant un certain temps je ne parle pas et qu'il ne se passe rien d'autre — cela ne veut pas dire que je ne fasse rien. C'est que chez nous il n'est pas nécessaire comme dans les démocraties de quintupler ou de décupler chaque avion construit et de le crier ensuite, par les fenêtres,

dans le monde. Même pour les poules il n'est pas très sage d'annoncer à haute voix chaque œuf à peine pondu. Mais il est encore plus bête que des hommes d'Etat racontent déjà au monde des projets, qui ne sont encore qu'à l'état d'esquisses, pour lui en donner connaissance à temps. C'est au bavardage effréné de deux de ces grands dirigeants d'Etats démocratiques que nous avons dû d'être constamment au courant des plans d'extension de la guerre de nos adversaires et en particulier de sa concentration en Norvège et en Suède.

L'IMMIXTION DES PUISSANCES OCCIDENTALES DANS LE NORD

Tandis que cette clique anglo-française de fauteurs de guerre regardait ainsi autour d'elle, à la recherche de nouvelles possibilités d'extension de la guerre et pour mettre éventuellement le grappin sur de nouvelles victimes, je me suis employé à parfaire l'organisation militaire allemande, à former de nouvelles unités, à mettre en train la production du matériel de guerre ainsi qu'à ordonner l'ultime préparation de toute l'armée à ses nouvelles tâches. Le mauvais temps de la fin de l'automne et de l'hiver obligea en outre à retarder les opérations militaires.

Dans le courant du mois de mars nous eûmes connaissance des intentions des Franco-Britanniques, de se faufiler dans le conflit russo-finlandais, bien moins pour secourir la Finlande que pour nuire à la Russie, que l'on considérait comme une puissance collaborant avec l'Allemagne. C'est de cette intention que naquit graduellement la décision d'intervenir directement et activement en Finlande, si de quelque manière c'était possible, afin de créer une base, d'où l'on pût porter la guerre dans la Baltique. Mais simultanément se faisaient jour, avec toujours plus de netteté, les propositions du Conseil de guerre suprême des alliés, soit d'allumer l'incendie dans les Balkans ou en Asie-Mineure, pour couper les fournitures de pétrole russe et roumain à l'Allemagne, soit de faire main basse sur les minerais de fer de la Suède. Dans ce but on devait procéder à un débarquement de troupes en Norvège et, avant tout, occuper le chemin de fer affecté au

transport des minerais depuis Narvik jusqu'au port de Luléa en territoire suédois.

La conclusion de la paix entre la Russie et la Finlande relégua dans l'ombre en dernière minute l'action déjà résolue contre les Etats nordiques. Mais quelques jours plus tard déjà ces intentions reprirent corps et se concrétisèrent en une décision nette. L'Angleterre et la France étaient d'accord pour occuper par surprise une série de points importants en Norvège et empêcher de la sorte que l'Allemagne fût encore ravitaillée de minerais suédois pour faire la guerre. Afin de s'assurer sans réserve des minerais suédois, on se proposait d'envahir la Suède elle-même et d'écarter de son chemin, si possible à l'amiable, mais au besoin par la violence, les forces peu considérables que la Suède était à même de leur opposer.

Si nous avons appris l'imminence du danger, c'est grâce à l'incoercible loquacité du Premier Lord de l'Amirauté en personne. La chose nous fut confirmée par une indication donnée à un diplomate étranger par le président du conseil français Reynaud. Que la date fixée avait déjà été reculée deux fois avant le 8 avril, que le 8 l'occupation dût avoir lieu, que le 8 fût donc la troisième et dernière date fixée pour ce coup de main, voilà ce que nous ne savons que depuis peu et, à vrai dire, nous n'en avons eu la confirmation définitive que grâce à la découverte des procès-verbaux du conseil de guerre des alliés.

Dès que se dessina plus nettement le danger de voir le Nord impliqué dans la guerre, j'ai donné ordre à l'armée allemande de prendre les mesures que comportait la situation.

Le cas de l'« Altmark » avait déjà prouvé que le Gouvernement norvégien n'était pas disposé à garder la neutralité. Outre cela, nous savions par des renseignements de nos agents qu'il existait déjà une entente absolue du moins entre les éléments dirigeants du Gouvernement norvégien et les puissances alliées.

Finalement l'attitude de la Norvège devant la violation de ses eaux territoriales par les mouilleurs de mines britanniques dissipa nos derniers doutes. *Alors fut déclenchée l'action allemande qui avait été préparée jusque dans les moindres détails.*

LA RIPOSTE ALLEMANDE DANS LE NORD

En fait la situation se présentait à nos yeux un peu autrement que le 9 avril. Alors que nous croyions, à cette date, n'avoir devancé l'occupation anglaise que de peu d'heures, nous savons à présent que le débarquement des troupes anglaises était déjà prévu pour le 8, que l'embarquement des unités britanniques avait commencé dès le 5 et le 6, mais qu'au même instant arrivèrent les premières nouvelles concernant les mesures allemandes, notamment au sujet du départ de la flotte allemande et que, sous l'impression de ce fait, Mr. Churchill prit le parti de débarquer les unités déjà embarquées pour faire dépister d'abord et attaquer par la flotte britannique les navires allemands.

Cette tentative échoua. Un seul contre-torpilleur anglais entra en contact avec des forces navales allemandes et fut coulé. Ce bateau ne réussit plus à transmettre aucune nouvelle à l'amirauté britannique ou à des forces navales anglaises. C'est ainsi que le 9 eut lieu le débarquement d'avant-gardes allemandes dans une région qui s'étendait au nord à partir d'Oslo jusqu'à Narvik. Lorsque ces nouvelles parvinrent à Londres, le Premier Lord de l'Amirauté, Mr. Churchill, attendait depuis de longues heures les succès de sa flotte.

Ce coup, mes Députés, a été l'entreprise la plus hardie dans toute l'histoire des guerres de l'Allemagne. Son succès ne fut possible que grâce aux chefs et à l'attitude de tous les soldats allemands qui y participèrent. Ce que nos trois armes, l'Armée, la Marine et l'Aviation ont réalisé dans cette lutte en Norvège leur assure la gloire des plus hautes vertus du soldat.

LA MARINE

exécuta ses opérations et, plus tard, les transports contre un ennemi qui, dans l'ensemble, était dix fois plus fort. Toutes les unités de notre jeune marine de guerre se sont couvertes là d'une gloire immortelle. Ce n'est qu'après la guerre qu'il sera permis de parler des difficultés qui se sont produites précisément dans cette campagne par suite de nombreux revers, pertes et accidents imprévus.

Le fait d'avoir finalement tout surmonté est dû à l'attitude des chefs et de la troupe.

L'AVIATION,

qui souvent constituait le seul moyen de transport et de liaison dans cet énorme espace, s'était surpassée elle-même. L'héroïsme opiniâtre de ces aviateurs de transport qui, en dépit d'un incroyable mauvais temps, repartaient sans cesse vers le pays du soleil de minuit pour y déposer des soldats dans la tempête de neige ou pour y jeter des charges, n'est pas moins glorieux que les attaques d'une folle hardiesse contre l'adversaire, ses navires et ses troupes de débarquement. Les fjords de la Norvège sont devenus le tombeau de nombreux navires de guerre britanniques. La flotte anglaise dut finalement céder aux attaques ininterrompues et déchaînées de bombardiers et de stukas allemands et évacuer ces lieux dont, peu de semaines auparavant, un journal anglais avait prétendu avec tant de tact que ce serait un plaisir pour l'Angleterre d'y accepter l'invite allemande au combat.

L'ARMEE

La traversée, à elle seule, imposait aux soldats de l'armée de grands efforts. Des transports de troupes par avions lui avaient sur plusieurs points permis de prendre pied. Alors les divisions affluèrent l'une après l'autre et la guerre commença dans une région qui, par les conditions naturelles du sol, possédait une extrême puissance défensive et qui, pour autant qu'il s'agissait d'unités norvégiennes, fut aussi très vaillamment défendue. En ce qui concerne les Anglais débarqués en Norvège, on peut assurément se borner à dire que la seule chose remarquable dans leur présence a été l'absence de scrupules avec laquelle on a débarqué comme corps expéditionnaire des soldats si mal instruits, si insuffisamment armés et si misérablement conduits. D'emblée, ils se trouvaient sûrement en état d'infériorité; or, précisément ce que l'infanterie allemande, les troupes du génie, ce que nos artilleurs, nos troupes de transmission et de construction, ont réalisé en Norvège, mérite d'être qualifié de fier héroïsme dans la lutte et le labeur.

Le nom de Narvik restera à jamais dans l'histoire un glorieux témoignage de l'esprit qui anime l'armée de la Grande-Allemagne nationale-socialiste.

MM. Churchill, Chamberlain et Daladier, tout récemment encore, étaient fort mal informés de la nature de l'Union allemande. J'ai annoncé, à l'époque, que l'avenir leur ouvrirait probablement les yeux. Il me faut supposer que précisément l'emploi de troupes montagnardes de la Marche de l'Est sur ce front le plus septentrional de notre lutte pour la liberté, les aura suffisamment renseignés sur le Reich Grand-Allemand et ses fils.

Il est dommage que les grenadiers de M. Chamberlain n'aient pas accordé à cette rencontre une attention suffisante et surtout durable, mais qu'ils aient préféré en rester aux premières preuves des sentiments qu'avaient les parties de notre peuple revenues récemment au Reich.

LES CHEFS DE LA CAMPAGNE DE NORVEGE

Le général *von Falkenhorst* a dirigé sur terre ces opérations en Norvège.

Le lieutenant-général *Dietl* fut le héros de Narvik.

Les opérations sur mer ont été effectuées sous la direction de l'amiral-général *Saalwächter* et des amiraux *Carls* et *Böhm* ainsi que du vice-amiral *Lütjens*.

Les opérations de l'arme aérienne étaient sous la direction du colonel-général *Milch* et du lieutenant-général *Geissler*.

Le haut commandement de l'armée allemande, le colonel-général *Keitel* en qualité de chef et le général *Jodl*, en qualité de chef de l'Etat-Major Général de l'Armée, étaient responsables de l'exécution de mes ordres pour tout l'ensemble de l'action.

LA MENACE HOLLANDO-BELGE

Avant même que la campagne de Norvège eût pris fin, les nouvelles de l'Ouest devenaient de plus en plus inquiétantes. Alors qu'avant le début de la guerre on était préparé, au cas d'un règlement de compte devenu inévitable avec la France et l'Angleterre, à percer la ligne Maginot, entreprise

à laquelle les troupes allemandes avaient été entraînées et pour laquelle elles avaient été munies des armes nécessaires, il s'avéra dès les premiers mois de la guerre qu'il serait nécessaire d'envisager une initiative éventuelle contre la Belgique et contre la Hollande. Alors que tout d'abord, face à ces dernières puissances, l'Allemagne n'avait pour ainsi dire, en dehors des troupes de couverture requises, disposé d'aucune unité et commençait seulement à développer son système de fortifications, une concentration d'unités françaises s'effectuait manifestement à la frontière franco-belge. En particulier, la concentration de presque toutes les divisions blindées et motorisées dans ce secteur permettait de reconnaître qu'on avait l'intention et, dans tous les cas, la possibilité, de se jeter avec la rapidité de l'éclair sur la frontière allemande à travers la Belgique.

Décisive fut alors la constatation suivante : alors que dans l'hypothèse d'une interprétation loyale de la neutralité hollando-belge, les deux pays auraient été contraints, précisément en présence de la concentration d'énormes forces anglo-françaises à leurs frontières, de diriger, eux aussi, leur attention principalement sur l'Ouest, ils se mirent dans la même mesure à retirer de plus en plus leurs troupes de cette région *pour occuper leur frontière du côté de l'Allemagne.* De même, les informations concernant les conversations en cours entre les états-majors jetaient un jour singulier sur la conception de la neutralité hollando-belge. Je n'ai pas besoin de souligner que ces conversations auraient dû avoir lieu avec les deux parties, si elles avaient été réellement neutres. D'ailleurs, les indices d'un mouvement projeté par les troupes franco-anglaises à travers la Hollande et la Belgique contre la région industrielle allemande se multiplièrent au point que l'on dut alors, de notre côté également, considérer cette menace comme le plus imminent des dangers.

Je signalai alors à l'armée allemande la possibilité de pareille conjoncture et lui donnai les instructions détaillées nécessaires. Au cours de nombreux entretiens au Quartier-général avec les commandants en chef des trois armes, les chefs des groupes d'armée et des armées, ainsi qu'avec les chefs de quelques entreprises importantes, les thèmes furent définis et discutés à fond pour, avec la compréhension voulue,

servir de base à un entraînement spécial dans les corps de troupe.

A la suite de quoi les modifications nécessaires furent apportées à toute la concentration stratégique allemande.

Les observations minutieuses partout faites amenèrent peu à peu à reconnaître que l'on pouvait compter à tout moment sur une attaque anglo-française environ à partir du début de mai.

LE PLAN DES OPERATIONS A L'OUEST

L'appréhension d'une invasion des soi-disant alliés en Hollande et en Belgique d'un moment à l'autre prit de plus en plus corps les 6 et 7 mai, notamment sur la foi de communications téléphoniques échangées entre Londres et Paris et qui étaient parvenues à notre connaissance. Le jour suivant — le 8 — je donnai en conséquence l'ordre d'attaquer immédiatement le 10 mai à 5 h. 35 du matin.

L'idée fondamentale de ces opérations était, en renonçant à de petits succès secondaires, d'engager l'ensemble de nos forces — surtout l'armée et l'aviation — de manière à aboutir, dans l'exécution logique des opérations prévues, à l'anéantissement total des forces franco-anglaises. A la différence du plan Schlieffen de 1914, je fis porter le centre de gravité de l'opération à l'aile gauche du front de rupture, mais en conservant les apparences de l'adoption du schème inverse. Ce stratagème réussit. Les mesures de l'adversaire me facilitèrent, il est vrai, l'établissement du dispositif de l'ensemble de l'opération. La concentration de toutes les forces anglo-françaises motorisées face à la Belgique permettait en effet de considérer comme certain que le commandement suprême des armées alliées avait résolu de pénétrer dans ce secteur par les voies et moyens les plus rapides.

Or, eu égard à la solidité de toutes les divisions d'infanterie allemandes engagées, une attaque dans le flanc droit du groupe d'armée franco-anglais motorisé devait aboutir à une désagrégation et à une dissolution complètes et, vraisemblablement même, à un encerclement.

Comme seconde opération, j'avais prévu l'occupation de la ligne de la Seine jusqu'au Havre ainsi que l'établissement d'une solide position de départ sur la Somme et sur l'Aisne pour la troisième attaque qui, avec des forces énormes, devait percer par le plateau de Langres jusqu'à la frontière suisse. Gagner la côte jusqu'au Sud de Bordeaux devait être le couronnement des opérations.

C'est dans ce cadre et dans cet ordre que la campagne s'est déroulée.

L'ELOGE DU SOLDAT ALLEMAND

Le succès de cette suite de batailles, la plus prodigieuse de l'histoire du monde, est dû en première ligne au soldat allemand lui-même. Il a, de façon sublime, de nouveau fait ses preuves partout où il a été engagé. Et tous les rameaux de l'ethnie allemande ont ici leur part égale de gloire.

De même, les soldats des nouveaux districts rattachés au Reich depuis 1938, se sont magnifiquement battus et ont versé leur tribut de sang. Cet héroïque dévouement de tous les Allemands rendra sacré et cher à jamais non seulement à la génération présente mais encore aux âges futurs l'Empire Grand-Allemand issu de cette guerre.

Si j'apprécie les éléments à l'action desquels nous sommes redevables de cette victoire glorieuse entre toutes, mon premier éloge ira aux cadres qui, précisément dans cette campagne, ont été à la hauteur des exigences les plus extrêmes de la situation.

LA DIRECTION DES OPERATIONS DE L'ARMEE

L'armée, elle s'est acquittée sous la direction du colonel-général *von Brauchitsch* et de son chef d'état-major, le général *Halder*, de façon vraiment glorieuse des tâches qui lui étaient confiées.

Et si l'organisation du commandement de l'Armée allemande de jadis a déjà été considérée comme la meilleure du monde, elle mérite aujourd'hui au moins une admiration égale. Et même, le succès obtenu décidant, en définitive, en dernier

ressort, le commandement de l'Armée nouvelle doit être regardé comme meilleur encore.

L'armée de l'Ouest était sous les ordres des colonels-généraux Ritter *von Leeb, von Rundstedt* et *von Bock*, subdivisée en trois groupes d'armées.

Le groupe d'armée du général Ritter *von Leeb* avait tout d'abord la mission de tenir à l'aile gauche de façon énergiquement défensive le front de l'Ouest depuis la frontière suisse jusqu'à la Moselle. Ce n'était que dans le cours ultérieur des opérations que ce front, avec deux armées sous la direction des généraux *von Witzleben* et *Dollmann*, devait lui aussi, se mettre en mouvement et intervenir activement dans la bataille d'anéantissement

Le 10 mai, à 5 h. 35 du matin, les deux groupes d'armées des colonels-généraux *von Rundstedt* et *von Bock* avaient commencé leur attaque. Ils avaient pour mission d'enfoncer toutes les positions ennemies le long des frontières, de la Moselle à la mer du Nord, d'occuper la Hollande, de percer jusqu'à Anvers et la ligne de la Dyle, de prendre Liége et, surtout, avec les forces d'attaques massées à l'aile gauche, d'atteindre la Meuse, de forcer le passage entre Namur et Carignan, à Sedan, en y faisant porter tout le poids des divisions blindées et motorisées disponibles, de pousser jusqu'à la mer en s'appuyant au réseau fluvial de l'Aisne et de la Somme ainsi que de ses canaux.

Le groupe d'armées Rundstedt, opérant dans le sud avait en outre la mission importante d'assurer méthodiquement au cours de la percée la protection prévue du flanc gauche, ceci pour empêcher d'emblée la répétition du « miracle de la Marne » de 1914.

Cette opération de grande envergure, déjà décisive pour le cours ultérieur de la guerre et qui, selon nos plans, entraîna l'anéantissement du gros des troupes françaises et du corps expéditionnaire britannique tout entier, fit déjà éclater l'excellence du génie stratégique allemand.

Outre les deux chefs de groupes d'armées et leurs chefs d'Etat-major : le lieutenant-général von Sodenstern et le

lieutenant-général von Salmuth, les chefs d'armée suivants firent preuve du plus haut mérite : le colonel-général von Kluge, chef de la 4ᵉ armée, le colonel-général List, chef de la 12ᵉ armée, le colonel-général von Reichenau, chef de la 6ᵉ armée, le général von Küchler, chef de la 18ᵉ armée, le général Busch, chef de la 16ᵉ armée, les généraux von Kleist, Guderian, Hoth et Hoeppner, chefs d'unités blindées et motorisées.

Quant au grand nombre d'autres généraux et officiers qui se sont distingués au cours de ces opérations, vous les connaissez, Messieurs les Députés, par l'octroi des plus hautes distinctions honorifiques qui leur ont été accordées.

La poursuite des opérations en direction générale de l'Aisne et de la Seine n'avait pas pour premier objectif la prise de Paris, mais de constituer ou de consolider une position de base pour effectuer une percée vers la frontière suisse. Cette vaste manœuvre d'attaque se déroula également selon nos plans grâce à l'excellent commandement des chefs de tous grades.

La mutation intervenue sur ces entrefaites dans le haut commandement de l'armée française devait raviver la résistance de celle-ci, imprimer à la lutte mal commencée l'heureux revirement que les alliés en attendaient.

PARIS TOMBA

En fait, ce n'est qu'après avoir brisé sur plusieurs points une très opiniâtre résistance qu'ont réussi sans heurts les nouvelles manœuvres d'attaque des armées allemandes. Les soldats allemands eurent ici l'occasion de montrer non seulement le haut degré de leur bravoure mais encore l'excellence de leur formation militaire. Animée par l'exemple d'innombrables officiers et sous-officiers ainsi que l'exemple individuel de valeureux soldats, l'infanterie fut toujours entraînée en avant même dans les situations les plus difficiles. Paris tomba ! La rupture de la résistance ennemie sur l'Aisne fraya la voie pour la percée vers la frontière suisse. Dans un vaste mouvement enveloppant, nos armées débordèrent derrière la

ligne Maginot qui, à son tour, assaillie sur deux points à l'ouest de Sarrebruck et de Neu-Brissac par le groupe d'armée Leeb sortant des positions de réserve, fut percée sous le commandement des généraux von Witzleben et Dollmann.

Ainsi nous avons réussi non seulement à envelopper dans son ensemble le front formidable de la résistance française, mais encore à le démembrer et à le contraindre à la capitulation que vous savez.

Ces opérations trouvèrent leur couronnement dans la marche en avant désormais générale de toutes les armées allemandes, à leur tête encore une fois les incomparables divisions blindées et motorisées de l'armée. Le but est d'opérer une poussée de l'aile gauche en suivant le Rhône en direction de Marseille et de l'aile droite par-delà la Loire en direction de Bordeaux et de la frontière espagnole, de détruire les restes désagrégés de l'armée française et d'occuper le territoire français.

Je reviendrai tout à l'heure spécialement sur l'entrée en guerre de notre alliée, qui se produisit sur ces entrefaites.

Lorsque le maréchal Pétain offrit la capitulation de la France, il n'a pas seulement mis bas ce qui lui restait d'armes, mais il a mis fin aussi à une situation que tout soldat devait regarder comme entièrement intenable. Seul le sanguinaire dilettantisme d'un monsieur Churchill est à même, soit de ne pas saisir cette vérité, soit de la camoufler délibérément par ses mensonges.

Dans la deuxième et dans la troisième et dernière phase de cette guerre se sont distingués comme chefs d'armées, en même temps que les généraux déjà nommés, les généraux von Witzleben, von Weichs, Dollmann et Strauss.

Dans les rangs des armées les vaillants régiments et divisions des formations S.S.

Si j'exprime ici ma reconnaissance et celle du peuple allemand aux généraux commandants de groupes d'armées et d'armées, que je viens de nommer, j'entends remercier en même temps tous les autres officiers qu'il m'est impossible de citer nominativement et surtout les collaborateurs anonymes de l'état-major.

L'ARMEE DE TERRE ET L'ARMEE DE L'AIR SE SONT COUVERTES DE GLOIRE

Dans cette guerre, l'infanterie allemande a maintenu son ancienne réputation d'être la meilleure infanterie du monde. Toutes les autres armes de notre armée ont rivalisé avec elle : l'artillerie, le génie et surtout nos jeunes unités blindées et motorisées. Cette guerre a vu l'arme blindée allemande faire son entrée dans l'histoire universelle. Les hommes des formations militaires S.S. ont contribué à écrire cette page de gloire.

Mais les troupes de transmission, les services de construction du génie, les sapeurs de chemin de fer et autres ont droit, par leur belle conduite, aux plus vifs éloges.

Dans le sillage des armées suivaient les formations de l'organisation Todt ainsi que les services du travail du Reich qui se sont chargés de la réfection des routes et de la remise en état des ponts.

Cette fois, dans les rangs des armées, ont combattu également des éléments de la défense contre avions de notre arme aérienne. Dans les premières lignes, ils ont contribué à briser la force de résistance et l'élan de l'ennemi. Il faudra un certain recul pour définir leur rôle.

LA MISSION ET L'ENTREE EN ACTION DES FORCES AERIENNES

Le 10 mai, dès l'aube première, des milliers d'appareils de combat et de bombardiers piquaient du haut des airs, couverts par des avions de chasse et de destruction, sur les aéroports ennemis. En peu de jours notre aviation était maitresse incontestée de l'air. Et ce rôle prédominant, elle ne cessa pas un instant de le jouer. Ce n'est que là où temporairement ne se montraient pas les aviateurs allemands que les avions de chasse ou de bombardement ennemis purent faire une très courte apparition. Pour le reste ils en étaient réduits à opérer à la faveur de la nuit noire.

La mise en action de l'arme aérienne dans cette lutte s'est

faite sous le commandement du général-feldmaréchal. Sa tâche était :

1. d'anéantir l'arme aérienne de l'ennemi et de la faire disparaître du firmament ;

2. de soutenir directement et indirectement par des attaques ininterrompues la troupe qui combattait ;

3. de détruire les éléments de direction et de déplacement de l'ennemi ;

4. d'affaiblir et de briser le moral et la force de résistance de l'ennemi.

Admirable est la façon dont l'aviation a été employée dans la marche générale des opérations, ainsi que son adaptation aux exigences tactiques du moment. Si le succès était impossible à obtenir sans la bravoure de l'armée, toute cette bravoure aurait été dépensée en pure perte sans l'élan héroïque de l'aviation.

L'armée de terre et l'armée aérienne sont, toutes deux, dignes de la plus haute gloire.

L'ORGANISATION DE LA MISE EN ACTION DE L'ARMEE AERIENNE

L'aviation, à l'ouest, a été employée sous le commandement en chef personnel du général-feldmaréchal Göring.

Son chef d'état-major général était le général de brigade Jeschonnek.

Les deux flottes aériennes étaient commandées par le général d'aviation Sperrle et par le général d'aviation Kesselring.

Les corps d'aviateurs sous leurs ordres se trouvaient sous le commandement des généraux d'aviation Grauert et Keller, du lieutenant-général Loerzer et du lieutenant-général Ritter von Grein ainsi que du général de brigade Baron von Richthofen.

Les deux corps de DCA étaient sous le commandement du

général d'artillerie DCA Weise et du général de brigade Dessloch.

La 9[me] division d'aviateurs, sous son général de brigade Coeler mérite d'être spécialement mentionnée.

Le commandant des troupes de parachutistes : le général d'aviation Student, a été lui-même grièvement blessé.

La direction des opération aériennes en Norvège a été assurée par le général d'aviation Stumpff.

L'INSTRUCTION DES FORMATIONS DE RESERVE

Pendant que les millions de soldats de l'armée, de l'armée aérienne et des formations militaires SS., prenaient part à ces combats, d'autres ne pouvaient être enlevés aux unités de réserve qui se trouvaient en formation dans le pays. Un grand nombre d'excellents officiers ont dû, si dur que ce fût pour eux-mêmes, diriger et surveiller l'instruction de ces soldats qui, soit comme réserves, soit comme nouvelles formations, ne peuvent venir que plus tard sur les fronts. Avec toute la compréhension que l'on avait pour les sentiments de ceux qui se sentaient désavantagés, l'intérêt supérieur devait primer là également. Le Parti, l'Etat, l'Armée, la Marine, l'Aviation et les SS. ont donné au front tout homme qui n'était pas strictement indispensable. Mais la lutte n'aurait pu être poursuivie sur le front si l'on n'avait assuré la constitution des réserves de l'Armée, de la Flotte, des formations SS., ainsi que le fonctionnement du Parti et de l'Etat. Comme organisateurs de l'Armée de réserve dans le pays, de l'équipement et du ravitaillement de l'Aviation, le général d'artillerie Fromm et le général d'aviation Udet se sont acquis les plus éminents mérites.

LES COLLABORATEURS DU FUHRER A L'ETAT-MAJOR DU HAUT COMMANDEMENT DE L'ARMEE

Je ne puis terminer cette énumération de tous ces généraux et amiraux qui ont bien mérité de la patrie sans faire

aussi mention spéciale de ceux qui, à l'état-major du Haut Commandement de l'Armée ont été mes plus intimes collaborateurs : le colonel-général Keitel, comme chef du Haut Commandement de l'Armée et le général de brigade Jodl, comme chef de son état-major.

En de longs mois, remplis de travail et de soucis, avec leurs officiers, ils ont contribué pour la meilleure part à la réalisation de mes projets et de mes idées.

C'est seulement lorsque la guerre sera terminée que l'on pourra apprécier dans toute sa valeur ce que notre Marine de guerre et ses chefs ont accompli.

LA BELLE TENUE DU FRONT INTERIEUR

En terminant ces considérations purement militaires sur les événements, l'amour de la vérité historique m'oblige à souligner le fait que tout cela n'aurait pas été possible sans l'attitude du front intérieur et, notamment, sans la création, l'activité et le travail du Parti national-socialiste.

En 1919, au moment de la plus profonde décadence, il a inscrit à son programme la réorganisation d'une armée nationale allemande et, durant des dizaines d'années, il a poursuivi la réalisation de cette idée avec une résolution fanatique. Sans son activité, auraient fait défaut toutes les conditions d'un redressement du Reich allemand et, par suite, de la création d'une armée allemande. Il a notamment donné à la lutte sa base idéologique. Au don insensé de la vie de nos adversaires démocratiques pour défendre les intérêts de leurs ploutocraties, il oppose la défense d'une communauté du peuple. De son activité résulte cette union du front et du pays, qui malheureusement n'existait pas pendant la Grande Guerre. Je tiens donc à désigner parmi eux les hommes suivants, entre une foule d'autres, auxquels revient le haut mérite d'avoir réalisé la possibilité de fêter de nouveau des victoires dans une nouvelle Allemagne.

Le Ministre du Reich **Hess**, membre du Parti, lui-même ancien soldat de la Grande Guerre, qui, depuis les premiers

temps de la création du Mouvement, fut un des plus fidèles co-militants de la création de ce nouvel Etat et de son armée;

le chef d'état-major de la SA, Lutze, membre du Parti, qui a organisé les millions d'hommes de la SA dans l'intérêt de la conservation de l'Etat au sens le plus élevé et qui a assuré leur instruction prémilitaire et postmilitaire;

Himmler, membre du Parti, qui a organisé tout notre système de sûreté nationale ainsi que les formations militaires SS.;

Hierl, membre du Parti, fondateur et chef du Service national du Travail;

Ley, membre du Parti, est le garant du moral de notre population ouvrière.

le Ministre du Reich, général de brigade Dr. Todt, membre du Parti, est l'organisateur de la fabrication des armes et des munitions, et s'est acquis un mérite impérissable comme constructeur de notre puissant réseau de routes stratégiques et du front de fortifications à l'Ouest;

le Ministre Dr. Goebbels, membre du Parti, est le chef d'une propagande dont le niveau saute surtout aux yeux quand on la compare à celle de la Grande Guerre. Parmi les nombreuses organisations du front intérieur, il y a encore à mentionner celle de l'Œuvre d'assistance nationale-socialiste, sous la direction de Hilgenfeldt, membre du Parti;

et l'Union allemande de défense passive, sous la direction du général d'artillerie de la DCA. von Schröder. Je ne puis terminer ce palmarès sans remercier enfin l'homme qui, depuis des années, a réalisé mes directives en politique extérieure au prix d'un travail infatigable et épuisant.

Le nom du membre du Parti, von Ribbentrop, restera lié à jamais à l'histoire du redressement politique de la Nation allemande.

Messieurs les députés !

En qualité de Führer et chef suprême de la Wehrmacht allemande, j'ai décidé de remettre les distinctions à ces géné-

raux méritants devant le forum qui est en vérité la meilleure représentation de toute la nation allemande. Je dois placer en tête un homme envers qui il m'est difficile de trouver un remerciement suffisant pour les mérites qui unissent son nom au Mouvement, à l'Etat et surtout à l'armée aérienne allemande.

MERITES UNIQUES DU REICHSMARECHAL GORING

Depuis l'époque de la fondation des Sections d'Assaut, le camarade du Parti Göring est solidaire du développement et de l'ascension du mouvement. Depuis notre accession au pouvoir, sa force de travail et son goût des responsabilités ont accompli pour le bonheur du peuple et du Reich allemands des prouesses sans lesquelles on ne peut plus concevoir l'histoire de notre nation.

Depuis la réorganisation de la Wehrmacht allemande, il fut le fondateur de l'armée aérienne de l'Allemagne. Il n'est donné qu'à peu de mortels de faire sortir un instrument militaire du néant et de le développer au point d'en faire la plus forte armée en son genre au cours d'une vie.

En qualité de créateur de l'aviation allemande, en tant que simple particulier, le général-fedmaréchal Göring a déjà apporté la plus haute contribution à la reconstitution de la force armée allemande.

En qualité de chef de l'aviation militaire allemande dans le cours actuel de la guerre, il a contribué à créer les conditions premières de la victoire.

Ses mérites sont uniques !

C'est pourquoi je le nomme Reichsmaréchal de la Grande-Allemagne et lui confère la Grande Croix de la Croix de Fer.

PROMOTIONS DE GENERAUX ET D'AMIRAUX

En reconnaissance des mérites qu'ils se sont acquis dans la victoire des armes allemandes au cours de la lutte pour la liberté et l'avenir de la Grande-Allemagne j'ai promu :

Le commandant en chef de l'armée, le colonel-général von Brauchitsch au grade de général feldmaréchal ;

le colonel-général von Rundstedt, commandant en chef du groupe d'armées A au grade de général feldmaréchal ;

le colonel-général chevalier von Leeb, commandant en chef du groupe d'armées C au grade de général feldmaréchal ;

le colonel-général von Bock, commandant en chef du groupe d'armées B au grade de général feldmaréchal ;

le colonel-général List, commandant en chef de la 12ᵉ armée, au grade de général feldmaréchal ;

le colonel-général von Kluge, commandant en chef de la 4ᵉ armée, au grade de général feldmaréchal ;

le colonel-général von Witzleben, commandant en chef de la 1ʳᵉ armée, au grade de général feldmaréchal ;

le colonel-général von Reichenau, commandant en chef de la 6ᵉ armée, au grade de général feldmaréchal ;

COLONELS-GENERAUX

le général Halder, chef de l'état-major de l'armée au grade de colonel-général ;

le général Dollmann, commandant en chef de la 7ᵉ armée, au grade de colonel-général ;

le général Baron von Weichs, commandant en chef de la 2ᵉ armée, au grade de colonel-général ;

le général von Küchler, commandant en chef de la 18ᵉ armée, au grade de colonel-général ;

le général Busch, commandant en chef de la 16ᵉ armée, au grade de colonel-général ;

le général Strauss, commandant en chef de la 9ᵉ armée, au grade de colonel-général ;

le général von Falkenhorst, commandant militaire en Norvège, au grade de colonel-général ;

le général von Kleist, général commandant le 12e corps d'armée, au grade de colonel-général ;

le général chevalier von Schobert, général commandant le 7e corps d'armée, au grade de colonel-général ;

le général Guderian, général commandant le 14e corps d'armée, au grade de colonel-général ;

le général Hoth, général commandant le 15e corps d'armée au grade de colonel-général ;

le général Hasse, général commandant le 3e corps d'armée au grade de colonel-général ;

le général Hoeppner, général commandant le 16e corps d'armée au grade de colonel-général.

Eu égard à ses mérites uniques, j'ai promu

le général de division Dietl, général commandant le corps de montagne en Norvège au grade de général d'infanterie et lui décerne comme premier officier de la Wehrmacht allemande la Feuille de chêne à la croix de chevalier de la Croix de Fer.

PROMOTIONS DANS LA MARINE DE GUERRE

Sous réserve d'une distinction générale ultérieure des chefs et officiers de la marine de guerre du Reich, j'ai promu : l'amiral Carls, amiral commandant les forces navales dans la Baltique et en même temps chef des formations de marine Est, au grade d'amiral général.

PROMOTIONS DE GENERAUX-FELDMARECHAUX

En considération des exploits uniques de l'arme aérienne allemande, j'ai promu :

le colonel-général Milch, au grade de général-feldmaréchal ;

le général d'aviation Sperrle, au grade de général-feldmaréchal ;

le général d'aviation Kesselring, au grade de général-feldmaréchal ;

le général d'aviation Stumpff, au grade de colonel-général ;

le général d'aviation Grauert, au grade de colonel-général ;

le général d'aviation Keller au grade de colonel-général ;

le général d'artillerie de DCA. Weise, au grade de colonel-général.

GENERAUX D'AVIATION

J'ai promu en outre :

au grade de généraux d'aviation :

le général de division Geissler ;

le général de brigade Jeschonnek ;

le général de division Loerzer ;

le général de division Ritter von Greim et

le général de brigade Frhr. von Richthofen.

PROMOTION AU SEIN DU HAUT COMMANDEMENT DE L'ARMEE

Dans mon quartier général, j'ai promu :

le colonel-général Keitel, au grade de général-feldmaréchal,

le général de brigade Jodl, au grade de général d'artillerie.

En annonçant ces promotions à l'occasion de la plus victorieuse des campagnes de notre histoire, devant ce forum et, par conséquent, devant toute la nation allemande, j'honore par là-même toute l'armée du Reich national-socialiste grand-allemand.

Je ne puis terminer ces considérations sur cette lutte sans faire mention ici-même de notre allié.

L'ALLIE ITALIEN

Depuis qu'il existe un régime national-socialiste, son programme de politique extérieure s'est assigné deux buts :

1. parvenir à une amitié véritable avec l'Italie et

2. parvenir à établir les mêmes rapports avec l'Angleterre.

Vous savez, mes camarades du Parti, que j'ai soutenu ces conceptions il y a vingt ans déjà tout comme par la suite. J'ai traité et défendu par la plume et la parole ces idées à d'innombrables reprises alors que j'étais simple membre de l'opposition sous la république démocratique. Lorsque le peuple allemand me chargea de sa haute direction, je me suis efforcé de réaliser pratiquement ce vieux but de la politique extérieure nationale-socialiste. Je suis affligé aujourd'hui encore de n'être pas parvenu, malgré tous mes efforts, à cette amitié avec l'Angleterre, ce qui — je le crois fermement — eût été une bénédiction pour les deux peuples, et cela en dépit de mes efforts sincères et soutenus.

Mais je suis d'autant plus heureux que tout au moins le premier point de mon programme de politique extérieure ait pu être réalisé. Je le dois surtout au génie qui est aujourd'hui à la tête du peuple italien. Car ce n'est que grâce à son action d'une portée séculaire qu'il a été possible de réunir les deux révolutions si apparentées spirituellement pour sceller finalement par le sang versé en commun une alliance qui est appelée à ouvrir à l'Europe une vie nouvelle.

L'honneur personnel d'être l'ami de cet homme me comble, lorsque je songe à l'originalité de cette destinée qui présente autant de points communs avec la mienne que nos deux révolutions en ont entre elles. Qui plus est, les mêmes analogies se rencontrèrent dans l'histoire de l'unification et de l'ascension de nos deux peuples.

Depuis le relèvement de la nation allemande nous n'avons pu entendre que d'Italie des voix humaines pleines de com-

préhension. Une communauté vivante d'intérêts est née de cette compréhension réciproque. Elle fut finalement consacrée par des traités.

L'année passée, lorsque cette guerre fut imposée au Reich contre mon désir et contre ma volonté, une concordance de l'action ultérieure de nos deux Etats fut convenue entre Mussolini et moi. Le profit que valut au Reich l'attitude de l'Italie fut extraordinaire.

La situation et l'attitude de l'Italie nous ont profité non seulement au point de vue économique, mais aussi au point de vue militaire. Dès le début, l'Italie a retenu de forts effectifs ennemis et paralysé surtout la liberté de ses dispositions stratégiques. Mais lorsque le Duce jugea le moment venu de prendre position, l'arme au poing, contre les violences permanentes et insupportables qui lui étaient faites par les immixtions françaises et anglaises, et que le roi eut signé la déclaration de guerre, il le fit de sa propre et libre initiative.

D'autant plus grand doit être notre sentiment de reconnaissance.

L'intervention de l'Italie a contribué à faire reconnaitre plus rapidement à la France qu'il était parfaitement inutile de continuer la résistance.

Depuis lors, notre alliée a combattu d'abord sur les crêtes et les cimes des Alpes et maintenant dans les vastes espaces de sa sphère d'intérêts. Ses attaques aériennes d'aujourd'hui et ses combats sont précisément menés dans l'esprit propre à la Révolution fasciste et suivis par nous avec le sentiment qu'éprouve le national-socialisme pour l'Italie fasciste.

Toute douleur éprouvée par l'Italie, comme celle qu'elle a ressentie, ces jours, lors de la mort de Balbo, est également une douleur pour l'Allemagne. Chacune de ses joies est aussi notre joie.

Notre collaboration sur le terrain politique et militaire est absolue. Elle effacera l'injustice commise au cours de longs siècles envers le peuple allemand et le peuple italien. En effet, notre objectif final est notre victoire commune.

NOTRE SITUATION POUR L'AVENIR

Mes Députés, hommes du Reichstag allemand, si je vous parle maintenant d'avenir, ce n'est pas pour me vanter et plastronner. Je puis tranquillement laisser ce soin à d'autres qui en ont sans doute beaucoup plus besoin que moi, par exemple à Monsieur Churchill. Je désire donc vous présenter sans aucune exagération un tableau de la situation telle que je la vois.

1. Le cours de ces dix derniers mois de guerre a justifié ma conception des choses et donné tort à l'opinion de mes adversaires.

Si certains hommes d'Etat anglais affirment que leur pays sort grandi de chaque défaite et de chaque insuccès, je pourrai certainement me permettre de vous dire que nous, nous sortons plus forts aussi, mais de nos succès.

Je vous ai déjà déclaré le 1^er^ septembre de l'année dernière que quoi qu'il advienne, ni la force des armes, ni le temps n'abattront jamais l'Allemagne. Vous avez vu les pertes, graves, certes, dans le détail, mais cependant si faibles dans l'ensemble que l'Armée allemande a subies dans la lutte des trois derniers mois. Si vous songez que dans cet espace de temps nous avons établi un front qui va maintenant du Cap Nord à la frontière d'Espagne, ces pertes comparées notamment à celles de la Grande Guerre, sont extrêmement faibles. Il en faut chercher la raison, non seulement dans la conduite en général excellente de la guerre, dans la parfaite formation tactique de chaque soldat, des unités, ainsi que dans la coopération des armes. Une autre cause en est que les nouvelles armes étaient bonnes et appropriées aux buts proposés, la troisième cause est le renoncement conscient à tout succès de prestige. Moi-même, je me suis efforcé d'éviter toute offensive, toute opération qui ne fût pas nécessaire pour anéantir vraiment l'adversaire, mais qui n'aurait été entreprise que par souci d'un prétendu prestige.

L'ARMEE EST PLUS FORTE QUE JAMAIS

Cependant nous avons évidemment pris nos précautions en prévision de pertes beaucoup plus élevées. Les hommes de

notre peuple, que nous avons ainsi épargnés, pourront contribuer à la poursuite d'une lutte pour la liberté, qui nous est imposée. Actuellement, un grand nombre de nos divisions sont retirées de France et ont été rappelées dans leurs garnisons. Beaucoup de soldats peuvent être envoyés en permission. Armes et engins sont remis en état ou complétés par un nouveau matériel. En somme, l'armée est aujourd'hui plus forte que jamais.

2. Les armes.

La perte en armes dans la campagne de Norvège et notamment dans celle de Hollande, de Belgique et de France, est minime. Elle est insignifiante comparativement à la production.

Armée et aviation sont, au moment même où je vous parle, plus parfaites dans leur équipement et plus fortes qu'avant la campagne à l'Ouest.

3. Munitions.

Le ravitaillement en munitions a été préparé dans une telle mesure, les réserves accumulées sont si grandes, qu'il a même fallu dans de nombreux domaines procéder à une restriction ou à une nouvelle orientation de la production, car les dépôts qui existaient, si considérablement agrandis qu'ils fussent, n'étaient plus en état de recevoir l'apport d'une production renforcée.

De même qu'en Pologne, la consommation de munitions fut inférieure à toutes les attentes. Elle a été minime par rapport aux approvisionnements. La totalité des réserves pour l'armée de terre et l'aviation est donc actuellement beaucoup plus grande pour toutes les armes qu'elle n'était avant l'attaque à l'Ouest.

LE PLAN DE QUATRE ANS ASSURE LES MATIERES PREMIERES NECESSAIRES

4. Les matières premières importantes pour la guerre.

Grâce au plan de quatre ans l'Allemagne était excellem-

ment pourvue même pour faire face aux charges les plus lourdes. Dans aucune armée du monde on n'a procédé, même de loin, à un remplacement aussi poussé des matières d'importation importantes pour la guerre par des matières de provenance nationale. Grâce à l'œuvre du Reichsmaréchal, la transformation de l'économie allemande en une économie autarcique de guerre a été effectuée dès le temps de paix. Nous possédons surtout les deux matières premières importantes : le charbon et le fer dans une mesure — je puis le dire aujourd'hui — illimitée. Quant à l'approvisionnement en carburant nos réserves sont abondantes, la capacité de notre production va croissant et pourra dans peu de temps satisfaire nos propres besoins — même si toute importation devait cesser.

Le stock de nos réserves de métaux s'est élevé de prime abord par les collectes que nous avons faites à une valeur telle que nous pouvons envisager une guerre de n'importe quelle durée et nous ne sommes à la merci d'aucun événement. A cela s'ajoutent encore les possibilités qui résident dans l'utilisation d'un butin immense ainsi que dans l'exploitation des territoires que nous avons occupés. L'Allemagne et l'Italie possèdent dans l'espace économique qu'elles règlent et contrôlent en chiffre rond deux cents millions d'hommes, dont cent trente millions seulement sont des soldats, tandis que plus de soixante-dix millions sont employés exclusivement dans l'économie.

Mes Députés, je vous ai communiqué le 1er septembre que j'avais fait établir tout d'abord un nouveau plan de cinq ans pour soutenir cette guerre. Je puis vous assurer aujourd'hui que toutes les mesures visant à ce but ont été prises, mais aussi que — quoi qu'il puisse advenir — à l'heure actuelle je ne vois désormais plus aucun facteur qui nous menace d'aucune façon. La nourriture aussi est assurée pour une guerre de n'importe quelle durée grâce aux mesures qui cette fois ont été prises à temps.

LE PEUPLE ALLEMAND NE FORME QU'UN SEUL BLOC

5. L'attitude du peuple allemand.

Grâce à l'éducation nationale-socialiste, le peuple allemand

n'est pas entré dans cette guerre avec le sentiment superficiel d'un patriotisme de parade, mais avec le sérieux fanatique d'une race connaissant le sort qui l'attend, si elle devait être vaincue. Toutes les tentatives de la propagande de nos adversaires pour rompre l'unité du peuple allemand furent aussi stupides qu'inutiles. Dix mois de guerre ont encore intensifié ce fanatisme. Il est du reste vraiment malheureux que l'opinion du monde ne soit pas formée par des hommes qui veulent voir les choses comme elles sont, mais seulement par des hommes qui les voient comme ils les veulent. Ces jours derniers, j'ai étudié un nombre incalculable de documents provenant du « saint des saints » du Grand Quartier Général des Alliés; parmi ceux-ci, il y en avait qui contenaient des rapports sur l'opinion publique en Allemagne, notamment des études sur la mentalité et le moral du peuple allemand. Certains de ces rapports proviennent également de diplomates. On se demande seulement en lisant ces rapports si leurs auteurs étaient des aveugles, des idiots ou des fripons malfaisants. Je reconnais sans difficulté qu'il y a naturellement eu en Allemagne aussi et qu'il y a peut-être encore quelques énergumènes qui ont presque considéré avec regret la marche victorieuse du Troisième Reich.

Des réactionnaires incorrigibles ou des nihilistes aveugles peuvent bien être, dans leur for intérieur, tristes que les choses ne se soient pas passées comme ils le désiraient. Mais leur nombre est ridiculement petit et leur importance encore moindre.

Mais il semble, malheureusement, que l'étranger juge le peuple allemand à l'échelle de ce rebut de la Nation. Et c'est à cette opinion que des hommes d'Etat, débarqués de la politique, finissent par accrocher, dans leur fantaisie maladive, un nouvel espoir. Selon les circonstances, les généraux britanniques choisissent comme allié le « Général la Faim » ou la « Révolution menaçante ». Il n'y a pas de non-sens, si fou soit-il, que ces gens ne présentent à leurs propres peuples pour pouvoir se maintenir pendant quelques semaines. Le peuple allemand a surtout témoigné de son attitude intérieure par la conduite de ses fils qui combattent sur les champs de bataille et qui en quelques semaines ont battu et anéanti l'adversaire militaire le plus fort qui fût, après l'Allemagne. Leur esprit était et est aussi l'esprit de la nation allemande !

LES RAPPORTS GERMANO-RUSSES

6. Le monde ambiant.

Les politiciens anglais paraissent fonder leurs derniers espoirs — abstraction faite des nations alliées et associées se composant d'une lignée de chefs d'Etat sans trônes, d'hommes d'Etat sans peuples et de généraux sans armées — sur de nouvelles complications qu'ils espèrent pouvoir créer grâce à leur habileté qui a si bien fait ses preuves jusqu'à présent. Parmi ces espoirs, il y en a un qui est une véritable utopie juive, c'est l'idée que l'on pourrait de nouveau séparer la Russie de l'Allemagne.

Les relations germano-russes sont définitivement scellées. La raison de cette confirmation réside dans le fait que l'Angleterre et la France, soutenues par certains petits Etats, attribuaient constamment à l'Allemagne des projets de conquêtes dans des régions qui ne présentaient aucun intérêt pour elle. Tantôt on disait que l'Allemagne voulait occuper l'Ukraine, tantôt qu'elle voulait entrer en Finlande; une autre fois, on prétendit que la Roumanie était menacée, enfin on craignit même pour la Turquie.

Dans ces circonstances, je considérai comme juste d'entreprendre avant tout avec la Russie une nette démarcation de nos intérêts, afin de définir, une fois pour toutes, quelles sont les régions que l'Allemagne croit devoir considérer comme intéressantes pour son avenir et quelles sont celles au contraire que la Russie estime nécessaires à son existence. Et c'est sur la base de cette claire délimitation des sphères d'intérêts respectives de l'Allemagne et de la Russie qu'intervint le nouveau règlement des relations germano-russes. En raison de la conclusion de cet accord, il faut être naïf pour espérer une nouvelle tension entre les deux pays. Ni l'Allemagne, ni la Russie n'ont fait un seul pas en dehors de leurs sphères d'intérêts. Mais l'espoir de l'Angleterre de pouvoir arriver à un allègement de sa propre situation en créant une crise européenne quelconque est un faux argument, pour autant qu'il s'agit des relations germano-russes. Les hommes d'Etat britanniques comprennent tout un peu lentement, ils apprendront donc aussi peu à peu à se rendre compte de ce fait.

NOUS AVONS TENDU LA MAIN A L'ANGLETERRE ET A LA FRANCE EN VUE D'UNE ENTENTE

Dans mon discours du 6 octobre, lorsque j'ai prédit le développement futur de cette guerre, je ne me suis pas trompé.

Je vous assurais, Députés, que je ne pouvais à aucun moment douter de la victoire. Si ce n'est pas spécialement dans les défaites que l'on voit les signes et les garanties de la victoire finale, je crois alors que le développement des événements m'a donné raison jusqu'à présent. Bien que je fusse persuadé de ce développement, j'avais alors tendu la main à la France et à l'Angleterre pour arriver à une entente. La réponse que je reçus est encore gravée dans votre mémoire. Tous mes arguments tendant à leur montrer la stupidité de continuer cette guerre, à leur prouver qu'elles avaient — même dans les circonstances les plus favorables — tout à y perdre et rien à y gagner que plaies et bosses, furent accueillis avec moquerie et traités avec dérision ou simplement passés sous silence. Je vous ai tout de suite assuré à ce moment-là que je craignais — en raison de ma proposition de paix — d'être même traité de couard qui ne veut plus combattre, parce qu'il ne le peut plus. Et les choses se sont bien passées ainsi. Je crois toutefois que déjà aujourd'hui la France — certes moins les hommes d'Etat coupables que le peuple lui-même — considère autrement cette date du 6 octobre. Quelles misères sans nom se sont abattues depuis lors sur ce grand pays et sur ce peuple ! Je ne veux même pas parler ici de tout ce que le soldat a dû souffrir pendant cette guerre.

Car ce qui, peut-être, est encore pire, ce sont les souffrances causées par le manque de conscience de ceux qui, sans raison aucune, ont chassé de leurs foyers des millions d'êtres humains dans le seul but d'entraver peut-être les opérations militaires allemandes. C'est là assurément une idée inconcevable. Cette évacutaion produisit les effets les plus désastreux pour la stratégie alliée, mais elle affecta le plus cruellement ses malheureuses victimes civiles.

Ce que Messieurs Churchill et Reynaud, par leurs conseils et leurs ordres en cette matière, ont causé de souffrances à des millions d'hommes, voilà ce dont ils ne sau-

raient assumer la responsabilité ni dans ce monde, ni dans l'autre.

Tout cela, comme nous l'avons dit, n'aurait pas dû arriver. Car, encore au mois d'octobre, je n'ai réclamé à la France et à l'Angleterre rien d'autre que la paix.

Mais Messieurs les munitionnaires voulaient la continuation de la guerre à tout prix et cette guerre, ils l'ont eue.

Je suis trop soldat moi-même pour ne pas mesurer l'étendue du malheur engendré par de tels événements. Et voici que de Londres je ne perçois qu'un seul cri, qui n'est pas le cri des masses, mais des politiciens. On crie à la continuation de la guerre.

J'ignore si ces politiciens se font une idée exacte de ce que sera cette future continuation de la guerre. Ils déclarent en tout cas qu'ils continueront cette guerre — au besoin des bases du Canada — si l'Angleterre en tant que telle devait succomber. Je ne crois guère quant à moi que le peuple anglais ira là-bas, mais il semble bien que messieurs les profiteurs de guerre se retireront au Canada. Je pense bien que le peuple devra demeurer en Angleterre. A coup sûr ce peuple verra la guerre à Londres d'un tout autre œil que ses soi-disant dirigeants ne la verront du Canada.

Croyez-moi, Messieurs les Députés, je ressens un profond dégoût à l'égard de cette espèce de destructeurs de peuples et d'Etats issus du parlementarisme. J'ai presque le cœur gros de penser que le destin m'a élu pour donner le coup de grâce à ce que ces hommes-là ont voué à la ruine, car il n'entrait pas dans mes vues de faire la guerre, mais d'ériger un Etat social de la plus haute culture.

Chaque année qui s'ajoute à cette guerre me ravit à cette tâche. Et ceux qui sont cause de cette déperdition, sont des nullités ridicules, des exemplaires de cette pacotille politique que la nature produit en série, pour autant que leur perversité vénale ne les range pas dans une catégorie spéciale.

UN DERNIER APPEL AU BON-SENS, SURTOUT A CELUI DES ANGLAIS

Mister Churchill vient de déclarer une fois encore qu'il veut la guerre. Voilà six semaines qu'il a inauguré sa guerre

aérienne dans laquelle il se croit apparemment de première force, notamment la guerre aérienne contre la population civile. Il est entendu qu'il fait cette guerre sous prétexte de s'en prendre aux installations d'importance militaire. Depuis Fribourg, ces installations sont des villes ouvertes, des bourgs, des villages, des habitations, des hôpitaux, des écoles, des jardins d'enfants et tout ce qui, en dehors de ces objets, peut encore être atteint. Je n'ai guère permis jusqu'ici de donner la réplique. Mais cela ne veut pas dire que cela soit ou doive rester ma seule réponse.

Je sais fort bien que la réponse que nous donnerons un jour fera fondre des souffrances et des malheurs sans nom sur des êtres humains. Naturellement, pas sur Mister Churchill, car il se trouvera certainement alors au Canada, là où l'on a déjà transporté la fortune et les enfants des plus distingués des profiteurs de guerre. Mais pour des millions d'autres gens ce seront d'atroces souffrances. Et Mister Churchill devra m'en croire cette fois peut-être, par exception, lorsqu'en prophète je prévois qu'un grand empire mondial s'en trouvera détruit. Un empire mondial qu'il n'a jamais été dans mes intentions d'anéantir ou même de léser en quoi que ce soit. Seulement, je ne me dissimule en aucune façon que la continuation de cette lutte ne pourra se terminer que par la destruction intégrale de l'un des deux adversaires. A Mister Churchill de croire que ce sera l'Allemagne qui sera détruite; je sais moi, que ce sera l'Angleterre.

A cette heure, je me sens tenu en conscience d'adresser une fois encore un appel à la raison, à celle de l'Angleterre. Je crois pouvoir le faire parce que je ne sollicite pas en vaincu mais je parle raison en vainqueur. Je ne vois aucun motif qui puisse contraindre à poursuivre cette lutte.

Je plains ceux qui en seront les victimes. A mon propre peuple aussi je voudrais épargner ces sacrifices. Je sais que des millions d'hommes et d'adolescents en Allemagne brûlent de se mesurer enfin avec l'ennemi qui, sans l'ombre d'une raison, nous a pour la seconde fois déclaré la guerre. Mais je sais aussi qu'il y a chez nous, au foyer, bien des femmes et des mères qui, tout en étant sincèrement prêtes à sacrifier ce qui leur est le plus cher, n'en sont pas moins attachées de tout leur cœur à ces êtres aimés.

Libre à Monsieur Churchill de dédaigner ma déclaration en criaillant qu'elle est le triste fruit de ma peur et de mon doute en la victoire finale. J'aurai alors, du moins, soulagé ma conscience en face des événements à venir.

Messieurs les Députés, hommes du Reichstag allemand !

Si nous reportons nos regards sur les 10 mois révolus, nous serons tous subjugués par la grâce de la Providence qui nous a permis d'accomplir cette grande œuvre. Elle a béni nos résolutions et sur les aspérités du chemin elle est demeurée à nos côtés. Je me sens moi-même remué par la conscience de la destinée qu'elle m'a dévolue de rendre à mon peuple sa liberté et son honneur.

L'opprobre qui, il y a vingt-deux ans, prit naissance dans la forêt de Compiègne, a été en ce lieu-là même à tout jamais effacé. J'ai nommé aujourd'hui devant l'histoire les hommes qui m'ont rendu possible l'accomplissement de la grande tâche. Tous ils ont donné le plein de leur mesure, ils ont voué au peuple allemand leurs talents et leur labeur. Je voudrais terminer en me ressouvenant de ces héros inconnus qui n'ont pas en une moindre mesure fait leur devoir, qui des millions de fois ont exposé leur sang et leur vie et se trouvaient prêts à toute heure, en braves officiers et soldats allemands, à consentir pour leur peuple le plus haut sacrifice qu'on puisse attendre d'un homme. Beaucoup d'entre eux dorment maintenant à côté des tombes où leurs pères reposent déjà depuis la grande guerre. Ils sont les martyrs d'un héroïsme caché. Ils sont un symbole pour ces centaines de milliers de fantassins, de soldats des formations blindées et des formations anti-chars, de sapeurs, de canonniers, de marins, d'aviateurs, d'hommes des formations militaires de la S. S. et de tous ces autres combattants, qui dans la lutte menée par l'armée allemande, se sont mis en ligne pour la liberté et l'avenir de notre peuple et pour l'éternelle gloire du grand Reich allemand national-socialiste.

DISCOURS DU 4 SEPTEMBRE 1940 A BERLIN AU PALAIS DES SPORTS

Ce discours est prononcé à l'occasion de l'inauguration de la campagne pour le secours d'hiver de guerre 1940-1941.

REMERCIEMENTS ET APPEL DU FUHRER

AU FRONT ET A LA PATRIE

La première année de guerre s'est terminée ces jours derniers. La deuxième a commencé et avec elle l'Œuvre de secours pour un nouvel hiver de guerre. Les succès de cette première année sont uniques — et tels que non seulement nos ennemis ne s'étaient pas représenté ainsi ce déroulement de l'histoire, mais que, dans le peuple allemand, nombre de citoyens pouvaient même à peine comprendre la grandeur des exploits accomplis et la rapidité des événements.

On ne peut pas faire de comparaison avec la première année de la guerre mondiale; au cours de cette année-là, en effet, on n'avait, malgré le plus grand courage, malgré des sacrifices infiniment plus grands, atteint que des résultats partiels et pas une seule solution définitive.

Cette fois, nous n'avons qu'à considérer le vaste triangle que protège aujourd'hui l'armée allemande : à l'est le Bug, au nord le Cap Nord, Kirkenes et Narvik, et au sud les frontières de l'Espagne ! Un grand nombre de nos adversaires sont éliminés. C'est uniquement à son heureuse situation géographique et à son extraordinaire célérité dans la fuite que l'Angleterre doit de n'avoir pas encore partagé le même sort !

Car il ne faudrait pas croire que — comme l'ont prétendu quelques politiciens britanniques — l'armée anglaise, tel un cheval sauvage tirant sur ses rênes, brûle du désir d'être enfin lâchée contre l'ennemi allemand. Les Anglais étaient, en effet, si près de nous qu'ils auraient pu sans difficultés satisfaire « leur brûlant désir ». Ils se sont eux-mêmes éloignés de notre voisinage, et par dessus le marché ils ont représenté ces tristes retraites comme de grandes victoires !

Voilà à quoi se réduisent « tous leurs succès » !

En dehors du grand territoire qui se trouve actuellement sous la domination des troupes allemandes, notre alliée, l'Italie, a, de son côté, pris l'offensive en Afrique orientale, elle y a renforcé ses positions et refoulé les Anglais.

« SUCCES ANGLAIS »

Naturellement les Anglais eux aussi ont eu leurs « succès ». Ce sont là des succès, il est vrai, que normalement le bon sens humain n'arrive pas à se représenter. Nous voyons sans cesse la propagande anglaise passer d'un extrême à l'autre, tomber des nues un jour pour, d'ailleurs, trôner de nouveau quelques jours plus tard dans des régions encore bien supérieures. C'est ainsi que, par exemple, on a pu lire une fois : « C'est maintenant que sont jetés les dés de la guerre. Si les Allemands ne réussissent pas à aller à Paris — et cela, ils ne le réussiront pas — ils auront perdu la guerre. Mais même s'ils devaient entrer à Paris, l'Angleterre gagnerait la guerre. »

C'est de cette manière que l'Angleterre a remporté de nombreuses « victoires » depuis le 3 septembre. La plus glorieuse de ces victoires — à nos yeux, d'ailleurs, l'échec le plus infâmant — fut la fuite de Dunkerque. Mais que ne fait-on pas sous la pression de la nécessité !

Nous n'avons qu'à lire les communiqués de guerre britanniques pour savoir ce que signifient ces « succès ». Ils s'énoncent, par exemple, comme ceci : « On nous dit que... » ou « on apprend dans des milieux bien renseignés... » ou « on entend dire dans des milieux bien informés... » ou « on peut entendre dire dans des milieux autorisés... » ou « on croit

sérieusement pouvoir admettre que. . . » ; une fois on a même dit : « On croit être fondé à pouvoir croire que.... ».

Ainsi, naturellement, toute défaite peut devenir un succès !

Nous entrions précisément en Pologne lorsque les propagandistes anglais déclaraient qu'ils savaient « de source autorisée » que les Allemands avaient déjà subi un grand nombre de très graves défaites et que les Polonais s'avançaient victorieusement sur Berlin. Quelques jours plus tard, « des milieux bien informés » assuraient qu'à l'est le destin avait marqué un revirement définitif.

ILS ONT MENTI JUSQU'A CE QUE LA VERITE ECLATE

C'est alors que se firent entendre les « milieux autorisés » ; ils déclarèrent que même au cas où l'Allemagne aurait remporté un succès, ce qui n'était du reste pas le cas ici, ce succès n'était plus qu'un échec, vu naturellement d'un point de vue stratégique supérieur. Et lorsque nous fûmes déjà devant Varsovie, on sut de nouveau « que l'on avait le droit de pouvoir admettre que maintenant à l'ouest l'attaque des Alliés avait remporté son premier grand et décisif succès ». Et cela continua ainsi jusqu'à ce qu'il n'y eût enfin plus de Pologne.

On dit alors : « Nous voilà soulagés d'un grand poids. Cette Pologne à l'est a toujours été notre point faible. Nous pouvons enfin nous concentrer sur le théâtre de guerre, sur lequel nous sommes supérieurs aux Allemands, et ils en auront bientôt la preuve ».

Il y eut ensuite une longue période de calme. Ce calme n'était naturellement de nouveau qu'un immense et perpétuel succès de l'armée britannique et un insuccès tout aussi constant de l'Allemagne. Pendant ces longs mois, les Anglais ont évidemment travaillé, tandis que nous n'avons fait que dormir ! Pendant ce temps également, les politiciens anglais se sont bien rendu compte de la situation et ont surtout prévu avec justesse le bon moment, tandis que nous, nous avons manqué toutes les occasions.

C'est alors qu'arriva la campagne de Norvège. Lorsque les opérations commencèrent, la propagande de guerre anglaise se réjouit de l' « erreur formidable » que les Allemands avaient commise. « Les Allemands ont enfin commis une faute et ils la payeront cher », c'est ainsi que s'exprimait la presse et l'on se réjouissait en Angleterre d'avoir enfin l'occasion de pouvoir se mesurer avec les Allemands.

Or, ils auraient pu se mesurer avec nous à toute heure, car à l'ouest nous avons occupé des positions éloignées les unes des autres de quelques centaines de mètres à peine. Mais ils faisaient semblant de ne pas avoir pu nous apercevoir là-bas. Et voilà qu'en Norvège un sort bienveillant leur donna pour la première fois, grâce à notre, et plus spécialement ma stupidité, l'occasion de combattre contre nous. Et ce combat eut lieu.

C'est vraiment une ironie du sort que les Anglais soient redevables à leur propre propagande du coup le plus dur qu'ils aient peut-être reçu. Lorsque nous eûmes notamment depuis longtemps refoulé les Norvégiens bien au-delà de Hamar et de Lillehammer, une brigade anglaise marcha joyeuse et insouciante par le même chemin, en direction de Hamar. Elle était privée de toute liaison avec l'arrière, car nos stukas et nos bombardiers de combat avaient coupé cette liaison. Aussi écoutaient-ils uniquement la radio anglaise. Et le commandant de cette brigade apprit ainsi par la radio anglaise, que nous étions encore très loin, très loin de Lillehammer et que nous avions essuyé une lourde défaite. Et c'est ainsi que ce commandant britannique entre dans Lillehammer à la tête de sa brigade; puis il va tranquillement se coucher; il place non loin de lui sa caisse pleine de documents sur laquelle étaient écrits les mots suivants : « Strictement confidentiel ! A ne pas laisser tomber aux mains de l'ennemi ! » La nuit même, nos troupes le prirent lui et sa précieuse cargaison. Voilà où l'on en arrive, lorsqu'on se fie au bulletin de guerre de Mr. Churchill !

CE FUT PARTOUT AINSI

Ils ont menti et encore menti. Ils ont été jetés à la mer et ce fut « une grande victoire ». Ils ont réussi à sauver

d'Andalsnes ou de Namsos quelques derniers débris et ils ont dépeint au monde cette misérable « prouesse » comme la plus grande victoire de l'histoire des guerres britanniques. Nous ne pouvons évidemment pas nous mesurer avec de tels exploits ! A cela, il faut opposer les faits : Quelques semaines plus tard, la Norvège n'existait plus, au point de vue militaire, et les forces britanniques devaient évacuer ce pays.

Puis vint l'heure du combat à l'ouest, et là aussi nous ne sommes point arrivés trop tard. C'est dans cette campagne justement, que la coalition des Alliés n'encaissa que des défaites.

Les faits — les faits historiques, en apportent un témoignage éclatant. Et pourtant, cette campagne se termina, elle aussi, par une grande victoire britannique — je veux parler de l'exploit magnifique et prodigieux de Dunkerque. J'ai vu de mes propres yeux les traces de cet exploit — le spectacle était quelque peu étrange. Et voici que la France, à son tour, s'est effondrée. Que déclara-t-on à ce sujet ?

Lorsque les dernières troupes alliées avaient été définitivement chassées de Norvège, on avait déclaré : « Mais, c'est ce que nous avions voulu. Notre but n'était que d'attirer ici les Allemands. C'est une victoire, une victoire qui est pour nous sans pareille, car elle raccourcit notre front ». Lorsque la France a été définitivement écrasée, on a dit : « L'Angleterre peut désormais concentrer toutes ses forces. Nous ne sommes plus obligés de disperser et de disséminer nos troupes. Nous nous trouvons enfin dans la situation stratégique que nous n'avons cessé de souhaiter et d'espérer. Nous avons secoué de nos épaules le fardeau que représentait pour nous la France. Celle-ci ne nous a couté que le précieux sang de nos fils, et nous pouvons maintenant faire face aux Allemands d'une tout autre manière. »

COMBATTRE JUSQU'A CE QUE LA LUTTE APPORTE UNE DECISION TRES NETTE

Dès le commencement de la guerre, on s'était laissé entraîner à certaines prophéties sur la durée éventuelle des

hostilités. On disait : « La guerre va durer trois ans, la Grande-Bretagne prend ses dispositions pour trois ans. » Et il fallait bien qu'il en fût ainsi, car ceux qui ont les poches remplies d'actions d'usines de guerre, ces gens-là sont assez avisés pour savoir que les nouveaux investissements ne peuvent profiter ou s'amortir en six mois ou en un an.

Il faut donc que l'affaire se prolonge quelque peu. Mais ma prudence a bien égalé la leur et j'ai alors immédiatement dit au Maréchal du Reich : « Goering, préparons tout pour cinq ans ! » Ce n'est pas que je croie à une guerre de cinq ans, mais quoi qu'il advienne, c'est l'Angleterre qui s'écroulera ! D'une manière ou de l'autre !

Je ne connais pas d'autre issue que celle-là !

Je prendrai naturellement toutes mes dispositions avec prudence, perspicacité et conscience. Vous me comprendrez.

Et s'il est en Angleterre des gens très curieux qui demandent : « Oui, mais pourquoi ne vient-il pas ? »

Tranquillisez-vous, il viendra !

Il ne faut pas toujours être aussi curieux.

Ce monde est à la veille de sa libération ! Il faut, une fois pour toutes, en finir avec cette abomination qui permet à une nation de bloquer un continent selon son bon plaisir.

Il faut qu'il soit à l'avenir impossible à un Etat de pirates de livrer par intervalles, à sa pleine discrétion et selon son humeur, 450 millions d'hommes à la détresse et à la misère. Nous, Allemands, nous en avons assez désormais de nous laisser prescrire par l'Angleterre ce que nous avons le droit de faire ou de ne pas faire et de décider si, finalement, les Allemands peuvent boire du café ou non. Si cela déplait à l'Angleterre, l'importation du café est tout simplement coupée. Personnellement, cela ne me touche pas du tout. Je ne bois pas de café, mais cela m'irrite de penser que d'autres ne peuvent pas en boire.

Et je trouve absolument insupportable qu'une nation de 85 millions d'êtres puisse être soumise à des privations par un

autre peuple, parce qu'un ploutocrate quelconque de Londres y trouve du plaisir. Que de fois ai-je tendu la main au peuple anglais en vue d'une entente ! Vous le savez bien : c'était mon programme de politique extérieure. Je l'ai répété récemment pour la dernière fois. Aujourd'hui je préfère combattre jusqu'à ce que la lutte apporte une décision très nette.

Cette décision très nette ne peut être que la suivante : suppression de ce régime de misérables et vils excitateurs de guerre et instauration d'un état de choses interdisant désormais à une nation de tyranniser l'Europe entière.

L'Allemagne et l'Italie feront en sorte que cela ne se reproduise pas une seconde fois dans l'histoire. L'Angleterre n'aura que faire de tous ses alliés : ils ne lui serviront de rien, ni l'empereur Haïlé Selassié, ni Monsieur Benès, ni aucun autre, pas même le roi Haakon, la reine Wilhelmine ou le général français de Gaulle. Tous ces alliés seront impuissants. Et quels que puissent être leurs projets, quelles que puissent être les intentions qu'ils recèlent au fond de leur cœur, — nous sommes sur nos gardes, nous sommes préparés à toute éventualité, décidés à tout et toujours prêts à agir.

Rien ne peut nous effrayer. Nous, nationaux-socialistes allemands, avons été à la plus dure école que l'on puisse imaginer. Nous avons commencé par être les soldats de la Grande Guerre, nous avons été ensuite les combattants du redressement allemand. Ce que nous avons dû endurer ces années-là nous a endurcis. Voilà pourquoi rien ne peut nous ébranler ni nous surprendre.

Lorsqu'il y a un an, l'Angleterre entra en guerre, on disait en Angleterre : « Nous avons un allié ». Nous nous demandions avec curiosité qui cela pouvait bien être.

...ils disaient : « C'est un général, cet Allié; il s'appelle Général Révolution ! » Ah ! Quelle idée se font-ils donc du nouvel Etat populaire allemand national-socialiste. Et les voilà en train d'attendre à Londres les prouesses de ce général Révolution. Le 6 septembre, il ne se passa rien, le 7 septembre, non plus, le 8 septembre, ce fut la déception. Car à leurs dires, ce général Révolution devait se manifester avant une semaine; mais on ne pouvait le trouver nulle part.

Ils dirent alors : « Un autre général est notre allié, c'est le Général Famine ».

Dès le début, nous avons compté avec le fait que ces nobles philanthropes essaieraient, tout comme pendant la Grande Guerre, de faire mourir de faim des millions de femmes et d'enfants, et nous nous sommes préparés en conséquence. Ce général aussi ne fut qu'une spéculation manquée, une vision, un feu follet dans le cerveau de Mr Churchill.

Voilà maintenant qu'on a découvert un troisième allié. C'est le Général Hiver. On l'a déjà vu une fois à l'œuvre. Il n'a pas réussi, et il échouera exactement de la même manière cette fois encore.

LE GENERAL BLUFF PROMU FELDMARECHAL ANGLAIS

Les Anglais ne devraient pas oublier, quand ils en viennent à prendre des généralissimes étrangers vraiment si obscurs, d'élever le plus important de leurs propres généraux, disons au grade de général-feldmaréchal d'Empire : c'est le Général Bluff. C'est là leur seul allié vraiment solide, qui mériterait réellement d'être promu à la plus haute dignité ! Quant à nous, toutefois, on ne peut plus nous battre sous le commandement de ce général-là. On peut, peut-être, s'en servir pour abêtir le peuple britannique, mais le peuple allemand est suffisamment édifié sur le compte de l'Angleterre.

Ces commérages de Mr. Churchill ou de Mr. Eden — la piété interdit de parler du vieux Chamberlain — ces commérages, dis-je, laissent le peuple allemand tout à fait indifférent, ou le font rire, tout au plus. Notre haut-allemand ne possède aucune épithète pour qualifier exactement un phénomène tel que *Duff Cooper*. Il faut bien avoir recours au dialecte, et ce n'est que dans le bavarois que nous trouvons un mot bien frappé pour caractériser un tel homme : *Krampfhenne !* (une poule qui ne peut pondre parce qu'elle a des crampes). Ces messieurs peuvent être tranquilles; ce n'est pas avec de tels moyens qu'ils vont gagner la guerre.

Mais les autres moyens sont — Dieu soit loué ! — entre nos mains, et y resteront.

Lorsque l'heure aura sonné, nous mettrons de nouveau à la place des généraux Famine, Révolution, Hiver ou Bluff le général de la réalité, c'est-à-dire l'Action. Et nous verrons alors qui sera le mieux à la hauteur de l'épreuve !

J'ai déjà exprimé au Reichstag le remerciement que le peuple allemand adresse à ses soldats. Dans ces journées-ci, nous éprouvons tous un sentiment de reconnaissance pour notre armée de l'air, pour nos héros valeureux qui s'envolent chaque jour vers l'Angleterre, afin d'y donner la réplique à ce que le génial Mr. Churchill a le premier découvert ! Je reviendrai encore sur cette question.

Mais le remerciement que je désire exprimer aujourd'hui, s'adresse surtout au front intérieur pour l'attitude dont il a fait preuve au cours de l'année écoulée, à tout le peuple allemand pour sa belle tenue, et cela dans des situations qui bien souvent n'étaient pas commodes ! Peut-être beaucoup n'ont-ils pas conscience de ce que cela signifie, que d'évacuer plus de 700.000 hommes en quelques semaines comme nous l'avons fait l'année passée. Tout se déroula sans encombre. Il est vrai que chez nous — contrairement à ce qui s'est passé ailleurs — tout était soigneusement préparé. Mais ce que tous et chacun ont dû accomplir et supporter fut souvent très difficile. Et ils se sont acquittés de ces devoirs d'une manière véritablement admirable ! Nous sommes heureux qu'ils aient pu rentrer dans leurs foyers.

Mais nous devons remercier aussi tous ceux qui, dans ces foyers mêmes, ont pris les mesures de protection les plus importantes, dont la réalisation leur incombait : la défense passive anti-aérienne et surtout la puissante organisation de la Croix-Rouge, les médecins, tout le personnel du service de santé, les infirmières qui ont accompli une tâche énorme. Nous penserons surtout à la femme allemande, aux millions de femmes allemandes, et de mères et aussi de jeunes filles allemandes qui doivent maintenant prendre la place des hommes, qui travaillent à la ville et à la campagne, qui pourvoient à notre pain quotidien et veillent à ce que le soldat reçoive les armes et les munitions dont il a besoin.

A leurs côtés se pressent les millions d'ouvriers allemands des fabriques de munitions qui se dévouent — jeunes ou vieux — pour le front qui combat, afin que ne lui fasse défaut aucune des choses dont le manque a en 1918 provoqué l'effondrement final.

LA REPONSE AUX ATTAQUES NOCTURNES DE CHURCHILL

C'est une chose admirable que notre peuple pendant la guerre et que toute cette discipline dont il fait preuve. C'est ce que nous avons également l'occasion de constater en ce moment où monsieur Churchill nous sort son invention des *attaques aériennes de nuit*. Il ne le fait pas parce que ces attaques aériennes auraient peut-être une efficacité particulière, mais *parce que son aviation est incapable de survoler de jour la terre allemande.*

Tandis que les aviateurs allemands, les avions allemands, opèrent quotidiennement au-dessus du territoire anglais, *presque aucun Anglais ne parvient à traverser la Mer du Nord en plein jour.* C'est pourquoi ils viennent pendant la nuit et jettent — comme vous le savez — leurs bombes au hasard, au petit bonheur sur les quartiers d'habitations civiles, sur les fermes et sur les villages. Partout où ils aperçoivent un trait de lumière, ils jettent une bombe dessus. Trois mois durant, je me suis abstenu de faire riposter, pensant qu'ils mettraient fin d'eux-mêmes à cette criminelle folie. Monsieur Churchill y a vu un signe de faiblesse de notre part. *Vous comprendrez que maintenant nous répondions chaque nuit, et cela dans une mesure croissante.*

Et si l'aviation britannique lance deux, trois ou quatre mille kilos de bombes, nous lancerons maintenant en une nuit 150.000, 180.000, 230.000, 300.000, 400.000 kilos de bombes et même davantage.

S'ils déclarent qu'ils soumettront nos villes à des attaques massives — nous leur répondons que nous, nous rayerons leurs villes de la carte !

Aussi vrai que Dieu nous aide, nous allons mettre fin aux exploits de ces pirates de nuit.

L'heure viendra où l'un de nous deux succombera, et ce ne sera pas l'Allemagne nationale-socialiste !

J'ai déjà livré, dans ma vie, un tel combat et je l'ai poursuivi jusqu'à ses dernières conséquences ; à ce moment déjà, j'ai brisé cet adversaire qui aujourd'hui ne vit plus que sur une dernière île européenne, en Angleterre.

Aussi est-il d'autant plus nécessaire, en face de ce combat, de comprendre combien sont importants le développement et la formation de notre communauté nationale. Nous n'aurions pas pu accomplir de tels exploits si le soldat allemand s'était trouvé abandonné là-bas, livré à lui-même, sans liaison avec ses compatriotes. La certitude que tout un peuple uni et animé d'une volonté fanatique se trouve derrière lui, donne force et courage au soldat allemand du front !

...Et ce peuple qui se tient derrière lui sait qu'il a un but à atteindre. Ce but que nous nous sommes proposé dépasse de loin la simple volonté de remporter la victoire dans cette guerre. Non, ce que nous voulons, c'est construire un nouvel Etat ! C'est pourquoi les autres nous haïssent tellement. Ils l'ont du reste souvent proclamé. Ils disent : « Oui, vos expériences sociales sont très dangereuses ! Elles deviendront très inquiétantes si elles s'étendent et si nos ouvriers les constatent. Cela coûte des milliards et cela ne rapporte rien. On ne peut les chiffrer ni en gains, ni en dividendes. A quoi servent-elles donc ! Ce développement ne nous intéresse pas. Nous saluons avec joie tout ce qui sert au progrès matériel de l'humanité, pour autant que ce progrès se transforme en un avantage économique. Mais vos expériences sociales, en un mot tout ce que vous faites-là, ne peut conduire qu'à éveiller les instincts d'avidité de la foule et à nous culbuter de notre piédestal. Vous ne pouvez vraiment attendre cela de nous. »

On voyait en nous l'exemple à ne pas suivre. On écartait toutes les propositions que nous faisions, pour la simple raison qu'elles avaient une tendance sociale. Ils y voyaient déjà une concession conduisant à une législation sociale et par là à un développement social, que ces Etats détestaient. Ce sont évidemment des ploutocraties dans lesquelles un petit groupe de capitalistes domine les masses, et est naturellement en

relations étroites avec la juiverie internationale et la franc-maçonnerie.

Ces ennemis, nous les connaissons pour avoir lutté contre eux à l'intérieur, c'est notre vieille coalition de chère mémoire de l'Allemagne démocratique, qui a pu, en partie, fuir vers l'autre rive. Ils nous haïssent à cause de notre socialisme, et tous nos plans et réalisations qui s'en inspirent leur semblent dangereux. Ils sont convaincus que cette évolution doit être arrêtée. Quant à moi, je suis convaincu que cette évolution dominera l'avenir, et que les Etats qui ne voudront pas s'y rallier se briseront tôt ou tard. Les Etats, où les problèmes sociaux n'ont pas encore été résolus, se verront acculés à des solutions de désespoir, s'ils se refusent aux solutions que commande la raison. C'est ce que le national-socialisme a empêché de se produire en Allemagne. Vous connaissez maintenant notre but et vous savez que nous combattrons avec persévérance pour le réaliser sans nous en laisser détourner, et que nous l'atteindrons. C'est ce qui explique la haine de toute cette ploutocratie internationale, des journaux juifs, des bourses internationales, et c'est ce qui explique également la sympathie qu'ont pour ces démocraties tous les pays qui pensent comme elles ou qui leur sont idéologiquement apparentés.

Mais c'est parce que nous savons qu'en dernière analyse l'enjeu de cette lutte est tout le fondement social de notre peuple et qu'elle est dirigée contre la substance même de notre vie, c'est pour cela que nous devons précisément, au moment où nous sommes en train de défendre ces idéaux, manifester l'amour qu'ils nous inspirent.

Et c'est ainsi que l'Œuvre du Secours d'Hiver, la plus grandiose institution d'entr'aide sociale qui soit au monde, n'est autre chose qu'une puissante manifestation de cet esprit du national-socialisme.

LA COMMUNAUTE NATIONALE : UNE ŒUVRE EDUCATIVE

Tout le monde me croira, si je déclare que nous aurions pu, d'une autre manière aussi, venir financièrement à bout de

ce problème. Nous aurions pu sans difficulté prélever ces sommes par la voie des impôts. Il n'eût pas été nécessaire de mettre sur pied cette gigantesque organisation, tout cela aurait pu être fait par des fonctionnaires. Cependant, même si le résultat, du point de vue financier, avait été le même, ou si même il avait encore été plus grand, du point de vue moral il ne pourrait être même de loin comparé à ce que nous possédons ainsi. Car, ce que nous avons obtenu de la sorte, c'est le résultat pratique de l'organisation librement consentie de la communauté nationale allemande, et qui en fait une œuvre éducative aussi bien pour celui qui donne que pour celui qui fournit volontairement le travail.

Car ils sont deux à apporter leur sacrifice : celui qui fait les dons et celui qui les gère, — et cela sans être rémunéré. Toute petite fille, faisant la quête dans la rue, de concert avec des représentants de toutes les autres professions, qui remplissent cette fonction à tour de rôle, du bas de l'échelle sociale jusqu'aux plus hauts représentants de l'État, de l'Économie, de l'Art, etc. — tous ils sont les témoins en qui s'incarne une éducation pratique aux fins de la communauté sociale. Et c'est là ce qu'il y a de plus important, mes chers compatriotes.

Car sur chacun d'entre nous pèsent, d'une manière ou de l'autre, les traditions du passé, de la famille, de la classe sociale, de la profession, etc. Ou bien nous renonçons au concours de millions d'hommes — irremplaçables dans leur activité nationale et leur travail économique — pour la raison qu'ils ne sont pas encore mûrs pour une telle communauté, ou bien nous leur donnons une éducation qui les intègre peu à peu dans cette communauté. Le national-socialisme s'est toujours placé à ce point de vue, que toute attitude s'expliquait par l'éducation, l'habitude et l'hérédité, et que par conséquent une rééducation était possible. Car, l'enfant qui grandit dans notre peuple, ne vient pas au monde avec les préjugés de rang ou de classe ; ceux-ci ne lui sont ultérieurement transmis que par une certaine éducation.

C'est seulement dans le cours de sa vie que ces prérogatives lui seront octroyées artificiellement. Notre mission est d'en finir avec cet état de choses, si nous ne voulons pas renoncer à l'édification sur des fondements solides d'une

société humaine de structure véritablement organique. C'est cette tâche que nous avons assumée et que nous commençons à remplir dans tous les domaines. Dès que l'enfant a atteint l'âge où naguère on pouvait lui inculquer les différenciations de la vie sociale, nous commençons aujourd'hui à le former pour la communauté, et nous ne le lâchons plus. Et si l'un ou l'autre veut savoir quels sont les résultats obtenus, nous lui répondrons qu'il n'y a que peu d'années que nous avons commencé, d'abord au sein du parti, et depuis bientôt huit ans au sein du peuple allemand. Cela représente un temps bien court, mais les résultats sont déjà incommensurables, surtout si l'on réfléchit que durant des siècles on avait agi dans le sens contraire ! Les puissantes manifestations de notre communauté, — celle d'aujourd'hui par exemple, — en sont la preuve. Cela n'eut pas encore été possible il y a vingt ans, cela eut été inimaginable il y a trente ans, et il y a quarante ans, on n'en aurait rien voulu savoir. Or, aujourd'hui le rêve est déjà une réalité.

Nous voulons amener les hommes à une même conception de la vie, à une même et uniforme conception du devoir, et nous sommes convaincus qu'au bout d'une certaine période de cette éducation, les hommes seront les produits de cette éducation, c'est-à-dire qu'ils représenteront alors les nouvelles pensées tout aussi bien qu'ils incarnent aujourd'hui encore en partie les anciennes.

C'est une longue et pénible tâche que de limer et d'éduquer ; nous le voyons bien dans le Secours d'hiver. Il fait des progrès. Lorsque fut créé le premier Secours d'hiver, il y avait encore beaucoup de gens en Allemagne, qui se demandaient : « Qui vient là-bas ? » Un homme avec une boite. Donc, demi-tour à droite ou demi-tour à gauche ! Ou bien même on faisait n'importe quelle autre sotte remarque.

Qu'il y ait eu amélioration, cela ressort déjà du fait que les dons sont devenus toujours plus considérables. La persévérance a conduit, ici aussi, au but. Peu à peu même le plus épais représentant du vieil ordre social s'est rendu compte de ceci : premièrement cela ne sert tout de même à rien, les quêteurs reviennent toujours ; deuxièmement, il vaut mieux donner son obole, et troisièrement, on fait tout de même au fond réellement quelque chose. Car que fait-on de ces dons ?

Que de blessures n'avons-nous pas guéries en Allemagne ! Où n'avons-nous pas apporté notre aide ! Où n'avons-nous pas soutenu les défaillants ! Quelle géantes institutions sociales n'avons-nous pas créées ! Croyez-moi, beaucoup de gens combattent tout simplement de telles nouveautés par nonchalance ou paresse intellectuelle. Mais lorsqu'ils voient les résultats atteints, ils disent : « A ce compte-là, on peut naturellement donner quelque chose. »

ACTIONS GRANDIOSES

...Je n'y pensais pas du tout ! Je ne me représentais pas du tout que cela devenait quelque chose de si puissamment efficace et enfin que cela était si riche de conséquences. Ce sont réellement des actions grandioses qui s'accomplissent ainsi et l'homme qui réfléchit à cela, est déjà même en tant que représentant le plus obstiné des anciennes conceptions, dans la voie de la nouvelle Allemagne.

Inversement, si nous avions dit à quelqu'un, autrefois, il y a trente ans : « Monsieur, voici une tirelire. Vous allez vous placer à un coin de rue, et vous allez demander que quelqu'un vous donne quelque chose pour vos compatriotes ». — Il aurait répondu : « Eh quoi, je veux bien donner quelque chose. Mais vous ne pouvez pas exiger cela de moi. Je suis Monsieur Untel et cela ne me vient pas à l'esprit ». Et, de plus : « Comment va-t-on m'apostropher ? » Oui, il n'était pas lui-même plus malin que celui qui lui aurait peut-être dit des sottises. Il faut éduquer les hommes par des contacts mutuels. Il est très bon qu'ils voient comment bien des gens adressent bêtement la parole à autrui.

Mais c'est précisément cette Œuvre qui a montré en peu d'années quelle influence on peut exercer sur un peuple et combien les hommes, à la fin, sont pourtant enthousiasmés par une grande idée, un grand travail ou une grande réalisation. Et ces hommes, nous les saisissons de tous les côtés. Cette éducation s'opère partout.

Je ne sais pas combien de fois on a répété jadis le mot de Napoléon, que « chaque soldat a son bâton de maréchal

dans sa giberne ». Il ne fallait pas alors prendre le mot à la lettre. Car dans des conditions normales, il était bien inconcevable qu'un soldat quelconque pût accomplir cette carrière. Tout cela a aujourd'hui changé. Alors qu'autrefois les décorations de l'ordre le plus élevé ne pouvaient être accordées qu'aux officiers, aujourd'hui un sous-officier ou un simple soldat, pourvu qu'il soit courageux, peut aussi bien les obtenir ! Un monde de préjugés a été aboli, un monde de préjugés, et, croyez-moi, la vie dans cet Etat deviendra, avec les années de plus en plus belle.

Les tâches auxquelles nous sommes appelés deviennent de plus en plus grandes, nous éduquerons notre peuple à leur image et le transformerons en une communauté de plus en plus étroite, de plus en plus intime. Et s'il reste encore quelques récalcitrants, nous leur ferons des funérailles d'honneur. Ce sont les derniers fossiles d'une époque révolue, encore intéressants peut-être à ce titre. L'avenir, lui, appartient aux peuples jeunes qui résolvent ce problème. Nous nous sommes attaqués à ces solutions et nous les conduirons à bon terme.

L'Œuvre de secours d'hiver constitue une puissante manifestation de communauté nationale, répondant aux prodigieuses manifestations communautaires de notre front. De même que, là-bas, un corps gigantesque et bien organisé remplit son devoir, ainsi la patrie, qui est prête à la même besogne, accepte tous les sacrifices que cette lutte à mort nous impose pour notre avenir.

Si je saisis cette occasion pour remercier encore une fois tous ceux qui au cours de la première campagne de l'Œuvre du secours d'hiver de cette guerre ont apporté leurs dons et ceux qui, d'une manière ou d'une autre, y ont prêté leur concours, je vous dis à tous : « Remplissez votre tâche au cours de cette seconde campagne de l'Œuvre de secours d'hiver, les uns comme aides volontaires, les autres comme bienfaiteurs volontaires ! Faites en sorte que cette Œuvre apporte une fois de plus aux yeux du monde le témoignage de notre sens d'une communauté indivisible, afin que ce monde puisse enfin se rendre compte que les spéculations sur le général Révolution sont une idiotie, et que nous avons un autre général : le général de l'accomplissement du devoir collectif ! »

C'est l'esprit de notre communauté nationale qui nous aide à tout supporter, qui fortifie notre peuple en perspective de tous les différends et de toutes les décisions de l'avenir !

Par là aussi *chacun* aide à briser la résistance de nos ennemis en leur enlevant de telles illusions et contribue *pour sa part* à propager une connaissance exacte de notre peuple. Plus le reste du monde verra que ce grand peuple constitue une communauté unique, et plus il comprendra combien son entreprise est vouée à un échec.

Ils pourraient briser des hommes allant chacun isolément leur chemin, mais *quatre-vingt cinq millions d'hommes animés d'une même volonté, d'une même résolution, et qui sont prêts à une même action, ne peuvent être brisés par aucune puissance du monde !*

DISCOURS DU 10 DECEMBRE 1940

Prononcé devant les ouvriers d'une usine d'armement de Berlin.

ALLEMANDS ET ALLEMANDES,
MES COMPATRIOTES !

MES CHERS OUVRIERS ALLEMANDS !

Si, à l'heure actuelle, je ne prends que très rarement la parole, c'est, d'abord, que je ne dispose que de peu de temps pour discourir et c'est, ensuite, parce que je crois que pour le moment il vaut mieux agir que de parler.

Nous nous trouvons engagés en plein dans un règlement de comptes dont l'objet est autre chose et plus que la victoire de l'un ou l'autre pays. Il s'agit ici de la lutte de deux mondes, qui sont actuellement aux prises. Je veux essayer de vous donner en bref et dans la mesure où le temps le permet un aperçu des motifs vraiment profonds de ce règlement de comptes. A cet égard, je tiens à ne faire entrer dans le cercle de mes considérations que l'Europe occidentale.

Les peuples dont il s'agit principalement ici — 85 millions d'Allemands, 46 millions d'Anglais, 45 millions d'Italiens et environ 37 millions de Français — constituent les noyaux des Etats qui se sont fait ou se font encore la guerre. Si j'établis une comparaison entre les bases vitales respectives de ces peuples, je constate le fait suivant :

46 millions d'Anglais dominent et régissent un complexe total d'environ 40 millions de kilomètres carrés de notre globe.

37 millions de Français dominent et régissent un complexe d'environ 10 millions de kilomètres carrés.

45 millions d'Italiens possèdent, pour ne parler ici que de territoires utilisables, une superficie d'à peine un demi-million de kilomètres carrés.

85 millions d'Allemands ne possèdent comme base vitale qu'à peine 600.000 *kilomètres carrés et cela seulement grâce à notre intervention.*

C'est-à-dire que 85 millions d'Allemands disposent de 600.000 kilomètres carrés, sur lesquels ils doivent organiser leur vie et que 46 millions d'Anglais dominent 40 millions de kilomètres carrés !

Or, mes compatriotes, ce partage de la terre n'a pas été l'œuvre de la Providence ou du Bon Dieu. Non ! Ce sont les hommes eux-mêmes qui ont opéré ce partage, et cela surtout dans les trois derniers siècles, donc à une époque où, malheureusement, notre peuple allemand était intérieurement impuissant et divisé. Définitivement morcelé, après la guerre de Trente Ans, en des centaines de petits Etats par le Traité de Munster, notre peuple a épuisé toute sa force en luttes intestines. Princes et principicules, rois et dignitaires ecclésiastiques ont maintenu notre peuple dans cet état de morcellement et lorsqu'enfin il sembla que ce démembrement, purement dynastique, de notre organisme ethnique, pouvait prendre fin, alors les partis sont venus, alors ont surgi des idéologies qui devaient poursuivre, à leur tour, l'œuvre de destruction autrefois commencée. A cette époque, le peuple le plus capable de l'Europe occidentale a consumé ses forces exclusivement à l'intérieur de ses frontières, alors que, dans le même temps, on opérait, au dehors, le partage du monde. Et ce n'est pas par des traités ou par des conventions obligatoires, mais uniquement par la violence que l'Angleterre s'est constitué son gigantesque Empire.

Le second peuple qui n'a pas trouvé son compte à cette répartition, le peuple italien, a connu et souffert le même sort. Déchiré et désagrégé intérieurement, disloqué en une foule de petits Etats, il a également consumé toutes ses forces dans les dissensions intérieures et n'a même pas été en mesure de garder en Méditerranée la position naturelle qui lui revenait de droit. Ces deux peuples forts sont ainsi tombés dans une

situation tout à fait hors de rapport avec celle des autres.

Mais on pourrait objecter : est-ce que cela est, au fond, la chose décisive ? Mes compatriotes, l'homme ne vit pas de théories et de phrases, ni de déclarations, et pas non plus d'idéologies ; il vit de ce qu'il peut, par son travail, arracher de vivres et de matières premières à la terre. C'est cela qu'il peut transformer, c'est cela qu'il peut consommer. Si sa propre base de vie lui offre trop peu de ressources, alors il mènera une existence précaire. Nous voyons que même à l'intérieur des frontières nationales, les contrées fertiles offrent de meilleures bases de vie que des régions pauvres. D'un côté des villages florissants, de l'autre des lieux de misère. Vivre dans des déserts pierreux ou sur une terre à blés fertile, ce sont des désavantages ou des avantages préalables, qu'on ne peut compenser entièrement ni par des théories ni par la volonté de travail.

Nous voyons donc que la cause première des tensions existantes réside dans le fait que ce monde est injustement réparti. Il est tout naturel que les choses se développent, ici, en grand, exactement de la même manière qu'à l'intérieur des frontières nationales. Tout comme à l'intérieur des nations, les trop grandes tensions entre riches et pauvres doivent être équilibrées soit par la raison, ou, si la raison fait défaut, souvent aussi par la violence, il n'est pas admissible, que, dans le concert des peuples, l'un réclame tout, sans rien laisser aux autres.

La Providence n'a pas placé l'homme dans le monde pour qu'il revendique à son profit quarante ou même quatre-vingt fois ce qui est accordé aux autres. De deux choses l'une : ou bien il fait preuve de raison et accepte un règlement convenu d'après des principes équitables, ou bien les opprimés et ceux qu'accablent les malheurs prendront un jour eux-mêmes ce qui leur revient. Il en va ainsi au sein même des peuples comme à l'extérieur.

Et à l'intérieur la grande tâche que je me suis assignée est de résoudre ce problème par l'appel à la raison, c'est-à-dire de résoudre les fortes tensions par l'appel à la compréhensivité de tous, de combler l'abîme existant entre la trop grande fortune d'un côté et la trop grande pauvreté de l'autre, en

reconnaissant toutefois que de tels processus ne peuvent pas s'accomplir du jour au lendemain, mais rapprocher peu à peu par la raison les classes trop distantes les unes des autres, cela vaut tout de même mieux que d'imposer une telle solution par la violence.

Le droit à la vie est un droit général, et le même pour tous. Il est donc inadmissible qu'un peuple dise aux autres : nous voulons bien volontiers vous laisser vivre aussi. Il est dans la nature de tout régime véritablement socialiste de faire le nécessaire pour qu'il ne soit pas donné d'aumônes mais qu'au contraire il soit établi des droits ! Il ne s'agit pas de faire en sorte que les peuples qui n'ont pas eu leur compte dans la répartition du monde reçoivent l'aumône qu'on veut bien leur accorder,.non, il faut que, comme dans la vie sociale normale, on reconnaisse leurs droits. La prétention au droit à la vie n'est pas la convoitise d'une aumône, mais la revendication d'un droit de caractère fondamental.

Ainsi le droit à la vie est en même temps une revendication justifiée du sol, qui seul donne la vie. C'est pour faire triompher cette revendication que les peuples ont combattu, lorsque la déraison menaçait d'étouffer leur développement. Il ne leur restait alors d'autre moyen que celui-là, car ils se rendaient compte que des sacrifices, même sanglants, valent toujours mieux que l'extinction progressive d'un peuple dans son ensemble.

C'est ainsi qu'au début de notre révolution nationale-socialiste, en 1933, nous avons formulé deux revendications : la première a consisté à réclamer l'union nationale de notre peuple, et cela dans la conviction bien établie que, faute d'une fusion de cette espèce, on n'aurait pu mobiliser les forces qu'il fallait pour poser et surtout pour imposer les droits essentiels à la vie du peuple allemand. Vous connaissez, en effet, la situation où nous nous trouvions il y a huit ans.

Notre peuple était à la veille de la débâcle :

Sept millions de sans-travail, environ 6 1/2 millions de travailleurs à temps réduit, notre économie menacée d'une dissolution désastreuse, l'agriculture devant la ruine, le commerce et l'industrie effondrés, la navigation arrêtée. On pouvait prévoir le mo-

ment où finalement, le chiffre des chômeurs aurait inévitablement passé de 7 à 8, à 9 et à 10 millions. On se trouva alors, devant une situation telle que le nombre des producteurs devenait toujours plus restreint, alors que le nombre des non producteurs, qui devaient pourtant être entretenus, s'élevait toujours, c'est-à-dire que les producteurs ne pouvaient plus retirer de leur travail qu'un fruit de plus en plus maigre, car, peu à peu, un producteur se trouvait devoir nourrir, en sus, un non producteur. Et il était d'ailleurs indifférent que l'on nourrît celui-ci soit par la voie de lois sociales, ou par le moyen d'aumônes. Or, lorsqu'un travailleur doit entretenir et nourrir quelqu'un qui ne travaille pas, les ressources finissent naturellement par devenir insuffisantes pour l'un comme pour l'autre. Après un certain temps, tous ont trop peu pour vivre et trop pour mourir.

L'union nationale était donc pour nous une des conditions préalables à réaliser pour pouvoir d'abord réorganiser toutes les énergies allemandes et montrer au peuple allemand combien grande est sa force, en sorte que, reprenant conscience de celle-ci, il y puise la volonté de se rappeler ses droits vitaux, de les formuler et de les faire triompher.

Cette union nationale, j'ai cru pouvoir la créer par un appel à la raison. Je sais que cet appel n'a pas été partout entendu. Pendant ma période de combats, j'ai été, durant près de quinze ans, attaqué des deux côtés. Les uns m'adressaient le reproche suivant : « Tu veux nous abaisser —, nous qui appartenons au monde intellectuel, aux classes supérieures, — au niveau des autres citoyens. Cela est impossible. Nous avons de l'éducation. Nous avons, de plus, de la fortune et de la culture. Nous ne pouvons suivre cette voie. » Ceux-là, on ne pouvait les convertir. Il y a encore aujourd'hui des gens qui ne sont pas convertissables. Mais dans l'ensemble, on a vu constamment augmenter le nombre de ceux qui reconnaissent que le morcellement de notre organisme social devait tôt ou tard précipiter toutes les classes dans l'abîme. J'ai naturellement essuyé aussi des attaques de l'autre côté. Ceux-là me disaient : « Nous avons notre conscience de classe ». Mais je devais partir du principe que, dans la situation actuelle, nous ne pouvions tenter aucune expérience. Il serait

assurément simple, en soi, de décapiter, pour ainsi dire, le monde intellectuel. Un tel processus pourrait s'accomplir sans difficulté. Mais on devrait attendre cinquante ou peut-être cent ans jusqu'à ce que cela repousse et ce temps perdu aboutirait à anéantir le corps du peuple allemand. En effet, comment une nation comptant 140 habitants par kilomètre carré pourrait-elle exister, si elle n'utilisait jusqu'aux dernières forces de son esprit et de ses mains, pour exprimer du sol ce qui est nécessaire à sa propre vie ! Cela nous distingue des autres.

Au Canada, par exemple, il y a un habitant par kilomètre carré; dans d'autres pays il y en a 6, 7, 8 ou 10. Certes, mes compatriotes, on ne peut dans ces conditions administrer d'une façon assez bête pour ne pas pouvoir vivre. Mais, chez nous, il y a 140 habitants par kilomètre carré ! Les autres ne peuvent pas s'en tirer avec dix habitants, mais nous, nous devons nous tirer d'affaire avec 140 habitants par kilomètre carré. On nous a posé ce problème, et c'est pourquoi en 1933 j'ai proclamé : ce problème, nous devons le résoudre, et c'est pourquoi nous le résoudrons.

Naturellement, ce ne fut pas chose facile et il va sans dire que tout n'a pas pu s'accomplir immédiatement. Les hommes sont le produit de leur éducation, et celle-ci commence presque toujours dès la naissance. Même un bébé est emmailloté autrement que celui du voisin. Mais, quand on a fait ainsi pendant des siècles, il vient tout à coup quelqu'un qui dit : « Je veux démailloter l'enfant de toutes ces enveloppes pour faire réapparaître sa nature originelle, car celle-ci est partout la même. » Vous avez seulement enroulé autour de lui ce qui le distingue des autres. Mais ils sont tous les mêmes à l'intérieur. Or, cela n'est pas tellement simple. D'abord tout le monde répugne à être arraché de ses langes. Chacun veut rester là où l'éducation l'a amené. Mais nous réussissons cependant. Nous avons une énorme patience ! Je sais que ce qu'on a fait pendant trois, quatre ou cinq siècles ne peut être supprimé en deux, trois ou cinq ans. Mais ce qui importe, c'est que quelqu'un ouvre la voie. J'ai reconnu autrefois que l'essentiel est ceci : nous devons créer la communauté populaire allemande si nous voulons attendre encore quelque chose de notre peuple. Le fait que tous nos ennemis s'y opposèrent prouve bien que cette vue était juste.

Cette union nationale était la première exigence. Elle a été réalisée pied à pied, morceau par morceau. Vous savez vous-mêmes tout ce que nous avons supprimé pour y parvenir. C'est beaucoup en six ou sept ans à peine. Quel aspect avait alors l'Allemagne ! Totalement impuissante et déchirée en partis, castes, classes, sectes intellectuelles et confessions. A tout cela, vinrent s'ajouter nos chers amis qui ne sont pas originaires de chez nous, mais sont immigrés de l'Orient. Ajoutons-y les divisions économiques et nos vieilles traditions étatiques. Ici la Prusse, là la Bavière, là le Wurtemberg — jusqu'au moment où on enleva à chacun son petit drapeau et où on lui dit : « Jette cela et prends enfin un drapeau commun en main. Les autres l'ont depuis longtemps, presque depuis trois cents ans ! »

L'Allemagne était le seul pays où chacun se promenait avec sa rosette particulière à la boutonnière et s'imaginait contribuer ainsi à renforcer l'expression de son moi, oubliant tout à fait que ce moi n'est qu'une partie de la collectivité, et que, lorsque celle-ci vient à se désagréger de la sorte, cela ne peut finir autrement que par l'effondrement de la nation. C'est pourquoi je me suis efforcé de la réaliser, cette exigence nationale. Et nous avons déjà accompli beaucoup dans ce sens. Nous avons balayé d'Allemagne toutes ces choses surannées. Et ce développement se poursuivit aussi dans d'autres domaines, où nous devions nous efforcer de rompre avec les vieilles traditions qui étaient chères à plus d'un. Nous le comprenons, beaucoup tenaient aux anciens insignes et aux anciens drapeaux, aux institutions et aux mouvements politiques d'antan, à leurs vieux préjugés de classe et de caste, à leur vanité de rang, etc. Je comprends parfaitement cette mentalité, mais il fallait tout de même à la longue y mettre fin et, de fait, nous y mettrons fin. Pour souder tout cela en un seul bloc, pour mener à bonne fin cette éducation, il a fallu un travail gigantesque. Etablir une communauté allemande, tel était le premier point du programme de l'année 1933.

Le second point du programme était le suivant :

L'élimination des entraves politiques imposées par l'étranger, qui trouvaient leur expression dans le traité de Versailles, qui empêchaient l'unification nationale de l'ensemble de notre peuple, qui prohibaient le rattachement au

Reich de grandes parties de notre peuples et qui surtout nous ont ravi nos possessions dans le monde, nos colonies allemandes. C'est dire, que ce second point du programme annonçait

la lutte contre Versailles.

Personne ne pourrait affirmer que je dise ceci aujourd'hui pour la première fois. J'ai dit cela pour la première fois, mes chers compatriotes, lorsque j'ai parlé en public après la grande guerre, étant moi-même encore soldat. Mon premier discours était déjà dirigé contre l'effondrement, contre le traité de Versailles et il préconisait le rétablissement d'un puissant Reich allemand. C'est par là que j'ai commencé. Ce que j'ai réalisé depuis, mes chers compatriotes, ce n'est pas un idéal nouveau, mais notre idéal de la toute première heure.

Voilà la première cause du conflit armé où nous sommes à présent impliqués. Car les autres ne voulaient pas notre unification intérieure, parce qu'ils savaient qu'alors cette masse nationale saurait réaliser ses prétentions vitales. Ils voulaient le maintien du dictat de Versailles, dans lequel ils voyaient un second traité de Westphalie. Mais à ceci s'ajoute un autre motif. J'ai dit que le monde a été inégalement partagé.

« POSSEDANTS ET NON POSSEDANTS »

Des observateurs américains et anglais ont trouvé pour cela une expression merveilleuse. Ils ont dit :

« *Il y a deux sortes de peuples, à savoir les possédants et les gueux. Nous autres, Anglais, sommes les possédants. Nous avons, en effet, 40 millions de kilomètres carrés. Et nous autres, Américains, sommes également les possédants. Et nous autres, Français, sommes des possédants aussi. Et les autres, ce sont les gueux, voilà tout ! Celui qui n'a rien, ne recevra rien. Il devra rester ce qu'il est. Et celui qui possède, gardera ce qu'il a et n'en lâchera rien.* »

Or, ma vie durant j'ai été un non possédant. A la maison j'étais un sans sou ni maille et je me range moi-même parmi ceux qui n'ont rien et c'est toujours pour

eux que j'ai lutté. C'est pour eux que je suis entré en lice et c'est pour cela que je me présente au monde entier comme un représentant de ceux qui n'ont rien.

Jamais je ne reconnaîtrai la prétention des autres à la légitime propriété de ce qu'ils ont acquis par des actes de banditisme et de violence. En aucun cas je ne puis tolérer qu'ils fassent valoir un droit sur ce qu'ils nous ont dérobé.

Il est intéressant d'observer la vie de ces richards. Dans ce monde anglo-français existe, dit-on, la démocratie.

DÉMOCRATIE = DOMINATION DU CAPITAL

Il paraît que cela, c'est le gouvernement du peuple. Or, celui-ci doit avoir la possibilité d'exprimer ses pensées ou ses désirs. Lorsqu'on examine ce problème de plus près, on peut constater que le peuple n'a tout d'abord par soi-même absolument aucune conviction et que cette conviction doit naturellement être formée par quelqu'un — d'ailleurs comme partout. Et le point important est alors celui-ci : qui éclaire un peuple, qui le forme ? Dans des pays de ce genre, c'est en fait, le capital qui domine, c'est-à-dire, en fin de compte, un groupe de quelques centaines d'hommes, en possession de fortunes énormes, d'hommes qui, par suite de la structure particulière de la vie publique, sont plus ou moins indépendants et libres. Ces gens disent : « Nous avons ici la liberté », pensant surtout, ce disant, à une économie libre et comprenant sous ce vocable la liberté non seulement d'acquérir du capital, mais encore et avant tout de l'employer de nouveau, librement, donc : d'être libre de tout contrôle de l'Etat, c'est-à-dire de tout contrôle national, aussi bien dans l'acquisition que dans l'emploi du capital. Tel est, en réalité, le contenu du concept de cette liberté.

Et maintenant ce capital se crée une presse à lui. Ces gens parlent de la « liberté de la presse ». En fait, chacun de ces journaux a un maître et seigneur et ce maître et seigneur est dans tous les cas le bailleur de fonds, le propriétaire. Et c'est ce monsieur qui prescrit l'attitude de ce journal, ce n'est pas le rédacteur en chef. Si celui-ci voulait écrire

autre chose que ce qui convient au « patron », il lui faudrait le lendemain prendre la porte. Cette presse qui est la création, absolument servile et sans caractère de ceux qui la possèdent, exécute des variations qui doivent soi-disant représenter l'opinion publique et l'opinion publique mobilisée par cette presse se divise à son tour en partis. Ceux-ci se distinguent entre eux aussi peu que les nôtres se sont jadis différenciés chez nous. Vous les connaissez bien, les ancien partis. C'était toujours bonnet blanc, blanc bonnet. En Angleterre, il en est le plus souvent ainsi : les familles se partagent, l'un est conservateur, l'autre libéral et le troisième travailliste. En réalité, ces trois membres de la même famille s'accordent comme larrons en foire, arrêtant ensemble leur attitude et la fixant « ne varietur ». A cela s'ajoute que le « peuple élu de l'univers » constitue en fait une communauté qui anime et dirige toutes ces organisations. De sorte que leur opposition est aussi, à proprement parler, toujours la même, car dans toutes les questions de principe où l'opposition devrait se faire sentir, ces partis sont toujours d'accord. Ils ont une seule et unique conviction et forment en conséquence avec leur presse l'opinion publique.

RICHESSE D'UN COTE — MISERE DE L'AUTRE

On pourrait penser que, dans ces pays de liberté et de richesse, il doit régner un bien-être inouï dont le peuple bénéficie. Or, c'est tout le contraire. C'est précisément dans ces pays que la détresse des masses est plus grande que partout ailleurs. Voilà cette riche Angleterre qui contrôle 40 millions de kilomètres carrés où doivent œuvrer 100 millions de travailleurs coloniaux ayant un lamentable niveau d'existence, comme c'est, par exemple, le cas aux Indes. On pourrait croire que, du moins en Angleterre, même un chacun doive participer à cette richesse. Bien au contraire : dans ce pays les différences de classes sont les plus accusées qu'on puisse imaginer. La pauvreté inconcevable, d'une part, et, de l'autre, une richesse tout aussi fantastique.

Ces gens ne sont pas arrivés à résoudre un seul problème !

Les travailleurs de ce pays qui dispose d'un sixième du globe et des richesses naturelles de l'univers logent dans de misérables masures et la grande masse est pitoyablement habillée.

Dans un pays qui possède du pain et toutes sortes de fruits en quantités plus que suffisantes, plusieurs millions d'hommes, parmi les couches inférieures de la population, souffrent de la faim et n'ont pas assez à manger pour se rassasier, même une fois. Ces gens qui pourraient arriver à fournir du travail à tout un monde ne réussissent pas à délivrer leur propre pays du chômage !

Au cours de plusieurs siècles, cette riche Angleterre a eu 2.500.000 sans-travail, cette riche Amérique, année pour année, 10 à 13 millions et la France 6, 7 et 800.000 chômeurs.

Oui, mes compatriotes, mais que dire alors de nous !

Ces faits sont toutefois assez faciles à comprendre : dans ces pays à régime soi-disant démocratique, le peuple n'occupe pas du tout la place principale.

Ce qui est décisif, c'est exclusivement le sort de ces quelques créateurs de la démocratie, c'est-à-dire de ces quelques centaines de gros capitalistes, qui possèdent toutes les entreprises, et leurs actions grâce auxquelles ils gouvernent en définitive ces peuples. Le peuple dans son ensemble ne les intéresse guère. Il les intéresse, comme il intéressait jadis nos partis bourgeois, seulement à l'époque des élections. Car ils ont alors besoin de voix. Mais à part cela, la vie des masses populaires leur est parfaitement indifférente.

APRES LA GUERRE : L'ANGLETERRE SE PREOCCUPE UN PEU DE LA QUESTION SOCIALE

A cela vient encore s'ajouter la différence d'instruction. Et n'est-il pas comique d'entendre un travailliste anglais — qui en tant que membre de l'opposition est officiellement payé par le Gouvernement — parler en ces termes : « Lorsque la guerre sera terminée, il y a une question sociale dont nous

... MUNICIPALA ... FONDUL ... LII DE ... CTURA

voulons surtout nous occuper. Il faut absolument que l'ouvrier anglais puisse aussi avoir une fois la possibilité de voyager. » Il est remarquable qu'ils se rendent enfin compte que les voyages ne doivent pas seulement être un privilège réservé aux millionnaires, mais qu'il faut au contraire que le peuple puisse aussi en jouir. Quant à nous, il y a déjà quelque temps que nous avons résolu ce problème.

Non, croyez-moi, dans ces Etats — ce qui ressort du reste de toute leur structure économique — c'est au fond l'égoïsme d'une toute petite minorité qui règne, sous le manteau de la démocratie. Or, personne ne corrige, ni ne contrôle cette minorité. Aussi ce que cet Anglais disait est-il fort compréhensible : « Nous ne voulons pas que notre monde sombre, d'une façon ou d'une autre. » Ils ont raison. Ils savent parfaitement que nous ne constituons pas une menace pour leur Empire. Mais ils disent avec beaucoup d'à-propos : « Si nous n'écartons pas et si nous n'exterminons pas ces conceptions si populaires en Allemagne, elles gagneront aussi notre peuple ; c'est là que réside le danger et c'est ce que nous voulons éviter. » Cela ne leur nuirait toutefois nullement, si cela arrivait. Mais ils sont si bornés, comme tant de nos compatriotes le furent jadis ! Dans ce domaine, ils préfèrent être simplement conservateurs et en rester à leurs expériences antérieures. Ils ne veulent surtout pas s'en écarter et ils ne s'en cachent pas. Ils disent franchement : « Toutes ces méthodes ne nous conviennent pas. »

Et ces méthodes, en quoi consistent-elles donc ? Vous savez bien, mes camarades, que je n'ai rien cassé en Allemagne. J'ai toujours agi avec beaucoup de précaution, parce que je crois que nous n'avons guère le droit de détruire. J'ai été fier que la révolution de 1933 se soit faite sans une fenêtre brisée. Et nous avons cependant accompli d'immenses transformations. Je ne veux évoquer ici que quelques faits fondamentaux :

Et voici d'abord le premier fait : Dans le monde de la démocratie capitaliste, le principe économique le plus important dit que le peuple est là pour l'économie et que l'économie est là pour le capital. Mais nous avons retourné ce principe et dit : Le capital est au service de l'économie et l'économie est au service du peuple ! Ce qui signifie en

d'autres termes que le peuple occupe la première place. Tout le reste n'est qu'un moyen pour un fin. Quand une économie n'arrive pas à nourrir et à habiller un peuple, c'est qu'elle ne vaut rien, même si quelques centaines de gens me disent : « Pour moi elle est bonne, excellente, mes dividendes sont épatants ». Evidemment ! Or, moi, les dividendes ne m'intéressent pas du tout. Nous y avons apporté des limites. Aussitôt l'on me dira : « Voyez-vous, nous y voilà. Vous terrorisez la liberté ! » Certainement, que nous terrorisons la liberté de faire des bénéfices aux frais de la communauté, et même si besoin en est, nous irons jusqu'à la supprimer, cette liberté !

LES CAPITALISTES ANGLAIS PROFITENT DE LA GUERRE

Pour ne donner qu'un exemple, ces capitalistes anglais ont la possibilité d'encaisser dans leur industrie des armements 76, 80, 95, 140, 160 % de dividende. Il est naturel qu'ils vous disent : « Si ces méthodes allemandes gagnent et même l'emportent, c'est la fin de tout ». En effet, ces messieurs ont absolument raison. Je ne tolérerais rien de semblable. J'estime que 6 % suffisent et de ces 6 % nous prélevons encore la moitié, en exigeant pour le reste la preuve qu'il est de nouveau placé dans l'intérêt de la communauté ethnique. Ce qui veut dire que l'individu n'a pas le droit de disposer à sa guise de ce qui doit être investi dans l'intérêt de ladite communauté. Si l'on dispose personnellement de façon raisonnable, c'est fort bien, mais au cas contraire l'Etat national-socialiste intervient.

Voici un autre exemple : En dehors de ces dividendes, il y a encore ce qu'on appelle les tantièmes de conseils d'administration. Vous ignorez peut-être encore complètement combien grande est l'activité des membres d'un pareil conseil !

Elle consiste à faire un voyage dans l'année ; il faut se rendre à la gare, s'installer ensuite en première classe et partir pour un endroit quelconque ; après quoi, il faut se diriger vers un bâtiment, vers 10 ou 11 heures, c'est selon, et là on vous lit un rapport qu'il faut bien écouter. Le rapport lu, il faut entendre les observations de quelques assistants. Entre-temps,

naturellement 1 heure ou 2 heures ont sonné. 2 heures sonnées, il faut de nouveau se lever et faire son voyage en sens inverse. Il va de soi qu'il faut revenir ! Et en première classe ! Et chacun de ceux qui se sont livrés à une pérégrination de ce genre a bien le droit de toucher comme indemnité soixante, quatre-vingt et cent mille marks — c'était d'ailleurs ce qui se passait aussi chez nous jadis — : car il a dû par là négliger un tas de choses, et la peine qu'il s'est donnée mérite aussi salaire! Bien entendu, nous avons mis un terme chez nous à ce scandale; car il n'y avait là qu'une dissimulation de bénéfices, tout simplement, et surtout il y avait de la corruption; car ce sont surtout MM. les députés qui font partie d'un conseil d'administration — comme chez nous autrefois. Nous avons supprimé cet abus. Aucun député ne peut faire partie d'un conseil d'administation, si ce n'est à titre gratuit. Il est impossible de toucher une rémunération quelconque, sous quelque forme que ce soit. Dans ces pays, il en va précisément d'une autre manière.

Ces gens me disent alors : « Voilà pourquoi ces Etats sont pour nous des Etats sacro-saints ! » Certes, cela rapporte ! Mais, ces Etats sont-ils aussi sacrés pour les peuples, c'est une autre affaire !

Ils nuisent aux peuples. J'estime qu'on ne saurait maintenir pareil état de choses; admettre qu'un homme s'éreinte une année durant pour un salaire proprement ridicule et qu'un autre s'installant un beau jour dans un rapide, touche pour cela des sommes fantastiques. Ce sont d'indignes abus !

D'autre part, nous nous opposons, nous autres nationaux-socialistes, à la monomanie de l'égalité. Si quelqu'un par son génie fait une invention extraordinaire et nous procure par la contention de son esprit un avantage énorme, alors nous ne lésinerons pas car il y a là du travail. L'homme qui l'a accompli est utile à notre collectivité nationale. Nous voudrions faire peu à peu en sorte qu'il fût impossible d'y vivre en frelon.

Et voyez-vous, ces exemples je pourrais les multiplier à n'en plus finir. C'est qu'il y a deux mondes aux prises et nos adversaires ont raison de dire : « Nous ne pourrons

jamais nous réconcilier avec l'ordre national-socialiste. » En vérité comment un capitaliste borné pourrait-il se déclarer d'accord avec mes principes ?

Le diable ira plutôt à l'église et y prendra de l'eau bénite avant que ces gens soient à même de discuter les idées qui, aujourd'hui, pour nous vont d'elles-mêmes ! Mais, en revanche, nous avons, nous autres, camarades, résolu nos problèmes !

L'OR DE L'ALLEMAGNE EST SA PUISSANCE DE TRAVAIL

On nous reproche encore autre chose. On vient nous dire : « Nous luttons, nous, pour le maintien de l'étalon-or. » Cela je le comprends, puisque ce sont eux qui ont le métal jaune. Nous en avons eu aussi, mais on nous l'a pillé, on nous l'a extorqué. Lorsque je suis arrivé au pouvoir, ce n'est pas par méchanceté que je me suis détaché de l'étalon-or. De toutes façons il n'y avait plus d'or, de sorte qu'il ne m'a été nullement difficile de m'en éloigner. Quiconque n'a rien n'a pas de peine à se séparer de ce qu'il ne possède pas. Nous n'avions plus d'or, nous n'avions plus de devises, on nous avait chipé tout cela en nous pressurant pendant quinze ans. Mais, mes compatriotes, cela ne m'a pas navré. Car nous avons édifié une tout autre structure économique.

A nos yeux, l'or n'est aucunement un facteur de valeur, mais uniquement un facteur d'oppression et de domination des peuples. Lorsque je parvins au pouvoir, je n'étais animé que d'un seul espoir, sur lequel j'échafaudai : c'était la confiance dans le zèle, la capacité du peuple allemand et de l'ouvrier allemand, dans l'intelligence de nos inventeurs, de nos ingénieurs, de nos techniciens, de nos chimistes, etc. C'est sur la force qui anime notre économie que j'ai échafaudé. Je me trouvais en face de cette simple question : Devons-nous périr parce que nous n'avons pas d'or ? Dois-je m'accrocher à une chimère qui nous mène à notre perte ? Mais si nous n'avons pas d'or, nous avons la puissance de travail.

Et la puissance de travail allemande, c'est notre or et c'est notre capital, et avec cette monnaie-là je me fais fort de battre toute autre puissance du monde !

Vous voulez habiter dans des logements qui doivent encore être bâtis. L'ouvrier doit donc les construire. Et les matériaux nécessaires, les matières premières doivent également être créés par le travail ! J'ai édifié toute mon économie sur la notion du travail ! Nous avons résolu les problèmes qui nous étaient posés, et ce qu'il y a de singulier, mes compatriotes, c'est que les pays capitalistes se sont effondrés avec leurs monnaies. La livre est maintenant invendable dans le monde. Si on la jette à quelqu'un, il s'écarte pour ne pas la recevoir.

Mais notre mark, qui n'est garanti par aucun or, est demeuré stable. Pourquoi cela ? C'est que, mes compatriotes, s'il n'a pas une couverture or, il est fondé sur votre travail !

Vous m'avez aidé à assurer la stabilité du mark. La monnaie allemande sans or a plus de valeur que l'or. Car elle est la production courante. Nous devons tout cela au paysan allemand, qui a travaillé du matin très tôt jusqu'au soir très tard, à l'ouvrier allemand qui a dépensé toute sa force pour nous. Et tout le problème s'est trouvé résolu tout d'un coup comme par enchantement.

Si, mes chers amis, j'avais déclaré publiquement il y a huit ou neuf ans : « Dans six ou sept ans, on ne se demandera plus : comment placer les chômeurs ? ? — le problème sera alors : où trouver de la main-d'œuvre ? » — si j'avais dit cela, cela m'aurait fait grand tort, car on aurait dit : « C'est un insensé ! On ne peut pas lui donner ses suffrages. C'est un fantasque ». Mais aujourd'hui cela est devenu la réalité ! Aujourd'hui il ne se pose plus qu'une seule question chez nous : Où est le personnel ?

Cela, mes concitoyens, c'est la bénédiction du travail. Seul le travail crée du nouveau travail. Ce n'est pas l'argent qui crée le travail. Seul le travail crée des valeurs, et ces valeurs sont données en rémunération aux hommes qui veulent eux-mêmes travailler de nouveau. La besogne que fait l'un assure à un autre les conditions premières de sa vie et par là de son travail. Et si nous mobilisons à outrance la puissance de travail de notre peuple, chacun de nous recevra une plus grande

part des biens de la vie. Le fait est que nous avons réintégré 7 millions de chômeurs dans le processus économique, que nous avons donné à six autres millions un emploi de toute la journée, au lieu d'un demi-emploi, que nous en sommes même venus aux heures supplémentaires, et que tout cela est payé comptant avec un reichsmark qui a gardé sa valeur tant que la paix a régné, et dont nous n'avons rationné le pouvoir d'achat que maintenant, pendant la guerre, non pas pour le dévaloriser mais parce que nous devons maintenant mettre une partie de notre industrie au service de la production de guerre, afin de pouvoir soutenir avec succès la lutte pour l'avenir de l'Allemagne.

Cela, mes compatriotes, c'est aussi un monde que nous construisons, un monde du travail en commun, un monde des efforts en commun, mais aussi un monde des soucis en commun et des devoirs en commun. Je ne me suis pas étonné que dans d'autres pays on ait commencé à rationner, ici au bout de deux, trois, cinq ou sept mois, là au bout d'un an. Croyez-moi, ce n'est pas un hasard. Dans tous ces pays, cela a été fait par calcul. Maint Allemand s'est peut-être étonné que les cartes de ravitaillement aient été émises dès le matin du premier jour de la lutte. Oui, mes chers compatriotes, ces cartes ont naturellement deux aspects. Certains diront peut-être : Ne serait-il pas plus raisonnable d'y renoncer dans tel ou tel domaine ? » On dira : « Qu'est-ce donc que tant et tant de grammes de café; personne n'en a grand'chose. Quelques-uns au moins en auraient davantage. » Je le concède. Mais c'est précisément ce que nous voulons éviter.

Nous voulons éviter que l'un ait plus que l'autre des choses les plus nécessaires à la vie. Il existe d'autres choses, par exemple un tableau de prix. Tout le monde ne peut pas acheter un Titien, même s'il a de quoi le payer, parce que le Titien n'a pas peint tant de tableaux. Il n'y a de toute façon que peu de personnes qui achètent cela. C'est une chose que l'on peut donner à quelqu'un par-ci par-là, s'il peut y mettre le prix, et alors il dépense son argent et ainsi cet argent circule. Mais quand il s'agit de la nourriture, tout le monde doit y avoir la même part !

Mais dans les autres Etats on a attendu. On se demandait : « Faut-il rationner la viande ? » C'était la première alerte. Cela voulait dire : si tu as du capital, prends tes précautions, achète une glacière et mets-y deux ou trois pièces de lard ! Ou bien on se demandait : « Faut-il rationner le café ? » Ici deux opinions se partagent les esprits : il faut ou il ne faut pas rationner. Il n'est pas impossible que finisse par prévaloir l'opinion selon laquelle il faut aussi rationner le café. Sur ce thème-là on écrit quatre semaines durant et tout citoyen un peu frotté d'égoïsme — ce qui se voit souvent dans les démocraties — se dit à part lui : « Ça y est, on va donc rationner le café ; bon, nous en ferons provision. » Et alors, alors enfin on rationne, bien entendu quand il n'y en a plus. Voilà ce que nous voulions éviter. Voilà pourquoi nous avons dû maintenant, pendant la guerre, imposer ces restrictions, dès l'abord, et d'une manière égale pour tous. Et nous n'entendons pas la plaisanterie quand quelqu'un contrevient à nos prescriptions.

Ceci est certain, mes chers compatriotes : à tout considérer, nous avons aujourd'hui un Etat qui, économiquement et politiquement, est autrement orienté que les démocraties occidentales. Dans cet Etat, il est hors de doute que c'est le peuple qui décide de l'existence. Le peuple détermine dans cet Etat les directives de son gouvernement. Car il a été, de fait, possible, dans cet Etat, d'intégrer d'abord une très grande partie de la masse dans le parti, dans cette gigantesque organisation qui part d'en-bas et englobe des millions d'hommes, qui compte des millions de fonctionnaires tous gens sortis du peuple. Et l'œuvre est construite de bas en haut. Pour la première fois dans notre histoire allemande, nous avons un Etat qui a éliminé par principe tous les préjugés sociaux dans la collation des emplois, et non pas seulement dans la vie civile. J'en suis bien la meilleure preuve moi-même, je n'ai même pas fait mon droit. Songez un peu à ce que cela représente ! Et malgré cela, je suis votre Führer.

Non seulement dans la vie publique nous avons fait en sorte que maintenant des hommes sortis du peuple puissent accéder aux plus hautes fonctions : il y a des Statthalter (Gouverneurs) du Reich qui ont été jadis ouvriers agricoles ou ajusteurs. Non, nous avons, dans cet Etat, frayé cette voie

nouvelle là même où c'était le plus difficile, dans l'armée. Des milliers d'officiers ont reçu leur promotion, qui sont sortis du rang. Ici aussi nous avons balayé tous les obstacles.

Nous avons aujourd'hui des généraux qui, il y a 22 ou 23 ans, étaient de simples soldats ou des sous-officiers. Nous avons vaincu ici tous les obstacles de rang social.

En agissant ainsi, c'est avant tout pour l'avenir que nous forgeons notre vie : nous avons d'innombrables écoles : établissements d'éducation nationale-socialiste, écoles Adolf Hitler, etc. Nous envoyons à ces écoles des enfants de la grande masse, fils d'ouvriers et de paysans, enfants bien doués, auxquels leurs parents n'auraient jamais pu payer les études supérieures. Ces enfants entrent ici petit à petit et y continuent à recevoir leur instruction, plus tard ils occuperont un poste dans l'Etat, ils entreront dans les « Ordensburgen » et dans le Parti. Ils occuperont un jour les emplois les plus élevés. Nous avons créé ici de grandes possibilités de construire cet Etat en partant de la base. C'est là notre but — je puis vous l'assurer, mes chers compatriotes — c'est aussi notre seul plaisir. Il est magnifique de pouvoir lutter pour un tel idéal. Il est si merveilleux que nous puissions nous dire : nous avons un but qui paraît presque de pure imagination; nous avons devant les yeux un Etat où, à l'avenir, chaque fonction sera remplie par le fils le plus capable de notre peuple, peu importe son origine.

Un Etat où la naissance n'est rien et où les accomplissements et les capacités sont tout.

Voilà l'idéal pour lequel nous travaillons et pour lequel nous luttons avec tout notre fanatisme, et, je puis le dire, c'est là notre plus grand bonheur. Rien au monde n'eût pu nous procurer une joie plus intense.

En face de cela nous trouvons un autre complexe, un autre monde.

En effet le dernier idéal y est toujours la lutte pour la fortune, pour le capital, pour la richesse familiale, la lutte pour l'égoïsme individuel, tout le reste n'étant que moyens pour parvenir à ses fins.

TELS SONT LES DEUX MONDES QUI S'OPPOSENT AUJOURD'HUI !

Nous savons très bien que si nous succombions dans cette lutte ce serait non seulement la fin de notre œuvre de construction socialiste, mais aussi la fin du peuple allemand en tant que tel. Car sans cette réunion de toutes nos forces il est impossible de nourrir ces hommes. Ils forment aujourd'hui une masse de plus de 120, 130 millions, qui dépend de cette union ; parmi eux 85 millions rien que dans notre peuple. Nous le savons.

L'autre monde, par contre, dit ceci : « Si nous perdons, notre édifice du capitalisme mondial s'écroule ».

Car nous avons dévalorisé l'or. Il gît dans nos caves et n'a plus aucune valeur. Si cette idée se propage chez les peuples, que le travail seul importe, que deviendrons-nous ? Alors nous aurions acquis notre or pour rien ! Toute notre prétention à la domination mondiale devient insoutenable. Les peuples renverseront les dynasties financières. Ils viendront ensuite avec les revendications sociales. Ce sera un effondrement du monde ». Je comprends donc qu'ils déclarent : « Nous voulons empêcher cela à tout prix, nous voulons éviter cela ». Ils voient très bien comment s'opère le développement de notre peuple. Ils s'en rendent très clairement compte. Pour n'en donner qu'un exemple : là un Etat gouverné par une couche supérieure très mince. Cette couche envoie ses fils à priori dans un seul établissement d'éducation, le collège d'Eton. Chez nous, ce sont les écoles Adolf Hitler ou les instituts d'éducation politico-nationale. Deux mondes. D'un côté les enfants du peuple, de l'autre uniquement les fils de cette aristocratie de l'argent, de ces magnats de la finance. Là ce sont seulement les gens sortis de cette école ; ici, ce sont des hommes sortis du peuple qui jouent un rôle dans l'Etat.

Ce sont là deux mondes. J'accorde qu'un de ces deux mondes doit s'écrouler. L'un ou l'autre. Mais si nous nous écroulions, le peuple allemand s'écroulerait avec nous.

Si l'autre monde s'écroule j'ai la conviction qu'alors et alors seulement les peuples seront libérés.

Car notre lutte n'est pas dirigée contre les Anglais ou contre les Français en tant qu'individus. Nous n'avons aucun grief contre eux. C'est ce que j'ai proclamé pendant des années en exposant le but visé par ma politique extérieure. Nous n'avons rien exigé d'eux. Rien du tout. Lorsqu'ils entrèrent en guerre, ils ne pouvaient pas dire : Nous entrons en guerre parce que les Allemands ont exigé ceci ou cela de nous ; ils ont dit au contraire : « Nous entrons en guerre parce que le système allemand ne nous plait pas ! ». « Parce que nous craignons que ce système ne s'introduise aussi dans notre peuple ». *C'est pour ce motif qu'ils ont fait cette guerre*. Ils voulaient ainsi ravaler notre peuple en le ramenant au temps de Versailles et aux détresses sans nom de cette époque.

Mais ils se trompaient singulièrement !

Si, dans cette guerre, les signaux sont placés de telle sorte que l'or combat contre le travail, le capital contre les peuples et la réaction contre le progrès de l'humanité, alors ce sera le travail, ce seront les peuples et ce sera le progrès qui remporteront la victoire.

Tout l'appui des juifs ne sera ici d'aucun secours.

J'ai prédit cela, depuis des années. Car qu'ai-je donc exigé de l'autre monde ? Rien, si ce n'est le droit pour les Allemands de se réunir et deuxièmement qu'on leur rende ce qu'on leur a pris, c'est-à-dire que je n'ai rien exigé qui ait pu constituer une perte pour les autres peuples. Combien de fois leur ai-je tendu la main ! Aussitôt après la prise du pouvoir. Je n'avais aucun désir d'armer.

ADOLF HITLER VOULAIT LA PAIX

Car qu'est-ce donc qu'armer ! Cela engloutit tant de travail ! Or, moi qui précisément considère la puissance de travail comme la chose décisive, je voulais utiliser la puissance de travail allemande pour d'autres plans. Et, mes compatriotes, je crois qu'on a déjà compris que j'avais des plans vraiment importants, de beaux et grands plans pour mon peuple. J'ai l'ambition d'enrichir le peuple allemand et d'embellir l'Allemagne ; je désire que le standard de vie de cha-

cun soit relevé. Je désire que nous recevions la plus belle et la meilleure culture. Je désire que le théâtre profite à tout le peuple et non pas aux « dix mille », comme c'est le cas en Angleterre et que d'une manière générale toute la culture allemande profite au peuple. Ce sont des plans énormes que ceux que nous avions, et pour cela j'avais besoin de puissance de travail. L'armement ne fait que me prendre les ouvriers. J'ai proposé de limiter les armements, mais on s'est ri de moi. Je n'entendis qu'un « non ». J'ai proposé de limiter seulement certains armements. On a refusé. J'ai proposé d'exclure de la guerre toute l'arme aérienne. On a aussi refusé. J'ai proposé de limiter l'arme des bombardiers. On a refusé tout cela. On disait : « C'est précisément avec elle que nous voulons vous imposer notre régime ».

Mais je suis l'homme qui ne fait rien à demi. S'il est un jour nécessaire de se défendre, alors je me défends avec un fanatisme indomptable. Lorsque je vis que le grand relèvement allemand mobilisait de nouveau et immédiatement en Angleterre les mêmes gens qui poussaient déjà au conflit avant la grande guerre, alors je me rendis compte que cette lutte devait être soutenue encore une fois, car les autres ne voulaient pas la paix.

Car la chose était bien claire : Qu'étais-je avant la grande guerre ? Un inconnu, un anonyme. Qu'étais-je pendant la guerre ? Un tout petit simple soldat. Je n'ai eu aucune responsabilité à la grande guerre. Mais quelles sont les gens qui dirigent actuellement l'Angleterre ? Ce sont les mêmes gens qui avaient déjà mené la campagne d'excitation avant la grande guerre, le même Churchill, qui fut déjà le plus ignoble excitateur pendant la guerre mondiale, ce Chamberlain, dernièrement décédé, qui excitait autrefois exactement de la même manière, et tout l'auditoire que cela présuppose, ainsi que, naturellement, ce peuple qui croit toujours pouvoir anéantir les nations avec les trompettes de Jéricho : Ce sont là de vieux fantômes qui ont repris vie !

En face de cela j'ai armé le peuple allemand, inspiré aussi par cette conviction : j'ai fait moi-même la grande guerre comme soldat et j'ai su souvent ce que c'était que d'essuyer le feu de l'ennemi sans pouvoir riposter, ce que c'était que de n'avoir pas de munitions ou d'en avoir trop peu, d'être tou-

jours battu par les autres. J'ai acquis alors toute ma foi en le peuple allemand et en son avenir, par ma connaissance du soldat allemand, du petit fantassin. Il fut à mes yeux le grand héros. Naturellement les autres couches sociales ont aussi fait tout leur possible, bien sûr. Mais il y avait tout de même une différence. L'un qui vivait chez lui dans la fortune et l'opulence, pour qui l'Allemagne d'autrefois était déjà très belle. Il pouvait participer à tout, à la culture, à la belle vie, etc., il pouvait jouir de l'art allemand et de bien d'autres choses; il pouvait rouler en auto à travers le paysage allemand, visiter les villes allemandes, etc.

Tout était beau pour lui. Qu'il s'exposât pour cet état de choses, c'était parfaitement compréhensible. Mais de l'autre côté, il y avait le petit « biffin ». Ce minuscule prolétaire qui avait eu auparavant à peine de quoi manger, qui devait toujours s'esquinter pour vivre et qui, cependant, avait quatre ans durant, combattu en héros au front. C'est en lui que j'ai placé ma confiance et c'est grâce à lui que je me suis ressaisi. Aussi, lorsque les autres désespéraient de l'Allemagne, ai-je retrouvé ma foi en elle en considérant cet humble. Je savais que

L'ALLEMAGNE NE PERIRAIT PAS !

L'Allemagne ne périra pas, aussi longtemps qu'elle aura des gens de cette trempe. Mais j'ai toujours constaté combien ces combattants, ces soldats n'avaient cessé d'être désavantagés parce que l'adversaire pouvait tout simplement en venir à bout par la quantité de son matériel. Je n'ai jamais pensé alors que l'Anglais nous fût supérieur, même individuellement. Il n'y a qu'un fou qui puisse dire que j'éprouvais un sentiment d'infériorité vis-à-vis de l'Anglais. Ces gens n'ont vraiment pas le sens commun ! Jamais je n'ai eu un sentiment d'infériorité !

Le problème du tête-à-tête d'un Allemand aux prises avec un Anglais n'a alors jamais été discuté. Car alors déjà les Anglais ont rempli l'univers de leurs gémissements jusqu'à ce qu'ils aient trouvé du renfort. Et j'étais résolu cette fois à prendre mes précautions dans le monde, à élargir notre position et ensuite à procéder à des armements tels que le soldat allemand ne se trouvât pas seul au front, abandonné à lui-même et victime de la supériorité du nombre.

Et la lutte est venue. Ici encore, j'ai fait tout ce qu'un homme pouvait faire, j'ai été presque jusqu'à m'avilir, en vue de l'éviter. J'ai multiplié les offres aux Anglais. Je me suis entretenu ici avec leurs diplomates, les conjurant d'entendre raison. Mais il n'y avait rien à faire. Ils voulaient la guerre et ils n'en ont pas fait mystère. Il y avait 7 ans que Churchill déclarait : « Je veux la guerre ! » Il l'a maintenant !

J'ai regretté de voir se combattre des peuples que j'aurais volontiers rapprochés et qui à mes yeux n'auraient pu ensemble que faire de bonnes choses. Mais si ces Messieurs se proposent de supprimer l'Etat national-socialiste, de dissoudre le peuple allemand, de le désagréger dans ses éléments, etc., ainsi que le voulaient leurs buts de guerre, correspondant à leurs intentions, ils se ménagent cette fois une surprise et je crois que cette surprise a déjà commencé !

Il y a parmi vous, compatriotes, beaucoup de vétérans de la guerre mondiale qui savent fort bien ce que sont l'espace et le temps. Bon nombre d'entre vous ont alors également combattu à l'Est et tous les noms que vous avez pu lire en 1939 vous sont encore tout à fait familiers. Peut-être en est-il d'innombrables parmi vous qui ont effectué des marches pénibles par mauvais temps ou sous un soleil brûlant. Les chemins n'en finissaient plus. Et combien durs furent alors les combats. Quel sang n'a-t-on pas répandu pour avancer péniblement de kilomètre en kilomètre !

Et, mes compatriotes, à quel pas de charge avons-nous cette fois parcouru ces immenses distances !

18 jours, et l'Etat qui voulait nous tailler en pièces aux portes de Berlin, n'existe plus.

Puis, ce fut le coup de main britannique sur la Norvège. J'ai dû, il est vrai, m'entendre dire de la part de ces Anglais qui savent tout que nous avons eu un sommeil hivernal, et un grand homme d'Etat assura même que j'avais manqué l'autobus. Et cependant nous sommes arrivés encore assez à temps pour y monter avant les Anglais.

Au surplus, nous nous retrouvions de nouveau, subitement, tout éveillés. Et en peu de jours nous nous sommes

établis solidement sur cette position norvégienne jusqu'à Kirkenes et j'ai à peine besoin de vous déclarer que : « Là où se trouve le soldat allemand, il n'en vient pas d'autre ! »

Et c'est alors qu'ils voulurent être encore plus malins et plus rapides à l'Ouest, en Hollande et en Belgique. Le résultat fut le déclenchement de cette offensive que de nouveau, nombre de nos vétérans, précisément, envisageaient avec anxiété. Je sais parfaitement ce que beaucoup pensaient alors. Ils avaient participé à la guerre mondiale à l'Ouest, à tous les combats de Flandre, d'Artois et autour de Verdun et ils étaient obsédés d'une idée fixe : « Aujourd'hui se dresse dans ces régions une ligne Maginot. Comment la forcer ? Et surtout que d'effusion de sang, que de victimes et avec quelle lenteur peut-être tout cela se déroulera-t-il ? » — Et en 6 semaines cette campagne était également terminée !

La Belgique, la Hollande et la France furent écrasées, les côtes de la Manche occupées ; nos batteries y furent installées et nos points d'appui organisés. De sorte qu'ici encore je puis dire : Il n'est pas de puissance au monde qui soit à même de nous évincer de ce territoire contre notre volonté !

GRANDES VICTOIRES — SACRIFICES MINIMES

Et maintenant, mes compatriotes, les sacrifices ? Individuellement ils sont très lourds : la femme qui pleure son mari a perdu ce qu'elle avait de plus cher, de même l'enfant qui pleure son père. La mère qui a dû consentir le sacrifice de son enfant, de même que la fiancée ou l'amie, qui ont vu les leur voler aux armées pour ne plus les revoir, toutes se sont immolées. Mais tout compte fait, comparativement aux holocaustes de la guerre mondiale, quelque douloureux que soit le sacrifice individuel, nous pouvons dire en considération du total : Combien ces sacrifices sont incomparablement minimes ! Représentez-le vous bien : nous n'avons même pas approximativement autant de morts que l'Allemagne en a eu en 1870-71 dans sa lutte contre la France. Par ces sacrifices nous avons brisé l'encerclement qui nous enserrait et le nombre des blessés est aussi extrêmement minime, seulement une fraction de ce que l'on pouvait attendre.

Et cela, travailleurs de l'armement, nous le devons, cela va de soi, à notre admirable armée, emplie d'un esprit nouveau et toute pénétrée également de l'esprit de notre communauté raciale, qui sait maintenant pourquoi elle combat. Nous sommes redevables de tout cela à nos soldats, qui ont fait des prodiges. Mais eux, camarades de l'armement, ils vous remercient de leur avoir donné des armes !

Car pour la première fois ils sont entrés en ligne sans le sentiment d'être inférieurs en nombre ou d'avoir un armement insuffisant. Dans tous les domaines nos armes étaient meilleures !

C'est votre mérite ! Le résultat de votre labeur qualifié, de votre diligence, de votre savoir-faire et de votre dévouement ! Et si aujourd'hui des millions de familles allemandes ont encore leur soutien ou le reverront, si d'innombrables pères et d'innombrables mères ont encore leur fils, c'est à vous qu'ils le doivent, mes travailleurs de l'armement ! C'est vous qui leur avez donné les armes qui leur ont permis de vaincre comme ils ont vaincu, des armes qui aujourd'hui leur donnent une assurance telle que chaque soldat peut se dire : Non seulement, nous sommes les meilleurs soldats de l'univers, mais nous possédons encore les meilleures armes du monde, et cela non seulement aujourd'hui, mais encore à jamais, plus que jamais.

C'est là qu'est la différence avec la guerre mondiale. Ce n'est pas la seule, car, avant tout et surtout, le soldat allemand a cette fois les munitions qu'il lui faut. Je ne sais pas, compatriotes, mais j'ai l'impression qu'après coup, la guerre passée, si l'on se met à calculer, on pourra peut-être même aller jusqu'à dire : « Monsieur, vous avez été un gaspilleur ; vous avez fait fabriquer des munitions qu'on n'a pas employées ! Tout est encore là ! Oui, camarades, j'ai fait fabriquer des munitions, parce que j'ai participé à la guerre mondiale et parce que je voulais éviter ce qui s'est passé alors, me disant :

On peut remplacer les obus, les bombes, mais non les hommes !

De sorte que dans cette lutte le problème des munitions n'en a pas été un, peut-être seulement comme problème de ravitaillement. Et la lutte terminée, nous avons dans tous les domai-

mes à peine consommé un mois de notre production. Et nous sommes aujourd'hui armés à tout événement,

quoi que fasse l'Angleterre !

Les coups que nous lui assénerons deviendront chaque semaine plus violents et si elle essaie de reprendre pied sur le continent, nous ne tarderons pas à lui faire face !

Je sais que nous n'avons rien désappris ! Espérons que les Anglais n'ont rien oublié.

Quant à la lutte aérienne, je ne l'ai pas voulue non plus. Mais nous l'avons entreprise, et nous la mènerons aussi à bonne fin ! Je ne l'ai pas voulue; je m'y suis toujours opposé. Cette guerre-là, nous nous en sommes abstenus pendant toute la campagne de Pologne. Je n'ai pas fait exécuter des attaques nocturnes. Et nos ennemis, de dire, à Londres : « Mais, oui, c'est parce qu'ils ne savent pas exécuter de raids nocturnes ».

Entre temps, ils ont bien dû se rendre compte que nous savions voler de nuit. Mais, de nuit, on ne peut pas aussi bien viser, et je ne voulais attaquer que des objectifs militaires; je ne voulais attaquer que sur le front, je ne voulais combattre que contre des soldats et non contre des femmes et des enfants. C'est pour cela que nous ne faisions pas de raids nocturnes. Au cours de la campagne de France, nous n'en avons pas fait. Nous n'avons pas procédé à des attaques de nuit. Lorsque nous avons attaqué Paris, nous n'avons choisi comme buts que des installations militaires. Nos aviateurs ont visé avec une précision admirable. Tous ceux qui l'on vu, ont pu s'en persuader. C'est alors que ce grand stratège de Churchill a conçu l'idée lumineuse de commencer une guerre aérienne nocturne. Il l'a inaugurée à Fribourg-en-Brisgau et l'a poursuivie ailleurs. Pas une installation militaire n'a été détruite, car, d'après les nouvelles anglaises, il n'y a là, de toutes façons plus qu'un paysage lunaire. Or, ils n'ont pas même su mettre hors d'usage une seule installation de guerre. Mais ils ont à vrai dire atteint plusieurs malheureuses familles, des femmes et des enfants. Les hôpitaux sont un de leurs objectifs préférés. Pourquoi ? On ne peut pas s'en expliquer la raison. Vous savez vous-mêmes, Berlinois, combien souvent nos hôpitaux ont été bombardés. Bien ! J'ai patienté un mois, pensant que les Anglais renonceraient à cette nouvelle méthode de guerre,

après la fin de la campagne de France; ce fut en vain. J'ai patienté un deuxième, un troisième mois. Si les Anglais continuent à lancer des bombes, je ne puis plus assumer devant mon peuple la responsabilité de laisser mes propres compatriotes aller à leur perte pour épargner des étrangers, mais il nous faudra alors aussi mener cette guerre.

Et elle sera menée avec décision, avec le matériel, les moyens et le courage dont nous disposons.

Lorsque l'heure de la dernière explication aura sonné, cette explication-là viendra aussi. Mais il y a un point que je ne veux pas tarder à signaler à ces Messieurs : l'heure de cette explication, c'est nous qui la fixerons ! Et à ce sujet je suis très prudent. Nous aurions peut-être déjà pu attaquer à l'Ouest en automne de l'année passée; mais j'ai voulu attendre que le temps fût favorable. Et je crois que le jeu en a valu la chandelle.

Nous sommes nous-mêmes à ce point sûrs du succès de nos armes que nous pouvons bien nous payer ce luxe. Le peuple allemand tiendra parfaitement pendant le temps qu'il faudra. Je crois qu'il me saura gré, si je préfère quelquefois temporiser un peu et que, de la sorte, je lui épargne beaucoup de victimes.

Il est aussi de la nature de l'Etat raciste national-socialiste, que, même dans la guerre, il épargne et ménage les vies humaines, là ou il n'est pas absolument nécessaire de les exposer. Il s'agit, n'est-ce pas, de nos compatriotes.

Ainsi, déjà dans la campagne de Pologne, nous avons renoncé maintes fois à une manœuvre offensive, à une avance en force, parce que nous étions persuadés que huit ou quinze jours plus tard le problème se résoudrait de lui-même.

Nous avons souvent obtenu de grands succès sans sacrifier pour cela une seule vie humaine.

Ce fut également le cas à l'ouest. Et je veux qu'à l'avenir il en soit de même. Nous ne voulons pas enregistrer des succès de prestige ni exécuter des attaques de prestige, mais nous voulons toujours nous laisser conduire exclusivement par de froides considérations militaires. Ce qui doit se faire, nous

le ferons, mais nous voulons éviter tout le reste. Et, au demeurant, nous n'avons tous qu'un seul espoir, c'est qu'un jour l'heure sonnera où la raison sera victorieuse et où la paix reviendra. Mais que le monde sache bien ceci :

Je ne suis pas homme à cesser à mon désavantage la lutte il n'y aura pas de défaite allemande, ni militairement, ni par la durée, ni pour des raisons économiques. Quoi qu'il puisse advenir, l'Allemagne sortira victorieuse de cette lutte !

Je ne suis pas homme à cesser à mon désavantage la lutte une fois entamée. C'est ce que j'ai démontré dans ma vie et, à ces messieurs qui n'ont appris à connaître ma vie que par la presse des émigrés, je montrerai que je suis ici resté le même !

A l'époque où j'entrai dans la vie politique, j'ai déclaré à mes adhérents, qui formaient alors un très petit groupe de soldats et d'ouvriers :

Dans notre vocabulaire et dans le mien il y a un mot qui manque absolument, c'est le mot capitulation !

Je ne désire pas la guerre; mais si l'on m'y contraint, je la ferai tant qu'il me restera un souffle de vie. Et je puis faire la guerre à présent, parce que je sais que j'ai derrière moi le peuple allemand tout entier.

Aujourd'hui, j'ai la charge de sa vie à venir et j'agis en conséquence. J'aurais pu me rendre ma propre existence plus commode. Je lutte depuis 20 ans et tous ces soucis, tout ce labeur sans trêve, je les ai pris sur moi uniquement parce que j'avais conscience que je devais faire cela pour notre peuple allemand. Ici ma propre vie et ma propre santé ne jouent aucun rôle. Je sais que, dans un même esprit, se range avant tout derrière moi l'armée allemande : soldats et officiers, jusqu'au dernier. Tous ces fous qui se sont imaginés qu'il puisse y avoir jamais ici des fissures, ont perdu de vue que le troisième Reich n'est plus le deuxième. Mais, exactement de même, le peuple allemand se range en bloc derrière moi, et j'en remercie avant tout l'ouvrier allemand et le paysan allemand. Ces deux-là m'ont mis à même de préparer ce combat, de créer, au point de vue du matériel, les conditions pour tenir le coup. Et ce sont encore ces deux-là qui me mettent en

mesure de mener la guerre à bonne fin, quelle que doive en être la durée.

Ici je remercie encore particulièrement la femme allemande, ces femmes innombrables qui doivent accomplir en partie le rude travail des hommes, qui se sont accoutumées de grand cœur et avec fanatisme à leur nouvelle profession et ainsi prennent à tant d'endroits la place que les hommes ont laissée vide. Je vous remercie vous toutes, qui faites ce sacrifice personnel et qui supportez les nombreuses privations inévitables. Je vous remercie au nom de tous ceux qui aujourd'hui représentent le peuple allemand et de ceux qui, à l'avenir, seront le peuple allemand.

Car cette lutte n'est pas seulement une lutte pour le moment présent, c'est en premier lieu une lutte pour l'avenir. J'ai dit le 3 septembre 1939 que le temps ne nous vaincrait pas, que les difficultés économiques ne nous terrasseraient jamais et que bien moins encore les armes auraient raison de nous. Cela est impossible ! Qu'il en sera ainsi, voilà ce dont la tenue même du peuple allemand répond !

Qu'il en sera ainsi, c'est ce qui vaudra aussi à l'avenir du peuple allemand une riche récompense. Si nous sommes sortis vainqueurs de cette guerre, ce n'est pas qu'elle ait été gagnée par deux ou trois industriels ou millionnaires, ou par quelques capitalistes ou par une poignée de gentilshommes ou — qui sait ? — de bourgeois ou par quelqu'un d'autre.

Mes ouvriers, vous devez voir en moi votre garant. Je suis issu de ce peuple ; pour ce peuple allemand j'ai lutté tout le temps de ma vie et, lorsque ce combat-ci, le plus dur de ma vie sera terminé, il ne peut trouver son couronnement que dans un nouveau travail pour le peuple allemand !

Nous avons fait ici de grands projets, dès à présent, de grands projets qui visent tous au même but, à savoir d'ériger pour de bon cette fois l'Etat national allemand, de le renforcer toujours plus, de familiariser toujours mieux le peuple allemand avec la grande histoire de notre existence. Mais aussi de lui ouvrir l'accès à tout ce qui rend la vie digne d'être vécue.

Nous nous sommes décidés à démolir toujours davantage

les barrières qui pouvaient empêcher chacun de monter selon ses capacités et de prendre la place qu'il mérite. Nous avons la ferme volonté d'édifier un Etat social qui doit être et sera exemplaire dans tous les domaines de la vie.

C'est en cela et en cela seulement que nous voyons la victoire finale ! Car, nous l'avons vue chez les autres. Il y a vingt ans ils ont vaincu en apparence. Qu'est-il advenu de leur victoire ? Rien que de la misère et de la détresse. Le chômage en est résulté. Ils n'ont combattu que pour une maudite ploutocratie, pour ces quelques dynasties financières qui administrent leur marché financier, pour les quelques centaines d'hommes qui dirigent, en fin de compte, ces peuples. Cela doit nous être une leçon à tous !

Quand cette guerre sera terminée, un grand travail doit commencer en Allemagne, et un nouveau réveil retentira dans le pays allemand. Car le peuple allemand arrêtera alors la fabrication des canons et commencera alors les œuvres de la paix et le nouveau travail de construction pour les masses de millions d'hommes de sa population ! Alors seulement nous montrerons au monde ce qu'est en vérité le maître et qui est le maître : Le capital ou le travail ! Et alors naîtra de ce travail le grand Reich allemand dont a rêvé autrefois un grand poète. Ce sera l'Allemagne à laquelle chacun de ses fils sera attaché d'un amour fanatique, parce qu'elle sera, même pour le plus pauvre, la vraie patrie et qu'elle lui ouvrira aussi les portes de la vie.

Mais si quelqu'un vient me dire : « C'est une fantaisie d'avenir, un espoir ! » — je dirai que, lorsqu'en 1919 je commençai ma carrière comme soldat anonyme et inconnu, j'ai dû en m'aidant de l'imagination, ouvrir les horizons du plus vaste avenir. Ces espoirs sont devenus réalité.

Ce que je me suis posé comme plan et me suis donné comme but aujourd'hui n'est rien en comparaison de ce que nous avons déjà derrière nous en fait de résultats acquis et de succès.

Cela sera certainement atteint plus vite et plus sûrement que ce que nous avons dû accomplir jusqu'à présent. Car la voie qui conduisit un inconnu anonyme au rang de Führer de la nation allemande fut certainement

plus difficile à gravir que la voie qui ira du Führer de la nation allemande à l'organisateur de la paix future.

Autrefois, j'ai dû lutter et combattre pendant quinze ans pour gagner votre confiance. Aujourd'hui, grâce à votre confiance, je puis combattre et lutter pour l'Allemagne !

Et le temps viendra un jour à nouveau où nous devrons lutter ensemble pleins de confiance pour ce grand Reich de la paix, du travail, de la prospérité, de la culture, que nous voulons ériger et que nous érigerons. Encore une fois :

Je vous remercie !

DISCOURS DU 30 JANVIER 1941
AU PALAIS DES SPORTS A BERLIN

Prononcé à l'occasion du 8e anniversaire de la prise du pouvoir en 1933.

Dans le domaine de la politique extérieure, la réorganisation des Balkans continue; adhésion au pacte tripartite de la Hongrie, le 20 novembre 1940; de la Roumanie, le 23; et de la Slovaquie, le 24 du même mois. La Bulgarie s'apprête à s'y joindre (le 2 mars 1941), tandis que la Yougoslavie hésite encore à se prononcer.

ALLEMANDS ET ALLEMANDES,

MES COMPATRIOTES !

Il s'est produit souvent déjà, dans l'histoire, et aussi dans l'histoire de notre propre peuple, des changements de gouvernement. Mais il est certain qu'aucun changement de gouvernement n'a eu des conséquences aussi profondes que celui qui s'est opéré chez nous il y a huit ans. La situation du Reich était alors désespérée. En effet, on ne nous a pas appelés à assumer le gouvernement de la nation à un moment où celle-ci était en train de prendre un brillant essor, non ! On nous a donné le pouvoir sous la pression de la plus rude contrainte qu'on pût imaginer, à savoir sous la contrainte de la constatation que tout était déjà perdu. Aux yeux des mieux intentionnés, cela pouvait peut-être apparaître encore comme une dernière tentative de salut ; les malveillants, eux, espéraient au contraire voir ainsi le mouvement national-socialiste condamné, lui aussi, à échouer définitivement.

Si l'on ne réussissait pas à sauver le peuple allemand comme par un miracle, la situation qui existait alors devait forcément aboutir, par la suite, à une issue catastrophique. Car, depuis quinze ans déjà, on n'avait cessé de descendre la pente. Il est vrai que cette situation n'était elle-même que le résultat de la guerre mondiale et de son issue malheureuse, de notre propre débâcle intérieure, politique, morale et, conséquemment, militaire.

C'est pourquoi il est important, précisément en un jour comme celui-ci, de nous rappeler la cause de tout ce malheur national.

Quel avait été le motif de la guerre mondiale ? On n'a déjà que trop écrit d'études sur ce sujet. Des docteurs américains ont, par ordre de l'actuel président Roosevelt, recherché la cause de cette guerre mondiale et constaté qu'il ne pouvait s'agir d'en imputer la faute à l'Allemagne. En des heures historiques d'une telle importance, seules jouent un rôle les personnalités qui se manifestent vraiment comme éminentes à la lumière de l'opinion publique. Or, ce n'était pas alors le cas. Ni du côté allemand, ni du côté adverse, il n'y avait aucune personnalité de format éminent. On ne pouvait donc chercher le motif profond du conflit dans l'insuffisance ou même seulement dans la volonté de certains individus ; en réalité, les causes étaient plus profondes.

D'abord, la forme de l'Etat allemand ne pouvait avoir été la cause de la guerre alors déchaînée. Car l'Allemagne était déjà démocratique, et quelle démocratie ! Strictement copiée sur le modèle de l'étranger, des pays occidentaux, solution de compromis entre la monarchie et la démocratie parlementaire, elle était donc ce qu'on appelle une monarchie constitutionnelle pratiquement dirigée par un Parlement. Cet Etat ne pouvait, par conséquent, sous cette forme-là, avoir été vraiment la cause de la guerre des démocraties contre le Reich d'alors.

Considérée comme facteur politique en face du monde, l'Allemagne pouvait déjà donner plus de motifs à conflit, car, après avoir été pendant des siècles, divisée et impuissante, les tribus et Etats allemands s'étaient enfin — si l'on regarde les choses d'un point de vue plutôt extérieur — agglomérés en un nouvel Etat, en un Reich et avait ainsi intégré, dans ce qu'on appelait, en Europe, l'équilibre des forces, un nouvel élément dynamique, qui produisait naturellement l'impression d'un corps étranger.

Plus impérieuse était peut-être encore l'aversion éprouvée contre le Reich en tant, aussi, que facteur économique. Alors que pendant des siècles l'Allemagne avait cherché à venir à bout de sa misère économique soit en laissant les gens mourir

peu à peu de faim, soit en les contraignant à émigrer, l'Allemagne de cette époque commença, grâce à la consolidation de sa puissance politique, à devenir aussi de plus en plus une puissance économique, c'est-à-dire à exporter des marchandises au lieu d'êtres humains et à s'assurer les débouchés nécessaires de par le monde. Evolution qui, de notre point de vue, était naturelle et juste, mais du point de vue des autres, il est vrai, fut considérée comme une intervention dans leurs domaines les plus sacrés. Et nous arrivons ainsi immédiatement à l'Etat qui a vu là une insupportable entreprise, à savoir l'Angleterre !

Depuis 300 ans, l'Angleterre avait formé peu à peu ce qu'on appelle son empire. C'est non pas par la libre volonté ou par les manifestations, intentions ou conceptions concordantes de ceux qui en font partie que cet empire mondial a été soudé, mais bien uniquement par la force. Les guerres ont succédé aux guerres, les asservissements aux asservissements, les effondrements d'Etats aux effondrements d'Etats pour, finalement, créer ce conglomérat qui a nom Imperium britannique.

En même temps, les principes démocratiques invoqués n'étaient partout qu'un masque dissimulant en réalité la domination des peuples et, dans le détail, l'oppression comme le bâillonnement des individus...

Cet Etat ne saurait aujourd'hui risquer de consulter ses membres pour leur demander en un libre scrutin, si maintenant, au bout de siècles de savantes manœuvres, ils seraient disposés à devenir spontanément associés de cette communauté mondiale. Au contraire, nationalistes égyptiens et nationalistes hindous doivent se rendre par milliers dans les cachots et les prisons.

> Ce n'est pas en Allemagne que l'on a imaginé les camps de concentration dont les inventeurs sont les Anglais qui, par une institution de ce genre, pensaient pouvoir peu à peu briser l'échine des peuples,

avoir raison de leur existence nationale et les dissoudre en vue de les incliner à subir le joug britannique de la démocratie. Pour réussir, l'Angleterre usait aussi, il est vrai, d'un autre puissant moyen, celui du mensonge et de la phrase à fins de propagande. Il y a un proverbe

qui dit que lorsque l'Anglais parle de Dieu il pense au coton. Et c'est encore le cas aujourd'hui. Si l'on se représente la piété et la foi intenses qu'affichent ces gens qui, d'un cœur de glace, poussent les peuples les uns après les autres dans une lutte qui ne sert que leurs intérêts matériels à eux, alors on peut seulement dire ceci :

Rarement l'hypocrisie humaine a atteint la performance que lui font atteindre les Anglais d'aujourd'hui. Dans tous les cas, le résultat de ces trois siècles d'évolution dans le sang — qui est celle de la Grande-Bretagne — est le fait que 46 millions d'Anglais de la métropole dominent aujourd'hui un quart de la surface de la terre, en superficie et habitants, c'est-à-dire que 46 millions d'êtres humains se voient attribuer 40 millions de kilomètres carrés.

Mes compatriotes, il importe de le répéter, de le crier hautement pour que tout le monde nous entende, car d'effrontés menteurs démocratiques s'en viennent prétendre que les soi-disant Etats autoritaires veulent conquérir le monde, alors qu'en réalité ce sont nos vieux ennemis qui, depuis toujours, se sont lancés à la conquête du monde.

Cet Empire mondial britannique n'a laissé en se constituant qu'un flot de sang et de larmes. Il domine actuellement sans conteste une immense partie de la terre. Cependant, maintenant encore, cette domination mondiale ne s'impose pas par la puissance d'une idée, mais essentiellement par la force de la contrainte, et lorsque celle-ci ne suffit pas, par la pression des intérêts capitalistes ou économiques.

Lorsque nous nous représentons cette étrange formation de l'Empire mondial britannique, elle nous devient intelligible par le fait que le continent européen en tant que facteur cohérent, est complètement éliminé par cette évolution. C'est ce que démontre surtout l'effacement du Reich allemand. Durant trois cents ans, il n'y a pas eu pratiquement d'Allemagne. Alors que les Anglais, tout en parlant de Dieu, n'avaient en vue que leurs intérêts économiques, le peuple allemand dut se livrer, pendant des siècles, à de sanglantes guerres civiles, causées par des luttes religieuses exaspérées, et ce fut une des circonstances qui offrirent à l'Empire mondial britannique la possibilité de se former.

C'est en effet dans la mesure où le peuple allemand gaspillait ses forces à l'intérieur, s'effaçant ainsi comme facteur de puissance, que l'Angleterre pouvait constituer, par le rapt, son empire mondial.

Mais ce ne fut pas seulement l'Allemagne qui, pendant ces trois siècles, fut pratiquement exclue de la concurrence sur cette terre. Il en fut de même de l'Italie où se découvraient des symptômes analogues, moins de nature religieuse comme en Allemagne, mais plutôt d'ordre politique et dynastique. En Extrême-Orient, pour d'autres raisons, s'effaçaient aussi de grandes nations qui, également depuis quatre cents ans commençaient à se séparer du reste du monde, négligeant leur propre espace vital et s'isolant volontairement.

Ainsi se produisit, notamment en Europe, une constellation politique que l'Angleterre se plaisait à appeler l'équilibre des forces, mais qui, en réalité, n'était qu'une désorganisation du continent européen en faveur de l'Empire insulaire britannique. Aussi ce fut le but de la politique anglaise, depuis des siècles, de maintenir cette désorganisation, non pas, naturellement, sous ce terme, mais sous un vocable plus beau. On ne parlait pas de coton ni de désorganisation, mais de Dieu et de l'équilibre des forces. Et c'est seulement ce soi-disant équilibre des forces, c'est-à-dire en réalité l'impuissance intérieure de l'Europe qui a permis à l'Angleterre, suivant les cas et les besoins, de dresser un Etat contre l'autre, de manière à toujours occuper la force européenne dans des combats intérieurs pour pouvoir, tranquillement, pénétrer dans les espaces du globe où la résistance était relativement faible.

Et pourtant, c'est une sottise que de parler aujourd'hui d'une puissance mondiale de l'Angleterre ou de considérer celle-ci comme la maîtresse du monde, car, malgré ses conquêtes, l'Angleterre n'en reste pas moins l'Etat le plus arriéré de l'Europe au point de vue social.

C'est un Etat qui ne pense qu'à servir les intérêts d'un petit nombre d'individus haut placés et de leurs compères juifs. Cet Etat oublie sciemment les intérêts de la masse. On se contente de phrases, on parle de liberté, on parle de démocratie, on parle des conquêtes d'un système libéral, mais ces mots ne signifient rien d'autre que le maintien du régime d'une certaine classe de la société qui, grâce à son capital, a mis la

main sur la presse, l'organise, la dirige et façonne ainsi « l'opinion publique ». On comprend ainsi que des millions d'hommes vivant dans un pays aussi favorisé par la nature, dans un Etat qui dispose des plus grands trésors de la terre, qui a à sa disposition un espace vital gigantesque, qui, au fond, a à peine un habitant par kilomètre carré, ne puissent profiter en aucune façon de ces richesses et qu'ils mènent une vie plus misérable que ceux qui habitent dans les Etats surpeuplés de l'Europe Centrale. Dans ce pays qui est un paradis pour quelques-uns, la masse souffre, en réalité, d'une misère sans bornes : misère dans l'alimentation, misère dans l'habillement, misère surtout dans l'habitation, dans la garantie de son gain et dans l'ensemble de sa législation sociale ; et si un secrétaire du parti travailliste anglais qui, soit dit en passant, est payé par l'Etat pour faire de l'opposition, se lève soudain et vient nous dire :

« Après cette guerre, après la victoire, il faudra que l'Angleterre s'attaque aux questions sociales et à la solution des problèmes sociaux; il faudra que nous nous occupions aussi des masses » etc. — je répondrai à ce secrétaire : il y a longtemps que tout cela est réalisé chez nous.

Mais cette situation ne nous intéresse que dans la mesure où elle confirme notre affirmation, à savoir que l'Angleterre est le pays le plus arriéré du monde au point de vue social. Par conséquent cette richesse extérieure, toute colossale qu'elle puisse paraître, est en réalité une richesse stérile, si l'on met à part quelques individus et que l'on considère l'ensemble de la masse.

A l'extérieur aussi, cette domination universelle n'est plus qu'une illusion. Le monde a de nouveaux centres. Des Etats gigantesques sont nés, en dehors du continent européen ou le dépassant de beaucoup, et l'Angleterre ne peut ni les attaquer ni même les menacer. L'idée britannique de domination universelle en est réduite à chercher l'aide d'autrui pour pouvoir s'attaquer au continent. En dehors de ce continent européen, la diplomatie britannique peut tout au plus essayer de faire entrer en scène des forces étrangères pour conserver sa position, si possible. Autrement dit, elle doit désormais s'efforcer de transformer le soi-disant équilibre européen en un équi-

libre mondial. En d'autres termes jeter des Etats mondiaux les uns contre les autres pour maintenir du moins une partie de sa puissance mondiale.

ILS NOUS HAISSENT DEPUIS DES SIECLES

En Europe, le réveil des peuples a déjà supprimé ce qu'on appelle la théorie de l'équilibre, c'est-à-dire le principe de la désorganisation du continent. C'est sur ce continent désagrégé que la nation allemande a commencé à avoir pleinement conscience d'elle-même et à former son nouveau Reich. Au Sud, l'Italie a suivi la même voie. Par là ont surgi de nouveaux éléments qui ont fait une chimère de l'équilibre des forces. Et c'est là que nous voyons maintenant la véritable cause profonde de la guerre mondiale.

Depuis 1871, c'est-à-dire depuis que les fractions de l'ethnie allemande ont commencé à s'organiser et à reconstituer un empire sous la direction d'un homme d'État de génie, depuis que la renaissance du peuple allemand, qui s'annonçait depuis longtemps déjà, s'est traduite en son unité politique, depuis cette époque l'Angleterre s'est mise à poursuivre de sa haine cette nouvelle formation. Dès 1871, que dis-je dès 1870, aussitôt après la bataille de Sedan, des journaux anglais ont immédiatement fait valoir que ce nouvel ordre de choses était plus nuisible à l'Angleterre que la France d'autrefois, elle, ne l'avait jamais été. On avait déjà espéré alors que la Prusse réussirait bien à refouler de nouveau la France dans une longue guerre mais on ne voulait pas que de Prusse surgit une restauration nationale allemande et surtout un nouvel empire allemand. Ainsi vinrent les temps qui s'écoulèrent de 1871 à 1914, dans lesquels l'Angleterre ne cessa d'exciter à la guerre contre l'Allemagne, s'en prenant à celle-ci à toute occasion jusqu'à ce que, finalement, éclatât la guerre mondiale, œuvre d'un groupe infime de forbans internationaux sans foi, ni loi.

L'Angleterre n'a pu également faire cette guerre qu'avec l'assistance de l'étranger. Il est intéressant sous ce rapport de suivre toute l'évolution de cette politique mondiale britannique depuis 400 ans environ.

Tout d'abord, lutte contre l'Espagne avec l'aide des

Hollandais, ensuite lutte contre ceux-ci avec l'appui d'autres Etats d'Europe, dont également la France, puis lutte contre la France avec l'assistance de l'Europe, enfin, lutte contre l'Allemagne, avec le concours de l'Europe et du surplus de l'univers à disposition. La guerre mondiale, qui de 1914 à 1918 a ébranlé notre continent jusque dans ses fondements, était exclusivement l'œuvre délibérée de la politique anglaise. Or, bien qu'à ce moment-là le monde entier ait été mobilisé contre l'Allemagne, celle-ci n'a pas été réellement vaincue. Nous pouvons le dire aujourd'hui en toute tranquillité. Je ne voulais pas m'ériger en critique du passé, aussi longtemps que je n'avais pas fait mieux.

Mais aujourd'hui je puis, comme l'un de ceux qui ont mieux fait, considérer et juger le passé en critique. Et je ne puis dire qu'une chose : le succès des autres en 1918 est uniquement le résultat d'une rare accumulation d'incapacités, d'incapacités à la direction de notre peuple, accumulation sans pareille, que l'histoire n'avait jusqu'alors jamais vue et que l'avenir ne reverra pas, vous pouvez m'en croire.

NOUS ETIONS DE TROP BONNE FOI

Et cependant, le soldat allemand a résisté plus de 4 ans à l'assaut d'un monde en armes contre lui. Et il aurait tenu plus longtemps sans un autre facteur, à savoir la foi alors encore persistante du peuple allemand en l'honorabilité du surplus de l'univers démocratique et de ses hommes d'Etat. Cette foi que beaucoup ont alors déplorée a reçu dans l'histoire une terrible récompense.

Et lorsque maintenant les Anglais viennent à nous en croyant qu'il suffit de placer de nouveau dans le gramophone les vieux disques de propagande des années 1917-1918 pour en obtenir de nouveaux effets, je ne puis que leur dire que s'ils n'ont rien oublié, ils n'ont, non plus — pour leur malheur — rien appris. Et c'est en cela qu'ils se distinguent du peuple allemand !

Le peuple allemand a appris depuis, mais il n'a, lui aussi, non plus rien oublié. Et ici nous ne voulons pas être mesquins. L'histoire compte déjà quelques violations de foi jurée, mais ce qu'on a vu dans les années

1918, 1919, 1920 et 1921, c'est non pas un parjure car ce sont des parjures à la chaîne !

Ce n'est pas une fois que l'on a manqué de parole, car on n'en a tenu aucune.

Jamais une grande nation n'a été aussi trompée que l'a été le peuple allemand à ce moment-là. Quelles assurances ne nous a-t-on pas données, quelles promesses n'a-t-on pas faites à ce peuple de bonne foi — et que n'a-t-on pas infligé, en fait, à notre peuple ! On nous a dépouillés et pressurés. On a eu recours pour cela à un homme d'Etat étranger, un Américain, pour mieux capter notre confiance. Et c'est peut-être bien pourquoi le peuple allemand est tombé dans ce panneau. Aussi, est-il maintenant immunisé contre toute tentative analogue. Le peuple allemand a eu alors pendant une série d'années l'occasion de réfléchir sur la loyauté des promesses et assurances démocratiques, des grands mots démocratiques et des hommes d'Etats démocratiques, d'établir des comparaisons et de vérifier pratiquement sur lui-même ce qui en résultait. Et c'est finalement de ces temps que procède le mouvement national-socialiste !

LE MIRACLE DE LA FOI

Et si l'on nous demande maintenant : « Pourquoi vous êtes-vous jetés à corps perdu dans une idéologie toute nouvelle ? » nous répondrons : « Parce que celle qui l'a précédée a lamentablement fait fiasco ! » Et cela point seulement à l'intérieur. Certes, la démocratie était chez nous « at home » un misérable état de choses. 40 à 50 partis aux prises en raison de leurs intérêts provenant de leurs conceptions philosophiques, depuis la notion de la grande propriété, en passant par celle des « maillots jaunes », jusqu'à celle des petits propriétaires — que voilà réellement un tableau peu captivant. Mais n'insistons pas — si, du moins, pour cette misérable déformation de notre existence à l'intérieur de notre démocratie, nous avions eu un équivalent au dehors, alors l'on pourrait dire : « Bon ! à l'intérieur, l'institution a raté, mais dans la politique internationale on nous a, en revanche, convenablement traités ! A l'intérieur le tout n'était qu'une mauvaise plaisanterie, mais à l'extérieur on a tout de même eu l'air de vouloir nous prendre au sérieux. On a tenu, pour partie, parole. »

Mais qui ont-ils pillé quinze années durant, qui ont-ils trompé et pressuré ? Peut-être l'Etat national-socialiste ? Que non, précisément la démocratie allemande !

Lorsqu'en 1918 je rentrai de l'ambulance dans mes foyers et vis les événements de l'hiver 1918-1919, alors, naturellement, je compris nettement, comme d'autres, qu'il ne fallait plus attendre du monde politique existant en Allemagne une rénovation du pays.

Et j'ai commencé, comme tant d'autres, à chercher. C'est alors que naquit la conception qui, plus tard, sous la dénomination de national-socialisme, a conquis le peuple allemand, partant de l'idée que la nation allemande était déchue parce qu'elle s'était permis le luxe de gaspiller ses forces à l'intérieur. Or, d'après une loi immuable, cette dépense de forces à l'intérieur a également paralysé la force à l'extérieur. La démocratie d'alors a naturellement espéré gagner l'amitié et la sympathie des autres, mais elle n'a connu que le pur égoïsme des cruels et odieux intérêts financiers qui se mirent à piller tout ce qu'ils trouvaient. Il ne fallait pas s'attendre à autre chose.

Mais les dés étaient jetés. Un fait me sembla évident, c'est que tout essor véritable ne pouvait partir de l'extérieur, mais seulement de l'intérieur. Il fallait que la nation allemande passât par une nouvelle organisation de sa vie politique intérieure, permettant de concentrer de nouveau toute la force de l'Allemagne et surtout sa force idéaliste. Cette force idéaliste, dans la situation qui se présentait alors, se trouvait dans deux camps, dans le camp socialiste et dans le camp nationaliste. Et c'étaient précisément ces deux camps, qui s'affrontaient et se combattaient le plus violemment, qui devaient être joints pour former une nouvelle unité.

Mes compatriotes, aujourd'hui où des millions d'entre vous marchent sous le signe de l'union, cette idée semble toute naturelle, mais en 1918 et 1919 elle paraissait être le rêve d'une imagination malade. Tout au plus me regardait-on avec pitié. Peut-être fut-ce un bonheur, mes compatriotes ! Si alors on m'avait pris au sérieux, on m'aurait vraisemblablement anéanti. Le mouvement était en effet beaucoup trop petit pour pouvoir opposer de la résistance à la volonté qu'on avait de l'anéantir. Peut-être la nature, ou encore le destin

auquel Dieu préside, ont-ils voulu que l'on rie de nous, que l'on se moque, qu'une certaine propagande nous tire en dérision et que l'on considère tout cela comme une plaisanterie. C'est ainsi que, peu à peu, nous avons réussi à créer dans notre mouvement le premier germe d'une nouvelle communauté du peuple et, phénomène historique à peine croyable, sous la direction d'hommes absolument inconnus à gagner des partisans, en première ligne parmi les vastes masses.

Cette évolution n'a réussi jusqu'à présent que dans un autre Etat, en Italie, on ne la retrouve nulle autre part en Europe.

Nous en voyons peut-être les débuts dans beaucoup d'Etats, mais chez certaines démocraties qui reconnaissent bien l'importance d'une telle évolution, on croit pouvoir obtenir des résultats analogues par des impostures. On oublie cependant une chose essentielle, c'est qu'une telle renaissance d'un peuple représente un phénomène miraculeux, un phénomène qui suppose plus de foi que de savoir abstrait et de sophistique.

C'est cette foi primitive des vastes masses, qui peu à peu vinrent à nous dans les années 1918, 1919, 1920 et 1921, qui forma le premier noyau de notre mouvement, c'est elle qui fit venir à nous ces petites gens des fabriques, des mines, des fermes et des bureaux, c'est elle qui fit lutter ces petites gens pour l'avenir de cette idée, de ce mouvement et pour sa future victoire.

Nous avons défendu alors le point de vue que si la nation allemande ne redressait pas sa situation dans le monde, c'est-à-dire si elle ne redevenait pas un facteur de puissance, alors elle compterait effectivement en peu de temps vingt millions d'hommes de moins.

Le calcul était facile à faire. Le chômage s'étendait d'année en année, et, par suite, se faisait encore sentir davantage l'absence de buts dans les conceptions économiques et nationales. Le perpétuel changement de régime empêchait tout projet à longue vue. Ceux qui dépassaient trois mois n'avaient plus de sens, parce que celui qui les créait savait déjà que trois mois plus tard il ne serait plus au pouvoir. L'un se disait : « Pourquoi réparerais-je ce que d'autres ont mal fait ? » L'autre : « Pourquoi faire mieux, si un autre doit prendre ma place ? » — On ne trouvait plus aucune raison

d'en venir à des solutions vraiment radicales. Mais alors l'impuissance nationale devait nécessairement s'accroître, les ruines s'étendre, le nombre des chômeurs grossir et celui des travailleur diminuer ; les charges qui reposaient sur leurs épaules devaient encore augmenter, leur force pour les supporter faiblir toujours plus et, finalement, on ne pouvait plus s'attendre qu'à une débâcle dont on ne pouvait prévoir la fin. Et c'est ainsi qu'il fallait s'attendre à voir se réaliser la prophétie du grand démocrate français Clemenceau qui avait exprimé un jour cette pensée si humaine que nous avions vingt millions d'hommes de trop. A ces symptômes s'opposait le programme d'une concentration de la force allemande dans le but de défendre de tous côtés notre droit à l'existence.

Nous avions ainsi choisi un chemin entre deux extrêmes. Auparavant, nous étions tombés déjà dans l'extrême du libéralisme individualiste qui fait de l'individu non seulement le centre de toute pensée, mais aussi de toute action. L'autre extrême était celui que présente la théorie de l'humanité en tant que conception universelle. C'est entre ces deux extrêmes qu'allait maintenant se placer notre idéal : le peuple dans lequel nous voyons une communauté morale et physique, voulue et formée par la Providence, le peuple dans lequel nous nous trouvons placés et au sein duquel seulement nous pouvions devenir les maîtres de notre vie. Nous avons consciemment subordonné toutes nos pensées à ce but, adapté les intérêts à ce but, fait concorder avec lui toutes les mesures. C'est ainsi qu'est né le monde d'idées nationales-socialistes, qui représente une victoire sur l'individualisme, non pas en ce sens que les capacités individuelles se trouvent restreintes ou que l'initiative de l'individu soit paralysée, mais dans ce sens :

Qu'au-dessus de la liberté individuelle, au-dessus de toute initiative particulière se place l'intérêt commun et que cet intérêt commun est le principe régulateur, déterminant, et suivant les besoins, l'élément retardateur ou impératif.

GRANDS SACRIFICES

Notre lutte fut alors dirigée contre tous, contre les partisans du principe individualiste et contre ceux de l'idée d'hu-

manité. En quinze années de lutte, nous avons conquis la nation allemande. J'ai toujours été d'avis, au cours de cette lutte, qu'il fallait gagner mes compatriotes. Mes partisans, qui atteignaient au bout d'un an le nombre de dix mille et devinrent par la suite de plus en plus nombreux, étaient des gens qui, auparavant, avaient cru en une autre doctrine. Ceux qui adhéraient à mon parti étaient des Allemands qui avaient appartenu jadis à d'autres mouvements. Des centaines de milliers de mes SA et de mes SS avaient combattu dans les rangs d'autres organisations.

Ce fut une lutte d'idées et d'âmes, la plus formidable peut-être de toute l'histoire. Je ne pouvais évidemment contraindre personne à venir avec moi, à entrer dans mon organisation. Tous devaient avoir au cœur une conviction profonde, et leur conviction les a entraînés aux grands sacrifices.

En vérité, cette lutte devait être conduite avec l'esprit, c'est-à-dire avec l'empire du discours, de la parole, de l'écriture, donc de la conviction. Et lorsqu'un adversaire malveillant disait : « Je ne puis vous tenir tête par l'esprit, mais je suis plus fort que vous. Et puisque je ne peux pas vous résister par l'esprit, j'emploierai la violence » — alors, mais alors seulement, n'oubliant pas que j'étais ancien combattant, j'ai choisi la seule réponse possible en face de la violence : répondre à la violence par la violence !

Telle fut l'origine de ce mouvement de lutte qui combattit avec l'esprit aussi longtemps que l'adversaire employa cette arme, mais qui n'hésita pas à faire appel à la violence lorsque l'adversaire croyait pouvoir tuer l'esprit par la violence.

LA VOIE LEGALE

Nos adversaires d'alors, ce sont les mêmes que ceux qui, à l'heure actuelle, nous combattent de l'extérieur : un ramassis de gens de tous les pays, aux sentiments, aux pensées et aux actions dominés par l'internationalisme. Vous, mes camarades, vous connaissez les coalitions d'alors, celles qui cherchaient à nous barrer le chemin ; j'ai le droit de dire aujourd'hui : dans cette lutte des esprits, nous avons toujours eu le dessus ; en effet, lorsque je fus enfin appelé au

pouvoir, j'y arrivai par la voie légale, grâce au formidable mouvement qui me suivait, sous la présidence du général-feldmaréchal von Hindenburg !

Autrement dit :

La révolution dite nationale-socialiste a vaincu la démocratie, dans la démocratie et par la démocratie !

Elle s'est assuré tous les moyens du pouvoir en agissant d'une manière strictement légale. Si je suis aujourd'hui devant vous, c'est en vertu du mandat que j'ai reçu de la nation allemande, mandat infiniment plus étendu que celui de n'importe quel soi-disant homme d'Etat démocratique actuel.

NOTRE PROGRAMME

Lorsque je pris le pouvoir en 1933, notre chemin était clairement dessiné. 15 années de lutte l'avaient déterminé dans tous ses détails, mille manifestations nous avaient engagés à l'égard du peuple allemand. Je serais malhonnête et mériterais d'être lapidé si je m'étais écarté ou si je m'écartais de ce programme, ne fût-ce que d'un pas.

Quel était donc ce programme ? Au point de vue social : création de la communauté populaire allemande, élimination de tous les préjugés de classe et de caste, éducation de l'Allemand à l'idée de communauté, anéantissement, si cela était nécessaire, de ceux qui ne voulaient pas se plier à cette idée de communauté. Au point de vue économique : organisation d'une économie nationale, qui, tout en reconnaissant la valeur de l'initiative privée, subordonne l'ensemble de la vie économique à l'intérêt général.

Et croyez-moi, il n'est plus possible, actuellement, de s'imaginer un autre but. En des temps où les peuples sont obligés de défendre leurs intérêts sur les champs de bataille et ne peuvent plus établir de différence entre ceux qui ont beaucoup et ceux qui ont peu à défendre, à une telle époque, il n'est plus possible de maintenir des avantages économiques ou des positions prédominantes qui tournent au désavantage de l'intérêt général.

VERSAILLES — LA PLUS GRANDE INJUSTICE

Ici comme partout, je me suis engagé dans la voie de l'enseignement, de l'éducation et de la lente accoutumance. Je suis fier d'avoir accompli cette révolution sans qu'il y eût une seule vitre cassée en Allemagne, révolution qui conduit aux plus grands bouleversements qu'ait jamais vécus l'univers, qui n'anéantit pas la moindre valeur, mais sait organiser peu à peu la grande communauté, l'aiguiller sur d'autres voies, jusqu'à ce qu'elle ait trouvé sa nouvelle forme. Tel fut notre but.

Il en fut de même pour la politique extérieure. J'ai établi un programme : suppression de Versailles. Le monde ne doit pas se conduire en insensé et répéter que c'est là un programme que j'ai découvert seulement en 1933, 1935 ou 1937. Il aurait suffi à ces Messieurs, au lieu d'écouter les âneries d'une clique d'émigrés, de lire ce que j'ai écrit, ce que j'ai écrit mille fois.

Personne n'a expliqué ni écrit ce qu'il veut plus souvent que je ne l'ai fait; je n'ai cessé d'écrire : suppression de Versailles.

Non pas que je me sois mis cette idée en tête, mais parce que Versailles a été la plus monstrueuse injustice et le traitement le plus odieux dont ait jamais souffert un grand peuple, et parce que, sans la disparition de cet instrument qui devait fatalement aboutir à l'anéantissement de l'Allemagne, il n'existait plus de possibilité de vie pour notre peuple.

C'est ce programme qu'en l'année 1919, étant encore soldat, j'ai défendu; j'en ai fait alors la première fois l'objet d'un discours, et c'est ce programme que j'ai porté devant moi, sans me laisser distraire par quoi que ce soit, comme un commandement solennel et impérieux, pendant toutes les années qu'a duré la lutte pour la conquête du pouvoir. Et quand j'ai conquis le pouvoir, je ne me suis pas dit à moi-même comme les politiciens de la démocratie : Maintenant l'affaire est dans le sac, foin des programmes ! Au contraire à ce moment j'ai fait en quelque sorte un vœu : Seigneur Dieu, je vous remer-

cie de m'avoir mené là où je pourrai enfin réaliser mon programme.

OFFRES SUR OFFRES

Toutefois ici non plus je ne voulais pas réaliser ce programme par la violence, mais j'ai parlé autant qu'un homme peut le faire. Mes discours au Reichstag, qu'aucun homme d'Etat démocrate ne saurait subtiliser devant l'histoire, sont là qui en témoignent. Que de propositions ne leur ai-je pas faites ! Comme je les ai priés d'entendre raison et de ne pas rogner les possibilités de vivre et de subsister d'un grand peuple ! Comme je leur ai démontré que cela ne saurait leur être à eux-mêmes d'aucune utilité, que c'était insensé et que même cela ne pouvait que leur porter préjudice. Que n'ai-je fait au cours de toutes ces longues années pour leur aplanir le chemin vers une entente ! Il n'aurait pas été nécessaire d'en venir à cette course aux armements, si les autres ne l'avaient pas voulu. Je leur ai soumis des propositions. Mais j'avais beau faire, chaque proposition, uniquement parce que c'était moi qui la faisais, suffisait à mettre aussitôt en branle une certaine clique judéo-internationale, précisément, mes chers compatriotes, comme chez nous-mêmes, en Allemagne, où chaque proposition raisonnable que nous, nationaux-socialistes, faisions, était rabrouée d'avance, parce qu'elle émanait de nous.

Il en a été de même ici. Mon discours au Reichstag du 17 mai 1933 et mes discours ultérieurs, mes innombrables déclarations dans des assemblées publiques, tous les mémoires que j'ai écrits à cette époque-là, sont surtout pénétrés de cette idée : de trouver en toutes circonstances le chemin conduisant à une revision pacifique de ce traité.

TOUT FUT VAIN

Que ce traité fût un document infâme, voilà ce que ses auteurs eux-mêmes ont fini par avouer ; ils ont même reconnu qu'il fallait considérer la possibilité d'une révision. Ils avaient désigné à cet effet la Société des Nations ; c'est-à-dire qu'ils avaient confié au renard la garde de la basse-cour. Cette Société des Nations qui, d'une part, existait pour assurer

l'exécution de ce traité, devait, d'autre part, être l'autorité compétente pour en faire la révision. D'abord nous ne faisions pas partie de la Société des Nations, et plus tard, la participation allemande ne consistait au fond qu'à effectuer des paiements annuels. C'est là la seule chose « positive » qui en soit jamais résultée pour l'Allemagne. Mais, quant au reste, l'Allemagne était tout de même une démocratie. Ses démocrates s'y sont faits des mendiants, ils sont tombés à genoux devant cet aréopage international et ils ont supplié : « Donnez-nous la révision ! » Peine perdue !

Comme national-socialiste j'ai vu au bout de peu de mois que devant cette assemblée il n'y avait rien à gagner. Et j'en ai tiré les conséquences. Assurément nos adversaires nous ont confondus avec les gens à qui ils avaient eu affaire depuis novembre 1918. Mais avec ces gens-là, ni le peuple allemand, ni nous, n'avons rien de commun. Ce n'était pas là l'Allemagne. C'était une petite poignée de misérables individus payés par les Anglais et les Français et manœuvrés par les Juifs ! Ce n'était pas là le peuple allemand ! Le peuple allemand n'avait rien à voir avec ces gens-là. Etablir un rapport entre nous et eux, c'est nous faire injure !

Si donc on croyait pouvoir appliquer contre nous les mêmes méthodes que celles appliquées précédemment contre les hommes de novembre, on se trompait à coup sûr. Alors naturellement ils ont raisonné à côté de la question. Il y avait une chose qu'ils ne pouvaient pas attendre de nous : que nous allions à Genève pour y mendier sans cesse, pour recevoir des coups de pied et nous remettre à mendier ensuite. Ils confondaient l'ancien soldat du front allemand avec les traîtres de l'année 1918.

LES ANGLAIS NE NOUS ONT PAS TERRASSES

Ces hommes de novembre, ils ne pouvaient faire autre chose que de se soumettre. Car ils étaient pris aux lacets de finance de cet autre monde. Mais nous, nous n'avions aucune raison de courber la tête devant cet autre monde. Ou vraiment, les Anglais s'imaginent-ils d'aventure que, devant l'Angleterre, je sois pris d'un complexe d'infériorité ? Dans le

temps ils nous ont trompés par une flouerie et par un mensonge.

Mais les soldats britanniques ne nous ont pas terrassés !

Et maintenant on ne dirait pas qu'à cet égard il y ait quelque chose de changé.

Dès lors ceci était clair à mes yeux : si nous n'obtenons rien à Genève par des discussions et des arrangements volontaires, nous devons nous éloigner de Genève. De ma vie je ne me suis jamais imposé à personne. Celui qui ne tient pas à parler avec moi, n'a pas besoin de le faire. Moi, je n'en ai pas besoin.

EMPIRE MONDIAL BIEN AVANT L'ANGLETERRE

Nous sommes 85 millions d'Allemands et ces Allemands non plus n'en ont pas besoin, car ils ont un passé historique prestigieux. Ils formaient déjà un empire mondial quand l'Angleterre était encore une petite île. Et cela pendant un un peu plus longtemps que 300 ans.

C'est ainsi que l'on nous força à nous engager sur la route que nous avons suivie. La Société des Nations n'a eu pour nous qu'insultes et dérisions. C'est pourquoi nous nous sommes retirés. La Conférence du Désarmement a fait de même. C'est pour cela que nous l'avons quittée. Et maintenant nous avons pris le chemin que nous devions forcément prendre, toujours soucieux cependant, si c'était possible de quelque manière, d'en venir quand même à une entente. Et je puis rappeler ici que, dans un cas, il a semblé que nous fussions sur le point de réussir, notamment avec la France. Lorsque le plébiscite sarrois a eu lieu et que le territoire de la Sarre nous est revenu, nous avons tiré des conclusions, des conclusions très graves. J'ai renoncé alors à toute autre rectification des frontières allemandes de l'ouest. Les Français ont accueilli ceci comme quelque chose qui va de soi. J'ai déclaré à l'ambassadeur de France que cela n'était pas aussi naturel qu'ils se l'imaginaient.

Je lui ai déclaré : « Nous faisons un sacrifice pour l'amour

de la paix. Nous faisons ce sacrifice, mais à ce prix, nous voulons au moins obtenir la paix. » Or, l'indélicatesse de ces ploutocrates capitalistes s'est de nouveau fait jour, dans ces pays, en très peu de temps, secondée par des émigrés qui donnaient de la situation allemande une image naturellement extravagante, mais à laquelle on croyait, parce qu'elle paraissait agréable et en outre, cela va sans dire, fécondée par la haine juive. Cette coalition d'intérêts ploutocratiques d'une part, d'instincts de haine israélites et de soif de vengeance des émigrés d'autre part, a réussi à embrumer le monde de plus en plus, à l'envelopper d'un réseau de phrases et à le monter contre le Reich allemand actuel, tout comme ils l'avaient fait autrefois contre le Reich antérieur. Autrefois ils en voulaient à l'Allemagne du Kaiserisme. Maintenant ils s'en prennent à l'Allemagne nationale-socialiste. En vérité, ils sont toujours contre l'Allemagne tout court, quelle qu'elle soit !

NOS INTERETS A TOUT PRIX

Toutefois ma décision était prise de ne rien abandonner de nos droits à aucun prix, car, ce faisant, on n'abandonne pas des théories et on sacrifie au contraire la vie de millions d'hommes dans l'avenir.

Mais je ne renonce à aucun point du programme de mon parti, car je ne veux pas sacrifier l'avenir de notre race.

Personne n'a le droit de faire cela, à moins de se présenter ouvertement devant le peuple et de dire : Je ne peux plus soutenir tes intérêts. A ce moment-là un autre doit en prendre la responsabilité.

Mais nous, nous ne sommes pas venus au pouvoir dans l'intention d'abandonner les intérêts de la nation allemande ; je suis venu au contraire avec ce serment :

Je soutiens les intérêts de la nation allemande à tout prix !

Ce n'est pas, mes chers compatriotes, que le renoncement des intérêts au cours d'une année, pût alors assurer la paix pour tous les temps à venir. Nous avons vu cela dans l'ancien Reich allemand, à commencer par l'abandon des provinces

occidentales du Reich. Mais cela alla plus loin et toujours plus loin. Et chaque décade a exigé un nouveau sacrifice, jusqu'à ce que l'Allemagne ait été finalement disloquée et que des siècles d'impuissance aient pesé sur notre peuple.

JE SUIS RESOLU DE PRIME ABORD MOI, PAR CONTRE, A NE PAS RECULER D'UN POUCE !

Ainsi donc, lorsque je vis que les anciens auteurs de la grande guerre recommençaient leur activité criminelle en Angleterre, lorsque messieurs Churchill, Eden, Duff Cooper, Hore Belisha, Vansittard, Chamberlain, Halifax, etc., lorsque tous ces anciens personnages recommencèrent leur agitation, exactement comme autrefois, alors je me rendis compte que ces gens n'avaient pas intérêt à une entente convenable avec l'Allemagne, mais qu'au contraire, ils croyaient pouvoir l'abattre de nouveau par un moyen facile, et cela d'autant plus aisément que la chose irait plus vite. Ce qui se passa alors — vous le savez, mes compatriotes.

LES ARMEMENTS ALLEMANDS

Pendant ces années-là, à partir de 1934, j'ai poussé notre armement. Lorsqu'en septembre 1939 j'ai fait connaître au Reichstag toute l'ampleur de l'armement allemand, les autres n'y ont pas cru. C'est peut-être compréhensible de leur part — car celui qui ne vit lui-même que de bluff croit que les autres ne font aussi que bluffer ! Nous avons déjà connu cela aussi à l'intérieur. On s'est ri de toute prophétie, on a présenté chacune de ces déclarations sous cet aspect comique, chaque image de l'avenir comme une chimère creuse. Nous avons, à l'extérieur, la même situation qu'autrefois à l'intérieur. Je ne puis dire qu'une chose au monde : J'ai effectivement armé, c'est-à-dire que j'ai fortement armé. Le peuple allemand le sait aujourd'hui. Et cependant lui-même ne sait pas encore tout.

Mais il n'est nullement nécessaire que tout soit dit. Le point décisif est que tout soit fait.

Nous n'avons rien exigé des autres. Lorsque la France est

entrée dans cette guerre, elle n'avait absolument aucune raison d'agir ainsi. Elle avait le désir de combattre contre l'Allemagne. Ils disaient : « Nous voulons la Rhénanie ! Nous voulons disloquer l'Allemagne ! Nous voulons détacher l'Autriche, désagréger l'Allemagne ! » Ainsi ils se sont mis eux-mêmes dans la tête des fantaisies désordonnées d'anéantissement de notre Reich, des fantaisies qui sont tout à fait impossibles au vingtième siècle, au siècle de l'idée des nationalités. De vrais enfantillages que tout cela !

NOUS N'AVONS REVENDIQUE QUE CE QUI EST A NOUS

Et l'Angleterre ? Je n'ai cessé de lui tendre la main ! C'était presque le grand point de mon programme que d'arriver à une entente avec le peuple anglais. Entre lui et nous il n'y avait absolument aucun litige. Il n'existait qu'une seule question, celle de la restitution des colonies allemandes; et je disais à cet égard : nous voulons l'obtenir un jour par des négociations. Le temps, lui non plus, ne jouait aucun rôle : je ne fixais aucun délai. Pour l'Angleterre ces colonies ne servent à rien; elle possède déjà 40 millions de kilomètres carrés et qu'en fait-elle ? Absolument rien. Nous nous trouvons ici tout simplement en présence de l'avarice des vieux usuriers qui ne veulent rien lâcher de ce qu'ils possèdent. Ce sont des êtres maladifs qui voient que leur voisin n'a rien à manger, qui n'ont pas l'usage de ce qu'ils possèdent, mais préfèrent le jeter à la mer plutôt que de s'en départir; ils tombent malades à la pensée qu'ils pourraient perdre quelque chose. Et notez, que je n'ai rien exigé de ce qui appartenait aux Anglais, j'ai simplement réclamé ce qu'ils nous ont ravi et volé en 1918 et en 1919. Ravi et volé à l'encontre des assurances solennelles de M. le Président de la grande république américaine, Wilson ! Nous n'avons rien réclamé aux Anglais, nous n'avons rien exigé d'eux. Je n'ai cessé de leur tendre la main et, en dépit de tout, cela a été en vain. Les motifs, nous les voyons clairement : tout d'abord l'unité allemande en elle-même. Les Anglais haïssent cet Etat qui est le nôtre, quelle qu'en soit la forme, qu'il soit impérial ou national-socialiste, qu'il soit démocratique ou autoritaire. Cela leur est indifférent. Ensuite :

ils ont surtout voué une haine vigoureuse à l'essor social de ce Reich.

Et ici l'esprit de domination extérieure s'unit au plus vil égoïsme sévissant à l'intérieur. Quand ils disent :

« Nous ne pourrons jamais nous entendre avec ce monde nouveau » — le monde qu'ils ont en vue est celui où la conscience sociale s'éveille et avec lequel en effet ils ne pourront jamais s'harmoniser.

Là-dessus je ne puis dire qu'une chose à ces messieurs des deux côtés de l'Océan :

La conception sociale du monde est celle qui finira par triompher !

Chez tous les peuples l'esprit social commence à se manifester. Ces Messieurs peuvent faire des guerres pour la sauvegarde de leurs intérêts capitalistes, mais ces guerres elles-mêmes ne feront, en dernière analyse, que préparer la voie aux soulèvements sociaux à l'intérieur des nations !

PROJETS DEPASSES DEPUIS LONGTEMPS

Il est impossible qu'à la longue des centaines de millions d'hommes soient fonction des intérêts de quelques individus. L'intérêt plus grand de l'humanité l'emportera sur les mesquins intérêts de ces petits affairistes ploutocratiques ! Nous avons la preuve que dans d'autres pays également une crise s'annonce aujourd'hui déjà dans cet ordre d'idées. Des chefs travaillistes anglais « sortent » subitement de « nouvelles » pensées sociales qui sont si rebattues et si antédiluviennes que je ne puis dire qu'une chose :

« Remballez vivement cela, c'est de la vieille friperie de chez nous qui depuis belle lurette a fait son temps. Messieurs. Si vous voulez savoir comment il faut s'y prendre, alors n'ayez pas recours à des programmes qui étaient modernes chez nous dans la huitième ou neuvième décade du siècle précédent. Il faut venir nous voir, Messieurs, et étudier si vous voulez apprendre le tour de main. »

Quoi qu'il en soit, le fait qu'on se propose maintenant tout à coup quelque chose d'analogue suffit à lui seul. En

vérité, pourquoi ces Messieurs font-ils donc la guerre ? Ils nous disent tout d'abord : « Pour combattre le national-socialisme, les peuples de l'univers doivent se saigner à blanc » et les voici maintenant qui, subitement, vont chercher dans les tout derniers tiroirs des points de programme de ceux qui ont déjà précédé nos devanciers eux-mêmes. Pourquoi donc tout cela ? Ils auraient pu avoir tout cela à meilleur compte. Mais c'est précisément une preuve que là aussi les peuples commencent à s'agiter. N'est-ce pas encore le cas, par exemple, quand on voit en Angleterre une tempête se déchaîner parce que quelqu'un, un colonel je crois, déclare : « Dans ce pays — par conséquent, dans cette Angleterre de progrès social — on n'a que faire des officiers des classes inférieures, on n'en peut prendre que dans les classes supérieures, les premières ne valant rien sous ce rapport. » — alors je ne puis que demander : « Pourquoi toute cette émotion ? » Parce que le colonel a dit cela. Ils devraient surtout s'émouvoir de ce que tel est bien le cas et non pas de ce qu'il s'en trouve un pour le proclamer enfin. Et il est intéressant que personne ne se révolte contre ce qui est la réalité. Ce qui revient à dire qu'en fait là-bas seuls les gens des catégories sociales supérieures peuvent arriver à quelque chose.

C'est de cela qu'ils devraient s'indigner mais non de ce que quelqu'un l'ait sottement déclaré pendant la guerre. S'ils veulent le savoir, il y a longtemps que cela n'existe plus chez nous. Ils nous ont démontré, il n'y a pas longtemps, que nos officiers, nos généraux, ne valaient rien, parce qu'ils étaient jeunes et corrompus par les idées nationales-socialistes, et rentraient donc aussi dans les vastes masses. Mais

les événements ont déjà démontré où étaient les meilleurs généraux, chez eux ou chez nous.

Si la guerre dure encore longtemps, ce sera un grand malheur pour l'Angleterre. On en verra encore bien d'autres. Un jour, les Anglais nous enverront peut-être une commission pour reprendre notre programme.

ILS NE VOULAIENT PAS D'ENTENTE

C'est cette Allemagne sociale que hait le plus cette clique de là-bas, mélange de Juifs, de leurs financiers et de leurs gens

d'affaires. Mais notre politique extérieure et notre politique intérieure et économique restent fermes et claires. Il n'existe pour nous qu'un but et il s'appelle le peuple. Tous les chemins dans lesquels nous devons entrer doivent finalement y aboutir. Nous voyons clairement que si l'on ne veut tout détruire, on ne peut suivre cette voie qu'avec la plus grande prudence. Mais le mouvement n'est pas lié seulement à la personne passagère d'un seul homme. J'ai déjà dit autrefois, pendant notre combat,

que le national-socialisme donnera son empreinte aux millénaires futurs de l'histoire allemande. On ne saurait plus l'en faire disparaître. Il ne s'évanouira que lorsque les points de son programme seront devenus monnaie courante.

Mais pendant la guerre il y avait encore possibilité de s'entendre. Aussitôt après la guerre contre la Pologne, j'ai de nouveau tendu la main. Je n'ai rien exigé, ni de la France, ni de l'Angleterre. Ce fut en vain. Aussitôt après la débâcle à l'ouest, j'ai aussitôt tendu la main à l'Angleterre. Cette offre n'a été accueillie que par des injures et des cris. Ils me couvraient littéralement de crachats. Ils étaient indignés. Soit. Tout fut donc en vain.

Les intérêts financiers l'emportent sur les véritables intérêts du peuple. Le sang des peuples doit donc couler de nouveau au service de l'argent de ce petit groupe international d'intéressés.

C'est ainsi que l'on en est venu à la première lutte et c'est ainsi que cette lutte continuera. Je puis dire toutefois

que déjà l'année écoulée et la dernière partie de celle qui l'a précédée ont déjà pratiquement amené la décision dans cette guerre.

L'adversaire qu'ils avaient d'abord mobilisé contre nous à l'est, a été écarté en peu de semaines. La tentative de nous couper au nord les importations de minerai et d'obtenir une base d'attaque contre le nord-est de l'Allemagne, fut également réduite à néant dans le cours d'un mois et demi. La tentative d'atteindre la zone de la Ruhr par la Hollande et la

Belgique s'écroula en peu de jours. La France eut le même sort. L'Angleterre fut chassée du continent. J'ai déjà lu quelques fois que les Anglais ont l'intention de commencer quelque part une grande offensive. Je n'aurais là qu'un désir, c'est qu'ils me le fassent savoir auparavant. Je ferais alors volontiers évacuer le terrain.

Je leur épargnerais toutes les difficultés d'un débarquement, et nous pourrions alors nous présenter de nouveau les uns aux autres et causer encore une fois, mais dans la langue que seule ils comprennent.

Ils ont des espérances, car il faut bien qu'ils en aient. Mais qu'espèrent-ils donc ? Nous sommes sur ce continent et là où nous sommes, personne ne pourra plus nous en chasser. Nous nous sommes créé certaines bases, et lorsque l'heure viendra nous frapperons des coups décisifs. Ces messieurs apprendront cette année et de façon historique que nous avons utilisé le temps à cette fin.

ESPERANCES DANS L'AMERIQUE ?

Qu'espèrent-ils donc ? Quelle aide attendent-ils ? L'Amérique ? Je puis dire seulement une chose, c'est

> que nous avons porté en calcul dès le principe toute éventualité.

A moins de vouloir consciemment nier la vérité, il est évident pour tout le monde que le peuple allemand n'a rien contre le peuple américain. L'Allemagne n'a encore jamais représenté d'intérêts sur le continent américain, mais des Allemands ont combattu pour la liberté de ce continent. Si des Etats du continent américain allaient essayer peut-être de s'immiscer dans le conflit européen, alors le but ne se modifierait que plus rapidement encore. Ce serait alors l'Europe qui se défendrait.

Que l'on ne s'y trompe pas, celui qui croit pouvoir venir en aide à l'Angleterre, doit en tout cas savoir ceci : Tout bateau, convoyé ou non, qui se présentera devant nos lance-torpilles, sera torpillé.

Nous sommes dans une guerre que nous n'avons pas voulue. Au contraire. On ne peut tendre la main plus

souvent que je ne l'ai fait. Mais s'ils veulent la lutte dans le but d'exterminer la nation allemande, alors ils auront leur belle surprise. Cette fois, ce n'est pas une Allemagne affaiblie, comme dans la guerre mondiale, qu'ils rencontreront, mais une Allemagne au plus haut point mobilisée, apte et résolue au combat.

LES RAPPORTS GERMANO-ITALIENS

S'il s'agit d'autres espoirs, je puis dire que je ne les comprends pas. Ils disent : « L'Italie se détachera. » Il est préférable pour ces messieurs de ne pas inventer une révolution à Milan et de veiller plutôt qu'elle n'éclate pas chez eux. Du reste, ces Etats ne voient les relations entre l'Allemagne et l'Italie que sous l'attitude qu'ils ont coutume de prendre eux-mêmes envers leurs amis. Entre démocraties, lorsque l'une doit venir en aide à l'autre, elle exige toujours en revanche quelque chose, des bases ou quelque chose de ce genre, puis elle les occupe.

Lorsque les escadrilles aériennes de l'Italie vinrent s'installer sur la côte de l'Atlantique, les journaux anglais écrivaient que les Italiens allaient nous conseiller dans notre conduite de guerre et réclamaient en revanche la cession d'une base sur l'Atlantique.

Maintenant que les escadrilles allemandes sont en Sicile, ils racontent que l'Allemagne va probablement confisquer la Sicile. Ces Messieurs peuvent être sûrs que de semblables niaiseries sont de nature à n'émouvoir personne, ni en Allemagne ni en Italie. Elles ne montrent que la défaillance d'esprit morbide des gens qui, en Angleterre, avalent de pareilles choses. Et surtout, je vois là la preuve qu'ils ne comprennent pas le sens de la guerre. Le voici :

nous battrons l'Angleterre partout où nous le pourrons.

Mais si les Anglais veulent voir dans les quelques insuccès de notre allié la preuve de leur victoire, alors, je ne les comprends plus. Jusqu'ici, ils ont en effet toujours considéré leurs propres mésaventures comme une preuve de leur grande victoire. Ces Messieurs peuvent en être convaincus :

la note qui leur sera présentée est une note globale, elle

sera réglée à la fin de la guerre, point pour point, kilomètre carré par kilomètre carré...!

Ce qu'ils devraient encore savoir, c'est que le Duce et moi, nous ne sommes pas plus Juifs que maquignons. Lorsque nous nous donnons la main, c'est une poignée de mains d'hommes qui ont un honneur !

J'espère que ces Messieurs le comprendront au cours de cette année.

Peut-être fondent-ils quelques espoirs sur les Balkans. Je n'en donne pas cher, car une chose est certaine :

Partout où l'Angleterre se montrera, nous
l'attaquerons, et nous sommes assez forts
pour cela !

Peut-être espèrent-ils encore pouvoir entrainer d'autres Etats. Je ne le sais pas, mais je puis vous garantir une chose, à vous, mes camarades du Parti, qui savez, pour me connaître depuis de longues années, que je suis un homme pondéré, qui prévoit toujours :

c'est que nous avons examiné de sang-froid toutes les éventualités et en avons tenu compte. Le point final, ce sera notre victoire !

Ils conservent encore un espoir — il commence d'ailleurs à s'évanouir — c'est la faim. Nous avons organisé notre vie. Il ne peut pas y avoir de superflu pendant la guerre, cela, nous le savions d'avance. Mais le peuple allemand ne mourra jamais de faim, jamais ! Ce sera plutôt le peuple anglais ! Ces Messieurs peuvent en être persuadés !

Manque de matières premières ? Ici aussi, nous avons su prendre nos précautions. Pensez au plan de quatre ans ! Peut-être quelques Anglais s'en sont-ils déjà aperçu.

Alors il ne reste plus qu'une seule chose : à savoir qu'ils croient vraiment pouvoir obnubiler encore une fois le peuple allemand par leurs mensonges et par leurs phrases. Et là encore je ne puis que leur dire : il ne fallait pas qu'ils restent aussi longtemps endormis ! Ils auraient dû se soucier un tant soit peu de l'évolution interne du peuple allemand. D'une

manière également idiote ils ont entrepris de vouloir séparer le peuple italien de son Duce. Ne voilà-t-il pas un lord britannique qui se lève et fait appel au peuple italien pour qu'il ne suive plus le Duce, mais Sa Seigneurie ! Le triste imbécile !

Et là-dessus un autre lord se lève et conseille au peuple allemand de suivre Sa Seigneurie et de se détourner de moi. Je ne puis que dire à ces messieurs : Il y en a de tout autres que vous qui ont essayé cela. Voilà donc l'idée que se font ces gens-là du peuple allemand, de l'Etat national-socialiste, de notre communauté populaire, de l'armée de nos masses en marche ! En voilà qui s'y connaissent en fait de propagande !

Comme apparemment ils n'étaient pas trop convaincus de l'efficacité de leurs cogitations, ils sont venus emprunter à l'Allemagne deux ou trois fortes têtes. Mais ce sont précisément ces fortes têtes qui ont fait fiasco ici, à savoir les émigrés qui chez nous ont perdu la partie. Voilà leurs conseillers. Nous reconnaissons d'emblée leur griffe à leurs pamphlets.

Il y a une chose que nous savons, à ne pas nous y tromper : voilà ce qu'un tel a fait, voilà l'œuvre de tel autre, c'est tout aussi bête que dans le temps chez nous. Sauf que, dans le temps, ça portait l'estampille « Vossische Zeitung », tandis qu'à présent ça porte le cachet du « Times » ou une marque analogue. Et ces gens se figurent qu'une fadaise vieille comme le monde, qui ne prenait déjà plus dans la « Vossische Zeitung », va prendre à nouveau maintenant, si elle arbore tout d'un coup la raison sociale du « Times » ou du « Daily Telegraph ». Vraiment, dans les démocraties, une épidémie de ramollissement du cerveau s'est déclarée. Qu'elles se rassurent : le peuple allemand fera tout ce qui est nécessaire à ses intérêts. Il suivra ses dirigeants. Il sait que ses chefs n'ont qu'un but. Il sait qu'à la tête du Reich il n'y a pas aujourd'hui un homme, ayant lui aussi dans sa poche une liasse d'actions ou qui poursuit autrement ses intérêts personnels.

LE MONDE SERAIT-IL PEUPLE DE DEMONS

Ce peuple allemand — je le sais et c'est mon orgueil — m'est dévoué corps et âme et m'emboîtera le pas vaille que vaille.

A présent un esprit nouveau anime ce peuple, un esprit qui déjà nous a servi de guide une autre fois pendant longtemps : ce fanatisme qui fait que l'on soit prêt à assumer n'importe quelle charge ! Chaque coup que nous recevons, nous le rendrons avec les intérêts composés ! Cela ne fera que nous aguerrir. Ils auront beau mobiliser contre nous n'importe quoi... Le monde serait-il peuplé de démons, nous l'emporterons tout de même.

Et si alors ils disent en guise de dernier argument : Oui, mais ils en font, des gaffes! — Mon Dieu, qui donc ne fait pas de gaffes ? Ce matin j'ai lu qu'un ministre anglais — je ne sais lequel — — a trouvé par un procédé de calcul que l'an dernier — donc en l'année 1940 — j'ai commis sept gaffes. Sept gaffes ! Cet homme s'est trompé. J'ai vérifié son calcul : je n'ai pas fait sept gaffes, mais 724. Et j'ai poursuivi mon calcul et mes adversaires ont fait 4.385.000 gaffes ! Le ministre peut m'en croire ! Mon calcul est exact.

Avec nos gaffes nous ferons du chemin.

> **Si cette année-ci nous commettons autant de gaffes que l'année dernière, je remercierai à la fin de cette année le bon Dieu à genoux.**

Et si nos adversaires agissent avec la même sagesse que l'année dernière, j'aurai lieu d'être satisfait également.

Ains nous entrons dans l'année nouvelle avec une armée outillée comme jamais elle ne le fut dans notre histoire.

Sur terre le nombre des divisions a été augmenté énormément. Les qualités guerrières en ont été améliorées, nous avons tiré tout le parti possible de l'expérience de la guerre, acquise d'une manière unique au monde, par les chefs et par la troupe. Nous avons travaillé et nous travaillons sans relâche. L'armement a été encore perfectionné et nos ennemis s'apercevront, à quel point a été poussé ce perfectionnement.

CE PRINTEMPS COMMENCERA LA GUERRE SOUS-MARINE !

Sur mer, la guerre sous-marine va commencer au printemps, et là aussi vous verrez que nous n'avons pas dormi.

Et l'arme aérienne accomplira une œuvre semblable !

Toute notre force armée allemande arrachera la décision, d'une manière ou d'une autre !

A cet effet, notre production a bénéficié d'une augmentation gigantesque dans tous les domaines.

Ce que d'autres se proposent est déjà devenu une réalité chez nous. Mais le peuple allemand se range résolu derrière ses chefs, confiant en sa force armée, et prêt à supporter ce que le sort voudra exiger de lui.

L'an 1941 sera, j'en ai la ferme conviction, l'année historique d'un grand ordre nouveau en Europe ! Le programme ne peut être autre que celui-ci :

> Ouvrir le monde à tous, supprimer les privilèges de certains hommes, mettre fin à la tyrannie de certains peuples et de leurs despotes financiers.

Et finalement cette année aidera à assurer les bases d'un véritable rapprochement des peuples, c'est-à-dire de leur réconciliation !

Et je ne voudrais pas oublier l'indication que j'ai déjà donnée une fois au Reichstag, le 1er septembre 1939, — l'indication que si l'autre monde fut précipité dans une guerre générale par la juiverie, — la juiverie tout entière aura fini son rôle en Europe !

CONTRE LA CORRUPTION DES PEUPLES

Ils peuvent en rire, aujourd'hui encore, tout comme ils riaient autrefois de mes prophéties. Les mois et les années à venir prouveront que j'ai vu juste sur ce point aussi. D'ores et déjà notre conscience raciale se communique de peuple à peuple, et j'espère que les peuples qui, à l'heure actuelle, nous sont encore hostiles, reconnaitront un jour leur grand ennemi intérieur, et qu'ils ne feront plus alors qu'un seul front avec nous :

le front contre l'exploitation juive internationale et la corruption des peuples !

Cette année, que nous avons maintenant derrière nous, depuis le 30 janvier, a été l'année des plus grands succès, et. il est vrai, des grands sacrifices. Bien qu'au total le nombre des morts et des blessés soit plus petit que dans toutes les guerres précédentes, le sacrifice n'en est pas moins dur pour chacun de ceux qui ont été frappés. Toute notre sympathie, tout notre amour et toute notre assistance reviennent à ceux qui ont dû accomplir ce sacrifice. Ils ont souffert ce que des générations antérieures avaient déjà dû subir en fait de sacrifices. Mais par ailleurs aussi chaque Allemand en particulier a apporté son offrande. La nation a travaillé dans tous les domaines, et surtout la femme allemande a travaillé à la place de l'homme.

C'est un admirable esprit de communauté que celui qui anime notre peuple !

Que cette pensée nous reste présente dans toute sa force pour l'année qui vient, tel est le vœu que nous formons en ce jour. Nous voulons travailler pour cette communauté, telle est notre promesse solennelle ! Nous remporterons la victoire au service de cette communauté, telle est notre foi et notre certitude !

Et que le Seigneur veuille ne pas nous abandonner dans ce combat de l'année qui vient, que cela soit notre prière !

DISCOURS DU 24 FEVRIER 1941, A MUNICH

Prononcé à l'occasion du 21e anniversaire de la fondation du Parti national-socialiste.

C'est le dernier grand discours avant la contre-offensive italo-allemande en Afrique et la guerre dans les Balkans, déchaînée par la Camarilla militaire serbe.

CAMARADES NATIONAUX-SOCIALISTES !

Le 24 février a toujours été pour nous une date lourde d'émouvants souvenirs. Et non sans raison. C'est ce jour-là, en effet, que de cette salle est parti le mouvement dont l'ascension triomphale devait nous conduire à la tête du Reich et qui était appelé à imprimer son sceau aux destinées de la nation allemande. Pour moi aussi cette journée a une grande importance. Il est rare, je crois, qu'un homme politique, 21 ans après son premier discours en public, se présente devant les mêmes partisans pour exposer le même programme qu'au premier jour ; il est rare qu'un homme ait pu prêcher pendant 21 ans la même doctrine et ait pu aussi poursuivre ses réalisations sans devoir s'éloigner une seule fois de ses idées initiales ou de son premier programme.

Lorsque, en 1920, nous nous sommes réunis pour la première fois dans cette salle, il y eut sans doute, bien des gens pour se dire : Voilà un nouveau parti, encore un nouveau parti, et pourquoi ce nouveau parti ? N'en avons-nous pas déjà assez ? Si le nouveau mouvement n'avait été que la continuation d'autres partis, s'il n'avait voulu qu'en augmenter le nombre, l'objection aurait été évidemment soulevée à juste titre, car il y avait alors assurément plus de partis qu'il n'était nécessaire. Car il s'agissait de tout autre chose que des partis fondés jusqu'alors. Un mouvement surgit, qui déclara pour la

première fois qu'il renonçait d'avance à défendre les intérêts de telle ou telle couche de la population, un mouvement qui ne représentait aucun intérêt particulier : bourgeois ou prolétarien, agraire ou urbain, catholique ou protestant. Il ne représentait pas isolément tel ou tel Pays allemand, mais c'était un mouvement qui, pour la première fois, plaçait la notion « le peuple allemand » au centre même de ses pensées. Ce n'était pas un parti de classe, car il ne se liait ni à gauche ni à droite comme le faisaient ceux qui s'efforçaient alors de diviser la nation ; au contraire, il n'a eu dès l'origine qu'un seul objectif : le peuple allemand dans son ensemble.

Ce fut le début d'un combat héroïque qui devait *a priori* soulever presque tout le monde contre lui, ce qui d'ailleurs a été le cas. Pourtant la définition de cet objectif était chose décisive et si, aujourd'hui, c'est-à-dire après 21 ans, je puis de nouveau me présenter devant vous, c'est à cette définition de notre but que nous le devons. C'est grâce à cette claire définition que notre mouvement n'a pas été le serviteur de certains intérêts particuliers et limités, mais que, par-dessus ces intérêts, il s'est élevé à la hauteur d'une tâche unique : celle de servir le peuple allemand tout entier et de sauvegarder ses intérêts au-dessus de la mêlée des partis. Nous étions alors en pleine débâcle. Versailles pesait sur nous de tout son poids. Il est tout naturel que partout se soient levés des hommes qui, le cœur navré, se sont mis à chercher une issue à cette calamité sans nom.

UNE EPOPEE UNIQUE DANS L'HISTOIRE

Mais les avis différaient quant aux causes de la débâcle. Assurément des fautes politiques très graves avaient été commises, non seulement dans les années de guerre, mais encore nombre d'années déjà avant le conflit. On voyait l'orage approcher, on voyait par le monde certains excitateurs (les mêmes qui aujourd'hui se livrent au même commerce) mobiliser contre l'Allemagne l'Europe entière. Bien qu'alors des occasions favorables se soient présentées pour s'opposer à ces excitateurs, et cela en temps utile encore, les dirigeants du Reich ont fait preuve à cette époque d'incapacité politique. D'ailleurs, dès le début de la guerre, la direction de la politique extérieure comme celle de la politique intérieure avait

été maladroite au delà de toute expression et psychologiquement défectueuse. Il n'y a qu'un seul point où ces dirigeants n'aient encouru aucun reproche : ils n'avaient pas voulu la guerre !

Bien au contraire, s'ils l'avaient voulue, ils s'y seraient assurément préparés tout autrement et ils auraient choisi un moment plus propice. Non, leur plus grand crime — si l'on ose ainsi qualifier leur faute — a été de n'avoir pas agi, tout en sachant que la guerre venait, à l'heure décisive et à meilleur moment.

On a commis aussi des fautes militaires, beaucoup de fautes militaires. Mais malgré tout cela, un fait reste acquis : pendant plus de 4 ans, le soldat allemand, invaincu comme tel, a fait front à l'ennemi. Une épopée unique dans l'histoire s'est déroulée pendant ces 4 années. Quoi que l'on puisse penser de la grandeur de nos victoires actuelles et de celle de nos victoires futures, le peuple allemand se rappellera toujours dans une pieuse pensée et avec une profonde émotion cette grande époque de la guerre mondiale où, seul et abandonné par le monde entier, il a mené une lutte épique, combattant constamment contre une énorme supériorité numérique, contre une énorme supériorité de matériel et maintenant néanmoins sa résistance jusqu'à ce que survînt une débâcle dont la cause n'était même pas imputable aux troupes du front, mais à un fléchissement de l'arrière.

Ainsi, nous en arrivons à la raison proprement dite et décisive, à la raison véritable de la catastrophe d'alors. Il y avait des dizaines d'années que le peuple allemand vivait dans un état de désagrégation incessante qui eut pour résultat de scinder la nation en deux mondes hostiles. Nous, les vétérans du national-socialisme, nous n'en avons que trop bien conservé le souvenir, car c'est contre ces deux mondes-là que nous avons opiniâtrement lutté, c'est entre ces deux mondes-là que nous nous sommes trouvés et c'est de leur substance même que s'est lentement formé notre mouvement.

BOURGEOISIE — PROLETARIAT

NATIONALISME — SOCIALISME

Vous vous rappelez encore, hommes et femmes du Parti, l'aspect que présentait la vie politique de ce temps-là. Vous

vous souvenez encore de toutes les affiches illustrant les deux grandes conceptions politiques en présence : la bourgeoisie d'une part, le prolétariat de l'autre ; ici le nationalisme, là le socialisme. Entre les deux s'ouvrait un abîme sur lequel, affirmait-on, aucun pont ne pouvait être jeté. C'est que, voyez-vous, l'idéal nationaliste bourgeois n'était que bourgeois et l'idéal socialiste n'était que marxiste. L'idéal bourgeois avait des limites de caste, l'idéal marxiste ignorait les frontières. Mais, au fond, les deux mouvements étaient déjà devenu stériles. A l'époque où, pour la première fois, je parus ici, aucun homme raisonnable ne pouvait plus espérer une victoire nette. Or, c'était là le point décisif. Si la nation ne devait pas se désagréger définitivement et que cette lutte fût inévitable, il fallait qu'au moins un parti sortît de cette lutte vainqueur à cent pour cent. Mais cette éventualité était dès cette époque parfaitement illusoire, car les partis commençaient déjà à se dissoudre et à se morceler. Il y avait longtemps qu'ils avaient perdu tout leur élan.

EPARPILLEMENT DES PARTIS

La bourgeoisie s'éparpillait en d'innombrables partis, unions, petits groupes, petites ligues, représentations d'intérêts urbains et ruraux, représentations de la propriété immobilière ou foncière, etc. De l'autre côté les partis issus du marxisme, de plus en plus en proie aux déchirements : socialistes majoritaires, socialistes indépendants, communistes, communistes radicaux, parti des ouvriers communistes, syndicalistes, etc. Qui connaît encore tous les groupes qui alors se livraient bataille ? Chaque affiche était une déclaration de guerre, non seulement au camp adverse, mais souvent aussi aux propres partisans. Ces deux forces hostiles qui entraient alors en lice contre nous, devaient à la longue provoquer la dissolution complète du corps même de notre nation et par suite, d'une façon toute naturelle, l'usure de toutes les forces vives du peuple allemand.

Quels que fussent les problèmes que nous tentions de résoudre, problèmes de politique intérieure ou extérieure, problèmes économiques ou problèmes de puissance politique, aucune des grandes tâches de l'époque ne pouvait être

accomplie sans l'appui intégral, sans la force concentrée de toute la nation.

VERSAILLES DEVAIT RENDRE L'ALLEMAGNE IMPUISSANTE A JAMAIS

A l'époque, ce qui se dressait devant nous, c'était Versailles. Lorsque, pour la première fois, je suis monté à la tribune dans cette salle, ma pensée politique était dominée par l'idée que nous devions protester contre cette sujétion, la plus ignominieuse de tous les temps, et appeler la nation au combat. En politique extérieure ce « dictat » signifiait que la nation allemande était entièrement dépouillée de tout moyen de défense et frustrée de ses droits.

C'est précisément cette situation en politique extérieure qui nous commandait impérieusement une décision nette. Le « dictat » de honte était destiné à réduire à tout jamais la nation allemande en esclavage. On n'avait pas fixé de terme à cette condition de servitude, mais on disait d'avance : « Nous ne voulons pas fixer la somme que vous aurez à payer, parce que nous-mêmes ne savons pas encore ce que vous serez à même de payer. C'est pourquoi, de temps en temps nous fixerons chaque fois un nouveau montant ; vous vous engagerez tout simplement d'avance à payer tout ce que nous demanderons. » — Et c'est ce que les gouvernements allemands d'alors ont fait ! L'accomplissement de cet engagement devait nécessairement plonger pour toujours l'Allemagne dans la ruine. Et lorsqu'un Français déclara que le but réel était de supprimer 20 millions d'Allemands, ce n'était pas du tout une boutade ! On pouvait, en effet, calculer combien de temps il faudrait pour que la nation allemande comptât 20 ou 30 millions d'individus de moins.

NOUS NOUS SOMMES AIDES NOUS-MEMES

Cet asservissement, qui rien qu'au point de vue économique constituait déjà une calamité, trouva la nation allemande séparée en deux grands camps adverses. Ils différaient du tout au tout par leurs conceptions, mais l'un et l'autre fondaient leurs espoirs sur des internationalismes. Les uns sur

une base plutôt intellectuelle, conformément à leur mentalité. Ils disaient : « Nous avons foi en la conscience du genre humain, en la justice internationale ; nous croyons à la Société des Nations de Genève. » Les autres, d'allures plus prolétariennes, disaient : « Nous avons foi en la solidarité internationale », ou d'autres choses du même acabit. Mais tous croyaient à quelque chose d'étranger à leur propre peuple. C'est assurément une méthode fort commode pour refaire son bonheur, que d'espérer que d'autres viendront pour vous aider !

Le nouveau mouvement ,au contraire, adoptait un point de vue que l'on peut en somme résumer en cette simple phrase : « Aide-toi, le ciel t'aidera. » Cette sentence ne dénote pas seulement une grande confiance en Dieu, mais elle est en outre conforme à la justice, car on ne peut logiquement admettre que le bon Dieu ne soit là que pour aider les gens qui sont trop lâches ou trop veules pour s'aider eux-mêmes, que le bon Dieu soit une espèce de succédané d'énergie à l'usage des gens qui en manquent. Il n'est certainement pas là pour cela. De tout temps, Il n'a accordé ses bénédictions qu'à celui qui était disposé à prendre soin de sa propre défense.

Mais ce que l'on peut attendre de l'aide des autres, nous le savons par expérience. Il vous arrive par exemple un président américain qui vous jure tous ses grands dieux que vous obtiendrez ceci et cela et encore cela, si vous voulez bien déposer les armes. Les armes déposées, le serment fut renié et oublié. Ces messieurs se renfrognaient quand on le leur rappelait. Aussi l'Allemagne démocratique d'antan avait beau prier et humblement supplier, jamais on n'a consenti à adoucir son sort, et quant à l'égalité des droits, il n'en fut pas même question. C'est précisément dans cette ville que j'ai commencé mon combat en entamant la lutte contre Versailles. Vous savez tous, hommes et femmes du Parti, combien de discours j'ai prononcés contre ce traité. On aurait peine à trouver quelqu'un qui ait étudié ce traité comme je l'ai fait. Aussi n'ai-je pas oublié ce traité, je m'en souviens aujourd'hui encore ! Le peuple allemand ne pouvait éliminer ce traité en s'humiliant ou en se soumettant, mais en reprenant conscience de lui-même et en rassemblant ses forces.

Dans le passage suivant de son discours, le Führer rappelle d'une manière impressionnante aux vétérans du Parti les longues années de lutte opiniâtre pour la reconquête de l'âme de ses compatriotes, de l'âme de chacun d'entre eux; il dépeint la lutte âpre et tenace du jeune mouvement national-socialiste contre la raillerie et l'insulte, contre le mensonge et la calomnie, contre la terreur exercée sur les esprits et sur les corps. Dans cet ordre d'idées le Führer rend un hommage tout spécial aux femmes vétérans du Parti et à la part qu'elles ont prise à la lutte. Guidées sûrement par leur instinct féminin, elles ont été, dans les jours les plus noirs, les militantes les plus fidèles et les plus dignes de confiance. Constamment interrompu par les applaudissements frénétiques de ses anciens compagnons de lutte, le Führer fustige de sarcasmes amers les méthodes stupides et éhontées de ses adversaires intérieurs de jadis que l'on retrouve identiques dans le camp des ennemis de l'extérieur.

Ces années de lutte opiniâtre, poursuit le Führer, ont nécessairement abouti à une sélection des éléments dirigeants. Lorsqu'aujourd'hui je me présente devant la nation et que je vois autour de moi cette garde, ce sont là incontestablement des hommes de valeur qui représentent quelque chose. Si, par comparaison, je passe en revue les ministères adverses, je ne puis me faire que cette réflexion : ils ne sont pas dignes d'être mis chez nous à la tête d'un bloc de maisons.

JE NE SUIS PAS UN DEMOCRATE

Ces temps difficiles nous ont valu une sélection d'hommes de premier plan qui naturellement m'ont parfois donné du fil à retordre. Les hommes de valeur sont quelquefois anguleux et souvent se hérissent. En temps ordinaire on doit quelquefois veiller à ce que leurs piquants se dressent parallèlement et non les uns contre les autres. Mais, vienne le moment du danger, ils forment une garde d'hommes résolus. Cette sélection que la guerre opère parmi les soldats et qui révèle les vrais chefs, la vie politique ne l'opère qu'au milieu des luttes. Tel fut le résultat d'une longue évolution, d'une lutte incessante contre mille obstacles : nous avons

obtenu petit à petit une phalange de chefs avec lesquels on peut tout risquer. Si, au contraire, je considère le monde de mes adversaires, je dois dire qu'il a sommeillé pendant que ce miracle s'accomplissait. Aujourd'hui encore il ne veut pas se rendre à cette évidence. Ces gens ne veulent pas voir ce que nous sommes et ils ne veulent pas voir où eux-mêmes en sont restés ; ils se promènent comme dans certain pays Dame Justice, un bandeau sur les yeux. Ils repoussent ce qui ne leur sied pas. Ils ne saisissent pas qu'en Europe deux révolutions ont créé quelque chose de puissant et de nouveau.

Car nous savons que parallèlement à la nôtre, une deuxième révolution s'est accomplie où l'accession au pouvoir a précédé de beaucoup la nôtre ; je veux parler de la révolution fasciste. Nous savons que cette révolution a conduit au même résultat et qu'entre nos deux révolutions il y a identité absolue, non seulement dans les buts envisagés, mais encore dans les voies à suivre. En outre elles sont liées par une amitié qui est bien plus qu'une collaboration en vue d'un but commun. Voici encore une chose que mes adversaires ne saisissent pas : Lorsque je considère un homme comme mon ami, je me range à ses côtés sans l'arrière-pensée de monnayer commercialement mon attitude. Car je ne suis pas un démocrate et, par conséquent, je ne suis pas un mercanti.

Je ne suis pas davantage un profiteur de guerre, mais un homme qui désire qu'après sa mort on lui rende au moins cette justice qu'il a combattu toute sa vie au service d'un seul grand idéal. Sur ce point je ne voudrais donc faire preuve d'aucune faiblesse. Il ne peut donc y avoir de doute que les liens unissant les deux révolutions et surtout les liens unissant les deux hommes, sont indissolubles, et que, si l'un d'eux vient à se trouver en meilleure situation que l'autre, ou inversement, l'un prêtera toujours assistance à l'autre. Aussi bien s'agit-il de l'ennemi commun que nous mettrons par terre !

LES NOUVEAUX SOUS-MARINS VONT MAINTENANT ENTRER EN ACTION

Il fut un temps où l'Italie fasciste, qui mène le même combat que nous, qui est comme nous emprisonnée sur un

étroit territoire, qui doit résoudre comme nous le problème de sa surpopulation et à qui on refuse comme à nous le droit à la vie, il fut un temps, dis-je, où cette Italie fasciste enchaîna là-bas à notre profit des forces ennemies considérables. De nombreux navires britanniques ont été retenus en Méditerranée, de nombreux avions britanniques dans les colonies d'Afrique; d'imposantes forces terrestres y ont été bloquées. Ceci fut très à notre avantage. Car je l'ai dit récemment : notre guerre sur mer ne fait que commencer.

La raison en est que nous voulions d'abord former les nouveaux équipages pour les nouveaux sous-marins qui maintenant vont prendre le large. Et, que l'on n'en doute pas, maintenant ils viendront.

Il n'y a pas deux heures que le commandant en chef de la Marine m'a annoncé qu'il venait de recevoir de nos navires de guerre et de nos sous-marins la nouvelle qu'ils avaient de nouveau torpillé 215.000 tonnes.

Sur ce total 190.000 tonnes ont été anéanties par les seuls sous-marins et un seul convoi, détruit hier, représentait 125.000 tonnes. Mais à partir de mars ou d'avril ces Messieurs pourront s'attendre encore à de pires mésaventures, et alors ils verront bien si nous avons passé l'hiver à dormir et qui de nous a bien employé son temps.

Dans ces longs mois écoulés où nous avons dû combattre avec si peu de sous-marins, l'Italie a retenu là-bas des forces ennemies considérables. Peu nous importe que nos stukas s'en prennent aux navires anglais dans la Mer du Nord ou dans la Méditerranée; au fond, cela revient au même !

Une chose est certaine : là où la Grande-Bretagne touchera le continent, elle nous trouvera devant elle, et là où croisent des navires anglais, ils rencontreront nos sous-marins jusqu'à ce que l'heure décisive ait sonné !

Tout comme en Allemagne, une révolution s'est accomplie en Italie, qui doit avoir pour résultat la reconstruction d'une communauté nationale, cela devait avoir ce résultat et, de fait, a eu ce résultat.

Nous avons dû jadis patienter pendant de longues années

et, si mes adversaires croient me faire peur en parlant du temps, je n'ai que ceci à leur dire : j'ai appris à attendre, et pendant ce temps d'attente je n'ai point paressé !

Depuis 1923 nous avons dû aussi attendre 10 ans avant d'arriver au pouvoir, mais ces 10 ans, vous le savez, mes vieux camarades du Parti, nous les avons bien employés. Que de choses nous avons créées ! Que de choses nous avons construites ! Le mouvement qui accéda au pouvoir en l'année 1933 en était un tout autre que celui de l'année 1923. Nous avions bien employé notre temps. Aussi, de telles menaces ne m'effraient-elles pas. Chez nous, nous ne nous sommes jamais assigné comme but : le 1er mars ou le 15 juin ou le 7 septembre ceci ou cela devra être fait. Il n'y a que les journalistes de nos adversaires pour savoir des choses pareilles. Ces gens savaient cela aussi à cette époque-là. Ils disaient : Si les nationaux-socialistes n'ont pas conquis le pouvoir d'ici à octobre 1929, ils sont perdus ! — Nous n'étions pas perdus ! — « Si, ce coup-ci, les nationaux-socialistes ne sont pas portés au pouvoir par les élections de septembre 1930, le national-socialisme est liquidé ! » — Il n'était pas liquidé, quoique nous n'eussions pas conquis le pouvoir. Et alors ils disaient en 1932 : « Cette fois-ci le national-socialisme est bien mort, le Führer a refusé, il ne veut pas assumer de responsabilités, il est trop lâche; c'est ce que nous avons toujours dit, nous le savions, ce bonhomme se soustrait à toute responsabilité ! » Voilà ce que ces grands génies, qui maintenant sont blottis en Angleterre (car ils ne sont plus ici), ont su parfaitement dès ce temps-là.

Puis ils ont dit : « Le 13 août est la date fatale, cette fois le national-socialisme est bel et bien par terre. » Le 14 août est venu et il n'était point par terre.

Quelques mois après ils ont dû fixer un nouveau délai. Et alors vint enfin le 30 janvier 1933. Aussitôt ils ont dit : « Maintenant ils ont commis la gaffe ! Ils ont pris le pouvoir. Dans six semaines c'en sera fait d'eux, ou dans trois mois, dans trois mois tout au plus. Alors ils seront liquidés. » Les six semaines et les trois mois sont passés et nous n'étions pas liquidés !

Et c'est ainsi qu'ils ont toujours fixé de nouveaux délais

et maintenant, pendant la guerre, ils font exactement la même chose ! Et pourquoi pas ? Ce sont toujours eux. Ce sont les mêmes prophètes, les mêmes sourciers politiques qui, chez nous vaticinaient si admirablement et qui, à présent, sont aux gages du ministère de la propagande anglais et du Foreign Office, comme personnel auxiliaire. Ils savent toujours avec une précision mathématique quand les Allemands seront battus.

Nous avons déjà vu arriver cela une fois ou deux. Vous vous rappelez tous ce que l'on disait. Je me contenterai de relever ici le propos fameux d'un grand homme d'Etat britannique que vous avez pu contempler face à face ici-même à Munich : Mister Chamberlain déclara peu de jours avant le 9 avril de l'an dernier : « Dieu merci, il a manqué l'autobus ! » Et je vous rappelle encore quelqu'un d'autre, le commandant en chef de l'armée anglaise, qui disait : « Oui, il y a quelques mois, j'avais peur, maintenant je n'ai plus peur. Ils ont manqué le bon moment ; du reste ils n'ont que des généraux trop jeunes. C'est là leur défaut et c'est là leur malheur. Du reste, tous leurs dirigeants... Mais le plus important c'est qu'ils ont laissé échapper le bon moment. Trop tard maintenant ! » Quelques semaines plus tard ce général a été limogé. Sans doute était-il trop jeune lui aussi.

Et ils font exactement de même aujourd'hui. Ils fixent constamment des dates. A l'automne, ils disaient : « Si aucun débarquement n'a lieu maintenant, tout est parfait : Au printemps 1941, l'Angleterre portera la guerre sur le continent. » L'offensive britannique, je ne fais que l'attendre. Mais voilà qu'ils ont porté leur offensive ailleurs, et nous devons maintenant courir à leurs trousses, là où nous les trouvons. Mais nous saurons bien les trouver, où qu'ils aillent ! Nous les trouverons aussi là où les coups seront les plus écrasants pour eux !

NOUS NE VOULONS QUE L'EGALITE DE DROIT

Mais depuis lors le mouvement a vécu 21 ans de lutte incessante. Enfin, après 13 longues années, nous arrivâmes au pouvoir. Et depuis nous avons vécu ces années de préparation face à l'extérieur, de travail colossal à l'intérieur.

Vous le savez : il en est exactement ici comme il en était autrefois dans le Parti. Nous n'avons demandé au monde rien d'autre que de nous accorder les mêmes droits, exactement comme nous avons revendiqué l'égalité de droits à l'intérieur. A l'intérieur, nous avions demandé autrefois le droit de libre réunion dont les autres jouissaient, nous revendiquions la liberté de la parole et, en tant que parti parlementaire, nous sollicitions les mêmes droits que les autres. Ces droits, on nous les a refusés. On nous a pourchassés en déchaînant contre nous la terreur. Nous avons malgré tout cela édifié et consolidé notre organisation et nous avons fini par nous imposer.

LA VICTOIRE DES ÉCONOMIES NATIONALES

Je me suis adressé au monde dans les mêmes termes. J'ai déclaré : Je ne veux rien avoir de ce que les autres ont aussi. Je suis prêt à désarmer complètement. J'ai fait sans cesse de nouvelles propositions. On nous a ri au nez, on nous a opposé des refus, tout comme à l'intérieur. Je voulais tout arranger par voie de négociations. Il ne peut y avoir, en effet, rien de meilleur pour un peuple que d'atteindre ses buts par la voie des pourparlers ; car cela coûte moins et on évite l'effusion de sang. Qui serait assez insensé pour vouloir prendre par la violence quelque chose qu'il peut obtenir par un appel à la raison ? Mais il est des choses que l'Allemagne doit garder, parce que nous voulons vivre, parce que les autres n'ont pas le droit de restreindre nos conditions de vie, parce qu'il est inadmissible qu'une nation qui possédait déjà elle-même 38 millions et demi de kilomètres carrés, dérobe à une autre nation encore 2 millions et demi de kilomètres carrés et aussi parce qu'il est insupportable pour nous d'être continuellement maintenus sous tutelle par ces peuples et de nous laisser prescrire, par exemple, quelle politique économique nous devons pratiquer.

Nous pratiquons la politique économique qui profite au peuple allemand. Est-ce que je me mêle des affaires des autres ? S'ils veulent croupir sur des sacs d'or, qu'ils le fassent. Mais si l'on me dit : « Faites de même ! » Je m'en garderai bien. Je ne vais pas acheter pour de la force de travail allemande de l'or sans vigueur. En échange de la

force de travail allemande j'achète des produits pour l'existence. Le résultat de notre politique économique témoigne en notre faveur et non en la faveur de ceux qui préconisent le standard or. C'est nous, les pauvres, qui avons mis fin au chômage, parce que nous ne respections plus cette folie, parce que nous avons considéré toute notre vie économique uniquement comme un problème de production et non plus sous l'aspect capitaliste.

Nous avons, il est vrai, appuyé notre vie économique sur l'énergie ordonnée de la nation, sur la discipline de tout un peuple. Nous avons fait comprendre à la nation que c'était folie de poursuivre à l'intérieur des guerres économiques entre les différentes classes, pour n'arriver qu'à périr tous ensemble. Il a fallu, sans doute, pour arriver à ces fins, établir de nouvelles bases générales des conditions sociales. On ne peut plus, de nos jours, édifier des Etats sur une base capitaliste. A la longue, les peuples prennent conscience et les gens qui croient pouvoir empêcher ce réveil par des guerres ne feront que le hâter. Leurs Etats sombreront dans des catastrophes financières qui anéantiront les bases de la politique financière qu'ils ont suivie jusqu'à présent. C'est pourquoi ce n'est pas le standard or qui vaincra, mais les économies nationales sortiront victorieuses de la lutte. Elles pratiqueront entre elles le commerce qui leur est nécessaire. Il est parfaitement indifférent que cela convienne ou non à certains banquiers du standard or dans le monde.

NOUS ACHETONS ET NOUS VENDONS

Et si certains de ces banquiers nous déclarent : « Nous ne souffrirons pas que vous fassiez le commerce avec tel ou tel pays », c'est là une chose qui ne les regarde pas et les peuples n'admettront plus à l'avenir que quelques banquiers leur prescrivent leur politique commerciale. Ils feront la politique commerciale qui leur convient.

Sur ce point, nous pouvons regarder l'avenir avec confiance. L'Allemagne est un énorme facteur économique, non seulement comme productrice, mais aussi comme consommatrice. Nous avons de vastes débouchés, mais nous ne cherchons pas seulement des débouchés, nous sommes éga-

lement les plus forts acheteurs sur ces marchés, tandis que le monde occidental, d'une part, vit de ses empires, d'autre part veut encore exporter de ces empires. C'est parfaitement impossible, car les peuples ne peuvent à la longue faire des affaires en un seul sens.

Ils ne veulent pas seulement acheter, ils doivent aussi vendre et ne peuvent le faire à ces empires. Ils devront donc commercer avec nous, que cela convienne ou non à certains banquiers. Aussi ne conformons-nous pas notre politique économique aux conceptions des banquiers de New-York ou de Londres, non, notre politique s'inspire exclusivement des intérêts du peuple allemand. Sur ce point, je suis un socialiste fanatique qui n'a sans cesse en vue que l'ensemble des intérêts de son peuple. Je ne suis pas le valet de quelque consortium bancaire, je ne puis pas l'obligé de quelque groupe capitaliste. Je suis sorti du peuple allemand, mon mouvement, notre mouvement, est un mouvement allemand et c'est envers le peuple allmand seul que nous avons des obligations. Seuls ses intérêts déterminent notre politique économique. Nous ne céderons en rien sur ce point.

NOUS AVONS ACCOMPLI UNE ŒUVRE GIGANTESQUE

Si les autres disent : « Alors, c'est la guerre ! » Je ne puis que répondre : « Soit ! Je ne la veux pas, mais le meilleur homme ne peut vivre en paix si le méchant voisin ne le veut pas. » Je ne suis pas non plus de ceux qui, voyant venir une telle guerre, se mettent à geindre. J'ai parlé et fait ce que je pouvais ; j'ai fait des propositions, toujours de nouvelles propositions, à l'Angleterre comme à la France. On les a toujours repoussées avec ironie, on s'en est moqué, on en a ri. Alors quand j'ai vu que les autres voulaient le conflit, j'ai fait, certes, ce que j'avais toujours fait aussi jadis, comme national-socialiste et ancien militant du Parti : je me suis forgé aussitôt un instrument de défense. De même qu'autrefois, dans le Parti, j'avais préconisé l'idée qu'il ne s'agissait pas d'être toujours assez fort pour porter des coups aux autres, mais qu'il était nécessaire d'être assez fort pour répondre immédiatement aux coups, en organisant l'Armée, instrument militaire de la politique de l'Etat, j'en

ai fait un instrument capable, s'il ne pouvait en être autrement, de porter des coups.

Il y a quelques jours seulement, un général américain a déclaré, devant la Chambre des représentants des Etats-Unis, que Churchill lui avait dit déjà en 1936 : « L'Allemagne devient trop puissante pour nous, il faudra l'anéantir et je ferai tout pour arriver à cet anéantissement. »

C'est un peu plus tard que j'ai mis pour la première fois en garde, et publiquement, contre cet homme et son activité. Je ne voulais pas inquiéter prématurément la nation et, peut-être, ruiner des possibilités d'entente. Au même moment, cependant, voyant qu'en Angleterre une certaine clique, incitée à cela par la Juiverie, qui naturellement partout souffle sur le feu, était fermement décidée à la guerre, qu'elle y poussait, y excitait les esprits, j'ai fait tous les préparatifs pour armer la nation. Et vous, mes vieux camarades, vous savez que lorsque j'ai dit une chose je ne badine pas, mais que les actes suivent les paroles. Nous avons terriblement travaillé. L'armement créé dans ces années est vraiment la plus grandiose réalisation que le monde ait jamais vue.

Si d'autres viennent dire maintenant : « Nous le ferons aussi ! » Je répliquerai seulement : « Faites ! Pour moi c'est déjà fait. » Mais surtout, ne me racontez pas d'histoires. Je suis au fait, spécialiste en armements. Je sais fort bien ce que l'on peut faire avec de l'acier, avec de l'aluminium. Je sais aussi ce que l'on peut demander d'effort aux hommes, et ce qui est au-dessus de leurs forces. Vos histoires ne m'en font pas accroire.

J'ai fait donner à temps l'énergie de la nation allemande pour nous armer et je suis résolu, s'il est nécessaire, à employer à cet effet la moitié de l'Europe, et c'est, du reste, ce que je fais. Je suis prêt à n'importe quel conflit et je l'attends avec calme. Puissent les autres avoir la même placidité. Je m'appuie là sur la meilleure armée du monde, sur la meilleure armée que la nation allemande ait jamais eue. Numériquement forte, ses armes sont des meilleures et sa direction n'a jamais été aussi bonne. Nous avons de jeunes chefs, qui non seulement ont fait leurs preuves dans la guerre, mais qui s'y sont couverts de gloire. Partout où nos regards se tournent, nous

apercevons une élite qui dirige nos soldats et ceux-ci, en revanche, sont les hommes les mieux entraînés du monde entier, ils ont les meilleures armes que l'on puisse trouver actuellement de par le monde. Et derrière ces soldats, derrière leurs chefs, se presse la nation allemande, le peuple allemand tout entier. Au milieu de ce peuple, le mouvement national-socialiste, cœur de la nation, qui a pris son essor de cette salle, il y a 21 ans, ce mouvement, lui-même une des meilleures organisations. Les Pays démocratiques n'en possèdent pas de pareille et on ne lui trouve de parallèle que dans le mouvement fasciste. Peuple et Armée, Parti et Etat, forment actuellement un tout indissoluble. Aucune puissance au monde ne pourra l'ébranler. Il n'y a que des sots pour croire que ce qui s'est passé en 1918 pourrait se reproduire. Nous avons appris jadis à connaître ces espérances avec nos démocrates. Eux aussi étaient toujours pleins d'espoir, ils espéraient qu'à l'intérieur se produiraient le morcellement, la dissolution et la guerre fratricide.

Ils n'ont pas changé et disent encore : « Dans six semaines, la révolution éclatera en Allemagne. Ils ne savent pas qui la fera. Les révolutionnaires sont avec nous, dans nos rangs ; quant aux soi-disant « révolutionnaires », comme Thomas Mann et autres, ils sont en Angleterre. Il y en a qui sont repartis d'Angleterre pour l'Amérique, parce que l'Angleterre est pour eux déjà trop près du théâtre d'opérations de leur future « révolution ». Ils déplacent donc leur quartier général loin des futurs champs de bataille. Pourtant, ils continuent à prétendre que la révolution va venir. Je ne sais qui la fera, ni non plus comment elle se fera, mais ce que je sais c'est qu'en Allemagne il ne peut y avoir qu'une poignée d'imbéciles pour songer à la révolution, mais ils sont à l'ombre.

LEURS ESPOIRS SONT PUERILS

Puis ils nous parlent du « général Hiver » qui viendra réduire l'Allemagne. Mais le peuple allemand est assez résistant aux intempéries. Nous avons, dans l'histoire de l'Allemagne, surmonté déjà je ne sais combien de dizaines de milliers d'hivers, et nous surmonterons aussi celui-ci. Ils déclarent aussi : La famine viendra. Mais nous avons pris nos précautions. Nous connaissons les sentiments humains de nos

adversaires anglicans : Nous avons pris nos mesures, et je crois que ce sera plutôt là-bas que la famine viendra.

Ils disent aussi : « Le temps fera son effet. » Mais le temps n'aide que ceux qui travaillent, et personne n'a été plus laborieux que nous, cela je puis l'affirmer à ces gens.

Toutes ces vagues espérances dont ils se bercent sont ridicules et même enfantines.

Voici en résumé ce que je pense : le peuple allemand a derrière lui une évolution multi-millénaire. Nous connaissons deux mille ans de son histoire. Il y a mille ans que nous avons un Empire allemand et un empire comprenant seulement des Allemands. Au cours de ces temps, notre peuple a dû subir des tribulations inouïes. Quel que soit le présent ou l'avenir, il saura soutenir les coups du destin. Il les supportera même mieux que jamais, car je me dis que s'il y a toujours eu un peuple allemand et depuis mille ans un Empire allemand, il n'y avait encore jamais eu d'unité allemande. Or, nous l'avons aujourd'hui, cette solide organisation de notre peuple, cette direction ferme, celle que vous voyez aujourd'hui.

En toute modestie, je puis dire à mes ennemis ceci : « Je me suis déjà mesuré avec bien des adversaires démocratiques, et je suis toujours sorti vainqueur de la lutte. Je crois aussi que cette lutte ne se livre pas dans d'autres conditions, les rapports de force et de grandeur sont les mêmes. En tout cas, je suis reconnaissant à la Providence — puisque cette lutte était devenue inévitable — de l'avoir fait éclater encore de mon vivant et à une époque où je me sens encore frais et dispos. Le temps approche de nouveau où l'on pourra mesurer les forces et je sais, tout en comprenant ce que le combat a d'effroyable, qu'en ce moment des millions de soldats allemands pensent comme moi.

Nous avons derrière nous une année de succès inimaginables, nous avons aussi subi de rudes pertes, sinon dans l'ensemble, du moins individuellement. Mais nous savons que ces succès ne nous ont pas été donnés gratuitement, que d'innombrables Allemands ont dû risquer leur vie et continuent à la risquer, faisant preuve de la plus haute bravoure. Ce que tant d'hommes ont réalisé, dans nos régiments, nos formations blindées, nos forces aériennes, nos unités

sous-marines, nos forces navales, dépasse tout ce que l'on avait vu jusqu'alors. Il n'y avait encore jamais eu de meilleurs, de si braves soldats allemands.

LE PARTI DU FRONT DE LA GRANDE GUERRE

Nous autres nationaux-socialistes, nous sommes particulièrement fiers d'eux, ne sommes-nous pas l'ancien parti du front, le parti du front de la grande guerre ? C'est de ce front que nous sommes revenus, pleins de rancœur, de rage, accablés aussi de douleur en sentant la honte infligée à notre vaillant peuple. Nous qui avons participé à toute la lutte pendant la la guerre mondiale, nous savons, mieux que n'importe qui, ce que nos soldats d'aujourd'hui accomplissent. D'ici où je parle, je ne puis que leur répéter : nos cœurs, les cœurs de tous les vieux nationaux-socialistes sont avec vous, ce sont les cœurs d'anciens combattants. Combien d'entre nous sont revenus mutilés de la grande guerre ! Combien y ont reçu des blessures, combien y ont participé ! Tous, avec une brûlante ferveur, ont suivi les étapes de nos armées durant cette année. Chaque localité éveillait en eux un souvenir. Avec quelle immense satisfaction ils ont vu se réaliser ce pourquoi ils avaient pendant des années versé leur sang, poursuivis par une incroyable malchance, sans pouvoir cependant atteindre leur but. Ils sont fiers de leurs fils aujourd'hui, des jeunes soldats du Troisième Reich.

CETTE NOUVELLE ANNEE DE COMBAT SERA DECISIVE

Nul ne peut mieux vous le dire que le Parti de ces anciens combattants qui, revenus de la grande guerre, n'ont pu supporter la honte de leur pays et ont aussitôt recommencé une nouvelle guerre à l'intérieur, la guerre contre ceux qui ruinaient notre patrie, notre pays.

Nous voici donc, nationaux-socialiste, en présence d'une nouvelle année de lutte.

Nous savons tous qu'elle apportera de grandes décisions. Nous envisageons l'avenir avec une confiance inébranlable. Nous avons passé par la plus dure école que puissent con-

naître des hommes. Nous savons que ces sacrifices inouïs n'ont pas été faits en vain, car nous avons foi, là aussi, en la justice immanente. Que n'avons-nous pas fait dans ces années, nous avons déployé tous nos efforts, nous nous sommes consumés de soucis, avec ce seul but en vue : notre peuple !

Des millions d'êtres se sont voués à cette pensée, des centaines, des milliers sont tombés pour cette idée. La Providence ne nous a pas laissé suivre en vain cette voie merveilleuse. Le jour où a été créé ce mouvement, j'ai dit : Jadis notre peuple a remporté d'immenses victoires, puis il est devenu ingrat et il s'est montré désuni, il a ainsi péché contre lui-même et la Providence l'en a châtié. C'est justice que nous ayons été battus. Lorsqu'un peuple s'oublie comme l'a fait alors le peuple allemand, lorsqu'il croit pouvoir se moquer de tout honneur, de toute fidélité, la Providence ne peut que lui donner une si dure leçon.

L'ALLEMAGNE MARCHERA !

Mais nous étions déjà convaincus, à l'époque, que si notre peuple se ressaisissait, s'il redevenait laborieux et honnête, si chaque Allemand ne songeait en première ligne qu'à son peuple et non à lui-même, plaçait l'intérêt public au-dessus de de l'intérêt privé, si ce peuple enfin s'efforçait de nouveau d'atteindre un grand idéal, prêt à se sacrifier pour lui, alors viendrait l'heure où le Seigneur Dieu déclarerait que les temps d'épreuve étaient terminés.

Si le sort nous appelle de nouveau sur le champ de combat, sa bénédiction ira à ceux qui l'ont méritée par de longues dizaines d'années de durs travaux.

Encore une chose : Quand mes adversaires et moi nous présenterons devant l'histoire, je ne redouterai pas le jugement. Que sont en effet ces égoïstes ?

Chacun d'eux ne défend, en effet, que les intérêts de sa caste et, derrière chacun d'eux il y a le Juif ou son propre coffre-fort.

Ce ne sont que des gens avides, ils vivent des profits de la guerre. L'aide de Dieu ne peut leur être accordée. Ces gens,

je les affronte simplement comme champion de mon propre peuple, du peuple allemand.

Je suis convaincu que la Providence qui a béni notre combat, le bénira encore à l'avenir.

En effet, il y a 21 ans, lorsque je me suis présenté dans cette salle pour la première fois, j'étais un inconnu. Je n'avais pour moi que ma foi. Dans ces 21 années, j'ai créé un monde nouveau.

Le chemin de l'avenir sera plus aisé que celui que nous avons dû suivre du 24 février 1924 jusqu'à ce moment.

J'envisage donc l'avenir avec une confiance fanatique. Toute la nation est dans le rang et je sais qu'au moment où retentira le commandement, l'Allemagne entière marchera.

DISCOURS DU 4 MAI 1941
DEVANT LE REICHSTAG

L'activité diplomatique du IIIe Reich venait de connaître un nouveau succès dans les Balkans. Le 25 mars 1941, la Yougoslavie adhérait au pacte tripartite à des conditions particulièrement avantageuses. Un véritable coup d'Etat, provoqué par une faction militaire serbe devait remettre tout en cause et déclencher la guerre.

Les opérations commencèrent le 6 avril. Ce fut une nouvelle guerre-éclair. En douze jours, la Yougoslavie était vaincue, en vingt-deux jours la Grèce était traversée et capitulait. Les Anglais quittaient jusqu'au dernier le continent européen, tandis que dans le Proche-Orient les Arabes commençaient à se soulever.

Le 4 mai 1941, le Chancelier Hitler prenait la parole devant le Reichstag.

DEPUTES,

HOMMES DU REICHSTAG !

A une époque où les actes sont tout et où les paroles comptent peu, je n'ai pas l'intention de paraître devant vous, représentants élus du peuple allemand, plus souvent qu'il ne le faut.

Je me suis adressé à vous pour la première fois lors de la déclaration de guerre, lorsque la conspiration anglo-française contre la paix avait fait échouer toute tentative d'entente avec la Pologne, entente qui autrement eût été certainement possible. Les hommes les plus dépourvus de conscience à l'heure présente, qui, ainsi qu'ils l'avouent eux-mêmes aujourd'hui, étaient décidés depuis 1936 déjà à miner et, si possible, à anéantir dans une nouvelle guerre sanglante ce Reich qui, dans la paix, s'adonnait à une œuvre de redressement et qui devenait trop puissant à leur gré, ces hommes avaient enfin réussi à trouver dans la Pologne le premier Etat qui fut prêt à tirer l'épée pour leurs intérêts et leurs buts. Toutes mes tentatives d'arriver à une entente, voire même à une collaboration durable et amicale, et cela justement avec l'Angleterre, échouèrent devant le désir et la volonté d'une petite

clique qui, soit par haine, soit par intérêt matériel, repoussait toute proposition d'entente émanant de l'Allemagne sans dissimuler leur décision de faire la guerre à tout prix.

RESPONSABILITE DE CHURCHILL

L'instigateur de ce plan aussi fanatique que diabolique, d'arriver à une guerre coûte que coûte, était alors déjà M. Churchill. Ses collaborateurs n'étaient autres que les hommes qui composent actuellement le gouvernement britannique. Ce furent les soit-disant « grandes démocraties », en deçà et au delà de l'Océan qui encouragèrent le plus intensément, tantôt ouvertement, tantôt par voie détournée, ces aspirations. A une époque où allait croissant le mécontentement des peuples, irrités par l'incapacité de leurs gouvernements, les hommes alors au pouvoir croyaient pouvoir résoudre par une guerre heureuse ce problème qui, autrement, n'était plus soluble derrière eux. Il y avait le grand capital international juif des banques, des bourses et de l'industrie d'armement auquel, une fois de plus, apparaissait la possibilité de réaliser des affaires qui, pour n'être pas très propres, n'en étaient pas moins fort alléchantes. Et comme jadis, l'on était prêt à sacrifier, sans aucun scrupule, à l'or le sang des peuples. Et c'est ainsi que commença cette guerre.

Peu de semaines après, l'Etat qui s'était livré, à la légère, pieds et poings liés, aux intérêts de la finance et du capital de ces fauteurs de guerre était battu et anéanti.

EFFORTS POUR LA PAIX

Dans ces conditions, j'ai cru qu'il était de mon devoir, à l'égard de notre propre peuple allemand et de tant d'hommes d'un autre monde, aussi honnêtes qu'innocents, d'adresser un nouvel appel à la raison et à la conscience des autres hommes d'Etat.

Le 6 octobre 1939, je constatai une fois de plus que l'Allemagne n'avait rien réclamé ni à l'Angleterre, ni à la France, et n'en avait d'ailleurs nullement l'intention, qu'il était insensé de continuer la guerre, que surtout les terribles armes modernes, le jour où elles entreraient en action, devaient forcément semer la destruction dans des régions entières. J'ai mis

en garde contre les tirs de l'artillerie lourde et à longue portée dirigés sur des localités civiles, étant donné qu'il n'en pouvait résulter, d'un côté comme de l'autre, que la destruction mutuelle de vastes régions. J'attirai surtout l'attention sur le fait que la mise en action de l'aviation, capable d'atteindre des régions très éloignées, conduirait fatalement à l'anéantissement de toutes les constructions et des richesses culturelles de l'Europe, œuvres d'un travail séculaire et ardu.

De même que mon appel du 1er septembre 1939 était demeuré sans résultat, mon nouvel appel se heurta à un refus.

Les fauteurs de guerre britanniques et leurs inspirateurs judéo-capitalistes ne trouvèrent pas d'autre explication à mon appel humanitaire que de l'attribuer à une faiblesse allemande. On assura aux peuples d'Angleterre et de France que l'Allemagne tremblait à l'idée du règlement de compte du printemps 1940 et aurait bien voulu faire la paix par peur de l'écrasement qui la menaçait. Mais on déclarait qu'une telle paix ne devait survenir à aucun prix avant que le Reich allemand n'ait été anéanti et que les Allemands n'aient été battus et réduits à la misère jusqu'au moment où ils auraient fini par faire la queue aux cuisines roulantes de leurs adversaires pour y mendier un peu de nourriture.

L'ATTENTAT BRITANNIQUE CONTRE LA NORVEGE

A cette époque déjà, le gouvernement norvégien, aveuglé par les prophéties imprudentes de Mister Churchill, commença à jouer avec l'idée d'une invasion britannique, pour contribuer à l'écrasement de l'Allemagne en tolérant une occupation des ports norvégiens et du bassin minier suédois. Ces messieurs Churchill et Paul Reynaud se sentirent finalement si sûrs du succès de leur nouveau complot que, soit par légèreté, soit sous une influence alcoolique, ils crurent ne plus avoir besoin de le tenir secret. C'est à cette loquacité des deux messieurs que le gouvernement allemand doit d'avoir eu connaissance des plans forgés contre le Reich et que le peuple allemand a peut-être eu l'occasion de sa riposte la plus décisive dans cette guerre, car le complot britannique contre la Norvège était sans aucun doute l'action la plus redoutable projetée contre le Reich. Quelques semaines après, ce danger

était conjuré. Un des faits d'armes les plus audacieux de l'histoire militaire de tous les temps fit échouer l'attaque des armées anglaises et françaises contre l'aile droite de notre front défensif. Cette défense allemande couronnée de si brillants succès, aboutit à un renforcement de notre position européenne, renforcement tel qu'on ne saurait trop en apprécier la valeur stratégique. Aussitôt après l'échec de ces plans, une pression accrue des fauteurs de guerre anglais commença à se faire sentir sur la Belgique et la Hollande. Le but était désormais, après que le complot contre les arrivages de minerai eut échoué, de porter le front sur le Rhin en entraînant les Etats belge et hollandais, pour menacer et rendre ainsi inopérante l'industrie de transformation du minerai.

L'an passé, le 10 mai, commença une lutte, la plus mémorable peut-être de toute notre histoire allemande. En peu de jours les fronts ennemis furent rompus et l'opération qui devait conduire à la plus grande bataille d'anéantissement, de l'histoire mondiale était devenue possible.

C'est ainsi que la France s'effondra. La Belgique et la Hollande furent occupées. Les troupes britanniques, battues à plate couture et disloquées, quittèrent le continent européen en abandonnant leurs armes.

NOUVELLE OFFRE DE PAIX

Le 19 juillet 1940 je réunis pour la troisième fois le Reichstag pour lui présenter ce grand compte rendu dont vous vous souvenez tous encore. Cette séance me donna la possibilité d'exprimer les remerciements de la nation à ses soldats, et cela d'une manière digne de la grandeur vraiment unique des événements. J'ai également profité de cette occasion pour convier encore une fois le monde à la paix. Je ne laissai cependant aucun doute sur le fait, qu'en raison des expériences antérieures, mes espoirs dans ce sens ne pouvaient être que minimes, car les hommes qui avaient voulu la guerre n'avaient pas agi par une conviction idéaliste quelconque. Il y avait derrière eux la force motrice du capitalisme judéo-démocratique dont ils étaient les obligés et à qui ils étaient voués sans merci. Mais les milliards de capitaux déjà bloqués étant investis, réclamaient intérêts et amortissements. C'est pourquoi la longue durée de la guerre non seulement ne les

a pas effrayés, mais est, au contraire, conforme à leurs désirs. En effet, ce capital investi sous la forme de fabriques et de machines, a besoin d'un certain temps pour devenir productif et d'un temps plus long encore pour rapporter des bénéfices. Cette clique belliciste judéo-démocratique ne déteste donc rien tant que l'idée qu'en dernière minute un appel à la raison des peuples pourrait peut-être réussir à terminer la guerre sans perte de sang et, par suite, restreindre les revenus des milliards qu'elle a investis. Il est donc arrivé ce que j'avais prévu et prédit. Mon offre de paix fut présentée comme un signe de peur et de lâcheté. Ceux qui excitèrent à la guerre en Europe et en Amérique réussirent une fois de plus à obnubiler le bon sens des vastes masses qui ne pouvaient retirer aucun profit de cette guerre, à éveiller de nouveaux espoirs par une présentation mensongère des faits et, enfin, par la voie d'une opinion publique que dirigeait leur presse, à engager de nouveau les peuples à poursuivre la lutte. Les avertissements que je formulais au sujet de l'emploi de bombes lancées la nuit contre la population civile, tel que le préconisait M. Churchill, furent uniquement interprétés comme un signe de l'impuissance allemande. Ce dilettante, le pire que l'histoire de tous les temps ait jamais connu, croyait sérieusement que la réserve que durant des mois les forces aériennes allemandes s'étaient imposée, devait être considérée seulement comme une preuve de leur incapacité à exécuter des vols de nuit.

POUR CHAQUE BOMBE ANGLAISE, CENT BOMBES ALLEMANDES

Ainsi, par l'intermédiaire des publicistes à sa solde, cet homme fit répandre pendant des mois parmi le peuple anglais le mensonge que l'armée de l'air britannique seule était capable de mener la guerre de cette façon et que l'on avait ainsi trouvé le moyen de terrasser l'Allemagne en faisant donner sans le moindre scrupule les forces aériennes anglaises contre la population civile du Reich, moyen qui se joindrait à celui du blocus d'affamement. Or, je n'ai cessé de mettre en garde contre une telle opinion et cela pendant trois mois et demi. Je ne suis pas étonné que ces avertissements soient restés sans effet sur M. Churchill. Qu'importe à cet homme la vie d'autrui ? Que lui importe la culture et ses édifices ? N'a-t-il

pas dit déjà, au début de la guerre, qu'il voulait avoir sa guerre à lui, dussent les villes de l'Angleterre n'être plus qu'un amas de ruines ? Il l'a eue cette guerre. Mon assurance qu'à partir d'un certain moment nous répondrions, s'il le fallait, à chaque bombe lancée par cent autres, n'a pu décider cet homme à réfléchir ne fut-ce qu'une fois, à tout ce que ses actes avaient de criminel. Il déclare que cela ne l'impressionne pas, il nous affirme même qu'après de tels bombardements, la population anglaise lui a paru toujours plus rayonnante, de sorte qu'il est toujours rentré à Londres fortifié dans ses idées. Il se peut donc que M. Churchill se trouve affermi de nouveau dans son intention déjà bien précise de poursuivre la guerre également par ce moyen. Nous sommes, nous autres, non moins résolus à renvoyer à l'avenir également, si cela est nécessaire, cent bombes pour une et cela jusqu'à ce que le peuple britannique se débarrasse de ce criminel et de ses méthodes. Et si M. Churchill croit devoir de temps à autre accroître la virulence et le caractère percutant de sa guerre en ayant recours à la propagande, nous aussi, nous nous trouvons prêts à commencer également, enfin, les hostilités sur ce terrain. L'appel que ce fou et ses satellites ont adressé au peuple allemand à l'occasion précisément du 1^{er} mai pour le décider à m'abandonner, ne saurait s'expliquer que par une attaque de paralysie générale ou par la démence alcoolique. C'est cette mentalité anormale qui inspira la résolution d'étendre aux Balkans le théâtre des hostilités. Il y aura bientôt près de cinq ans que cet insensé parcourt l'Europe à la recherche de n'importe quel foyer d'incendie. Il se trouve, malheureusement, toujours des éléments stipendiés pour donner accès dans leurs pays respectifs à cet Erostrate international. Après avoir réussi, au cours de cet hiver, à faire accroire au peuple britannique, par des nuées d'affirmations sans preuves et de basses manœuvres, que le Reich, épuisé par la campagne de l'année passée, était absolument à bout de forces, il se vit contraint, pour prévenir les constatations de la réalité, d'allumer sur le continent un nouveau brasier. Il revenait ainsi à ce projet qu'il avait caressé dès l'automne 1939 et le printemps 1940.

L'INCENDIE DES BALKANS

Vous vous rappelez, mes chers députés, membres du Reichstag, les documents de La Charité qui ont été publiés et qui

dévoilaient la tentative entreprise déjà au cours de l'hiver 1939-40 de faire des Balkans un nouveau théâtre de la guerre européenne. Les grands metteurs en scène de la nouvelle pièce étaient alors MM. Churchill, Halifax, Daladier, Paul Reynaud, ainsi que les généraux Weygand et Gamelin.

Ainsi qu'il résulte de ces documents, on envisageait la possibilité, en cas de réussite de cet attentat contre la paix du Sud-Est de l'Europe, de mobiliser environ cent divisions pour les intérêts de l'Angleterre. La brusque débâcle de mai et de juin de l'année passée paralysa tout d'abord également ces projets.

Mais dès l'automne de l'année dernière, M. Churchill se remit à reconsidérer ce problème. Et si l'entreprise était devenue plus difficile, c'est qu'entre temps une transformation s'était opérée dans les Balkans eux-mêmes, entraînant, du fait du revirement survenu en Roumanie, la défaillance définitive de cet Etat pour l'Angleterre ; sous la direction du général Antonescu, la Roumanie nouvelle commença à pratiquer une politique exclusivement roumaine, ne tenant pas compte des espoirs des fauteurs de guerre britanniques. A quoi s'ajouta l'attitude de l'Allemagne elle-même.

LES BUTS DE LA POLITIQUE BALKANIQUE ALLEMANDE

Avant de vous entretenir de cette question, je veux, Messieurs les Députés, vous présenter un exposé succinct des buts de la politique balkanique allemande tels que je les entrevoyais et tels que nous nous efforcions de les réaliser.

1° Comme depuis toujours le Reich ne formulait dans les Balkans aucune revendication territoriale et ne poursuivait pas davantage d'égoïstes visées politiques, c'est-à-dire que le Reich ne portait aux questions résultant des problèmes territoriaux et de la situation intérieure de ces Etats, aucun intérêt quel qu'il fût de caractère égocentrique.

2° En revanche, le Reich s'était efforcé de nouer précisément avec ces Etats d'étroits rapports économiques et de développer ceux-ci. Mais ce n'était pas seulement dans l'intérêt du Reich, mais aussi dans l'intérêt de ces pays eux-mêmes. En effet : si les économies nationales de deux partenaires

commerciaux se sont jamais complétées harmonieusement, ce fut bien et c'est bien le cas entre les Etats balkaniques et l'Allemagne. L'Allemagne est un Etat industriel et a besoin de produits alimentaires et de matières premières. Les Etats balkaniques sont des régions agricoles riches en matières premières et ils ont besoin de produits industriels. Il en résultait logiquement la possibilité d'un développement extraordinairement fécond des relations économiques réciproques. Que des cercles anglais ou même américains aient voulu voir dans ce fait une immixtion injustifiée de l'Allemagne dans les Balkans est une affirmation aussi sotte qu'effrontée. En effet, chaque Etat organisera sa politique économique selon ses intérêts nationaux et non pas selon les intérêts de capitalistes étrangers, métèques appartenant à un monde judéo-démocratique. De plus : l'Angleterre et l'Amérique ne pouvaient tout au plus jouer dans ces régions que le rôle de vendeurs, mais jamais celui d'acheteurs. Il faut avoir, en matière économique, l'esprit borné de ces démocrates capitalistes pour se figurer qu'à la longue des Etats peuvent exister, s'ils sont dans l'obligation d'effectuer des achats dans un pays, qui, de son côté, ne veut ni ne peut rien leur acheter.

Or, l'Allemagne n'a pas seulement vendu des marchandises aux Etats balkaniques, elle était aussi leur plus gros acheteur. Et le Reich était un client sérieux et fidèle qui payait les produits des paysans balkaniques avec le travail des ouvriers allemands et non avec des valeurs et des devises trompeuses qui, ne l'oublions pas, souffraient depuis des années déjà d'une dévaluation chronique.

Il ne faut donc pas s'étonner que, ainsi que nous l'avons déjà mentionné, l'Allemagne soit devenue le plus important partenaire commercial des Etats balkaniques. Les intérêts allemands n'étaient pas seuls en jeu, mais aussi ceux des peuples balkaniques et seuls les cerveaux de nos démocraties juives où ne germent que des idées capitalistes peuvent prétendre qu'un Etat en domine un autre lorsqu'il lui livre des machines. En réalité, une telle domination ne pourrait tout au plus qu'être réciproque, car, en vérité, on peut plus facilement renoncer à des machines qu'à des vivres et à des matières premières, et le partenaire qui reçoit en échange de ses machines des céréales ou des matières premières est peut-être encore plus lié que le destinataire des produits indus-

triels. Non. Dans cette affaire, il n'y avait ni vainqueur, ni vaincu, mais seulement des partenaires et le Reich allemand de la Révolution nationale-socialiste a mis toute son ambition à être un partenaire honnête, c'est-à-dire à payer avec de bonnes marchandises et non avec des papiers démocratiques sans valeur.

3° En considération de ces faits, le Reich allemand n'a eu qu'un but, si l'on veut parler de buts politiques, ce fut celui d'avoir des partenaires commerciaux sains et vigoureux. Aussi, le Reich allemand a-t-il tout mis en œuvre, son influence et son aide, ses conseils et ses actes, pour assister ces pays dans la consolidation de leur propre existence, de leur ordre intérieur, sans se préoccuper de leurs différentes formes de gouvernement.

La poursuite de ces buts ne conduisit pas seulement à une prospérité croissante dans ces pays, mais aussi à une confiance réciproque de plus en plus grande.

D'autant plus grands furent les efforts tentés par Churchill, cet incendiaire universel, pour enrayer ce développement pacifique et pour porter dans ces calmes régions européennes, par des promesses gratuites, fallacieuses et effrontées, par des garanties britanniques, etc., des éléments de trouble, d'insécurité, de défiance et enfin de lutte. Il fut aidé dans ses visées par tous ces obscurs personnages qui, étant soit économiquement, soit intellectuellement sous l'influence britannique, étaient prêts à sacrifier les intérêts de leurs propres peuples aux desiderata de leurs mandants matériels et spirituels.

LES « GARANTIES » BRITANNIQUES

L'Etat roumain se laissa prendre d'abord à ces « garanties » de même que, plus tard, et surtout, l'Etat grec. La preuve que ces garanties n'étaient accompagnées d'aucune possibilité d'aide effective et que tout au contraire il s'agissait uniquement d'induire des Etats à s'engager dans la voie glissante des intérêts britanniques, a vraisemblablement été fournie entre temps d'une manière bien suffisante.

La Roumanie a dû payer durement sa « garantie », octroyée avec le dessein prémédité de l'éloigner des puissances de l'Axe.

LA GENESE DE L'AFFAIRE DE GRECE

La Grèce, qui était la dernière à avoir besoin de ces garanties, était également prête, répondant à l'appel séducteur de l'Angleterre, à lier son sort à celui du financier et mandant de son royal seigneur. Car aujourd'hui encore je me crois tenu de rendre hommage à la vérité historique. Je dois opérer une distinction entre le peuple grec et cette couche mince d'une classe dirigeante corrompue qui, inspirée par un monarque docile aux volontés de l'Angleterre, se souciait moins des véritables tâches du gouvernement grec que de s'assimiler les buts de la politique de guerre britannique. Je l'ai sincèrement regretté. Il était très dur et très amer pour moi, Allemand éprouvant de par l'éducation reçue dans ma jeunesse, comme de par ma profession ultérieure, une si profonde vénération pour la culture et l'art d'un pays d'où est venu jadis le premier rayonnement de la beauté et de la dignité humaine, de voir ce développement et de ne rien pouvoir faire pour l'enrayer. Les documents de La Charité nous avaient permis d'apercevoir les agissements des forces qui tôt ou tard ne pouvaient conduire l'Etat grec qu'à une immense catastrophe. Vers la fin de l'été de l'an passé, M. Churchill réussit à concrétiser dans l'esprit de certains milieux les promesses platoniques de garantie à la Grèce, au point qu'il en put découler toute une série de violations continuelles de la neutralité. L'Italie en fut frappée en premier lieu. Aussi se vit-elle dans l'obligation, en octobre 1940, de soumettre des propositions au gouvernement grec et de lui demander des garanties paraissant propres à mettre fin à cette situation intolérable pour l'Italie. Sous l'influence des fauteurs de guerre britanniques, cette demande essuya un brusque refus, qui mettait fin à la paix dans les Balkans.

L'HEROISME GREC

Le temps défavorable qui sévissait alors, neige, pluie et tempête, en même temps que, je dois le dire pour l'amour de la justice historique, une résistance extrêmement brave des soldats grecs, donnèrent au gouvernement d'Athènes assez de temps pour réfléchir aux conséquences de sa décision malheureuse et pour se mettre en quête d'une solution raisonnable de la situation.

Dans la faible espérance de pouvoir peut-être contribuer encore à un éclaircissement de la situation, l'Allemagne n'avait pas rompu ses relations avec la Grèce. Mais c'était aussi pour moi un devoir de dire à la face du monde que nous ne pourrions pas demeurer inactifs devant une reprise de la vieille idée de la Grande Guerre : l'expédition de Salonique. Malheureusement on ne prit pas suffisamment au sérieux l'avertissement que je donnai alors en disant que si les Anglais tenaient à se fixer où que ce fut en Europe nous étions résolus à les jeter immédiatement à la mer. Nous pûmes voir ainsi, au cours de cet hiver, l'Angleterre commencer à jeter les bases de la formation d'une nouvelle armée de Salonique. On commença par l'installation d'aérodromes et on créa tout d'abord les organisations terrestres nécessaires, dans la conviction que l'occupation des terrains eux-mêmes pourrait ensuite s'opérer très rapidement. Enfin les transports du matériel se succédèrent, apportant des équipements pour une armée qui, suivant la conception et l'idée de M. Churchill, serait transportée en Grèce en quelques semaines. Comme je l'ai déjà fait remarquer, mes députés, tout cela ne nous est pas resté caché. Durant des mois, nous avons observé toute cette singulière manœuvre avec réserve, mais pourtant avec attention.

ERREURS DE CHURCHILL

Les revers que subit l'armée italienne dans le nord de l'Afrique, par suite de l'infériorité technique de sa défense anti-char et de ses armes blindées elles-mêmes amenèrent finalement M. Churchill à croire que le moment était venu de déplacer le théâtre de la guerre de Lybie en Grèce. Il fit opérer le transport des chars de combat qui étaient encore là, ainsi que celui des divisions d'infanterie, composées surtout d'Australiens et de Néo-zélandais, convaincu qu'il pouvait maintenant déclencher le coup qui subitement mettrait les Balkans en flammes. En agissant ainsi, M. Churchill a commis une des plus grandes fautes stratégiques de cette guerre. Dès qu'il ne fut plus possible de douter de l'intention qu'avait l'Angleterre de se fixer aux Balkans, j'ai fait le nécessaire pour que, du côté allemand, fussent immédiatement préparées, sur ce théâtre d'importance vitale pour nous, les forces nécessaires pour pouvoir s'opposer sur le champ à toute sottise éventuelle de ce monsieur. Je dois ici

constater expressément que ces mesures n'étaient point dirigées contre la Grèce. Le Duce lui-même ne m'a jamais prié de mettre à sa disposition pour cette éventualité une seule division allemande. Il était convaincu qu'avec la bonne saison la lutte contre la Grèce se terminerait de toute façon par un succès. J'étais moi-même de cet avis, en concentrant les forces allemandes, il ne s'agissait donc pas d'apporter une aide à l'Italie contre la Grèce mais de prendre une mesure préventive contre la tentative de l'Angleterre de se faufiler secrètement dans les Balkans en profitant de la guerre entre l'Italie et la Grèce, dont le bruit cacherait ses manœuvres, afin de pouvoir amener dans cette contrée une décision suivant l'exemple donné par l'armée de Salonique durant la Grande Guerre, et surtout, de pouvoir entraîner encore de nouvelles forces dans le tourbillon de la lutte.

FOLIE SERBE

Cet espoir reposait notamment sur deux Etats, sur la Turquie et sur la Yougoslavie. Or, depuis mon accession au pouvoir je me suis efforcé d'arriver précisément avec ces Etats à une collaboration étroite basée sur des données économiques appropriées. Pendant la Grande Guerre, la Yougoslavie avait été notre adversaire, du moins en ce qui concernait sa partie serbe. N'est-ce pas même à Belgrade que la Grande Guerre a commencé ? Cependant, le peuple allemand qui, de nature, n'est pas rancunier, n'éprouvait aucune haine contre ce pays. La Turquie, elle, fut notre alliée pendant la Grande Guerre. La malheureuse issue de cette lutte pesait aussi lourdement sur ce pays que sur nous-mêmes. Le grand et génial rénovateur de la jeune Turquie fut le premier qui donna l'admirable exemple du redressement des puissances centrales alliées qui alors, abandonnées par la chance, avaient reçu de si effroyables coups du destin. Alors que la Turquie, grâce à l'attitude réaliste de ses dirigeants, conserva l'indépendance de sa propre décision, la Yougoslavie fut la victime des intrigues britanniques.

Mes Députés, hommes du Reichstag allemand, la plupart d'entre vous et vous surtout, mes vieux camarades du Parti, vous savez combien je me suis efforcé d'établir entre l'Allemagne et la Yougoslavie des relations sincères basées sur la compréhension, voire sur l'amitié. J'y ai travaillé durant des

années. Je croyais être secondé en cela par certains des représentants de ce pays qui, comme moi, semblaient croire qu'une étroite collaboration entre les deux Etats ne pourrait avoir que des résultats utiles. Lorsque, par suite des intrigues anglaises, le danger de voir aussi, tôt ou tard, les Balkans entraînés dans la guerre se rapprocha, je m'efforçai d'autant plus de tout faire pour prémunir la Yougoslavie contre un piège si dangereux. Notre ministre des Affaires Etrangères, M. von Ribbentrop, avec la patience et la géniale obstination qui lui sont propres, n'a cessé, au cours de nombreuses entrevues et de multiples entretiens, d'attirer dans ce sens l'attention sur l'opportunité, voire la nécessité, de maintenir au moins cette partie de l'Europe en dehors de la funeste guerre. Dans ce but, il a soumis au gouvernement yougoslave des propositions si remarquables et si loyales que finalement semblèrent se multiplier dans l'Etat yougoslave lui-même les voix qui s'élevaient en faveur de cette étroite collaboration. Mister Halifax a donc parfaitement raison lorsqu'il déclare aujourd'hui que ce n'était pas l'intention de l'Allemagne d'amener la guerre dans les Balkans. Oui, il est exact que notre sincère effort était d'arriver peut-être même à ce résultat que, — par une plus intense collaboration avec la Yougoslavie —, le conflit avec la Grèce pût être réglé d'une manière compatible avec les justes désirs de l'Italie. Non seulement le Duce a donné son assentiment à la tentative d'amener la Yougoslavie à une étroite communauté d'intérêts avec nos buts de paix, mais encore il l'a secondée par tous les moyens. Il devint ainsi possible d'amener enfin le gouvernement yougoslave à adhérer au Pacte Tripartite qui n'imposait aucune exigence à la Yougoslavie, mais au contraire n'offrait que des avantages à ce pays. En effet, la vérité historique me force à constater aujourd'hui que ce pacte et les accords additionnels n'obligeaient la Yougoslavie à apporter aucune aide à l'Allemagne. Bien au contraire, elle obtenait des puissances adhérentes au Pacte Tripartite l'assurance solennelle que non seulement on ne lui demanderait jamais aucune aide, mais que nous étions prêts même à renoncer dès le début à tout passage de matériel de guerre. De plus, sur l'exigence précise de son gouvernement, la Yougoslavie avait obtenu l'assurance que, dans le cas où se produiraient dans les Balkans des modifications territoriales, elle obtiendrait un accès à la mer Egée, placé sous la souveraineté yougoslave, qui

devait englober entre autres la ville de Salonique. C'est ainsi que le 25 mars de cette année a été signé à Vienne un pacte qui offrait à l'Etat yougoslave un avenir plein de promesses et pouvait assurer la paix dans les Balkans. Vous comprendrez, Députés, que ce jour-là j'ai quitté avec un véritable sentiment de bonheur la belle ville danubienne. Non pas seulement parce que c'était là, je le croyais, le couronnement d'une politique extérieure poursuivie depuis presque huit ans, mais parce que j'espérais pouvoir éviter, à la dernière minute, une intervention allemande dans les Balkans. Deux jours après nous recevions la troublante nouvelle de ce coup de main exécuté par une poignée de « Putschistes », de cet acte qui arracha au Premier britannique ce cri de triomphe qu'il avait enfin une bonne nouvelle à annoncer.

LE 6 AVRIL, ATTAQUE !

Vous comprendrez aussi, Députés, que je n'ai plus tardé à donner l'ordre d'attaquer. Car il est inadmissible que l'on agisse de la sorte avec le Reich allemand. On ne peut pas, pendant des années, solliciter une amitié, on ne peut pas davantage conclure un traité qui ne profite qu'à l'autre partenaire et constater ensuite que non seulement ce traité a été violé au cours d'une nuit, mais que le représentant du Reich allemand a reçu des insultes en guise de réponse, que l'attaché militaire a été menacé, son adjoint blessé, de nombreux autres Allemands maltraités, qu'on a démoli des bureaux, des écoles, des salles d'exposition, etc., qu'on a détruit les habitations d'Allemands, qu'on a poursuivi et tué sans merci des gens de race allemande. Dieu m'est témoin que j'ai voulu la paix. Mais lorsqu'un certain Mr. Halifax déclare avec ironie qu'on le savait parfaitement et que c'est précisément pour cela que l'on nous a obligé de combattre tout en présentant ce résultat comme un succès notoire de la diplomatie britannique, il ne me reste plus d'autre ressource devant une telle vilenie que d'assurer la protection des intérêts du Reich avec les moyens dont, Dieu merci, nous disposons. Je pouvais, à cet instant, prendre cette décision avec d'autant plus de calme que je me savais en parfait accord 1° avec l'état d'esprit et l'attitude de la Bulgarie demeurée inaltérablement fidèle au Reich allemand, de même que, 2° avec la conception de la Hongrie,

révoltée elle aussi et à juste titre. Nos deux anciennes alliées de la Grande Guerre devaient ressentir cet acte comme une provocation venant d'un Etat qui, une fois déjà, avait mis l'Europe à feu et à sang et avait par conséquent sur la conscience tous les malheurs qu'ont eu à supporter l'Allemagne, la Hongrie et la Bulgarie.

LES OPERATIONS

Les instructions générales que j'ai données le 27 mars, par l'intermédiaire du haut commandement de l'armée, ont placé les forces terrestres et aériennes devant des tâches très ardues. Il s'agissait réellement d'organiser en un tour de main un nouveau et vaste déploiement de forces, d'opérer des mouvements de formations déjà réunies, d'assurer le ravitaillement en matériel, de diriger en outre l'aviation sur de nombreux aérodromes improvisés qui, pour la plupart, se trouvaient encore inondés. Sans la collaboration si compréhensive de la Hongrie et sans l'attitude si loyale de la Roumanie, nous n'aurions réussi qu'avec beaucoup de difficulté à exécuter, dans les courts délais prévus, les ordres donnés. Je fixai la date de l'offensive au 6 avril. Ce jour-là, le groupe sud qui se trouvait en Bulgarie était prêt à l'attaque. L'entrée en action des autres armées devait avoir lieu aussitôt qu'elles seraient prêtes. Les délais prévus étaient fixés au 8, voire au 10 et au 11 avril. Le but des opérations était le suivant : 1° de se diriger vers la Thrace grecque, dans la direction de la mer Egée, avec une armée venant de Bulgarie. Le centre de gravité se trouvait à l'aile droite, qui devait réussir la percée sur Salonique en collaboration avec des divisions alpines et une division blindée. 2° De foncer avec une deuxième armée sur Skoplje, afin d'opérer aussi rapidement que possible la jonction avec les forces italiennes s'élançant d'Albanie. Ces deux opérations devaient commencer le 6 avril. 3° L'autre opération qui devait débuter le 8, prévoyait la percée en direction de Nisch d'une autre armée venant de Bulgarie et devant atteindre la région de Belgrade. En même temps, un corps allemand devait occuper le Banat le 10 et arriver devant Belgrade par la route du Nord. 4° Le 11, une armée stationnée en Carynthie-Styrie, voire en Hongrie occidentale, devait passer à l'attaque en direction de Zagreb-Serajevo et Belgrade.

ROLE DE L'ITALIE

On avait en outre conclu divers arrangements libres avec nos alliés, l'Italie et la Hongrie. L'armée italienne, partie du front des Alpes Juliennes, avait l'intention, en longeant les côtes, de s'avancer en direction de l'Albanie pour tendre la main à ces formations, par dessus Scutari, et pour percer également les positions-frontières yougoslaves installées en face de Skopjle, à la frontière albano-yougoslave, afin d'arriver à rejoindre l'armée allemande en marche dans cette contrée; de percer enfin le front grec en Albanie même et d'acculer, si possible, les Grecs à la mer. Il s'agissait d'occuper en même temps les îles de la côte Dalmate et de la mer Ionienne; tous les autres points d'appui devaient être pris.

LA VICTOIRE

Des accords avaient également été conclus pour la collaboration des deux armées aériennes. Le commandement des armées allemandes engagées contre la Macédoine et la Grèce était entre les mains du général-feldmaréchal von List, qui avait brillamment fait ses preuves dans les campagnes précédentes. Cette fois encore il a résolu les problèmes qui lui étaient posés d'une manière vraiment supérieure, et cela dans les conditions les plus difficiles. Les forces opérant contre la Yougoslavie, à partir du Sud-Est du Reich et de la Hongrie, étaient sous le commandement du colonel-général v. Weichs. Lui aussi a atteint ses objectifs dans le minimum de temps, avec les unités placées sous ses ordres. Ainsi, les armées de terre et les armées opérant sous le commandement en chef du général-feldmaréchal v. Brauchitch et du chef de l'état-major, le colonel-général Halder, ont contraint l'armée grecque de Thrace à capituler au bout de cinq jours, établi la liaison avec les forces italiennes avançant d'Albanie, fait tomber Salonique entre les mains de l'Allemagne et au bout de 12 jours ont contraint la Serbie à capituler, établissant ainsi la situation générale qui devait permettre la percée aussi dure que glorieuse par Larissa vers Athènes. Cette opération a été couronnée par l'occupation du Péloponèse et de nombreuses îles grecques.

Mais une analyse détaillée de ces prouesses sera fournie par le haut commandement allemand dont le chef, le général-feld-

maréchal Keitel et le général Jodl, contribuèrent pour une large part aux succès des opérations.

L'armée de l'air, placée sous le haut commandement du reichsmaréchal et de son chef d'état-major, le général Jeschonneck, était répartie en deux groupes sous le commandement du colonel-général Loehr et du général von Richthofen. Leur mission était : 1° De briser l'aviation ennemie et de détruire son organisation terrestre. 2° D'attaquer et de mettre ainsi hors d'action dès le début tous les objectifs ayant une importance militaire de la centrale de conjurés qu'était Belgrade. 3° D'aider partout les troupes allemandes au combat par une intervention active de l'aviation et des canons anti-aériens, de briser la résistance de l'adversaire, d'entraver sa fuite, de gêner son embarquement ultérieur et, autant que possible, d'empêcher cet embarquement. De collaborer aux opérations de l'armée par l'utilisation de troupes d'atterrissage et de parachutistes.

La marche d'approche de l'armée comportait déjà des difficultés colossales. L'attaque de positions en partie puissamment fortifiées, en particulier sur le front de Thrace, comptait parmi les tâches les plus difficiles qu'on pût assigner à une armée.

Au cours de cette campagne, les unités blindées ont combattu sur un terrain qu'on tenait jusqu'alors pour impraticable aux tanks. Les unités motorisées ont accompli des performances qui sont à la plus haute louange de l'homme, de ses capacités, de son courage, de son endurance et aussi de la valeur du matériel. Les divisions d'infanterie, de chars et de montagne, ainsi que les unités des armes ont rivalisé, dans un dévouement ininterrompu, en bravoure et en sacrifice, en persévérance et en ténacité dans la lutte pour les buts fixés. Le travail de l'état-major fut cette fois encore vraiment supérieur. Mais l'armée de l'air a ajouté à sa gloire, devenue historique, un nouveau titre particulier : avec un esprit de sacrifice et une hardiesse que seul peut apprécier celui qui connaît les difficultés de ces régions, elle a, dans des conditions climatériques souvent des plus mauvaises, pendant des journées entières, opéré des attaques qu'on avait tenues naguères pour tout à fait impossibles. Les canons de D.C.A. ont accompagné l'infanterie et les divisions blindées comme

toujours sur des chemins qu'on pourrait à peine considérer comme des sentiers muletiers. Aussi peut-on résumer en une phrase cette campagne : *rien n'est impossible au soldat allemand.* Les conducteurs des chars de combat aussi bien que ceux des colonnes, les chauffeurs du ravitaillement, des tracteurs, de l'artillerie et de la D.C.A. méritent, sur ce théâtre d'opérations, une mention particulière. Dans la lutte contre les positions fortifiées aussi bien que dans la construction de ponts et de routes, nos sapeurs du génie ont inscrit à leur compte une haute page de gloire. Cette marche triomphale a éteint, en trois semaines à peine, la guerre dans deux Etats. Et nous avons pleinement conscience qu'une grande part de ces succès revient à nos alliés et que, en particulier, la lutte soutenue par l'Italie contre la Grèce six mois durant, dans des conditions souvent des plus difficiles et au prix de très gros sacrifices, non seulement a fixé la masse principale des unités grecques mais encore et surtout les a affaiblies à un point tel que leur effondrement était devenu inévitable en soi. L'armée hongroise a confirmé sa vieille gloire. Elle a occupé la Batschka et s'est portée en avant avec des unités motorisées au delà de la Save. Cependant, l'équité historique m'oblige à constater que le soldat grec surtout, a combattu avec le plus grand mépris de la mort. Il ne capitulait que lorsque toute résistance était impossible et par suite inutile. Mais je suis aussi contraint de parler de l'adversaire qui a été la cause de cette lutte. En tant qu'Allemand et que soldat, je considère comme indigne de honnir jamais un ennemi valeureux. Il me semble cependant nécessaire de défendre la vérité contre les exagérations d'un homme qui, en tant que soldat, est un misérable politique et en tant que politique est un aussi misérable soldat. M. Churchill, qui a commencé cette lutte, cherche, comme il l'a déjà fait à l'occasion de Dunkerque, à proférer quelques paroles que tôt ou tard, on pourrait interpréter comme indiquant un succès. Je ne trouve pas honorable un tel procédé, mais de la part de cet homme, je le trouve tout naturel. Si jamais un autre, en tant qu'homme politique, avait subi tant de défaites, si un soldat avait essuyé tant de catastrophes, aucun d'eux ne serait resté six mois en place, à moins d'avoir aussi ce talent, le seul qui distingue M. Churchill, celui de mentir et de déformer la vérité avec une mine papelarde, si bien que, finalement, les plus effroyables défaites se transforment même en glorieuses victoires.

M. Churchill peut bien tromper ainsi ses compatriotes, mais il ne peut écarter les conséquences de ses défaites. Une armée britannique de 60.000 à 70.000 hommes a été débarquée en Grèce. Du reste, avant la catastrophe, ce même homme prétendait qu'il y en avait 240.000. Le but de cette armée était d'attaquer l'Allemagne par le Sud, de lui infliger une défaite et, comme en 1918, d'amener ainsi un tournant de la guerre. L'alliée que Churchill, une fois de plus entraînait dans le malheur, il s'agissait cette fois de la Yougoslavie, était anéantie deux semaines à peine après le début de l'action. Quant aux troupes britanniques elles-mêmes, trois semaines plus tard, à peine, elles étaient massacrées ou meurtries, prisonnières, noyées ou chassées. Tels sont les faits. Encore une fois, j'avais été prophète plus exact que Churchill quand, dans mon dernier discours, j'annonçais que partout où l'Anglais se présenterait sur le continent nous l'attaquerions et le jetterions à la mer.

QUELQUES CHIFFRES...

Or, maintenant, il déclare avec son imperturbable effronterie que cette guerre a coûté 75.000 morts, donc plus du double de nos pertes dans la campagne de l'Ouest. Il va même plus loin et fait raconter à ses Anglais si intelligents, par une de ses créatures stipendiées, que les Britanniques, après avoir assommé d'immenses quantités d'Allemands, ne s'étaient retirés pour ainsi dire que pour cette raison. Ainsi, les Australiens et les soldats de Nouvelle-Zélande seraient encore en Grèce si les Anglais, à la fois courageux comme le lion et au cœur tendre comme l'enfant — singulier mélange — après avoir assommé tant d'Allemands, ne s'étaient détournés avec dégoût et horreur de leurs propres actes d'héroïsme pour remonter sur leurs bateaux et s'en aller. C'est ce qui explique sans doute que parmi les morts et les prisonniers nous n'avons trouvé presque exclusivement que des Australiens et des Néo-Zélandais.

...Et voilà ce qu'on peut raconter au public dans une démocratie !

Je vous donnerai maintenant quelques chiffres indiquant les résultats de cette campagne : au cours des opérations contre la Yougoslavie, le chiffre des prisonniers purement

serbes, sans parler des soldats de race allemande, des Croates et Macédoniens qui, pour la plupart, avaient été remis en liberté, s'établit à 6.298 officiers, 337.864 soldats. Ces chiffres ne sont d'ailleurs pas définitifs, ils ne traduisent que le résultat des calculs effectués jusqu'à ce jour. Le nombre des prisonniers grecs, soit en chiffres ronds, 8.000 officiers et 210.000 hommes, ne peut pas être interprêté de la même façon car, autant qu'il s'agit des armées grecque, macédonienne et d'Epire, ils n'ont été encerclés et contraints à capituler que par suite de l'opération commune germano-italienne. Les prisonniers grecs aussi ont été et seront libérés immédiatement par égard à la conduite généralement brave de ces soldats. Le nombre des Anglais, Néo-Zélandais et Australiens faits prisonniers s'élève à plus de 9.000 officiers et hommes de troupe. Il est impossible, pour le moment, d'évaluer le butin, même approximativement.

La partie nous revenant par suite de l'efficacité des armées allemandes s'élève déjà, d'après les recensements effectués, à plus d'un demi-million de fusils, beaucoup plus d'un millier de canons, de nombreux milliers de mitrailleuses, d'armes de D.C.A., de mortiers, de nombreux véhicules et de grandes quantités de munitions et d'objets d'équipement. J'ajouterai à ce sujet : les chiffres du tonnage ennemi coulé par l'armée de l'air : 75 navires jaugeant 400.000 tonnes. Ont été endommagés : 147 navires, soit 700.000 tonnes. Ces résultats ont été obtenus par l'engagement des forces allemandes suivantes : pour les opérations dans le Sud-Est il était prévu au total : 31 divisions complètes et deux demi-divisions. Ces troupes ont été organisées en sept jours. Sur ce nombre, ont été effectivement engagées dans le combat : 11 divisions d'infanterie et de montagne, 6 divisions blindées, 3 divisions motorisées complètes et 2 demi-divisions motorisées de l'armée et des armes. Parmi ces formations, 11 combattirent pendant plus de 6 jours et 10 pendant moins de 6 jours. 11 formations sont restées complètement en dehors des combats. Déjà avant la fin des opérations en Grèce, 3 formations ont pu être retirées. 3 autres formations n'ont même pas été transportées sur le terrain des opérations parce qu'on n'en avait plus besoin. 2 autres formations furent retenues pour la même raison dans les lieux de rassemblement. 5 formations seulement sont entrées en contact avec les Anglais. Parmi les 3 divisions blindées comprises dans ces formations, il n'y

en eut jamais que deux qui furent jetées dans la bataille. Quant à la troisième, elle fut retenue au cours des opérations et retirée également comme non nécessaire. C'est pourquoi je constate en concluant que pratiquement seules 2 divisions blindées, 1 division de troupes de montagne et la garde du corps se sont trouvées aux prises avec des Anglais, des Néo-Zélandais et des Australiens.

Les pertes de l'armée et de l'aviation allemandes, ainsi que celles des formations des SS. armés furent dans cette campagne les plus faibles que nous ayons jamais subies. Dans sa lutte contre la Yougoslavie, la Grèce, la Grande-Bretagne en Grèce, l'armée allemande a subi les pertes suivantes : armée de terre et formations des SS armés : 57 officiers et 1.042 sous-officiers et soldats tués ; 181 officiers et 3.571 sous-officiers et soldats blessés ; 13 officiers et 372 sous-officiers et soldats disparus. Armée de l'air : 10 officiers et 42 sous-officiers et soldats tués, 36 officiers et 104 sous-officiers et soldats disparus.

Mes Députés, je ne puis que répéter, une fois de plus, que nous ressentons vivement la gravité du sacrifice qui frappe les familles atteintes et que le peuple allemand tout entier les remercie du plus profond du cœur. Mais dans l'ensemble, ces pertes sont si minimes qu'elles justifient pleinement : 1° L'initiative et le moment de cette campagne. 2° La façon dont les opérations ont été conduites et 3° exécutées. Ce sont l'incomparable formation de nos chefs, les éminents mérites de nos soldats, la supériorité de notre armement, l'excellence de nos munitions, ainsi que l'imperturbable bravoure d'un chacun qui nous ont permis d'obtenir avec des pertes aussi faibles un succès vraiment décisif dans les annales de l'histoire, et cela précisément au moment où les deux puissances de l'Axe se trouvaient également à même de réduire à néant en quelques semaines dans l'Afrique du Nord le prétendu succès que les forces britanniques locales y avaient remporté. Car nous ne saurions séparer l'entreprise du corps allemand d'Afrique et des troupes italiennes luttant pour la Cyrénaïque, entreprise liée au nom du général Rommel, de l'entrée en ligne dans les Balkans. Un maître bousilleur en

matière de stratégie a dû abandonner ici d'un coup deux théâtres d'opérations. Il ne faut pas voir dans le fait que cet homme, qui partout ailleurs serait déféré à un Conseil de Guerre, soit l'objet, dans son pays, d'une recrudescence d'admiration en tant que Premier ministre, la marque de la grandeur antique des sénateurs romains à l'égard de leurs généraux ayant honorablement succombé, il n'y faut trouver que la preuve de cet éternel aveuglement dont les dieux châtient ceux qu'ils veulent anéantir.

LES CONSEQUENCES DE CETTE CAMPAGNE

Les conséquences de cette campagne sont incalculables. Eu égard à la possibilité résultant des précédents, mettant à tout instant à Belgrade une petite clique de conjurés à même d'allumer un foyer incendiaire au service d'intérêts extra-continentaux, la suppression maintenant définitive de ce danger constitue une détente dont toute l'Europe bénéficie. Le Danube, en tant que grande voie de communication, se trouve ainsi à tout jamais à l'abri d'actes de sabotage ultérieurs. Le trafic y est dès maintenant de nouveau en pleine activité. Abstraction faite d'une modeste rectification de ses frontières auxquelles il a été porté atteinte du fait de l'issue de la guerre mondiale, le Reich n'a dans ces régions aucun intérêt particulier à défendre. Politiquement il nous importe que la paix soit assurée dans cette région et, économiquement, qu'un ordre soit établi qui encourage la production de richesses au profit de tous et permette de rétablir les échanges de marchandises. Et ce n'est que satisfaire à la justice transcendante que de tenir compte en même temps des intérêts se réclamant de l'ethnographie, de l'histoire et de l'économie. Toutefois, l'Allemagne n'assiste à cette évolution qu'en observateur intéressé. Nous sommes heureux que nos alliés soient à même de satisfaire maintenant leurs légitimes ambitions nationales et politiques. Nous nous félicitons de la naissance d'un Etat croate indépendant avec lequel nous espérons à tout jamais pouvoir collaborer en une confiante amitié. Cette collaboration ne peut être que source d'avantages réciproques surtout dans l'ordre économique. Nous participons de tout cœur à la joie qu'éprouve le peuple

hongrois de pouvoir accomplir un pas de plus dans la revision des injustes traités de paix qui lui furent jadis imposés. La réparation de l'injustice dont la Bulgarie a été en son temps victime nous touche ici particulièrement. Car nous estimons qu'avec cette revision permise par les armes allemandes, nous nous sommes acquittés d'une dette de reconnaissance enregistrée par l'histoire envers notre fidèle compagnon d'armes de la Grande Guerre. Que l'Italie, notre alliée, obtienne territorialement et politiquement dans l'espace vital qui lui appartient exclusivement l'influence qui lui revient, elle l'a plus que mérité par tous les sacrifices sanglants qu'elle a consentis depuis le mois d'octobre de l'année passée pour l'avenir de l'Axe.

LES VICTIMES DE LA FELONIE BRITANNIQUE

Nous éprouvons un véritable sentiment de pitié à l'égard du malheureux peuple grec vaincu. Il est la victime de son roi et d'une petite classe dirigeante aveuglée. Mais il a fait preuve d'une telle bravoure que l'estime de ses ennemis ne peut lui être refusée.

Le peuple serbe tirera peut-être de cette catastrophe les seules conséquences qu'il en faille tirer, à savoir que les officiers toujours en quête de coups d'Etat sont un véritable fléau pour ce pays. Tous ceux qui ont été touchés par cette catastrophe n'oublieront plus aussi vite, cette fois-ci, la manière particulièrement élégante dont l'Etat et ses chefs, pour lesquels ils ont eu l'honneur de pouvoir se sacrifier, les ont laissé tomber selon le beau principe que le nègre n'a plus qu'à se retirer lorsqu'il a rempli sa tâche. On a rarement considéré avec plus de cynisme le sacrifice des petits peuples. Car, envoyer à sa place d'autres nations à la guerre, en déclarant qu'on n'a jamais cru à leurs succès, mais qu'on a uniquement agi de la sorte pour obliger un tiers qui ne voulait pas combattre sur un théâtre de guerre, à y livrer bataille, voilà l'acte le plus ignoble qu'ait jamais relaté l'histoire mondiale. Ce n'est qu'à une époque où l'avidité capitaliste et l'hypocrisie politique se donnent la main, comme c'est le cas aujourd'hui dans nos démocraties, qu'un tel procédé peut apparaître comme

si peu déshonorant que ses auteurs responsables osent même encore s'en vanter publiquement. Mes Députés, hommes du Reichstag, si nous jetons un regard sur cette dernière campagne, nous nous rendons compte, mieux que jamais, de l'importance que revêtent pour le soldat la meilleure formation et le meilleur armement. On a pu éviter de trop sanglants sacrifices grâce au travail énorme accompli au cours des années précédentes. Nos soldats ont retiré les plus grands profits des exercices pénibles qu'on leur fit exécuter au cours de leur éducation militaire. C'est grâce à cette excellente formation, aux capacités du militaire allemand et de ses chefs qu'on a pu obtenir un maximum d'effet par un minimum de sacrifices. Mais ce minimum de sacrifices exige une quantité maxima d'armes et une qualité maxima, une quantité et une qualité maxima de munitions. Je ne suis pas de ceux qui ne voient dans la guerre qu'un problème d'ordre matériel, car la matière est chose morte et c'est l'homme seul qui lui insufle la vie. Mais le meilleur soldat va à un échec certain si on lui a donné une arme mauvaise ou insuffisante. La vie de beaucoup de nos fils dépend donc du front intérieur. Votre sueur peut épargner le sang de nos soldats. C'est donc le plus haut devoir du peuple allemand de faire tout pour donner à notre front combattant les armes dont il a besoin. Car à côté de toutes les autres causes qui aboutirent autrefois à la perte de la guerre mondiale, il faut mentionner aussi, au bout du compte, le manque d'une arme déjà devenue décisive à cette époque pour l'offensive et le manque d'une arme appropriée à la défense correspondante. Ce que nos soldats sont capables d'accomplir, ils viennent précisément de le montrer dans cette campagne. L'arrière ne peut mesurer la somme des efforts individuels et collectifs. Ce qu'il met de propre puissance de travail à la disposition de la nation dans sa lutte fatidique n'est aucunement comparable à ce que des millions de nos hommes ont accompli, doivent accomplir et accompliront au front. Et je ne voudrais pas qu'un autre Etat pût jamais nous dépasser à cet égard. Mais cela ne suffit pas. Nous sommes tous tenus de faire le nécessaire pour que l'avance que nous avons sur nos adversaires ne diminue pas mais augmente au contraire constamment. Ce n'est pas un problème de capital mais exclusivement un problème de travail, c'est-à-dire de notre volonté et de nos capacités.

APPEL AUX FEMMES ALLEMANDES

Je crois qu'en cela surtout les jeunes filles et les femmes allemandes peuvent apporter encore, elles aussi, une contribution additionnelle. Car des millions de femmes allemandes sont à la campagne, dans les champs, et doivent remplacer les hommes dans les travaux les plus pénibles. Des millions de femmes et de jeunes filles allemandes travaillent dans les fabriques, les ateliers et les bureaux et s'y montrent à la hauteur de leur tâche. Ce n'est pas à tort que nous demandons que des centaines de milliers d'autres prennent exemple sur ces millions de compatriotes. Car si nous sommes maintenant en mesure de mobiliser plus de la moitié de l'Europe pour fournir le travail nécessaire à cette lutte, notre peuple est pourtant celui qui marche — et de loin — en tête de ce processus du travail, dont il est l'élément le plus précieux. Et si aujourd'hui les instigateurs démocratiques d'un pays auquel le peuple allemand n'a jamais rien fait, et dont l'affirmation qu'il aurait l'intention de lui faire quelque chose est un mensonge absurde, menacent d'étouffer l'État national-socialiste qui les incommode, sous le poids de leur système capitaliste et de leur production matérielle, on ne peut donner à cela qu'une seule réponse : le peuple allemand ne verra jamais plus une année 1918 mais s'élèvera à des prouesses encore plus grandes dans tous les secteurs de la résistance nationale. Il s'attachera toujours plus fanatiquement à cette idée que ni la force des armes ni le temps ne pourront jamais nous courber et encore bien moins nous briser.

LES MEILLEURS ARMEMENTS DU MONDE

Il maintiendra donc la supériorité de son armement et ne laissera dans aucune circonstance rien perdre de l'avance dont il bénéficie. Si, dès maintenant, le soldat allemand a les meilleures armes du monde, il en aura encore de meilleures cette année et l'année prochaine. Si, dès maintenant, et par opposition à ce qui s'est produit pendant la Grande Guerre, le côté matériel du combat ne pèse en rien sur lui, à l'avenir cette situation non seulement n'empirera pas, mais au contraire deviendra plus favorable. Nous sommes donc obligés de faire figurer la force de travail de toute la nation dans cet effort d'armement maximum. Les mesures

nécessaires à cet effet seront prises avec une résolution et une exactitude vraiment nationales-socialistes.

« JE REGARDE L'AVENIR AVEC CALME ET CONFIANCE »

Du reste, mes Députés, hommes du Reichstag, je ne puis que vous donner l'assurance que j'envisage l'avenir avec le calme le plus complet et la plus profonde confiance. Le Reich allemand et ses alliés représentent, au point de vue militaire, économique et surtout moral, une puissance supérieure à n'importe quelle coalition du monde. L'armée allemande n'interviendra jamais qu'au moment et là où cela sera nécessaire. Le peuple allemand accompagnera de sa confiance la marche de ses soldats. Il sait que la guerre de cette clique n'est que la conséquence de la cupidité de quelques bellicistes internationaux et de la haine des démocraties juives qui sont derrière eux. Ces criminels ont repoussé toutes les offres de paix de l'Allemagne parce que le fait d'être disposé à la paix contrevient à leurs intérêts capitalistes. Mais celui qui a sur les lèvres le nom de Dieu en poursuivant des intentions si sataniques, blasphème contre la Providence et ne peut récolter que l'anéantissement. C'est là notre conviction la plus profonde. Ainsi, nous ne combattons pas seulement maintenant pour notre propre existence mais pour libérer le monde d'une conjuration qui, sans scrupule, subordonne à son bas égoïsme le bonheur des peuples et des individus. Le mouvement national-socialiste a vaincu à l'intérieur, autrefois, ces ennemis, après une lutte qui a duré quinze années. L'Etat national-socialiste saura aussi les exterminer à l'extérieur. L'année 1941 resplendira dans l'histoire comme la plus grande année de notre relèvement. Les forces militaires allemandes, l'armée, la marine et l'aviation rempliront leur suprême devoir dans ce sens. Laissez-moi exprimer ici ma reconnaissance aux soldats allemands qui, dans la nouvelle campagne, ont derechef accompli des actes si remarquables, ma reconnaissance également au peuple allemand des villes et des campagnes qui par son labeur, a créé les conditions préalables de ces succès. Nous éprouvons une gratitude particulière envers nos compatriotes tombés au champ d'honneur ou blessés au cours de cette guerre, ainsi qu'envers ceux que ces sacrifices ont endeuillés. Et si notre pensée se reporte en même temps au Maître Tout-Puissant

des destinées humaines, nous ne saurions assez lui exprimer notre reconnaissance d'avoir permis ces grands succès avec une aussi faible effusion de sang. Nous ne pouvons que lui demander de ne pas abandonner notre peuple non plus à l'avenir. Quant à nous, nous ferons tout ce qui dépendra de nos forces pour nous défendre contre nos ennemis. Dans ce pays est né un état d'esprit dont l'univers n'a jusqu'ici jamais eu raison. Une foi cénesthésique s'est emparée de notre peuple. Ce que nous avons obtenu de haute lutte après les longs égarements de querelles intestines et ce qui nous rend si fiers à l'égard d'autres peuples, aucune puissance au monde ne saurait nous l'arracher.

Au siècle de la folie judéo-capitaliste de l'or et des distinctions de rangs et de classes, l'Etat démocratique national-socialiste se dresse en monument d'airain, monument inébranlable de justice sociale et de raison lucide. Il survivra non seulement à cette guerre mais encore au millénaire dans lequel nous entrons.

BIBLIOTECA MUNICIPALA FONDUL SALII DE LECTURA

BIBLIOTECA MUNIC
— CLUJ —

TABLE DES MATIÈRES

Le 28 avril 1939, devant le Reichstag 7
Le 27 août 1939, Lettre au Président Daladier 67
Le 1er septembre 1939, devant le Reichstag 75
Le 19 septembre 1939, au Artushof de Dantzig 87
Le 6e octobre 1939, devant le Reichstag 111
La veille du 9 novembre 1939, au « Burgerbraü-Keller », de Munich 147
Le 30 janvier 1940, au Palais des Sports à Berlin 167
Le 24 février 1940, au « Hofbrauhaus » de Munich 187
Le 19 juillet 1940, devant le Reichstag 203
Le 4 septembre 1940, à Berlin 245
La veille du 9 novembre 1940 au « Burgerbraü-Keller » de Munich 265
Le 10 décembre 1940, devant les ouvriers d'une usine d'armement à Berlin 291
Le 30 janvier 1941, au Palais des Sports à Berlin 325
Le 24 février 1941, à Munich 359
Le 4 mai 1941, à Berlin 383

Achevé d'imprimer le 28 Mai 1941
sur les Presses de l'Imprimerie Spéciale
des ÉDITIONS DENOËL, à Paris.

R. Aprob. 391161/217/22 II. 1943

5lei

1060.504

" LA RÉVOLUTION MONDIALE "

Quelle que soit l'issue de la guerre actuelle, on peut être assuré que les pays démocratiques verront disparaître la plupart des institutions et des concepts sur lesquels ils ont vécu jusqu'à présent. Les bouleversements auxquels nous assistons sont infiniment plus rapides que ceux que la Révolution française a provoqués un peu partout. Et leurs répercussioı seront sans doute plus profondes.

Le conquérant apporte avec lui une conception de l'ordre politique et social tout à fait différente de celles qui étaient e usage dans les pays qu'il vient de soumettre. Et ces pays, s adopter d'enthousiasme l'idéologie du vainqueur, incliner l'examen et à la discussion de concepts qu'ils rejetaier *priori* quelques mois plus tôt.

Nous vivons une révolution mondiale. L'ère des con vient de s'ouvrir. Fidèle à son passé, l'Europe garde sa matie spirituelle et montre la voie au reste de l'univers.

Jamais pourtant, il n'a été aussi difficile de comprend marche du monde. Dans la confusion générale, il est urge de choisir des points de repère.

C'est pourquoi nous fondons une collection nouvelle où ne paraîtront que des ouvrages du premier rang. Il s'agit pour nous d'éclairer le lecteur sur les transformations d'ordre politique, économique et social qui s'opèrent en ce moment.

Si nous inaugurons notre collection par les « Discours » d'Adolf Hitler, c'est que ces documents d'une incomparable valeur historique contiennent toutes les précisions utiles sur les origines et les progrès d'un mouvement incoercible.

Dans un avenir prochain, nous publierons des études, dues aux meilleurs historiens et essayistes de ce temps, sur les nations appelées à jouer un rôle important dans la révolution mondiale.

Et la France n'est pas le dernier pays dont nous ét[illegible] la mission.